



# Rapport financier 2018



**Caisse  
des Dépôts**  
GROUPE

# Rapport financier 2018

## GRUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Préambule | 3

Comptes consolidés | 8

Rémunération des dirigeants du Groupe | 180

Comptes annuels de la Section générale | 184

## FONDS D'ÉPARGNE CENTRALISÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS

Comptes annuels du fonds d'épargne | 230

# Préambule

## 1 – Notre modèle

« La Caisse des dépôts et consignations et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Le Groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités locales et peut exercer des activités concurrentielles. [...] La Caisse des dépôts et consignations est un investisseur de long terme et contribue, dans le respect de ses intérêts patrimoniaux, au développement des entreprises. »

Article L. 518-2 du Code monétaire et financier (modifié par la loi de modernisation de l'économie de 2008).

Notre modèle est unique :

**Dépositaire et gestionnaire de confiance.** La Caisse des Dépôts gère des mandats publics confiés par la loi ou l'État, soit pour l'essentiel une partie de l'épargne réglementée (livret A, livret de développement durable et solidaire, livret d'épargne populaire), les fonds des professions juridiques, comme les dépôts réalisés auprès des notaires, les régimes de retraites de la fonction publique, le compte personnel de formation.

**Investisseur de long terme sur les marchés financiers.** La Caisse des Dépôts place une partie des fonds qui lui sont confiés sur les marchés financiers avec un double objectif : assurer la sécurité, la liquidité et la rémunération des fonds et générer des résultats réguliers afin de renforcer ses fonds propres et investir dans des projets d'intérêt général.

**Prêteur et investisseur dans des projets d'intérêt général.** La Caisse des Dépôts présente deux bilans distincts, celui des fonds d'épargne et celui de la Section générale.

Elle transforme une partie de l'épargne réglementée en prêts de long terme sur fonds d'épargne afin de financer le logement social, la rénovation des quartiers prioritaires et les équipements du secteur public local (transport, écoles, hôpitaux, numérique...).

Sur ses fonds propres, au sein du bilan « Section générale », la Caisse des Dépôts finance en apport de capital des projets innovants publics-privés (Sociétés d'économie mixte) ou des sociétés créées ad hoc pour des projets immobiliers (EHPAD, tourisme, cliniques...).

**Opérateur par le biais de ses filiales.** La Caisse des Dépôts détient des participations stratégiques dans Transdev, Egis, Icade, CNP Assurances, Compagnie des Alpes, RTE... Ces filiales sont en partie des activités qui ont été créées par la Caisse des Dépôts. Elles se sont développées puis ont été filialisées, c'est le cas de Transdev, Egis, Icade, CNP Assurances, Compagnie des Alpes...

## 2 – Nos activités

### Mandats et dépôts

Tiers de confiance, la Caisse des Dépôts assure la gestion des mandats et des fonds publics et privés qui lui sont confiés.

Nous gérons en toute sécurité les fonds qui nous sont confiés : des consignations à la protection des avoirs des personnes vulnérables en passant par les dépôts des notaires et des autres professions juridiques. Banquier de la Sécurité sociale, nous délivrons des prestations de gestion bancaire, administrative et financière, dans le cadre de mandats qui nous sont confiés par l'Etat et développons une activité de fiduciaire. Tiers de confiance, nous gérons pour le compte de l'Etat, une partie des enveloppes du Programme d'Investissements d'Avenir. Nos principaux clients sont le service public de la justice (notaires, administrateurs et mandataires judiciaires...), la Sécurité sociale et les acteurs publics d'intérêt général (organismes de logement social, établissements publics locaux...)

Nous centralisons, gérons et transformons en toute sécurité l'épargne réglementée (livret A, LDDS, LEP) en prêts à très long terme au service de l'intérêt général notamment le logement social, la politique de la ville et les investissements de long terme des collectivités locales. Les ressources qui ne sont pas consacrées aux prêts sont investies en actifs financiers afin de contribuer à la rémunération de l'épargne populaire, assurer sa liquidité tout en finançant l'économie.

### Entreprises

Le groupe Caisse des Dépôts est le premier investisseur institutionnel dans le capital des entreprises françaises. En soutenant notamment les ETI et les PME dont les projets sont porteurs de croissance, nous remplissons une de nos missions fondatrices : contribuer au développement économique du pays.

Nous apportons aux entreprises des solutions de financement nécessaires à toutes les étapes de leur développement, en prêt et fonds propres, en particulier sur les segments les moins couverts par le marché, ainsi que des garanties pour permettre le financement des projets les plus risqués. Nous leur donnons les moyens de leur croissance en mobilisant d'autres acteurs du capital-investissement et en recherchant des capitaux auprès de partenaires étrangers. Nous soutenons les secteurs d'avenir et proposons des solutions adaptées aux entreprises innovantes. Ainsi nous intervenons dans le dispositif des pôles de compétitivité et des Sociétés d'Accélération de Transfert de Technologie (SATT) que nous gérons pour le compte de l'Etat dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA).

Nous donnons aux entreprises les moyens de se développer à l'international : accompagnement des entrepreneurs et déploiement d'une gamme complète de financement à l'export (prospection, poste client, crédit acheteur et vendeur). Nous agissons en acteur de référence dans le financement de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) en apportant notre soutien aux réseaux associatifs et en soutenant la création et la transmission de TPE. Nous aidons la recherche privée et publique à mieux valoriser ses portefeuilles de brevets, dans une

dimension internationale. Nous contribuons à créer un écosystème favorable au développement des entreprises grâce à des partenariats privilégiés avec les acteurs locaux. Nous accompagnons les entreprises aux étapes clés de leur croissance : formation (pour permettre aux entrepreneurs d'identifier les facteurs de croissance et de s'initier aux différents leviers d'apprentissage) ; mise en réseau des chefs d'entreprises entre eux et avec des financeurs potentiels ; aide au conseil (notamment le conseil à l'export, la sensibilisation et l'orientation en fusions et acquisitions).

---

## Logement et immobilier

---

Acteur central du logement et de l'immobilier, le groupe Caisse des Dépôts participe activement à l'effort national de construction et à la transition énergétique du parc existant.

Nous mobilisons nos moyens aux côtés des pouvoirs publics et des acteurs de l'habitat pour accélérer la production de logements sociaux et intermédiaires sur l'ensemble du territoire. Nous intervenons pour créer les conditions d'un retour des investisseurs institutionnels dans l'immobilier locatif « intermédiaire », notamment dans les zones en manque de logements, au plus près des bassins d'emploi. Nous développons une offre de logements abordables à destination des jeunes actifs et des étudiants et contribuons à la construction et à la rénovation de structures spécialisées. Nous couvrons également le financement des centres d'hébergement et de logements d'urgence pour les populations les plus fragiles. Pour répondre aux besoins du plus grand nombre, nos offres de logement sont adaptées à toutes les étapes de la vie. Nous assurons la rénovation et l'amélioration de la performance énergétique du patrimoine immobilier public et privé existant. Nous proposons aux bailleurs sociaux et aux collectivités des solutions adaptées à leurs besoins. Notre offre de prêts permet notamment de financer des projets participant à la transition écologique et énergétique, ainsi que des travaux liés au désamiantage. Nous soutenons les acteurs locaux en investissant dans des projets d'immobilier tertiaire (centres commerciaux, d'affaires, de bureaux) et assurons un rôle de promoteur et de foncière pour les immeubles de bureaux.

---

## Assurance

---

Le groupe Caisse des Dépôts se positionne aux côtés des citoyens et leur propose, à chaque étape de leur vie, des solutions adaptées à leurs besoins de financement, de protection, de prévoyance mais aussi de retraite.

Nous concevons et gérons des solutions en assurance-vie, retraite, prévoyance, santé et couverture de prêts, distribuées par des partenaires bien implantés sur leur marché. Nous répondons aux besoins des entreprises, des collectivités territoriales, des mutuelles, des associations et des banques. Nous répondons aux besoins de sécurité grâce une gamme complète de produits de prévoyance : dépendance, décès, obsèques, accidents de la vie, santé et services à la personne. Nous aidons les familles à faire face aux incertitudes croissantes qu'elles connaissent en proposant un large éventail de contrats comme l'assurance-vie. Nous proposons également aux particuliers des produits d'épargne retraite spécifiques, garantissant des revenus à vie. Nous fournissons une couverture des prêts pour les candidats à l'emprunt auprès de nombreux établissements financiers ainsi que pour les adhérents des mutuelles partenaires.

---

## Infrastructure et transport

---

Nous intervenons dans la conception, le financement et l'exploitation de nos infrastructures et équipements publics. Nos solutions conjuguent innovation, performance économique et sens de l'intérêt général.

Nous investissons dans les infrastructures de demain : voies ferrées à grande vitesse, réseaux de tramways, ports, autoroutes, aéroports, réseaux de télécoms, équipements de gestion des déchets et d'eau, réseaux de transport d'énergie. Nous soutenons les projets locaux en proposant aux collectivités et aux Entreprises Publiques Locales (EPL) notre expertise des montages juridiques et financiers innovants, combinant capitaux publics et privés. Nous mobilisons nos partenaires pour orienter les fonds européens et internationaux vers les projets nationaux. Nous accompagnons les collectivités locales dans l'équipement numérique des territoires en apportant notre ingénierie et nos financements notamment pour le déploiement des nouveaux réseaux à très haut débit (THD).

---

## Écologie et énergie

---

Le groupe Caisse des Dépôts est entièrement mobilisé pour relever le défi écologique et énergétique que connaît le pays. Nous développons des solutions opérationnelles pour les entreprises au cœur des territoires pour contribuer à une société plus performante, et plus sobre en consommation de ressources naturelles et d'énergie et jouons un rôle pionnier en matière de préservation des milieux naturels et de la biodiversité.

Nous développons l'investissement forestier et la valorisation des métiers du bois que nous nous engageons à exploiter durablement. Nous gérons les actifs forestiers des investisseurs institutionnels français et d'un nombre croissant de groupements forestiers et de propriétaires privés. Premier opérateur de compensation écologique de la biodiversité, nous apportons des réponses concrètes aux enjeux de valorisation et de protection du patrimoine naturel en finançant sur le long terme des projets de restauration et de gestion d'espaces naturels en accord avec les acteurs locaux.

Nous renforçons nos engagements et développons de nouveaux métiers. Nous menons des projets collectifs de territoires dans une démarche de long terme et en faveur d'une plus grande cohérence écologique. Nous mettons en place des dispositifs financiers spécifiques pour accompagner les acteurs émergents du secteur et structurer les filières innovantes. Nous finançons des projets bas carbone, la production d'énergies renouvelables, des solutions d'économie d'énergie ainsi que des entreprises de la transition écologique et énergétique. Le Groupe s'appuyant sur ses chercheurs et experts, contribue au débat public en y apportant des solutions innovantes et respectueuses de l'environnement.

---

## Tourisme et loisirs

---

Le groupe Caisse des Dépôts est un acteur historique et important du tourisme et des loisirs en France. Notre ancrage territorial nous permet d'être le partenaire privilégié des collectivités locales, et de les accompagner dans leur projet de développement économique.

Nous soutenons les collectivités locales dans la définition de projets favorisant l'attractivité du territoire et la création d'emploi. Nous investissons dans les infrastructures touristiques et en assurons la maintenance et l'exploitation au travers entre autres du Fonds développement Tourisme. Nous gérons les principaux domaines skiables français et développons des grands parcs de loisirs en Europe. Créateur du fonds Tourisme Social Investissement (TSI), nous assurons la rénovation des hébergements et des équipements de loisirs. De plus, avec le Prêt Participatif pour la Rénovation Hôtelière (PPRH), nous contribuons à la rénovation du parc immobilier touristique. Acteur d'une véritable politique publique de développement touristique, nous intervenons au service de l'intérêt général et jouons un rôle de cohésion sociale.

## Numérique

Le groupe Caisse des Dépôts accompagne les collectivités locales dans l'équipement numérique de leurs territoires et intervient dans le développement des usages et services numériques innovants.

Nous apportons aux acteurs publics notre expertise en matière d'ingénierie et de financement pour accélérer l'aménagement numérique des territoires. Nous contribuons au financement et au déploiement des nouveaux réseaux à très haut débit (THD), y compris dans les zones à faible densité de population. Nous accompagnons les entreprises innovantes pour les aider à gagner en compétitivité et à structurer leur filière en France et à l'international. Nous intervenons dans le financement de l'innovation pour soutenir l'investissement des PME et ETI dans des projets d'intégration de nouvelles solutions numériques. Nous accompagnons les collectivités en contribuant au développement des différents écosystèmes numériques locaux : déploiement de télécentres, mise en place du plus grand incubateur d'entreprises numériques au monde (la Halle Freyssinet) et intensification de nos actions en direction de l'enseignement supérieur. Nous participons à des programmes innovants qui dessinent les contours de la ville de demain. Des transports à l'habitat, nous déployons des technologies intelligentes et améliorons la qualité du « vivre ensemble ». Nous accompagnons le déploiement de l'e-administration qui constitue un volet important de la réforme de l'État et de la modernisation du service public. En tant que fournisseur de service, nous développons une gamme de solutions de confiance numérique, allant de la dématérialisation des procédures et des flux, à la conservation de l'intégrité des données qui nous sont confiées. Nous avons mis en place le compte personnel de formation (CPF) et nous en assurons la gestion. Nous gérons pour le compte de l'État les comptes bancaires inactifs et les contrats d'assurance-vie en déshérence via un site dédié ouvert au public le 1er janvier 2017.

## 3 – Gouvernance

La Caisse des Dépôts est selon la loi de 1816 « de la manière la plus spéciale, sous la surveillance et la garantie de l'autorité législative ». Son statut particulier assure son indépendance. Le Parlement exerce le contrôle de ses activités et garantit son autonomie par l'intermédiaire d'une Commission de surveillance. La Commission de surveillance contrôle les décisions majeures (orientations stratégiques, prises de participation, gestion du fonds d'épargne, vérification des comptes...), veille sur le modèle prudentiel et rend compte de la situation financière au Parlement. Elle est constituée de trois députés, deux sénateurs, du gouverneur ou du sous-gouverneur de la Banque de France, du directeur général du Trésor, d'un représentant du Conseil d'État, de deux représentants de la Cour des comptes et enfin de trois personnalités

qualifiées. Le projet de la loi PACTE (plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) prévoit de faire évoluer sa composition et de renforcer ses prérogatives.

## 4 – Politique durable

En ayant pour principale mission la réduction des inégalités sociales et des fractures territoriales, la Caisse des Dépôts a fait de sa responsabilité sociétale une ambition transverse à laquelle contribue chacun de ses cinq métiers. Cette ambition s'intègre dans la politique durable aux côtés de trois volets complémentaires : la responsabilité environnementale, la responsabilité interne et la responsabilité économique et financière. Cette politique vise à intégrer les enjeux relatifs à un développement durable dans l'ensemble des activités de la Caisse des Dépôts, de ses filiales et de ses participations stratégiques. Cette intégration passe notamment par le développement d'offres de produits et services à impact social et/ou environnemental positif au sein de chaque segment d'activité.

Le déploiement de pratiques financières durables constitue un autre enjeu majeur au regard de ces activités. Une politique d'investissement responsable encadre ainsi les pratiques d'investissement du Groupe. La politique durable de la Caisse des Dépôts comporte également un volet relatif à son fonctionnement interne : politique de gestion des ressources humaines responsable, loyauté et transparence des pratiques, maîtrise des impacts négatifs des activités et du fonctionnement.

Depuis le printemps 2018, la Caisse des Dépôts a initié plusieurs chantiers majeurs avec la mise en place d'une démarche de gestion des risques extra-financiers et de son intégration dans le processus global de gestion des risques du Groupe et la structuration de la politique durable de la Caisse des Dépôts autour du référentiel des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

## 5 – Environnement économique 2018

### 5.1. Contexte économique

La conjoncture internationale s'est dégradée au cours de l'année et plus particulièrement lors du dernier trimestre 2018. En cause, les risques géopolitiques qui restent prégnants : les tensions commerciales qui se prolongent, en particulier entre les États-Unis et la Chine, le contexte toujours très incertain autour du *Brexit* avec, à ce stade, aucun scénario à écarter (y compris le *Brexit* et le *hard Brexit*) et les finances publiques italiennes avec le bras de fer entre la coalition gouvernementale et la Commission européenne autour du programme budgétaire 2019. Le ralentissement de l'activité, déjà entamé en Europe et en Chine, et qui se profile aux États-Unis, était attendu compte tenu de l'avancement des cycles des affaires ; mais le haut degré d'incertitude pèse sur la confiance des agents (entreprises, ménages), et nourrit les craintes des investisseurs, ce qui dégrade les conditions financières, et amplifie l'essoufflement de la croissance.

En France, après un sursaut à +2,3% en 2017, la croissance a progressivement ralenti et s'affiche à 1,5% sur l'ensemble de l'année 2018. À ce stade du cycle économique, au fur et à mesure que le PIB s'approche de son niveau d'équilibre, il est normal que la croissance converge vers son potentiel (autour de +1,3% par an), les contraintes d'offre, en particulier les difficultés d'embauche, se faisant plus mordantes.

## 5.2. Contexte financier

L'année 2018 a été marquée, sur les marchés financiers, par un changement de contexte qui a pesé sur les actifs risqués. Les taux directeurs américains ont augmenté et ne sont plus en zone « accommodante ». Les actifs risqués qui, dans les années passées, avaient beaucoup profité de l'absence de concurrence en termes de rendements, en ont souffert, alors même que se multipliaient les incertitudes qui ont affaibli la visibilité et donc diminué l'appétit envers les actifs risqués.

Au total :

Sur le marché monétaire, le contexte est resté caractérisé par des taux bas et globalement inchangés en zone euro. La BCE n'a pas fait évoluer ses taux directeurs : la reprise est encore loin de générer des tensions inflationnistes, ce qui justifie un statu quo de la BCE. Le taux Euribor 3 mois finit l'année 2018 à -0,31 %, proche de son niveau de fin 2017 (-0,33 %). De son côté, la Fed a poursuivi la normalisation monétaire en augmentant le taux des *Fed funds* à 2,5 % en 2018, contre 1,5 % fin 2017.

Sur le marché obligataire français, le taux OAT 10 ans n'a pas eu de tendance marquée et persistante. Il finit l'année à 0,71 %, proche de son niveau fin 2017 (0,79 %). Les taux sont restés bas car la demande d'obligations a été forte, notamment par l'achat massif d'obligations par la BCE. Ni l'annonce de l'allègement du programme d'achats de 30 à 15 milliards d'euros ni celle de l'arrêt des achats nets en janvier 2019 n'ont modifié sensiblement le rapport offre/demande donc les prix, puisque, en parallèle, la demande d'actifs obligataires sou-

verains a augmenté du côté des investisseurs. En effet, la hausse de la perception du risque (craintes de *hard Brexit*, tensions sur l'obligataire souverain en Italie à la suite des élections, hausse des droits de douane entre les États-Unis et la Chine, affaissement des actions...) a généré des allocations de portefeuille défensives de la part des investisseurs, donc des achats d'obligations. Le fait marquant, sur l'obligataire européen, a été la forte hausse du taux 10 ans italien (+73 pb sur l'année 2018 à 2,74 % fin décembre) du fait de l'annonce, par le nouveau gouvernement, d'un plan de relance remettant en cause les engagements précédemment pris de réduction du ratio dette/PIB. La probabilité de défaut de l'État s'en est trouvée réévaluée à la hausse.

Sur les marchés actions, les performances boursières sont négatives. Le CAC 40 a reflué de 11 % en 2018. Alors que le cycle des affaires poursuit son expansion et que les profits des entreprises continuent de croître, les valorisations boursières sont pénalisées par deux facteurs. La hausse de la perception du risque d'une part : en 2018, les aléas négatifs se sont multipliés (cf. ci-avant), engendrant un manque de visibilité peu propice à l'investissement en actifs risqués. D'autre part, le contexte est marqué par une normalisation monétaire aux États-Unis : elle rend plus attractif l'investissement en actifs monétaires et obligataires puisque, sur ces actifs les moins risqués, les rendements augmentent. Les actifs risqués, sur lesquels les investisseurs se sont portés dans le passé parce qu'ils offraient un rendement plus élevé, en pâtissent mécaniquement et sont victimes de réallocations d'actifs en leur défaveur. Cette correction des cours des actions est saine : les cours progressant moins que les bénéfices futurs, la chute des actions détend la valorisation (baisse des PER) qui était très élevée, et qui ainsi se normalise.

## 6 – Les chiffres clés

### 6.1. Le groupe Caisse des Dépôts

| (en milliards d'euros)   | 2017  | 2018  |
|--|-------|-------|
| Total du bilan consolidé   | 173,5 | 163,0 |
| Capitaux propres part du Groupe ( <i>hors plus ou moins-values latentes</i> )      | 30,4* | 31,6  |
| Capitaux propres part du Groupe ( <i>y compris plus ou moins-values latentes</i> ) | 37,2* | 35,9  |
| Résultat net consolidé part du Groupe  | 1,9   | 1,8   |

\* Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, application des normes IFRS 9 et 15.

### 6.2. Le fonds d'épargne

| (en milliards d'euros)                         | 2017  | 2018  |
|--|-------|-------|
| Total prêts signés                             | 17    | 12,8  |
| Prêts logement social et politique de la ville | 15,1  | 11,6  |
| Prêts aux collectivités territoriales          | 1,9   | 1,2   |
| Encours de prêts                               | 185,1 | 188,5 |

## 7 – Notations long terme, court terme de la Caisse des Dépôts

La Caisse des Dépôts, créée par la loi du 28 avril 1816, est un établissement public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays.

La Caisse des Dépôts est placée, de la manière la plus spéciale, sous la surveillance et la garantie de l'autorité législative.

Les agences de notation considèrent la Caisse des Dépôts comme une agence d'État bénéficiant par-là, de la même note que la République française.

Le tableau ci-après résume les notations long terme et court terme de la Caisse des Dépôts au 31 décembre 2018 :

| Notations              | Standard & Poor's | Moody's          | Fitch         |
|------------------------|-------------------|------------------|---------------|
| Caisse des Dépôts      | AA/Stable/A-1+    | Aa2/Positive/P-1 | AA/Stable/F1+ |
| EMTN & BMTN Programmes | AA                | Aa2              | AA            |
| CD Programme           | A-1+              | P-1              | F1+           |
| Global CP Programme    | A-1+              | P-1              | F1+           |

Relations investisseurs :

Financements court terme : CDC.TREASURY@caissedesdepots.fr

Financements long terme : EMTN-CDC@caissedesdepots.fr

## 8 – Certification des comptes

Conformément à l'article L518-15-1 du Code monétaire et financier :

« Chaque année, la Caisse des dépôts et consignations présente aux commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées des finances ses comptes annuels et consolidés, certifiés par deux commissaires aux comptes. »

# Comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts au 31.12.2018

examinés et arrêtés par le directeur général  
de la Caisse des Dépôts en date du 20.03.2019

États financiers consolidés | 10

Notes annexes | 22  
aux états financiers consolidés



# Sommaire détaillé

|   |           |  |            |
|---|-----------|--|------------|
| <b>ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS</b>  | <b>10</b> | <b>4 – Notes relatives au bilan consolidé</b>  | <b>54</b>  |
| Faits marquants Groupe Caisse des Dépôts  | 10        | 4.1 – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat  | 54         |
| Événements postérieurs à la clôture   | 11        | 4.2 – Instruments dérivés de couverture – Actif et Passif  | 55         |
| Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2018  | 12        | 4.3 – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres   | 57         |
| État du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisées nettes d'impôts directement en capitaux propres                                    | 13        | 4.4 – Titres au coût amorti  | 59         |
| Bilan consolidé au 31 décembre 2018   | 14        | 4.5 – Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti  | 60         |
| Tableau de passage des capitaux propres du 1 <sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2018   | 16        | 4.6 – Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti   | 62         |
| Tableau des flux de trésorerie relatifs à l'année 2018  | 18        | 4.7 – Impôts courants et différés  | 63         |
| Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie   | 19        | 4.8 – Comptes de régularisation, actifs et passifs divers  | 64         |
| Information sectorielle 2018  | 20        | 4.9 – Actifs et passifs non courants destinés à être cédés   | 66         |
| <b>NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS</b>  | <b>22</b> | 4.10 – Participations dans les entreprises associées et coentreprises  | 67         |
| <b>1 – Principes et méthodes comptables applicables dans le groupe</b>  | <b>22</b> | 4.11 – Immobilisations   | 72         |
| <b>2 – Application des normes IFRS 9 « Instruments Financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients »</b> | <b>42</b> | 4.12 – Écarts d'acquisition  | 74         |
| 2.1 – Principaux impacts de la première application IFRS 9 et IFRS 15   | 42        | 4.13 – Dettes représentées par un titre  | 75         |
| 2.2 – Cas particulier du Groupe CNP Assurances  | 42        | 4.14 – Dettes envers les établissements de crédit  | 77         |
| 2.3 – Incidence de l'application des normes IFRS 9 et IFRS 15 sur les capitaux propres  | 43        | 4.15 – Dettes envers la clientèle  | 77         |
| 2.4 – Transition du bilan consolidé au 1 <sup>er</sup> janvier 2018   | 44        | 4.16 – Compensation des actifs et passifs financiers   | 78         |
| 2.5 – Tableau de passage des actifs et passifs financiers de IAS 39 vers IFRS 9   | 46        | 4.17 – Provisions  | 78         |
| 2.6 – Tableau de passage des dépréciations IAS 39 et IAS 37 vers les dépréciations pour pertes attendues constituées selon IFRS 9                               | 47        | 4.18 – Intérêts minoritaires   | 78         |
| <b>3 – Notes relatives au compte de résultat consolidé</b>  | <b>48</b> | <b>5 – Engagements donnés et reçus</b>   | <b>79</b>  |
| 3.1 – Produits et charges d'intérêts  | 48        | 5.1 – Engagements donnés et reçus  | 79         |
| 3.2 – Produits et charges de commissions  | 48        | 5.2 – L'exposition au risque de crédit sur les engagements de financement et de garantie donnés  | 80         |
| 3.3 – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat  | 49        | <b>6 – Juste valeur des instruments financiers</b>   | <b>81</b>  |
| 3.4 – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres  | 50        | 6.1 – Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti   | 81         |
| 3.5 – Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti  | 50        | 6.2 – Information sur les instruments financiers évalués à la juste valeur   | 82         |
| 3.6 – Produits et charges des autres activités  | 50        | 6.3 – Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon une technique utilisant des données non observables (Niveau 3) | 83         |
| 3.7 – Charges générales d'exploitation  | 51        | <b>7 – Facteurs de risque</b>  | <b>84</b>  |
| 3.8 – Coût du risque de crédit  | 51        | 7.1 – Risques liés aux instruments financiers  | 84         |
| 3.9 – Gains ou pertes nets sur autres actifs  | 52        | 7.2 – Risques opérationnels et de non-conformité   | 101        |
| 3.10 – Impôt sur les bénéfices  | 52        | 7.3 – Risque juridique et fiscal   | 102        |
|   |           | <b>8 – Transactions avec les parties liées</b>   | <b>103</b> |
|   |           | 8.1 – Relations entre les sociétés consolidées du Groupe   | 103        |
|   |           | 8.2 – Entités non contrôlées par le Groupe   | 104        |
|   |           | 8.3 – Entités assurant la gestion des avantages postérieurs à l'emploi   | 107        |
|   |           | <b>9 – Rémunérations et avantages consentis au personnel</b>   | <b>107</b> |
|   |           | 9.1 – Charges de personnel   | 107        |
|   |           | 9.2 – Effectif moyen des entreprises contrôlées  | 107        |
|   |           | 9.3 – Engagements sociaux  | 107        |
|   |           | <b>10 – Informations relatives aux titres mis en équivalence et aux intérêts minoritaires significatifs</b>  | <b>111</b> |
|   |           | 10.1 – Entreprises associées significatives  | 111        |
|   |           | 10.2 – Coentreprises significatives  | 115        |
|   |           | 10.3 – Intérêts minoritaires significatifs   | 127        |
|   |           | <b>11 – Honoraires des commissaires aux comptes</b>  | <b>132</b> |
|   |           | <b>12 – Périmètre de consolidation du groupe Caisse des Dépôts</b>   | <b>133</b> |
|   |           | <b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS</b>   | <b>175</b> |

# États financiers consolidés

## Faits marquants Groupe Caisse des Dépôts

### 1 – Plan Logement : Dispositif de soutien au logement social

La Caisse des Dépôts réaffirme son plein soutien à ses clients bailleurs sociaux avec deux priorités : accompagner les organismes de logements sociaux (OLS) dans leur transformation et soutenir leurs investissements pour répondre au besoin de logements dans les territoires.

La Caisse des Dépôts a mis en place un dispositif composé de différents produits permettant de répondre à des besoins spécifiques et nouveaux des OLS, avec deux enveloppes de financement d'un montant global de 6 milliards d'euros.

Une première enveloppe de 2 milliards d'euros, engagée le 5 juin 2018, de prêts de haut de bilan bonifiés, est destinée à accompagner les bailleurs sociaux dans leurs projets de construction et de rénovation, et à inciter à la consolidation du secteur. Cette enveloppe sera réservée aux bailleurs et aux groupes impliqués dans un projet de restructuration (fusion, reprise du patrimoine, adossement à un groupe).

La seconde enveloppe de 4 milliards d'euros de prêts à taux fixe, engagée le 4 juillet 2018, est destinée :

- pour moitié, au soutien à l'investissement des bailleurs sociaux dans la construction et la rénovation de logements sociaux ;
- pour moitié, à la renégociation à taux fixe de la dette des bailleurs sociaux, notamment afin d'accompagner la restructuration du secteur.

### 2 – Tonus Territoires

Pour soutenir la production de logements sociaux en zones tendues, la Banque des Territoires déploie une nouvelle offre, dénommée « Tonus » dans le cadre du Plan Logement de la Caisse des Dépôts. Détenu, depuis fin 2018, à 100% par la Caisse des Dépôts, le véhicule investira en nue-propriété dans la construction en zones tendues de logements sociaux dont les bailleurs seront usagers pendant une période de 15 à 20 ans.

### 3 – CDC International Capital

CDC International Capital, filiale à 100% de la Caisse des Dépôts, développe depuis 2014 une activité d'investissement en capital aux côtés de fonds souverains internationaux, principalement dans des PME et ETI françaises non cotées. Afin de réunir dans un périmètre homogène l'ensemble des moyens d'action et des compétences du groupe qui se rattachent à l'accompagnement en capital des entreprises, il a été décidé de transférer CDC International Capital à Bpifrance le 14 décembre 2018.

### 4 – Icade

Depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juin 2018, le conseil d'administration d'Icade est composé de 14 administrateurs dont 5 indépendants. La Caisse des Dépôts conserve le contrôle sur Icade et la participation est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2018.

• **Sur l'activité tertiaire**, Icade a réalisé au 30 juin 2018, la fusion-absorption d'ANF Immobilier. C'est ainsi qu'au 31 décembre 2018, 7,7% (en quote-part de détention) du portefeuille d'Icade est situé dans les grandes métropoles régionales notamment Lyon, Bordeaux, Marseille et Toulouse.

En cohérence, avec le plan stratégique annoncé en juillet dernier, Icade a signé la vente :

- des parcs d'affaires de Paris Nord 2, Colombes et de l'immeuble Axe Seine pour un montant total de 434 millions d'euros ;
- de son siège situé à Issy-les-Moulineaux (l'immeuble Open) pour un montant de 99 millions d'euros. Icade reste l'occupant de l'immeuble au titre d'un bail signé concomitamment à la vente.

• **La Foncière Santé** poursuit le renforcement de sa position de leader en immobilier de santé en France avec l'acquisition d'EHPAD et la livraison de cliniques issues des opérations de développement et d'extension avec ses partenaires exploitants :

- acquisition pour un montant de 211 millions d'euros dont l'essentiel porte sur un portefeuille de 14 Établissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) acquis en juillet 2018 d'une valeur de 189 millions d'euros auprès du groupe Residalya qui restera locataire exploitant de ces EHPAD dans le cadre de nouveaux baux fermes de douze ans.
- par ailleurs, conformément au nouveau plan stratégique, Icade a signé en octobre 2018 son premier investissement à l'international portant sur l'acquisition à terme de sept maisons de retraite médicalisées à construire dans le nord de l'Italie pour un montant de 112 millions d'euros.

### 5 – Évolution de l'actionnariat de Transdev

Dans le prolongement de l'accord conclu entre la Caisse des Dépôts et le groupe Rethmann le 2 octobre 2018, le groupe Rethmann a acquis, en janvier 2019, les 30% du capital de Transdev jusqu'alors détenus par le groupe Veolia. En parallèle, le groupe Rethmann a apporté à Transdev ses activités de Transport publics de voyageurs en Allemagne, via une augmentation de capital réservée de 4% et a porté à 34% après souscription à cette augmentation de capital, son niveau de détention du capital de Transdev.

Par conséquent, l'option de rachat d'intérêts minoritaires de 330 millions d'euros comptabilisée en 2016 par la Caisse des Dépôts en dettes avec pour contrepartie une minoration des capitaux propres a été décomptabilisée au 31 décembre 2018.

La Caisse des Dépôts conserve le contrôle exclusif de Transdev, avec plus des deux tiers des droits de vote et 66 % du capital de Transdev en 2019, réaffirmant ainsi son rôle d'actionnaire majoritaire de long terme.

## 6 – CNP Assurances

En date du 30 août 2018, CNP Assurances a annoncé la conclusion d'un protocole d'accord engageant, prévoyant un nouvel accord de distribution exclusif à long terme jusqu'au 13 février 2041 au Brésil, dans le réseau de Caixa Econômica Federal (CEF), l'une des principales banques brésiliennes et l'une des cinq plus grandes en Amérique latine.

Ce nouvel accord s'appuie sur le succès historique du partenariat entre CNP Assurances et CEF depuis 2001, à travers leur filiale commune Caixa Seguros Holding (CSH) qui a démontré sa capacité à générer une combinaison de forte croissance, de rentabilité élevée et de cash-flows réguliers.

Le nouveau périmètre de l'exclusivité dans le réseau de CEF porte sur les produits de prévoyance, d'assurance emprunteur consommation et de retraite. Conformément aux termes du protocole d'accord non-engageant conclu fin septembre 2017, le nouvel accord de distribution sera mis en œuvre à travers une nouvelle société d'assurance commune qui sera créée à cet effet par CNP Assurances et Caixa Seguridade, la filiale de CEF regroupant ses activités d'assurance, dans laquelle les droits de vote seront répartis à hauteur de 51 % pour CNP Assurances et 49 % pour Caixa Seguridade, et les droits économiques à hauteur de 40 % pour CNP Assurances et 60 % pour Caixa Seguridade.

À la date de réalisation de la transaction, CSH transférera à la nouvelle société d'assurance commune les portefeuilles d'assurance afférents aux produits inclus dans le périmètre de l'accord (prévoyance, assurance emprunteur consommation et retraite).

L'opération est soumise à des autorisations des autorités de supervision et à la levée de conditions suspensives.

## 7 – Projet de création d'un grand pôle financier public au service des territoires autour de la Caisse des Dépôts et de La Poste

La Caisse des Dépôts, le groupe La Poste et La Banque Postale ont annoncé le 31 août 2018 que dans le cadre du projet de loi PACTE, le Gouvernement soumettra au débat parlementaire un projet d'amendement rendant possible la mise en œuvre du projet de création d'un grand pôle financier public au service des territoires autour de la Caisse des Dépôts (CDC) et de La Poste. Ce projet ambitieux vise à renforcer la cohésion des territoires et à lutter contre la fracture territoriale en donnant accès aux citoyens de l'ensemble des territoires à des services, notamment numériques ou d'aide à la personne (en particulier pour les seniors), à travers La Poste, opérateur de proximité au service des citoyens. Il favoriserait l'émergence d'un grand pôle financier public dans les territoires, incarnant l'intérêt général et à même d'offrir des services bancaires répondant aux besoins des collectivités locales, des entreprises et des particuliers, en alliant les compétences de La Banque Postale, de la Banque des Territoires de la CDC et de Bpifrance, et en renforçant leurs coopérations et partenariats. La mise en œuvre de ce projet passerait par une prise de

contrôle majoritaire de La Poste par la CDC, actionnaire actuel de La Poste aux côtés de l'État ; elle serait réalisée par voie d'apport par la CDC et l'État à La Poste de leurs participations au capital de CNP Assurances, dont La Poste ferait à son tour apport à La Banque Postale ; le partenariat commercial existant entre La Banque Postale et CNP Assurances serait ainsi renforcé, tout en maintenant le modèle ouvert et multipartenarial de CNP Assurances. Cette opération devra être approuvée par la Commission de surveillance de la CDC et les conseils d'administration des institutions concernées. Cette opération fera l'objet d'une procédure d'information et de consultation des instances représentatives du personnel compétentes avant la signature des accords définitifs. Une demande de dérogation à l'offre publique obligatoire sur CNP Assurances sera également soumise à l'Autorité des marchés financiers. La réalisation effective de l'opération, sous réserve de l'obtention des autorisations requises auprès des autorités administratives indépendantes françaises et/ou européennes compétentes, interviendrait à l'échéance du pacte d'actionnaires actuel de CNP Assurances fixée au 31 décembre 2019, ou plus tôt, si l'ensemble des parties s'accordent pour y mettre fin par anticipation.

## 8 – Engagement de discussions entre l'État et la Caisse des Dépôts en vue de lui transférer le contrôle de la SFIL

Dans le cadre de la création d'un grand pôle financier public, l'État et la Caisse des Dépôts ont engagé des discussions en vue de confier à la CDC le contrôle de SFIL, banque publique de développement, septième banque française et premier émetteur d'obligations sécurisées du secteur public en Europe.

Cette opération permettrait de poursuivre la rationalisation de l'organisation des institutions financières publiques au service des territoires, en les regroupant au sein du groupe CDC.

Comme aujourd'hui, l'actionariat de la SFIL resterait entièrement public.

## 9 – Première application des normes IFRS 9 et IFRS 15

La norme IFRS 9 « Instruments financiers », adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016, est devenue d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les impacts de cette norme à cette date sont détaillés dans la note 2.1 et se traduisent notamment par une diminution des capitaux propres consolidés part du groupe de 90 millions d'euros.

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients » adoptée par l'Union européenne le 22 septembre 2016, est également devenue d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'application de cette norme n'a pas d'impact significatif sur les comptes du groupe Caisse des Dépôts.

## Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice susceptible de remettre en cause de façon significative les comptes et les résultats du groupe Caisse des Dépôts au 31 décembre 2018.

## Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2018

| (en millions d'euros)   | Notes | 31.12.2018   | 31.12.2017<br>Publié (1) |
|---|-------|--------------|--------------------------|
| Intérêts et produits assimilés  | 3.1   | 1 501        | 1 430                    |
| Intérêts et charges assimilées  | 3.1   | (1 081)      | (1 192)                  |
| Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette  |       |              |                          |
| Commissions (produits)  | 3.2   | 19           | 21                       |
| Commissions (charges)   | 3.2   | (38)         | (38)                     |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat  | 3.3   | 88           | (5)                      |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente   | 3.4   |              | 922                      |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres  | 3.4   | 632          | 694                      |
| Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti  | 3.5   | (5)          |                          |
| Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat                         |       |              |                          |
| Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat |       |              |                          |
| Produits des autres activités   | 3.6   | 11 909       | 11 347                   |
| Charges des autres activités  | 3.6   | (4 034)      | (3 501)                  |
| <b>Produit net bancaire</b>   |       | <b>8 991</b> | <b>9 678</b>             |
| Charges générales d'exploitation  | 3.7   | (7 597)      | (7 454)                  |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles  |       | (638)        | (596)                    |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b>   |       | <b>756</b>   | <b>1 628</b>             |
| Coût du risque de crédit  | 3.8   | (15)         | (1)                      |
| <b>Résultat d'exploitation</b>  |       | <b>741</b>   | <b>1 627</b>             |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)  | 4.10  | 281          | (319)                    |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence (Coentreprises)  | 4.10  | 1 167        | 1 296                    |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs  | 3.9   | 29           | 34                       |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition   | 4.12  | (2)          | (5)                      |
| <b>Résultat avant impôt</b>   |       | <b>2 216</b> | <b>2 633</b>             |
| Impôt sur les bénéfices   | 3.10  | (307)        | (531)                    |
| Résultat net d'impôt des activités abandonnées  |       | 5            | 3                        |
| <b>Résultat net</b>   |       | <b>1 914</b> | <b>2 105</b>             |
| Intérêts des minoritaires   | 4.18  | (146)        | (199)                    |
| <b>Résultat net part du groupe</b>  |       | <b>1 768</b> | <b>1 906</b>             |

(1) Les normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » mentionnées dans les notes annexes aux états financiers consolidés dans la partie « Principes et méthodes comptables applicables dans le Groupe » prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 sans avoir besoin de retraiter les états financiers comparatifs.

En conséquence, les états financiers présentés au titre de l'exercice comparatif n'ont pas été retraités. L'impact de l'application de ces normes est détaillé dans la partie 2 « Application des normes IFRS 9 et IFRS 15 » des notes annexes aux états financiers consolidés.

## État du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisées nettes d'impôts directement en capitaux propres

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018     | 31.12.2017<br>Publié (1) |
|---|----------------|--------------------------|
| <b>Résultat net</b>   | <b>1 914</b>   | <b>2 105</b>             |
| <b>Éléments non recyclables ultérieurement en résultat net</b>  |                |                          |
| Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies  |                | 15                       |
| Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat     | 4              | (1)                      |
| Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables                                 | (1 054)        |                          |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture sur instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables |                |                          |
| Éléments non recyclables ultérieurement en résultat net comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence            | (567)          |                          |
| <b>Total des éléments non recyclables ultérieurement en résultat net</b>  | <b>(1 617)</b> | <b>14</b>                |
| <b>Éléments recyclables ultérieurement en résultat net</b>  |                |                          |
| Écarts de conversion  | (13)           | (54)                     |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente   |                | 1 982                    |
| Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables   | 14             |                          |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture  | (1)            | 50                       |
| Éléments recyclables ultérieurement en résultat net comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence                | (712)          | 48                       |
| <b>Total des éléments recyclables ultérieurement en résultat net</b>  | <b>(712)</b>   | <b>2 026</b>             |
| <b>Total des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b>   | <b>(2 329)</b> | <b>2 040</b>             |
| <b>Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b>   | <b>(415)</b>   | <b>4 145</b>             |
| Dont part du Groupe   | (569)          | 3 950                    |
| Dont part des intérêts minoritaires   | 154            | 195                      |

(1) Les normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » mentionnées dans les notes annexes aux états financiers consolidés dans la partie « Principes et méthodes comptables applicables dans le Groupe » prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 sans avoir besoin de retraiter les états financiers comparatifs.

En conséquence, les états financiers présentés au titre de l'exercice comparatif n'ont pas été retraités. L'impact de l'application de ces normes est détaillé dans la partie 2 « Application des normes IFRS 9 et IFRS 15 » des notes annexes aux états financiers consolidés.

## Bilan consolidé au 31 décembre 2018

| (en millions d'euros)   | Notes | 31.12.2018     | 01.01.2018<br>IFRS 9/15 <sup>(1)</sup> | 31.12.2017<br>IAS 39 |
|---|-------|----------------|--|----------------------|
| <b>Actif</b>  |       |                |  |                      |
| Caisse, banques centrales   |       | 1 043          | 8 785                                  | 8 785                |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat                                | 4.1   | 9 692          | 10 098                                 | 1 583                |
| Instruments financiers dérivés de couverture                                    | 4.2   | 1 220          | 1 449                                  | 1 449                |
| Actifs financiers disponibles à la vente  |       |                |  | 65 589               |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres                        | 4.3   | 34 745         | 23 415                                 |                      |
| Titres au coût amorti   | 4.4   | 51 045         | 57 761                                 |                      |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti | 4.5   | 10 813         | 15 883                                 | 15 897               |
| Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti                              | 4.6   | 3 981          | 3 543                                  | 4 828                |
| Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux                        |       |                |  |                      |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance                                    |       |                |  | 22 953               |
| Actifs d'impôts   | 4.7   | 484            | 232                                    | 235                  |
| Comptes de régularisation et actifs divers                                      | 4.8   | 5 312          | 7 364                                  | 7 288                |
| Actifs non courants destinés à être cédés                                       | 4.9   | 64             | 14                                     | 14                   |
| Participations dans les entreprises associées et coentreprises                  | 4.10  | 24 218         | 24 718                                 | 24 661               |
| Immeubles de placement  | 4.11  | 16 003         | 15 912                                 | 15 912               |
| Immobilisations corporelles   | 4.11  | 2 673          | 2 628                                  | 2 628                |
| Immobilisations incorporelles   | 4.11  | 671            | 717                                    | 719                  |
| Écarts d'acquisition  | 4.12  | 1 038          | 1 002                                  | 1 002                |
| <b>Total actif</b>  |       | <b>163 002</b> | <b>173 521</b>                         | <b>173 543</b>       |

(1) Les normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » mentionnées dans les notes annexes aux états financiers consolidés dans la partie « Principes et méthodes comptables applicables dans le Groupe » prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 sans avoir besoin de retraiter les états financiers comparatifs.

En conséquence, les états financiers présentés au titre de l'exercice comparatif n'ont pas été retraités. L'impact de l'application de ces normes est détaillé dans la partie 2 « Application des normes IFRS 9 et IFRS 15 » des notes annexes aux états financiers consolidés.

| (en millions d'euros)   | Notes | 31.12.2018     | 01.01.2018<br>IFRS 9/15 <sup>(1)</sup> | 31.12.2017<br>IAS 39 |
|---|-------|----------------|--|----------------------|
| <b>Passif</b>   |       |                |  |                      |
| Banques centrales   |       | 1              |  |                      |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat             | 4.1   | 981            | 2 230                                  | 2 230                |
| Instruments financiers dérivés de couverture                  | 4.2   | 1 318          | 1 562                                  | 1 562                |
| Dettes représentées par un titre                              | 4.13  | 33 212         | 39 433                                 | 39 433               |
| Dettes envers les établissements de crédit                    | 4.14  | 12 687         | 11 882                                 | 11 879               |
| Dettes envers la clientèle                                    | 4.15  | 65 741         | 64 430                                 | 64 432               |
| Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux      |       |                |  |                      |
| Passifs d'impôts  | 4.7   | 1 340          | 1 754                                  | 1 765                |
| Comptes de régularisation et passifs divers                   | 4.8   | 6 925          | 10 190                                 | 10 139               |
| Passifs non courants destinés à être cédés                    | 4.9   | 82             | 12                                     | 12                   |
| Provisions  | 4.17  | 1 204          | 1 199                                  | 1 188                |
| Dettes subordonnées   |       | 1              | 1                                      | 1                    |
| <b>Capitaux propres part du groupe</b>                        |       |                |  |                      |
| Réserves consolidées  |       | 29 820         | 28 496                                 | 23 556               |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres |       | 4 265          | 6 777                                  | 11 800               |
| Résultat de l'exercice  |       | 1 768          | 1 906                                  | 1 906                |
| <b>Total Capitaux propres part du groupe</b>                  |       | <b>35 853</b>  | <b>37 179</b>                          | <b>37 262</b>        |
| Intérêts minoritaires   | 4.18  | 3 657          | 3 649                                  | 3 640                |
| <b>Total Capitaux propres</b>                                 |       | <b>39 510</b>  | <b>40 828</b>                          | <b>40 902</b>        |
| <b>Total passif</b>   |       | <b>163 002</b> | <b>173 521</b>                         | <b>173 543</b>       |

(1) Les normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » mentionnées dans les notes annexes aux états financiers consolidés dans la partie « Principes et méthodes comptables applicables dans le Groupe » prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 sans avoir besoin de retraiter les états financiers comparatifs.

En conséquence, les états financiers présentés au titre de l'exercice comparatif n'ont pas été retraités. L'impact de l'application de ces normes est détaillé dans la partie 2 « Application des normes IFRS 9 et IFRS 15 » des notes annexes aux états financiers consolidés.

**Tableau de passage des capitaux propres du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2018**

|   | <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b> |   |  |  |   |                        |
|---|--|---|--|--|---|------------------------|
|   | Réserves consolidées   | Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente | Variation de juste valeur des instruments financiers sous IAS 39 de CNP Assurances | Variation de juste valeur des instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres | Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture | Réserves de conversion |
| <i>(en millions d'euros)</i>  |  |   |  |  |   |                        |
| <b>Capitaux propres au 01.01.2017</b>   | <b>22 659</b>  | <b>9 403</b>  |  | <b>833</b>   | <b>(306)</b>  | <b>33</b>              |
| Changements de méthode comptable  |  |   |  |  |   |                        |
| Affectation du résultat 2016  | 1 783  |   |  |  |   |                        |
| Versement à l'État 2017 au titre du résultat 2016   | (585)  |   |  |  |   |                        |
| Premier règlement au titre du versement à l'État calculé sur la base des résultats du premier semestre 2017 | (312)  |   |  |  |   |                        |
| Distribution aux minoritaires   |  |   |  |  |   |                        |
| Options de rachat d'intérêts minoritaires   | (22)   |   |  |  |   |                        |
| Opérations réalisées avec les actionnaires minoritaires   | (4)  |   |  |  |   |                        |
| Autres variations   | 37   | (6)   |  |  | 3   | (1)                    |
| Résultat de la période  |  |   |  |  |   |                        |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>  |  |   |  |  |   |                        |
| Écarts de conversion  |  |   |  |  |   | (196)                  |
| Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres                               |  | 3 137   |  | (26)   | 5   |                        |
| Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat        |  |   |  |  |   |                        |
| Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat  |  | (833)   |  | (91)   | 34  |                        |
| <b>Capitaux propres au 31.12.2017</b>   | <b>23 556</b>  | <b>11 701</b>   | <b>-</b>   | <b>716</b>   | <b>(264)</b>  | <b>(164)</b>           |
| Changements de méthode comptable  |  |   |  |  |   |                        |
| • Reclassement contribution CNP Assurances  |  | (1 229)   | 1 814  | (605)  | 20  |                        |
| • Impact de l'application de la norme IFRS 9  | 4 933  | (10 472)  |  | (17)   | 11  | (1)                    |
| • Impact de l'application de la norme IFRS 15   | 7  |   |  |  |   |                        |
| <b>Capitaux propres au 01.01.2018</b>   | <b>28 496</b>  |   | <b>1 814</b>   | <b>94</b>  | <b>(233)</b>  | <b>(165)</b>           |
| Affectation du résultat 2017  | 1 906  |   |  |  |   |                        |
| Versement à l'État au titre du résultat 2017  | (441)  |   |  |  |   |                        |
| Premier règlement au titre du versement à l'État calculé sur la base des résultats du premier semestre 2018 | (542)  |   |  |  |   |                        |
| Options de rachat d'intérêts minoritaires   | 246  |   |  |  |   |                        |
| Opérations réalisées avec les actionnaires minoritaires   | (12)   |   |  |  |   |                        |
| Autres variations   | 16   |   | 1  |  | 4   | (1)                    |
| Résultat de la période  |  |   |  |  |   |                        |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>  |  |   |  |  |   |                        |
| Écarts de conversion  |  |   |  |  | (1)   | (104)                  |
| Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres                               | 148  |   | (492)  | (104)  |   |                        |
| Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat        |  |   |  |  |   |                        |
| Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat  | 3  |   | (11)   |  |   |                        |
| <b>Capitaux propres au 31.12.2018</b>   | <b>29 820</b>  | <b>-</b>  | <b>1 312</b>   | <b>(10)</b>  | <b>(230)</b>  | <b>(270)</b>           |



| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables                        |   |  |   |                             |                                 |                                |  |                           |  |                                   |
|--|---|--|---|-----------------------------|---------------------------------|--------------------------------|--|---------------------------|--|-----------------------------------|
| Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat | Variation de valeur des écarts actuariels | Variation de juste valeur des instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres | Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture | Résultat net part du groupe | Capitaux propres part du groupe | Réserves Intérêts minoritaires | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des minoritaires | Résultat des minoritaires | Capitaux propres part des minoritaires | Total capitaux propres consolidés |
| (28)   | (177)                                     |  |   | 1 783                       | 34 200                          | 3 333                          | 114  | 105                       | 3 552                                  | 37 752                            |
|  |   |  |   | (1 783)                     | (585)                           | 105                            |  | (105)                     |  | (585)                             |
|  |   |  |   |                             | (312)                           |                                |  |                           |  | (312)                             |
|  |   |  |   |                             |                                 | (239)                          |  |                           | (239)                                  | (239)                             |
|  |   |  |   |                             | (22)                            |                                |  |                           |  | (22)                              |
|  |   |  |   |                             | (4)                             | 3                              |  |                           | 3                                      | (1)                               |
|  | 19  |  |   |                             | 52                              | 129                            | (1)  |                           | 128                                    | 180                               |
|  |   |  |   | 1 906                       | 1 906                           |                                |  | 199                       | 199                                    | 2 105                             |
|  |   |  |   |                             | (196)                           |                                | (23)   |                           | (23)                                   | (219)                             |
|  |   |  |   |                             | 3 116                           |                                | 12   |                           | 12                                     | 3 128                             |
| (3)  |   |  |   |                             | (3)                             |                                |  |                           |  | (3)                               |
|  |   |  |   |                             | (890)                           |                                | 8  |                           | 8                                      | (882)                             |
| (31)   | (158)                                     |  |   | 1 906                       | 37 262                          | 3 331                          | 110  | 199                       | 3 640                                  | 40 902                            |
| (1)  |   | 5 457  |   |                             | (90)                            | 17                             | (17)   |                           |  | (90)                              |
|  |   |  |   |                             | 7                               | 9                              |  |                           | 9                                      | 16                                |
| (32)   | (158)                                     | 5 457  |   | 1 906                       | 37 179                          | 3 357                          | 93   | 199                       | 3 649                                  | 40 828                            |
|  |   |  |   | (1 906)                     | (441)                           | 199                            |  | (199)                     | (285)                                  | (726)                             |
|  |   |  |   |                             | (542)                           | (285)                          |  |                           |  | (542)                             |
|  |   |  |   |                             | 246                             | 103                            |  |                           | 103                                    | 349                               |
|  |   |  |   |                             | (12)                            |                                |  |                           |  | (12)                              |
|  | 26  |  |   |                             | 46                              | 14                             |  |                           | 14                                     | 60                                |
|  |   |  |   | 1 768                       | 1 768                           |                                |  | 147                       | 147                                    | 1 915                             |
|  |   |  |   |                             | (105)                           |                                | (4)  |                           | (4)                                    | (109)                             |
|  |   | (1 835)  |   |                             | (2 283)                         |                                | 32   |                           | 32                                     | (2 251)                           |
| 5  |   |  |   |                             | 5                               |                                |  |                           |  | 5                                 |
|  |   |  |   |                             | (8)                             |                                | 1  |                           | 1                                      | (7)                               |
| (27)   | (132)                                     | 3 622  |   | 1 768                       | 35 853                          | 3 388                          | 122  | 147                       | 3 657                                  | 39 510                            |

## Tableau des flux de trésorerie relatifs à l'année 2018

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

Les activités opérationnelles comprennent les flux qui ne relèvent pas des deux autres catégories.

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018      | 31.12.2017 Publié |
|--|-----------------|-------------------|
| <b>Résultat avant impôts (hors activités abandonnées)</b>  | <b>2 216</b>    | <b>2 633</b>      |
| Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles                                       | 1 131           | 1 112             |
| Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations  | 34              | (38)              |
| Dotations nettes aux provisions et dépréciations   | 287             | 229               |
| Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence (entreprises associées et coentreprises)                  | (1 448)         | (977)             |
| Pertes nettes/gains nets des activités d'investissement  | 784             | 101               |
| Produits/charges des activités de financement  |                 |                   |
| Autres mouvements <sup>(1)</sup>   | 364             | 726               |
| <b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>                 | <b>1 153</b>    | <b>1 153</b>      |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit   | 4 901           | (2 392)           |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle   | 755             | 5 885             |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers <sup>(2)</sup>                                  | (14 779)        | (1 462)           |
| Flux liés aux immeubles de placement   | (404)           | (623)             |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers   | 120             | 432               |
| Impôts versés  | (621)           | (744)             |
| <b>Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b> | <b>(10 028)</b> | <b>1 096</b>      |
| <b>Flux de trésorerie nets générés par l'activité opérationnelle</b>   | <b>(6 659)</b>  | <b>4 882</b>      |
| Flux liés aux actifs financiers et participations  | (1 059)         | (1 504)           |
| Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles   | (511)           | (532)             |
| <b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement</b>  | <b>(1 570)</b>  | <b>(2 036)</b>    |
| Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires   | (1 010)         | (1 049)           |
| Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement  | 678             | 650               |
| <b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement</b>  | <b>(332)</b>    | <b>(399)</b>      |
| <b>Effet des activités abandonnées sur la trésorerie</b>   | <b>(5)</b>      | <b>24</b>         |
| <b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et assimilée</b>   |                 | <b>(15)</b>       |
| <b>Effet des changements méthode sur la période</b>  | <b>30</b>       | <b>24</b>         |
| <b>Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>                                       | <b>(8 536)</b>  | <b>2 479</b>      |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>   | <b>11 612</b>   | <b>9 131</b>      |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales   | 8 785           | 7 649             |
| Solde net des comptes de prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit                                       | 2 827           | 1 482             |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>  | <b>3 076</b>    | <b>11 612</b>     |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales   | 1 043           | 8 785             |
| Solde net des comptes de prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit                                       | 2 032           | 2 827             |
| <b>Variation de la trésorerie nette</b>  | <b>(8 536)</b>  | <b>2 480</b>      |

(1) Il s'agit principalement de la variation non monétaire des comptes de régularisation et de la variation en résultat de la juste valeur des actifs et passifs ;

(2) Cette ligne recense principalement les effets nets sur la trésorerie des émissions de la Caisse des Dépôts Section générale.

## Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, les comptes à vue (actif et passif) des établissements de crédit, ainsi que les placements à court terme dans des instruments monétaires. Ces placements, d'échéance en général inférieure à trois mois, sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable.

| (en millions d'euros)                                       | 31.12.2018   |              | 31.12.2017 Publié |              |
|---|--------------|--------------|-------------------|--------------|
|   | Créances     | Dettes       | Créances          | Dettes       |
| Caisse  | 2            |              | 2                 |              |
| Banques centrales   | 1 041        |              | 8 783             |              |
| <b>Sous-total</b>   | <b>1 043</b> |              | <b>8 785</b>      |              |
| Soldes à vue sur les établissements de crédit               | 3 590        | 1 661        | 3 862             | 1 147        |
| OPCVM monétaires  | 104          |              | 112               |              |
| <b>Sous-total</b>   | <b>3 694</b> | <b>1 661</b> | <b>3 974</b>      | <b>1 147</b> |
| <b>Solde net de trésorerie et équivalents de trésorerie</b> | <b>3 076</b> |              | <b>11 612</b>     |              |

## Information sectorielle 2018

| (en millions d'euros)  | Pôle Caisse des Dépôts |                      | Pôle Bpifrance |                      |
|--|------------------------|----------------------|----------------|----------------------|
|  | 31.12.2018             | 31.12.2017<br>Publié | 31.12.2018     | 31.12.2017<br>Publié |
| Intérêts et produits assimilés   | 1 498                  | 1 420                |                |                      |
| Intérêts et charges assimilées   | (918)                  | (1 017)              |                |                      |
| Commissions (produits)   | 19                     | 21                   |                |                      |
| Commissions (charges)  | (38)                   | (38)                 |                |                      |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat                     | 75                     | (7)                  | 5              | 3                    |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente                                  |                        | 918                  |                |                      |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres             | 632                    | 690                  |                | 1                    |
| Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti         | (4)                    |                      |                |                      |
| Produits des autres activités  | 903                    | 944                  | 2              | 2                    |
| Charges des autres activités   | (790)                  | (872)                | (16)           |                      |
| <b>Produit net bancaire</b>  | <b>1 377</b>           | <b>2 059</b>         | <b>(9)</b>     | <b>6</b>             |
| Charges générales d'exploitation   | (671)                  | (609)                | (10)           | (9)                  |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | (136)                  | (136)                |                |                      |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b>  | <b>570</b>             | <b>1 314</b>         | <b>(19)</b>    | <b>(3)</b>           |
| Coût du risque de crédit   | (10)                   | 7                    |                |                      |
| <b>Résultat d'exploitation</b>   | <b>560</b>             | <b>1 321</b>         | <b>(19)</b>    | <b>(3)</b>           |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)               | 13                     | 13                   |                |                      |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence (Coentreprises)                       | 30                     | 72                   | 408            | 607                  |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs   | 18                     | (2)                  |                |                      |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition  |                        |                      |                |                      |
| <b>Résultat avant impôt</b>  | <b>621</b>             | <b>1 404</b>         | <b>389</b>     | <b>604</b>           |
| Impôt sur les bénéfices  | (232)                  | (500)                |                |                      |
| Résultat net d'impôt des activités abandonnées   | 2                      | 2                    |                |                      |
| <b>Résultat net</b>  | <b>391</b>             | <b>906</b>           | <b>389</b>     | <b>604</b>           |
| Intérêts des minoritaires  |                        |                      |                |                      |
| <b>Résultat net part du groupe</b>   | <b>391</b>             | <b>906</b>           | <b>389</b>     | <b>604</b>           |

| (en millions d'euros)     | Pôle Caisse des Dépôts |                        | Pôle Bpifrance |                        |
|---------------------------|------------------------|------------------------|----------------|------------------------|
|                           | 31.12.2018             | 01.01.2018<br>Retraité | 31.12.2018     | 01.01.2018<br>Retraité |
| <b>Contribution Bilan</b> | <b>139 593</b>         | <b>150 873</b>         | <b>1 212</b>   | <b>1 035</b>           |

Pôle Gestion des Participations Stratégiques

| Banque – Assurance<br>– La Poste |                      | Immobilier & Tourisme |                      | Infrastructure<br>Transport |                      | Total        |                      |
|----------------------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------------|----------------------|--------------|----------------------|
| 31.12.2018                       | 31.12.2017<br>Publié | 31.12.2018            | 31.12.2017<br>Publié | 31.12.2018                  | 31.12.2017<br>Publié | 31.12.2018   | 31.12.2017<br>Publié |
|                                  |                      |                       | 7                    | 3                           | 3                    | 1 501        | 1 430                |
|                                  |                      | (135)                 | (146)                | (28)                        | (28)                 | (1 081)      | (1 192)              |
|                                  |                      |                       |                      |                             |                      | 19           | 21                   |
|                                  |                      |                       |                      |                             |                      | (38)         | (38)                 |
|                                  |                      | 4                     | 1                    | 4                           | (1)                  | 88           | (5)                  |
|                                  |                      |                       |                      |                             | 4                    |              | 922                  |
|                                  |                      |                       |                      |                             | 3                    | 632          | 694                  |
|                                  |                      | (1)                   |                      |                             |                      | (5)          |                      |
|                                  |                      | 2 822                 | 2 583                | 8 182                       | 7 817                | 11 909       | 11 347               |
|                                  |                      | (1 566)               | (1 392)              | (1 662)                     | (1 236)              | (4 034)      | (3 501)              |
|                                  |                      | <b>1 124</b>          | <b>1 053</b>         | <b>6 499</b>                | <b>6 562</b>         | <b>8 991</b> | <b>9 678</b>         |
|                                  |                      | (691)                 | (665)                | (6 225)                     | (6 172)              | (7 597)      | (7 454)              |
|                                  |                      | (131)                 | (143)                | (371)                       | (317)                | (638)        | (596)                |
|                                  |                      | <b>302</b>            | <b>245</b>           | <b>(97)</b>                 | <b>73</b>            | <b>756</b>   | <b>1 628</b>         |
|                                  |                      | (6)                   | (5)                  | 1                           | (3)                  | (15)         | (1)                  |
|                                  |                      | <b>296</b>            | <b>240</b>           | <b>(96)</b>                 | <b>70</b>            | <b>741</b>   | <b>1 627</b>         |
| 207                              | (386)                | 5                     | 5                    | 56                          | 49                   | 281          | (319)                |
| 534                              | 521                  |                       | 11                   | 195                         | 85                   | 1 167        | 1 296                |
|                                  |                      | (2)                   | 1                    | 13                          | 35                   | 29           | 34                   |
|                                  |                      |                       |                      | (2)                         | (6)                  | (2)          | (5)                  |
| <b>741</b>                       | <b>135</b>           | <b>299</b>            | <b>257</b>           | <b>166</b>                  | <b>233</b>           | <b>2 216</b> | <b>2 633</b>         |
|                                  |                      | (53)                  | (14)                 | (22)                        | (16)                 | (307)        | (531)                |
|                                  |                      | 3                     |                      |                             |                      | 5            | 3                    |
| <b>741</b>                       | <b>135</b>           | <b>249</b>            | <b>243</b>           | <b>144</b>                  | <b>217</b>           | <b>1 914</b> | <b>2 105</b>         |
|                                  |                      | (165)                 | (163)                | 19                          | (36)                 | (146)        | (199)                |
| <b>741</b>                       | <b>135</b>           | <b>84</b>             | <b>80</b>            | <b>163</b>                  | <b>181</b>           | <b>1 768</b> | <b>1 906</b>         |

Pôle Gestion des Participations Stratégiques

| Banque – Assurance<br>– La Poste |                        | Immobilier & Tourisme |                        | Infrastructure<br>Transport |                        | Total          |                        |
|----------------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------------|------------------------|----------------|------------------------|
| 31.12.2018                       | 01.01.2018<br>Retraité | 31.12.2018            | 01.01.2018<br>Retraité | 31.12.2018                  | 01.01.2018<br>Retraité | 31.12.2018     | 01.01.2018<br>Retraité |
| <b>4 660</b>                     | <b>4 893</b>           | <b>12 395</b>         | <b>11 861</b>          | <b>5 142</b>                | <b>4 859</b>           | <b>163 002</b> | <b>173 521</b>         |

# Notes annexes aux états financiers consolidés

## 1 – Principes et méthodes comptables applicables dans le Groupe

### I. Base de préparation des états financiers

Le groupe Caisse des Dépôts applique le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2018. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_fr](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr)

Le groupe Caisse des Dépôts a préparé ses comptes consolidés au 31 décembre 2018 sur la base des principes de reconnaissance et d'évaluation des normes IFRS et interprétations de l'IFRS IC (IFRIC) telles qu'elles étaient applicables à la date de clôture.

Ces normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du groupe Caisse des Dépôts au 31 décembre 2017, à l'exception des normes, amendements et interprétations décrits ci-dessous (cf. point I.1).

#### I.1. Normes, amendements et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

Par rapport au 31 décembre 2017, les normes IFRS 9 « *Instruments financiers* » et IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* » sont applicables pour la première fois et ont des incidences sur les états financiers du groupe Caisse des Dépôts au 31 décembre 2018.

L'incidence de la première application de ces deux normes est décrite de manière détaillée dans la partie 2 du présent rapport financier (« Application des normes IFRS 9 et IFRS 15 »).

##### IFRS 9 « *Instruments financiers* » (règlement UE n° 2016/2067 du 22 novembre 2016)

La norme IFRS 9 « *Instruments financiers* » remplace la norme IAS 39 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Ces nouveaux principes sont décrits de manière détaillée dans le point III « Principes comptables et méthodes d'évaluation ».

Conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 9, le groupe Caisse des Dépôts a décidé de ne pas retraiter ses états financiers comparatifs 2017 au format IFRS 9. De ce fait :

- L'incidence de la première application de la norme IFRS 9 est comptabilisée dans les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Les données chiffrées présentées au titre du comparatif 2017 ont été établies en application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers, dont les principes comptables et les méthodes d'évaluation sont décrits dans le rapport financier 2017 du groupe Caisse des Dépôts.

Pour rappel, le groupe Caisse des Dépôts applique de manière anticipée, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la disposition prévue par le paragraphe 7.1.2 de la norme IFRS 9. Ainsi, les variations de juste valeur liées au risque de crédit propre des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sur option sont déjà comptabilisées en capitaux propres non recyclables au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

##### IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* » (règlement UE n° 2016/1905 du 22 septembre 2016) et amendements « *Clarifications apportées à IFRS 15* » (règlement UE n° 2017/1987 du 31 octobre 2017)

La norme IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* » remplace les normes IAS 11 « *Contrats de construction* » et IAS 18 « *Produits des activités ordinaires* », ainsi que toutes les interprétations liées.

Cette norme, relative à la reconnaissance des revenus, n'affecte pas les revenus résultant des contrats de location, des contrats d'assurance et des instruments financiers.

Elle introduit un modèle unique de reconnaissance des revenus qui repose sur le transfert du contrôle du bien ou du service promis, lequel s'appuie sur des principes détaillés en cinq étapes clés. La norme IFRS 15 a été complétée par les amendements « *Clarifications apportées à IFRS 15* », lesquels ne modifient pas les principes sous-jacents de la norme. Ces amendements apportent cependant des précisions complémentaires sur la façon dont les principes d'IFRS 15 doivent être appliqués.

Ces nouveaux principes sont décrits dans le point III « Principes comptables et méthodes d'évaluation ».

Conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 15, le groupe Caisse des Dépôts a décidé de ne pas retraiter ses états financiers comparatifs 2017 au format IFRS 15. De ce fait :

- L'incidence de la première application de la norme IFRS 15 est comptabilisée dans les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Les données chiffrées présentées au titre du comparatif 2017 ont été établies en application des anciennes normes IAS 11 et IAS 18, ainsi que des anciennes interprétations liées.

### Amendements à IFRS 4 « Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance » (règlement UE n° 2017/1988 du 3 novembre 2017)

Les amendements à la norme IFRS 4 ont vocation à aligner la date de première application de la norme IFRS 9 avec celle de la nouvelle norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (application au 1<sup>er</sup> janvier 2021, sous réserve de son adoption par l'Union européenne, cette date du 1<sup>er</sup> janvier 2021 devant elle-même être repoussée d'un an, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, suite à une récente décision de l'IASB qui reste à formaliser).

Deux approches sont prévues par ces amendements :

- la première approche dite « approche par superposition » est ouverte aux entités d'assurance qui ont choisi d'appliquer IFRS 9 dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cette approche prévoit un reclassement en capitaux propres de la volatilité additionnelle en résultat engendrée par l'application de la norme IFRS 9 sur les actifs financiers détenus aux fins d'une activité liée à des contrats d'assurance qui étaient précédemment comptabilisés, au regard d'IAS 39, en actifs financiers disponibles à la vente ou au coût amorti. Cette approche reste d'application optionnelle sur toute la période de décalage d'application entre les normes IFRS 9 et IFRS 17 ;
- la seconde approche dite « exemption temporaire de l'application d'IFRS 9 » constitue une option pour différer l'application de la norme IFRS 9 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Ce report d'application de la norme IFRS 9 est acquis, sous conditions, pour les entités à prédominance assurance.

Ces amendements introduisent également une option simplificatrice permettant aux groupes appliquant la norme IFRS 9 de ne pas retraiter au format IFRS 9 les comptes des entités d'assurance consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

Le groupe CNP Assurances, consolidé par mise en équivalence dans les comptes du groupe Caisse des Dépôts :

- remplit les critères d'éligibilité pour être temporairement exempté d'appliquer IFRS 9 dans ses comptes consolidés (le ratio de prédominance de l'activité d'assurance, qui conditionne l'éligibilité au report d'IFRS 9, étant supérieur au seuil de 90 % au 31 décembre 2015) ;
- a opté pour le report d'application de la norme IFRS 9.

En conséquence, le groupe Caisse des Dépôts a décidé de ne pas retraiter au format IFRS 9 les comptes du groupe CNP Assurances à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les instruments financiers détenus par le groupe CNP Assurances continuent dès lors d'être classés et évalués selon les dispositions de la norme IAS 39 sur les instruments financiers.

Des informations additionnelles seront toutefois publiées lors des arrêtés annuels pendant la période de transition 2018-2021. Ces informations seront relatives à la classification des actifs financiers et à l'exposition au risque de crédit sur le périmètre des actifs financiers qui remplissent les critères définis par la norme IFRS 9 (titres dont les flux de trésorerie correspondent à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts calculés sur le principal restant dû).

### Autres amendements et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

Les autres amendements et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 sont présentés ci-dessous. Leur application n'a pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts au 31 décembre 2018. Sont concernés :

- « Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2014-2016 » (règlement UE n° 2018/182 du 7 février 2018)

Dans le cadre de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS, l'IASB a publié des modifications mineures aux normes IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ».

Les modifications d'IAS 28 concernent l'évaluation par les organismes de capital-risque et les entités semblables de leurs participations dans des entreprises associées ou dans des coentreprises. Il est désormais clairement indiqué que les organismes de capital-risque et les entités semblables peuvent librement décider de comptabiliser ces participations selon la méthode de la mise en équivalence ou à la juste valeur par résultat, ce choix pouvant être effectué investissement par investissement.

Les modifications d'IFRS 12 précisent quant à elles les informations à présenter en annexe relatives aux entités classées comme détenues en vue de la vente ou comme activité abandonnée en application de la norme IFRS 5.

- amendements à IFRS 2 « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » (règlement UE n° 2018/289 du 26 février 2018)

Ces amendements clarifient les méthodes de comptabilisation de certains types de transaction dont le paiement est fondé sur des actions : modélisation des conditions de performance quel que soit le mode de règlement, impacts des prélèvements fiscaux sur les plans et traitement comptable des modifications de dénouement de plans.

- amendements à IAS 40 « Transferts d'immeubles de placement » (règlement UE n° 2018/400 du 14 mars 2018)

Les modifications apportées précisent dans quels cas une entité est autorisée à reclasser un bien immobilier vers (ou depuis) la catégorie immeubles de placement. Ce transfert doit être réalisé si, et seulement si, le bien immobilier répond (ou cesse de répondre) à la définition d'un immeuble de placement et s'il existe une indication de changement d'utilisation. Un changement des intentions de la direction quant à l'utilisation d'un bien immobilier ne constitue pas en soi une indication de changement d'utilisation.

- interprétation IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée » (règlement UE n° 2018/519 du 28 mars 2018). Cette interprétation apporte des précisions sur la date à retenir pour déterminer le cours de change des transactions incluant un encaissement ou un paiement anticipé dans une monnaie étrangère.

### 1.2. Amendements applicables de manière anticipée par le groupe Caisse des Dépôts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

Les amendements à IFRS 9 « Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative » ont été adoptés par l'Union européenne le 22 mars 2018 (règlement UE n° 2018/498) et sont d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, avec une application anticipée possible.

Ces amendements visent à clarifier le classement de certains actifs financiers contenant une clause de remboursement anticipé lorsque l'exercice de cette clause est susceptible d'entraîner un remboursement inférieur à la somme du principal et des intérêts sur le principal restant dû (i.e. rémunération négative).

Avant ces amendements à IFRS 9, les instruments de dette gérés selon le modèle de gestion de collecte et qui comportaient ce type de clause ne pouvaient pas être comptabilisés au coût amorti car ils ne satisfaisaient pas au critère dit « SPPI » d'IFRS 9 (« *Solely Payments of Principal and Interests* » – en français « *Remboursement uniquement du principal et des intérêts* »). Ils devaient ainsi être obligatoirement comptabilisés à la juste valeur par résultat.

Les amendements à IFRS 9 stipulent désormais qu'une clause de remboursement anticipé d'un instrument de dette remplit le critère « SPPI », quelles que soient les raisons ou circonstances qui ont provoqué la résiliation anticipée du contrat, et quelle que soit la partie au contrat amenée à payer ou à recevoir une compensation, dès lors que la compensation prévue au contrat est « raisonnable ».

Une application anticipée de ces amendements permet de rendre éligible au critère « SPPI », dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, certaines clauses de remboursement anticipé présentes dans les dispositions contractuelles d'instruments de dette qui, sans ces amendements, ne satisferaient pas le critère « SPPI » et se verraient ainsi imposer une comptabilisation à la juste valeur par résultat (et non au coût amorti pour un instrument géré selon le modèle de gestion de collecte).

Afin d'éviter d'éventuels reclassements d'actifs financiers au 1<sup>er</sup> janvier 2019, un an seulement après la première application de la norme IFRS 9, le groupe Caisse des Dépôts a décidé d'appliquer ces amendements par anticipation dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, de manière concomitante à la première application d'IFRS 9.

### 1.3. Norme et interprétation IFRS adoptées par l'Union européenne mais non encore applicables

Le groupe Caisse des Dépôts n'applique pas la norme et l'interprétation suivantes qui ne seront d'application obligatoire qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

- IFRS 16 « *Contrats de location* » (règlement UE n° 2017/1986 du 31 octobre 2017).

La norme IFRS 16 remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations relatives à la comptabilisation des contrats de location.

Pour les bailleurs, l'impact attendu de la première application d'IFRS 16 sera limité, les dispositions retenues restant substantiellement inchangées par rapport à la norme IAS 17.

Pour les preneurs, la norme IFRS 16 imposera un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Les principales modifications par rapport à IAS 17 seront les suivantes pour les preneurs :

- une nouvelle définition du contrat de location basée sur « *le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une période déterminée moyennant le paiement d'une contrepartie* » ;

- tous les contrats de location seront comptabilisés au bilan des preneurs ;
- la norme IFRS 16 abandonne la classification des contrats de location en contrats de location simple ou contrats de location-financement, traitant tous les contrats comme des contrats de location-financement ;
- les contrats de location de moins d'un an et les contrats portant sur des actifs de peu de valeur pourront être exemptés des obligations posées par la norme IFRS 16.

L'analyse de la norme et l'identification de ses effets potentiels se sont poursuivies sur l'exercice 2018 et permettent d'en déduire qu'il n'y aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

Pour la première application de cette norme, le groupe Caisse des Dépôts a choisi la méthode rétrospective simplifiée, qui consistera à comptabiliser l'impact cumulé de cette première application en capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2019, sans retraitement de la période comparative 2018 :

- IFRIC 23 « *Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat* » (règlement UE n° 2018/1595 du 23 octobre 2018).

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur le résultat lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal appliqué. La méthode utilisée devra être celle qui fournira la meilleure prévision quant au dénouement de l'incertitude fiscale.

Cette interprétation ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

### 1.4. Normes, amendements et interprétations IFRS non encore adoptés par l'Union européenne

Le groupe Caisse des Dépôts n'applique pas les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et non encore adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2018.

Cela concerne notamment la norme IFRS 17 « *Contrats d'assurance* ».

Publiée par l'IASB le 18 mai 2017, cette norme remplacera la norme IFRS 4 relative aux contrats d'assurance. Elle sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, sous réserve de son adoption par l'Union européenne, cette date du 1<sup>er</sup> janvier 2021 devant elle-même être repoussée d'un an, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, suite à une récente décision de l'IASB qui reste à formaliser.

L'objectif de cette nouvelle norme est de prescrire les principes du traitement comptable, d'évaluation et de présentation des contrats d'assurance qui entrent dans son champ d'application.

La norme IFRS 17 aura des implications pour le groupe CNP Assurances qui est comptabilisé par mise en équivalence dans les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

Les impacts relatifs à la norme IFRS 17 sont en-cours d'analyse par le groupe CNP Assurances.



## Utilisation du format d'états de synthèse bancaire recommandé par l'Autorité des Normes Comptables

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2017-02 du 2 juin 2017 de l'Autorité des normes comptables.

Le groupe Caisse des Dépôts a ainsi opté, conformément à la norme IAS 1 révisée, pour une présentation distincte du compte de résultat consolidé détaillant les composantes de son résultat net. Il présente par ailleurs dans l'« État du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisés nettes d'impôts directement en capitaux propres », le résultat net et le détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôts.

### Recours à des estimations

La préparation des états financiers du groupe Caisse des Dépôts exige la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que la direction et les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles la direction et les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci, notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment les évaluations suivantes :

- la juste valeur au bilan des instruments financiers non cotés enregistrés dans les postes du bilan : « *Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* », « *Instruments financiers dérivés de couverture* », « *Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres* » ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers (actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables, titres au coût amorti, prêts et créances au coût amorti) ;
- le montant des dépréciations des participations dans les entreprises mises en équivalence ;
- la juste valeur des immeubles de placement présentée dans une note annexe ;
- le montant des dépréciations des immobilisations corporelles, incorporelles et des écarts d'acquisition ;
- les impôts différés ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan (dont les provisions sur avantages du personnel) destinées à couvrir les risques de pertes et charges ;
- la valeur initiale des écarts d'acquisition constatés lors des regroupements d'entreprises ;
- l'évaluation des actifs non courants et dettes liées destinés à être cédés.

## II. Principes de consolidation

### 1. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les comptes de la Caisse des Dépôts Section générale, les comptes consolidés des sous-groupes et les comptes des entités sur lesquelles la Caisse des Dépôts exerce

un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable et dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

### 2. Méthodes de consolidation et notion de contrôle

Les filiales (et entités structurées) sur lesquelles le groupe exerce un contrôle sont consolidées par intégration globale. Le groupe Caisse des Dépôts possède le contrôle lorsqu'il détient le pouvoir de diriger les activités clés, qu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables, et qu'il a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur ces rendements.

Les droits de vote potentiels qui donnent accès à des droits de vote complémentaires sont pris en compte pour apprécier le contrôle dès lors que ces droits sont exerçables en temps utile pour diriger les activités clés.

Le groupe exerce un contrôle conjoint dans un partenariat lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions sur les activités pertinentes de l'entité requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. À ce titre, deux types de partenariat doivent être distingués, la coentreprise d'une part et l'entreprise commune d'autre part.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Une coentreprise est consolidée par mise en équivalence.

Une entreprise commune est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs relatifs à celle-ci. Une entreprise commune est consolidée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus par le groupe Caisse des Dépôts dans l'activité commune, à savoir :

- ses actifs, y compris sa quote-part des actifs détenus conjointement le cas échéant ;
- ses passifs, y compris sa quote-part des passifs assumés conjointement le cas échéant ;
- sa quote-part des produits issus des ventes ;
- les charges qu'il a engagées, y compris sa quote-part des charges engagées conjointement le cas échéant.

Les entreprises sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mises en équivalence dans les comptes consolidés. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Les résultats des entités acquises sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de leur date d'acquisition effective. Les résultats des entités qui ont été cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les états financiers consolidés jusqu'à la date à laquelle le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable a cessé.

### Dates d'arrêt des comptes des entités consolidées

La quasi-totalité des entités consolidées clôture ses comptes au 31 décembre. Les sociétés consolidées qui clôturent leurs comptes à une date différente de plus de trois mois sont intégrées sur la base d'une situation au 31 décembre. Dans le cas où la date d'arrêt serait

comprise dans le délai de trois mois, et lorsque l'image fidèle et économique du groupe le nécessite, les opérations significatives intervenues entre la date de clôture et le 31 décembre sont prises en compte lors de l'établissement des comptes consolidés.

### 3. Exclusions du périmètre de consolidation

Les participations détenues par le groupe Caisse des Dépôts dans une coentreprise ou une entreprise associée dans le cadre d'une activité de capital investissement peuvent être exclues du périmètre de consolidation conformément à la possibilité offerte par la norme IAS 28.18. Ces participations sont alors comptabilisées en « *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* ».

Les sociétés ESH (Entreprises Sociales pour l'Habitat) sont exclues du périmètre de consolidation, au motif que le groupe ne peut exercer un contrôle sur ces entités au sens des normes IFRS. Les titres des sociétés ESH sont ainsi comptabilisés en « *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* » ou, sur option, en « *Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables* ».

Au 31 décembre 2018, les titres des sociétés ESH sont classés en « *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* » dans les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

Les sociétés d'économie mixte (SEM, SAIEM) sur lesquelles le groupe Caisse des Dépôts n'exerce pas de contrôle sont exclues du périmètre de consolidation. Les titres de ces sociétés sont ainsi comptabilisés en « *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* » ou, sur option, en « *Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables* ».

Au 31 décembre 2018, les titres de ces sociétés d'économie mixte sont principalement classés en « *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* » dans les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

Les titres de sociétés acquis en vue d'une cession ultérieure à brève échéance, sont exclus de la consolidation. Les titres de ces sociétés sont comptabilisés en « *Actifs non courants destinés à être cédés* ».

Les caractéristiques des conventions signées entre l'État et la Caisse des Dépôts concernant le Programme d'Investissement d'Avenir entraînent, en application du référentiel comptable IFRS, une décomptabilisation des actifs et passifs liés à ces conventions dans les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts. Ils sont compris dans les comptes de régularisation des états financiers établis en normes françaises par la Caisse des Dépôts Section générale.

### 4. Retraitements et opérations internes

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués lorsqu'ils sont significatifs. Les méthodes comptables des coentreprises et des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin d'être alignées sur celles adoptées par le groupe.

Toutefois, comme indiqué dans le point I.1, le groupe CNP Assurances, consolidé par mise en équivalence dans les comptes du groupe Caisse des Dépôts, a opté pour le report d'application de la norme IFRS 9 « *Instruments financiers* » jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le groupe Caisse des Dépôts a décidé de ne pas retraiter au format IFRS 9 les comptes du groupe CNP Assurances conformément à l'option offerte par les amendements à IFRS 4. Les instruments financiers détenus par le groupe CNP Assurances continuent ainsi d'être classés et

évalués selon les dispositions de la norme IAS 39 sur les instruments financiers.

Les comptes réciproques ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés sont éliminés lorsqu'ils concernent des sociétés consolidées par intégration globale.

En ce qui concerne les entreprises consolidées par mise en équivalence, les profits et pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du groupe sont éliminés à hauteur de la détention du groupe dans la coentreprise ou l'entreprise associée, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

### 5. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts sont présentés en euros. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Toutes les différences de conversion résultant de la conversion sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Les écarts de change découlant de la conversion d'investissements nets dans des activités à l'étranger et d'emprunts et autres instruments de change désignés comme instruments de couverture de ces investissements sont imputés aux capitaux propres.

Lorsqu'une activité étrangère est cédée, ces différences de conversion initialement reconnues en capitaux propres sont comptabilisées au compte de résultat dans les pertes et les profits de cession.

### 6. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition à l'exception des regroupements sous contrôle commun et de la formation d'une coentreprise qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3.

Selon cette méthode, les actifs identifiables acquis et les passifs repris de l'entité acquise sont comptabilisés à la juste valeur, déterminée à la date d'acquisition.

Les passifs éventuels de l'entité acquise ne sont comptabilisés au bilan consolidé que dans la mesure où ils sont représentatifs d'une obligation actuelle à la date de prise de contrôle et que leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable.

Le coût d'acquisition est égal à la juste valeur, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération de regroupement constituent une transaction séparée du regroupement et sont comptabilisés en résultat.

Les compléments de prix éventuels sont intégrés dès la prise de contrôle dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date

d'acquisition. Les ajustements de prix éventuels qualifiés de passifs financiers sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté et sont comptabilisés en résultat, sauf si ces ajustements interviennent dans un délai de douze mois et sont liés à des faits et circonstances existants à la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition. À cette date, l'écart d'acquisition est inscrit à l'actif du bilan consolidé dans le poste « *Écarts d'acquisition* » s'il est positif. Il est comptabilisé immédiatement en résultat s'il est négatif.

Les intérêts minoritaires peuvent être évalués, soit pour leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise (écart d'acquisition « *partiel* »), soit à leur juste valeur, une fraction de l'écart d'acquisition ainsi déterminé leur étant alors affectée (écart d'acquisition « *complet* »). Cette option est appliquée regroupement par regroupement.

Le groupe Caisse des Dépôts dispose d'un délai de douze mois après la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d'entreprises considéré.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

Ils font l'objet de tests de dépréciation tels que décrits au paragraphe III.8.

Lorsqu'un regroupement d'entreprises a été réalisé au moyen de plusieurs transactions d'échange (acquisition par étapes), l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de prise de contrôle. A cette date, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue dans l'entité acquise est réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

De même, la perte de contrôle d'une filiale consolidée se traduit par la réévaluation à la juste valeur par contrepartie du résultat de la participation éventuellement conservée.

## 7. Transactions avec les intérêts minoritaires

Le groupe Caisse des Dépôts comptabilise en capitaux propres la différence entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part d'actif net retraitée acquise, lors de l'acquisition d'intérêts minoritaires d'une filiale alors que le contrôle était déjà établi. Les frais directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en minoration des capitaux propres.

De même, les cessions partielles sans perte de contrôle réalisées par le groupe avec les intérêts minoritaires sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres.

## 8. Information sectorielle

En application d'IFRS 8, l'information sectorielle présentée est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction générale du groupe Caisse des Dépôts. Cette information reflète l'organisation du groupe en termes de pôles d'activité. Les activités opérationnelles du groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des services rendus.

Les trois pôles d'activité du groupe Caisse des Dépôts au 31 décembre 2018, inchangés par rapport au 31 décembre 2017, sont les suivants :

- pôle Caisse des Dépôts composé principalement de :
  - Caisse des Dépôts – Section générale
  - SCET
  - CDC Habitat
- pôle Bpifrance composé de Bpifrance (dont CDC International Capital)
- pôle Gestion des Participations Stratégiques composé principalement de :
  - La Poste
  - CNP Assurances
  - Compagnie des Alpes
  - Egis
  - Transdev Group
  - Coentreprise de Transport d'Électricité

## III. Principes comptables et méthodes d'évaluation

### 1. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les états financiers du 31 décembre 2018 selon les nouvelles dispositions de la norme IFRS 9 et selon les amendements à IFRS 9 « *Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative* ».

En revanche, les actifs et passifs financiers du groupe CNP Assurances restent comptabilisés selon les dispositions de la norme IAS 39 sur les instruments financiers dans l'attente de l'application obligatoire de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (cf. point I.1).

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture pour lesquelles un projet de norme séparée est en cours d'étude par l'IASB.

#### 1.1. Évaluation des actifs et des passifs financiers

##### Évaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Il s'agit du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation (cf. point 1.7).

##### Évaluation ultérieure

Après leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers non dérivés sont évalués en fonction de leur classification, soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à la juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont quant à eux toujours évalués à la juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé, calculé par la méthode du TIE, de toute différence entre le montant initial et le montant à l'échéance et, dans le cas d'un actif financier, diminué de la dépréciation pour risque de crédit le cas échéant.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les sorties ou entrées de trésorerie futures estimées sur la durée de vie attendue de l'actif financier ou du passif financier de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier (i.e. le coût amorti sans tenir compte de toute dépréciation pour risque de crédit) ou le coût amorti du passif financier.

Ce calcul intègre les commissions payées ou reçues entre les parties au contrat, les coûts de transaction ainsi que toutes surcotes ou décotes.

## 1.2. Comptabilisation des actifs financiers

La comptabilisation des actifs financiers dépend du modèle économique de gestion et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments (cf. point 1.2.3).

### 1.2.1. Modèles de gestion

Le modèle de gestion de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers en vue d'atteindre un objectif économique donné. Trois modèles de gestion sont définis par IFRS 9 :

- le « modèle de collecte » dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels. Ce modèle, dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à maturité, n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas suivants :
  - Les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit ;
  - Les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dus ;
  - Les autres cessions sont compatibles avec les objectifs du « modèle de collecte » des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).
- le « modèle mixte » dont l'objectif est à la fois de percevoir des flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers. Dans ce modèle, la perception des flux de trésorerie et la vente d'actifs financiers sont toutes les deux essentielles.
- les « autres modèles » qui sont définis par opposition au « modèle de collecte » et au « modèle mixte ». Ils concernent les portefeuilles d'instruments dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie par voie de vente des actifs ou ceux qui sont gérés et dont la performance est appréciée sur la base de la juste valeur.

### 1.2.2. Caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments (critère dit « SPPI » – « Remboursement uniquement du principal et des intérêts »)

Un actif financier est dit « SPPI » (ou « basique ») si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts calculés sur le principal restant dû. La détermination du caractère « basique » est à réaliser pour chaque actif financier lors de sa comptabilisation initiale.

Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et une marge.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur

temps de l'argent et du risque de crédit. A titre d'exemple, peuvent être cités :

- les événements venant modifier le montant et la date de survenance des flux de trésorerie. Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt « basique », comme par exemple une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère « SPPI ».
- les caractéristiques des taux applicables (par exemple, la cohérence entre la période de refixation du taux et la période de calcul des intérêts). Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (« benchmark test ») consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée. Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif étudié et ceux de l'actif de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un prêt « basique » qui satisfait le critère « SPPI ».
- les modalités de remboursement anticipé et de prolongation. La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le critère « SPPI » des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Par ailleurs, bien que ne remplissant pas strictement les critères de rémunération de la valeur temps de l'argent, certains actifs comportant un taux réglementé sont considérés comme « basiques » dès lors que ce taux d'intérêt réglementé fournit une contrepartie qui correspond dans une large mesure au passage du temps et qu'il n'entraîne pas d'exposition aux risques ou à la volatilité des flux de trésorerie contractuels qui soient incompatibles avec un contrat de prêt « basique ».

Pour être qualifiés d'actifs financiers « basiques », les titres détenus dans un véhicule de titrisation doivent répondre à des conditions spécifiques. Les termes contractuels de la tranche doivent remplir le critère « SPPI », de même que le pool d'actifs sous-jacents. Le risque inhérent à la tranche doit par ailleurs être égal ou plus faible que l'exposition aux actifs sous-jacents de la tranche.

### 1.2.3. Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers sont classés au bilan dans les trois catégories comptables suivantes : le coût amorti, la juste valeur par capitaux propres et la juste valeur par résultat, en fonction des modèles de gestion et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels attachés aux instruments (cf. points 1.2.1 et 1.2.2).

#### • Instruments de dette (prêts, créances, titres)

Les instruments de dette (prêts, créances, titres) peuvent être comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres recyclables ou à la juste valeur par résultat.

#### 1) Instruments de dette comptabilisés au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti si le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« modèle collecte ») et si les flux de trésorerie

sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et des intérêts sur le principal restant dû (critère « SPPI »).

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont initialement comptabilisés à leur juste valeur qui inclut les coûts de transaction et les coupons courus (sauf lorsque le caractère non matériel des coûts de transaction est démontré).

Lors des arrêts ultérieurs, ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du TIE.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des coûts de transaction sur la durée de vie résiduelle de ces instruments est comptabilisé en résultat selon la méthode du TIE dans le poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Ces actifs financiers font l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe « Dépréciation pour risque de crédit » (cf. point 1.4).

Ils sont présentés au bilan dans les postes « Titres au coût amorti », « Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti » et « Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti » en fonction de la nature des instruments.

## 2) Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables si le modèle de gestion est de détenir l'instrument afin de collecter les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs (« modèle mixte ») et si les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et des intérêts sur le principal restant dû (critère « SPPI »).

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables sont initialement comptabilisés à leur juste valeur qui inclut les coûts de transaction et les coupons courus (sauf lorsque le caractère non matériel des coûts de transaction est démontré).

Lors des arrêts ultérieurs, ces actifs financiers sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus qui sont comptabilisés selon la méthode du TIE dans le poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat).

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des coûts de transaction sur la durée de vie résiduelle de ces instruments est également comptabilisé en résultat selon la méthode du TIE dans le poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

Ces actifs financiers font l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe « Dépréciation pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan) (cf. point 1.4).

Ils sont présentés au bilan dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

## 3) Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par résultat

Tous les instruments de dette qui ne sont pas éligibles à une comptabilisation au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables sont évalués à la juste valeur par résultat.

Cette catégorie comprend :

- les instruments de dette classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers :
  - Détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession, ou
  - Dont la gestion ainsi que l'appréciation de la performance reposent sur la juste valeur.

Dans les deux catégories de portefeuille mentionnées ci-dessus, bien que des flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel l'entité détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- les instruments de dette qui ne satisfont pas le critère « SPPI ». C'est notamment le cas des OPCVM et des FCPR.
- les instruments de dette classés dans des portefeuilles pour lesquels l'entité choisit volontairement une valorisation à la juste valeur par résultat afin de supprimer ou de réduire une distorsion de traitement comptable dans l'évaluation ou la comptabilisation qui autrement découlerait de l'évaluation d'actifs ou de passifs selon des bases différentes.

Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat qui s'exerce lors de la comptabilisation initiale de l'actif financier et qui est irrévocable.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, hors coûts de transaction (lesquels sont directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Lors des arrêts ultérieurs, ces actifs financiers sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », en contrepartie du compte d'encours.

Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciation.

Ils sont présentés au bilan dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

## 4) Instruments de capitaux propres (actions)

Les investissements dans des instruments de capitaux propres de type actions sont évalués à la juste valeur par résultat, ou, sur option, à la juste valeur par capitaux propres non recyclables.

Les instruments de capitaux propres ne font pas l'objet de dépréciation.

## 1) Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par résultat

Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, hors coûts de transaction (lesquels sont directement enregistrés en résultat).

Lors des arrêts ultérieurs, ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », en contrepartie du compte d'encours.

Ils sont présentés au bilan dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

**2) Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)**

L'option irrévocable de comptabiliser des instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables s'apprécie au niveau transactionnel (ligne d'achat par ligne d'achat) et doit être prise dès la comptabilisation initiale de l'instrument (ou lors de la première application d'IFRS 9 au 1<sup>er</sup> janvier 2018). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction ne sont pas éligibles à cette option.

Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, en intégrant les coûts de transaction (sauf lorsque le caractère non matériel des coûts de transaction est démontré).

Lors des arrêts ultérieurs, ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables dans le poste « *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres* » du bilan.

Lors de la cession des instruments des capitaux propres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres ne sont pas recyclés en résultat. Le résultat de cession reste ainsi comptabilisé dans les capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat dans le poste « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres* », dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement et non pas à un remboursement de l'instrument de capitaux propres.

Ils sont présentés au bilan dans le poste « *Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres* ».

**1.2.4. Reclassement des actifs financiers**

Les reclassements d'actifs financiers ne sont pas autorisés, sauf en cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers.

De tels changements sont censés se produire peu fréquemment (principalement lorsque l'entité commence ou cesse une activité qui est importante pour son exploitation) et ils doivent être décidés par l'organe de direction de l'entité.

Le reclassement de la totalité des actifs financiers du portefeuille est alors obligatoire. Ce reclassement est prospectif à compter de la date de reclassement et aucun gain, perte ou intérêts comptabilisés antérieurement à cette date ne doit être retraité.

**1.2.5. Décomptabilisation des actifs financiers**

Un actif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif financier arrivent à expiration ; ou
- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif financier sont transférés.

Dans ce cas, l'actif financier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont enregistrés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité

continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégo-ciés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou de conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégo-ciation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur à la date de renégo-ciation. Leur comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du respect, ou non, du critère « SPPI » (cf. point 1.2.3).

**1.2.6. Acquisition et cession temporaire de titres**

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrés) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan du cédant. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire. Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

**1.3. Comptabilisation des passifs financiers**

**1.3.1. Distinction dettes – capitaux propres**

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Les titres subordonnés perpétuels dont les clauses de rémunération des porteurs de titres offrent à l'émetteur la maîtrise de la date de paiement des intérêts, sont ainsi classés en instruments de capitaux propres. Toutes les autres obligations, perpétuelles ou remboursables, sont classées en dettes financières.

**1.3.2. Classement et évaluation des passifs financiers**

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes : la juste valeur par résultat (par nature ou sur option) et le coût amorti.

### 1) Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat par nature

Les passifs financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, ceux faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers déterminés gérés ensemble dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme et ceux qui répondent à la définition d'un dérivé (à l'exception des instruments de couverture désignés et efficaces) sont comptabilisés à la juste valeur par résultat par nature.

Les passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat par nature sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, hors coûts de transaction (lesquels sont directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Lors des arrêts ultérieurs, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat dans le poste « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* », en contrepartie du compte d'encours.

Ils sont présentés au bilan dans le poste « *Passifs financiers à la juste valeur par résultat* ».

### 2) Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'une des trois conditions suivantes peuvent être comptabilisés à la juste valeur par résultat sur option :

- passif financier comprenant un dérivé incorporé séparable que l'entité ne souhaiterait pas ou ne pourrait pas séparer ;
- volonté de l'entité de supprimer ou de réduire une distorsion de traitement comptable dans l'évaluation ou la comptabilisation qui autrement découlerait de l'évaluation d'actifs ou de passifs selon des bases différentes ;
- gestion d'un groupe de passifs financiers (ou d'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers) et appréciation de la performance effectuées sur la base de la juste valeur conformément à une stratégie de gestion des risques ou d'investissement établie par écrit.

Cette option s'exerce lors de la comptabilisation initiale du passif financier et elle est irrévocable.

Les passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sur option sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, hors coûts de transaction (lesquels sont directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Lors des arrêts ultérieurs, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées :

- en résultat s'agissant des variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre (poste « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* » du compte de résultat) ; et
- en capitaux propres non recyclables s'agissant des variations de juste valeur liées au risque de crédit propre (poste « *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres* » au bilan).

Ils sont présentés au bilan dans le poste « *Passifs financiers à la juste valeur par résultat* ».

### 3) Passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Les passifs financiers évalués au coût amorti sont initialement comptabilisés à leur juste valeur qui inclut les coûts de transaction et les coupons courus (sauf lorsque le caractère non matériel des coûts de transaction est démontré).

Lors des arrêts ultérieurs, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du TIE.

Ils sont présentés au bilan dans les postes « *Dettes représentées par un titre* », « *Dettes envers les établissements de crédit* » et « *Dettes envers la clientèle* » en fonction de la nature des instruments.

#### 1.3.3. Reclassement des passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

#### 1.3.4. Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est exécutée, annulée ou qu'elle arrive à expiration ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier. La différence entre la valeur comptable du passif financier éteint et du nouveau passif financier est comptabilisée immédiatement en résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote/surcote est comptabilisée immédiatement en résultat en date de modification, puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

#### 1.4. Dépréciation pour risque de crédit

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du groupe Caisse des Dépôts.

La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues (« *Expected Credit Losses* » – « *ECL* »). Ce modèle constitue un changement par rapport au modèle de provisionnement de la norme IAS 39 pour lequel la comptabilisation d'une dépréciation était conditionnée par la constatation d'une indication objective de perte de valeur.

Le modèle de la norme IFRS 9 vise ainsi à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit.

##### 1.4.1. Champ d'application du modèle de dépréciation « ECL »

Le modèle de dépréciation au titre des pertes de crédit attendues (« *ECL* ») s'applique sur les encours suivants, dès lors qu'ils ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat :

- les actifs financiers qualifiés d'instruments de dette comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts, créances, titres) ;
- les créances locatives relevant de la norme IAS 17 ;
- les créances commerciales et les actifs sur contrats générés par des transactions entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 15 ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 (cf. point 1.9) ;
- les engagements de financement (cf. point 1.10).

En conséquence, les instruments de capitaux propres, qu'ils soient comptabilisés à la juste valeur par résultat ou, sur option, à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

#### 1.4.2. Modèles fondés sur les pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit correspondent à la différence entre le total des flux de trésorerie qui sont dus à l'entité selon les dispositions contractuelles et le total des flux de trésorerie que l'entité s'attend à recevoir, actualisés au TIE initial.

Les flux de trésorerie que l'entité s'attend à recevoir doivent comprendre les flux provenant de la vente d'actifs reçus en garantie ou d'autres rehaussements de crédit qui font partie intégrante des modalités contractuelles de l'instrument financier.

Les pertes de crédit attendues correspondent dès lors à la moyenne des pertes de crédit pondérée selon les risques de défaillance de la contrepartie.

#### Modèle général des pertes de crédit attendues

Le modèle général des pertes de crédit attendues s'appuie sur une approche à trois niveaux de risque fondée sur l'importance de la détérioration de la qualité du crédit d'un actif financier depuis sa comptabilisation initiale :

- « Niveau 1 » : ce niveau de risque comprend tous les actifs financiers dès leur comptabilisation initiale ainsi qu'aux dates d'arrêtés comptables ultérieurs, dès lors qu'ils n'ont pas subi d'augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale.

L'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir pour ces actifs financiers. Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE appliquée à la valeur comptable brute des encours (i.e. coût amorti avant prise en compte de la dépréciation).

- « Niveau 2 » : ce niveau de risque regroupe les actifs financiers ayant subi une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale.

L'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument financier. Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE appliquée à la valeur comptable brute des encours (i.e. coût amorti avant prise en compte de la dépréciation).

Par la suite, si la qualité du crédit s'améliore au cours d'une période ultérieure, à tel point que l'augmentation du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale n'est plus considérée comme significative, la dépréciation pour risque de crédit est de nouveau évaluée en fonction des pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir. L'actif financier est alors reclassé en « niveau 1 » de la classe de risque.

- « Niveau 3 » : ce niveau de risque regroupe les actifs financiers dépréciés pour lesquels il est observé une indication objective de perte de valeur. Il s'agit d'actifs financiers pour lesquels se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs, après leur comptabilisation initiale. Ce niveau de risque regroupe ainsi les actifs financiers en situation de défaut (douteux). Ils correspondent aux actifs financiers dépréciés de la norme IAS 39.

L'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument financier. Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE appliquée à la valeur comptable nette des encours (i.e. coût amorti après dépréciation).

Par la suite, si la qualité du crédit s'améliore au cours d'une période ultérieure, l'actif financier est reclassé en « niveau 2 », puis éven-

tuellement en « niveau 1 » de la classe de risque. Les modalités d'évaluation des dépréciations pour risque de crédit et des produits d'intérêts sont alors modifiés en conséquence.

#### Modèle simplifié des pertes de crédit attendues pour les créances clients, les actifs sur contrats et les créances locatives

Une approche simplifiée est introduite par la norme IFRS 9 pour les créances clients et les actifs sur contrat entrant dans le champ d'application d'IFRS 15, ainsi que pour les créances locatives entrant dans le champ d'application d'IAS 17. En appliquant cette approche simplifiée, qui permet d'éviter le suivi des changements de la qualité de crédit de la créance et le calcul des pertes attendues sur les 12 mois à venir, la dépréciation est toujours égale aux pertes de crédit attendues à maturité.

Cette approche simplifiée est obligatoire pour les créances clients et les actifs sur contrat qui ne comportent pas de composante de financement significative. Elle est optionnelle pour les créances clients et les actifs sur contrat comportant une composante de financement significative ainsi que pour les créances locatives.

Le groupe Caisse des Dépôts a décidé de retenir cette approche simplifiée pour le calcul des dépréciations des créances locatives ainsi que des créances clients et des actifs sur contrats comportant une composante de financement significative.

Ainsi, l'ensemble des créances clients, des actifs sur contrats et des créances locatives font l'objet d'une évaluation des pertes de crédit attendues à maturité des encours concernés (avec un classement en « niveau 2 » ou en « niveau 3 » de la classe de risque).

#### 1.4.3. Augmentation significative du risque de crédit, définition du défaut (douteux) et indication objective de perte de valeur

Dans le modèle général des pertes de crédit attendues (cf. point 1.4.2), le classement dans les différents niveaux de risque est basé sur les notions d'augmentation significative du risque de crédit, de défaut (douteux) et d'indication objective de perte de valeur.

#### Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur base individuelle ou, le cas échéant, sur une base de portefeuilles homogènes d'actifs, lorsque les informations sur la dégradation significative ne sont pas identifiables au niveau de l'actif financier pris isolément.

Pour ce faire, il est tenu compte de toutes les informations raisonnables et justifiables qu'il est possible d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts déraisonnables, en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur ce même instrument à la date de sa comptabilisation initiale. Cette appréciation doit tenir compte des informations sur les événements passés, sur les conditions actuelles ainsi que des projections raisonnables et justifiables à l'égard de la conjoncture économique et des événements à venir (« *forward looking* »).

Un transfert de « niveau 1 » à « niveau 2 » de la classe de risque, matérialisant l'augmentation significative du risque de crédit, doit normalement être constaté avant que la transaction ne soit dépréciée individuellement du fait de l'observation d'une indication objective de perte de valeur et que l'encours soit classé en « niveau 3 » de la classe de risque.



Le groupe Caisse des Dépôts retient par ailleurs dans une large mesure la présomption réfutable prévue par la norme IFRS 9 pour considérer que le risque de crédit associé à un actif financier a augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours.

Inversement, la norme IFRS 9 permet de supposer que le risque de crédit d'un actif financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale si le risque de défaillance est considéré comme faible à la date de clôture et si l'emprunteur a une solide capacité à remplir ses obligations au titre des flux de trésorerie contractuels à court terme sans que cette capacité ne soit sensiblement diminuée par des changements défavorables dans les conditions économiques à plus long terme. Les garanties éventuellement détenues sur les actifs financiers ne sont pas prises en considération dans ce jugement.

Cette règle est appliquée par le groupe Caisse des Dépôts dans une large mesure, notamment pour le suivi de la dégradation des titres financiers relevant de l'univers « *Investment Grade* ».

#### **Défaut (douteux)/Indication objective de dépréciation**

La définition du défaut (douteux) pour les besoins de l'évaluation des pertes de crédit attendues est identique à celle utilisée aux fins de la gestion interne du risque de crédit. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut (douteux), lorsque au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement généralement supérieur à 90 jours, sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une garantie.

Un encours en défaut (douteux) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements observables qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier.

Ces événements observables, utilisés pour un classement en « niveau 3 » de la classe de risque et qui traduisent l'existence d'une perte de crédit avérée, sont identiques à ceux de la norme IAS 39. Il s'agit de :

- l'existence de difficultés financières significatives de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- la rupture ou le non-respect du contrat (retard de paiement ou défaut) ;
- l'octroi par le prêteur à l'emprunteur de concessions relatives aux difficultés financières de l'emprunteur à des conditions très favorables qui n'auraient jamais été octroyées dans d'autres circonstances (octroi de délais, diminution de taux...);
- la faillite ou la réorganisation financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour cet actif financier en raison de difficultés financières.

#### **1.4.4. Évaluation des pertes de crédit attendues**

Les modalités de calcul des pertes de crédit attendues sont mises en œuvre de manière indépendante dans chaque entité du groupe Caisse des Dépôts au regard de la diversité des activités exercées par ces entités. Ces modalités de calcul peuvent par ailleurs être différentes au sein d'une même entité, en fonction des portefeuilles d'actifs financiers détenus et des informations disponibles sur ces portefeuilles.

#### **Modèle général d'évaluation des pertes de crédit attendues**

Les entités du groupe Caisse des Dépôts exerçant une activité de nature bancaire (principalement la Caisse des Dépôts Section générale et le groupe Bpifrance) s'appuient en grande partie sur des concepts et des dispositifs existants dans le cadre de leur dispositif de suivi prudentiel pour évaluer les pertes de crédit attendues.

La méthodologie générale de calcul des pertes de crédit attendues se fonde ainsi sur trois paramètres :

- la probabilité de défaut (« *Probability of Default* » – « *PD* ») ;
- le taux de perte en cas de défaut (« *Loss Given Default* » – « *LGD* ») ;
- le montant de l'exposition en cas de défaut (« *Exposure At Default* » – « *EAD* »).

Les critères d'affectation entre les différents niveaux de risque, lesquels déterminent le mode d'évaluation des pertes de crédit attendues, sont basés sur la comparaison entre la « *PD* » de l'actif financier à la date d'arrêté et à sa date de comptabilisation initiale (ces « *PD* » découlent elles-mêmes des notes attribuées aux contreparties en provenance des modèles internes ou externes) et sur le statut de défaut (douteux).

Ainsi, un actif financier est généralement affecté :

- à la classe de risque de « niveau 1 », si la « *PD* » de l'actif financier à la date d'arrêté ne s'est pas sensiblement dégradée par rapport à sa « *PD* » initiale ou si les actifs financiers sont considérés comme présentant un risque de crédit faible (univers « *Investment Grade* » pour les titres financiers) ;
- à la classe de risque de « niveau 2 », si la « *PD* » de l'actif financier à la date d'arrêté s'est sensiblement dégradée par rapport à sa « *PD* » initiale (utilisation de matrices de passage), si l'actif financier fait l'objet d'impayés de plus de 30 jours ou si la contrepartie est suivie dans le cadre d'une liste de surveillance (« *Watch List* ») ;
- à la classe de risque de « niveau 3 », si l'actif financier s'est déprécié du fait de l'existence d'un risque de crédit avéré. Dans ce cas, l'actif financier est en défaut (douteux).

Les pertes de crédit attendues (« *ECL* ») sont calculées comme étant le produit de la « *PD* » par la « *LGD* » et l'« *EAD* » pour chaque scénario élaboré et pondéré.

L'horizon de temps retenu pour le calcul des pertes de crédit attendues dépend du niveau d'affectation dans la classe de risque :

- « *PD* » à 1 an pour les actifs financiers classés en « niveau 1 » ;
- « *PD* » sur la durée de vie pour les actifs financiers classés en « niveau 2 ».

Les différents paramètres utilisés pour l'estimation des pertes de crédit attendues (« *PD* », « *EAD* », « *LGD* ») s'appuient sur ceux utilisés au niveau du suivi prudentiel (paramètres bâlois), qu'il convient de retraiter afin de les rendre conformes aux exigences de la norme IFRS 9.

Des ajustements spécifiques sont ainsi réalisés afin de prendre en compte les conditions en date d'arrêté et les projections prospectives macroéconomiques :

- les paramètres IFRS 9 visent en effet à estimer au plus juste les pertes dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont généralement dimensionnés de façon plus prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs de ces marges de prudence sont en conséquence retraitées ;
- les paramètres IFRS 9 doivent permettre d'estimer les pertes jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont

définis afin d'estimer les pertes sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;

- les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (« *forward looking* »), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyennes de cycle. Les paramètres prudentiels sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

L'ajustement des paramètres au contexte de la conjoncture économique se fait par la définition de scénarios économiques raisonnables et justifiables, associés à des probabilités de survenance. Trois scénarios économiques projetés sur plusieurs années (un scénario central et deux scénarios alternatifs), fournis par le service des études économiques de la Caisse des Dépôts Section générale, sont notamment utilisés.

Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues sur l'ensemble des expositions notées. Dans le cas d'expositions non notées, des règles d'évaluation prudente d'évaluation des pertes de crédit attendues s'appliquent, avec notamment la constitution d'historiques de pertes.

#### **Modèle simplifié d'évaluation des pertes de crédit attendues pour les créances clients, les actifs sur contrats et les créances locatives**

L'ensemble des créances clients, des actifs sur contrats et des créances locatives font l'objet d'une évaluation des pertes de crédit attendues à maturité sur les encours concernés (avec une affectation en « niveau 2 » ou en « niveau 3 » de la classe de risque) (cf. point 1.4.2).

Les encours sont affectés à la classe de risque de « niveau 3 » lorsqu'ils sont dépréciés du fait de l'existence d'un risque de crédit avéré (actifs financiers en défaut). La dépréciation pour risque de crédit est alors calculée de la même manière que sous IAS 39. Elle correspond à la différence entre le total des flux de trésorerie qui sont dus à l'entité selon les dispositions contractuelles et le total des flux de trésorerie que l'entité s'attend à recevoir, actualisés au TIE initial le cas échéant.

Tous les autres encours sont affectés à la classe de risque de « niveau 2 ». La dépréciation pour risque de crédit est alors calculée à maturité en fonction des informations disponibles. Les entités peuvent notamment recourir à des matrices de calcul des dépréciations selon la durée des impayés.

#### **1.4.5. Irrécouvrabilité des actifs financiers**

Lorsqu'un actif financier est jugé irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de le récupérer en tout ou partie (y compris par la réalisation d'éventuelles garanties), il convient de le décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Avant tout passage en perte, l'actif financier devrait être transféré en « niveau 3 » de la classe de risque avec la comptabilisation d'une perte de crédit attendue sur sa durée de vie (à l'exception des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat).

Pour les actifs financiers comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en pertes est enregistré dans le poste « *Coût du risque de crédit* » du compte de résultat.

### **1.5. Instruments dérivés**

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers comptabilisés au bilan, en date de négociation, pour leur prix de transaction. Aux arrêtés comptables ultérieurs, ces dérivés sont évalués à la juste valeur, qu'ils soient détenus à des fins de transaction ou qu'ils entrent dans une relation de couverture.

#### **1.5.1. Dérivés de transaction**

Les dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au bilan dans le poste « *Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive et en passifs financiers lorsqu'elle est négative. Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans le poste « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* ».

#### **1.5.2. Dérivés et comptabilité de couverture**

Les dispositions de la norme IFRS 9 relatives à la comptabilité de couverture ne sont pas d'application obligatoire tant que le projet relatif à la macro-couverture n'est pas finalisé. Elles sont donc indépendantes des dispositions afférentes au classement, à l'évaluation et à la dépréciation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Le groupe Caisse des Dépôts a décidé d'appliquer les nouvelles dispositions de la norme IFRS 9 pour la comptabilité de couverture à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La norme IFRS 9 comporte en effet des avancées significatives par rapport à IAS 39, notamment :

- une meilleure traduction dans les comptes de la politique de gestion des risques des entités, permettant à la fois un élargissement des opérations éligibles à la comptabilité de couverture et un meilleur reflet en résultat des opérations de couverture ; et
- un assouplissement des tests d'efficacité, avec notamment la suppression des tests d'efficacité rétrospectifs et de la fourchette 80 %-125 %.

La comptabilité de couverture ne peut être appliquée à une relation de couverture que si l'ensemble des conditions suivantes sont remplies :

- éligibilité de l'instrument de couverture ;
- éligibilité de l'élément couvert ;
- existence d'une documentation à l'origine ;
- respect des critères d'efficacité ;
- éligibilité du type de relation de couverture.

#### **1) Éligibilité de l'instrument de couverture**

La norme IFRS 9 ne modifie pas les conditions dans lesquelles un instrument dérivé peut être qualifié d'instrument de couverture.

Ainsi, un dérivé doit être désigné dans son intégralité comme instrument de couverture, sauf exceptions, comme par exemple la possibilité de n'utiliser qu'une portion du montant notionnel d'un dérivé (et non pas une portion de sa durée).

## 2) Éligibilité de l'élément couvert

La norme IFRS 9 permet un élargissement des éléments couverts pouvant être éligibles à la comptabilité de couverture par rapport à la norme IAS 39. Ainsi :

- les actifs financiers qualifiés d'instruments de dette et comptabilisés au coût amorti peuvent désormais être couverts contre le risque de taux et ce même si l'intention de gestion est de les conserver jusqu'à leur échéance.

Sous IAS 39, ces actifs financiers étaient comptabilisés en « *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance* » et ils ne pouvaient pas être couverts contre le risque de taux.

- les actifs financiers qualifiés d'instruments de capitaux propres (actions) et comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables sur option peuvent être couverts en juste valeur quand bien même les variations de juste valeur n'impactent jamais le résultat.

Sous IAS 39, ces modes de comptabilisation et de couverture des instruments de capitaux propres n'existaient pas.

## 3) Existence d'une documentation à l'origine

Pour garantir au mieux l'alignement des couvertures comptables sur la gestion des risques, toute relation de couverture doit s'intégrer dans un cadre défini par :

- une stratégie de gestion des risques qui définit le cadre général en identifiant les risques auxquels l'entité est exposée et la manière dont ces risques sont gérés au niveau global (politique de gestion des risques); et
- des objectifs de gestion qui sont la déclinaison au niveau de chaque opération de couverture de la stratégie définie au niveau global.

L'exigence d'une documentation à l'origine des relations de couverture doit ainsi mettre en évidence l'instrument de couverture, l'élément couvert, la nature du risque couvert et la façon dont l'entité procède pour apprécier si la relation de couverture satisfait aux contraintes d'efficacité de la couverture (y compris l'analyse des sources d'inefficacité et les modalités de détermination du ratio de couverture le cas échéant).

## 4) Respect des critères d'efficacité

Les critères d'efficacité pour pouvoir appliquer la comptabilité de couverture sous IFRS 9 ont été modifiés par rapport à IAS 39 et se basent sur une approche moins rigide, laquelle fait plus appel au jugement.

Ces critères, portant sur l'efficacité attendue de la couverture, sont à appréhender de manière prospective. Ils sont au nombre de trois :

- existence d'une relation économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture (corrélation inverse);
- les variations de valeur de l'instrument de couverture ou de l'élément couvert ne sont pas principalement liées à l'évolution du risque de crédit de la contrepartie;
- en cas de couverture avec un dérivé approximant le risque couvert, le ratio de couverture (i.e. la quantité de l'élément couvert/la quantité de l'instrument de couverture) retenu en comptabilité doit correspondre au ratio utilisé par l'entité pour la gestion des risques. Il ne doit pas exister de déséquilibre manifeste.

Les tests d'efficacité prospectifs doivent être mis en œuvre à l'origine de la relation de couverture et, au minimum, à chaque date de clôture.

## 5) Éligibilité du type de relation de couverture

Les trois modes de comptabilité de couverture de la norme IAS 39 sont maintenus sous IFRS 9.

### Couverture de juste valeur

La couverture de juste valeur a pour objet de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme.

Dans une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont évalués au bilan à la juste valeur (postes « *Instruments financiers dérivés de couverture* ») par contrepartie :

- du compte de résultat, symétriquement à la réévaluation des instruments couverts pour le risque considéré (cas général) (poste « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* » du compte de résultat);
- des capitaux propres non recyclables, symétriquement à la réévaluation des instruments de capitaux propres couverts lorsque ces derniers sont comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables sur option (poste « *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres* » du bilan).

Au bilan, la réévaluation de la composante couverte est comptabilisée selon la classification de l'instrument couvert dans le cas d'une relation de couverture d'actifs ou de passifs identifiés.

Une entité doit arrêter la comptabilité de couverture de juste valeur de manière prospective seulement lorsque la relation de couverture cesse de satisfaire les conditions d'éligibilité. En pareille situation :

- l'instrument de couverture reste comptabilisé au bilan à la juste valeur par résultat, mais il est reclassé dans le poste « *Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* ». S'il n'existe plus, l'instrument de couverture est décomptabilisé;
- l'élément couvert continue d'être enregistré au bilan de la manière dont il était comptabilisé avant l'opération de couverture, sauf dans le cas où il n'existe plus, auquel cas il est décomptabilisé. L'élément couvert cesse d'être ajusté de la variation de juste valeur liée au risque couvert. La réévaluation comptabilisée au bilan pour le risque anciennement couvert est amortie sur la durée résiduelle de l'élément couvert.

### Couverture de flux de trésorerie

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de réduire le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie futurs sur des instruments financiers ou d'une transaction future hautement probable.

Dans une relation de couverture de flux de trésorerie futurs, les dérivés sont évalués au bilan à la juste valeur (postes « *Instruments financiers dérivés de couverture* »), en contrepartie de la ligne « *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres* » pour la partie efficace (capitaux propres) et en contrepartie de la ligne « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* » pour la partie inefficace (compte de résultat).

Les montants inscrits en capitaux propres pendant la durée de vie de la couverture sont transférés en résultat dans les postes « *Intérêts et produits assimilés* » et « *Intérêts et charges assimilées* » au fur et à mesure que les éléments de résultat de l'instrument couvert affectent le résultat.

Les instruments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable.

Une entité doit arrêter la comptabilité de couverture de flux de trésorerie de manière prospective seulement lorsque la relation de couverture cesse de satisfaire les conditions d'éligibilité. En pareille situation :

- l'instrument de couverture reste comptabilisé au bilan à la juste valeur par résultat, mais il est reclassé dans le poste « *Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* ». S'il n'existe plus, l'instrument de couverture est décomptabilisé ;
- les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou qu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas. Ces montants sont alors transférés en résultat ;
- en cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement constatés en résultat.

#### Couverture d'investissement net

La couverture d'un investissement net en devises a pour objet de se protéger contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro. Les principes de comptabilisation sont identiques aux principes applicables à la couverture de flux de trésorerie.

Ainsi, quelle que soit la stratégie de couverture retenue, l'inefficacité de la couverture est comptabilisée en résultat dans le poste « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* » du compte de résultat (exception faite des couvertures de juste valeur des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables sur option pour lesquelles l'inefficacité de la couverture est comptabilisée au bilan dans le poste « *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres* »).

Le groupe Caisse des Dépôts a par ailleurs choisi de retenir la possibilité offerte par la norme IFRS 9 de comptabiliser certains éléments couverts et leurs dérivés de couverture en « *Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* », notamment pour des obligations d'État et des titres de créances négociables couverts par des swaps dans le cadre de contrats d'asset swaps. Cette possibilité existait déjà sous la norme IAS 39.

#### 1.6. Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et non pas aux actifs financiers pour lesquels l'intégralité de l'actif financier doit être comptabilisée selon les dispositions de la norme IFRS 9 telles que décrites dans le point 1.2.3 (i.e. pas de séparation possible du dérivé incorporé dans un actif financier).

Le dérivé incorporé dans un passif financier doit être séparé du contrat hôte et être comptabilisé en tant que dérivé si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques économiques et les risques que présente le dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte.

Le dérivé ainsi séparé du passif financier est comptabilisé à sa juste valeur au bilan dans le poste « *Passifs financiers à la juste valeur par résultat* ».

#### 1.7. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat, les instruments financiers dérivés de couverture, les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables et non recyclables) sont évalués et comptabilisés à la juste valeur, à la date de première comptabilisation, comme en date d'évaluation ultérieure.

La juste valeur est définie par la norme IFRS 13 comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe Caisse des Dépôts détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation. Ces techniques de valorisation sont principalement des approches par le marché ou par le résultat, regroupant des modèles communément admis (notamment méthodes d'actualisation des flux de trésorerie futurs et de l'actif net réévalué). Elles maximisent l'utilisation de données observables et minimisent celle de données non observables. Ces techniques sont calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.

Les actifs et passifs comptabilisés ou présentés à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : les justes valeurs sont déterminées en utilisant directement les prix cotés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les caractéristiques d'un marché actif incluent l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- Niveau 2 : les justes valeurs sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés, directement ou indirectement. Ces techniques sont régulièrement calibrées et les paramètres corroborés par des données provenant de marchés actifs.
- Niveau 3 : les justes valeurs sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché, par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif. Un paramètre non observable est une donnée pour laquelle aucune information de marché n'est disponible. Il provient donc d'hypothèses internes sur les données qui seraient utilisées par les autres participants de marché. L'évaluation de l'absence de liquidité ou l'identification d'un risque de modèle suppose l'exercice du jugement.

Lorsque plusieurs données sont utilisées pour déterminer la juste valeur d'un actif ou d'un passif financier, la juste valeur obtenue est classée globalement au même niveau de la hiérarchie des justes valeurs que la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble.

#### Cas particulier des instruments de capitaux propres non cotés

La détermination de la juste valeur des instruments de capitaux propres non cotés est généralement réalisée à partir de plusieurs modèles (actualisation des flux de trésorerie futurs, actif net réévalué ou multiples de sociétés comparables) :

- si l'évaluation est basée sur l'utilisation de données relatives à des sociétés comparables cotées ou, pour les titres « immobiliers » sur une revalorisation des immeubles à partir de données observables du marché, les instruments de capitaux propres sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur ;

- si au contraire l'évaluation est basée sur l'utilisation des flux de trésorerie futurs ou sur la notion d'actif net réévalué basés sur des données internes à la société, les instruments de capitaux propres sont classés en niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur. Il en est de même pour les instruments valorisés selon la méthode des multiples lorsque les données sont significativement ajustées sur la base de données non observables tenant compte des spécificités de l'entité concernée.

## 1.8. Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32 « *Instruments financiers – Présentation* », le groupe Caisse des Dépôts compense un actif financier et un passif financier et présente un solde net si et seulement si :

- il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- à l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de rembourser le passif simultanément.

## 1.9. Garanties financières données

Les garanties financières sont des contrats qui imposent à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière donnés sont évalués initialement à leur juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant des dépréciations déterminées selon la méthode des pertes de crédit attendues telle qu'elle est décrite dans le paragraphe « Dépréciation pour risque de crédit » (cf. point 1.4) ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, le cas échéant, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15.

Ils sont présentés au passif du bilan dans le poste « *Provisions* ».

## 1.10. Engagements de financement

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ou qui ne sont pas désignés comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sur option ne sont pas comptabilisés au bilan.

Ils sont toutefois l'objet de provisions déterminées selon la méthode des pertes de crédit attendues de la norme IFRS 9 telle qu'elle est décrite dans le paragraphe « Dépréciation pour risque de crédit » (cf. point 1.4).

Ils sont présentés au passif du bilan dans le poste « *Provisions* ».

Par ailleurs, les engagements de financement dont les conditions sont inférieures aux conditions de marché doivent être enregistrés initialement à leur juste valeur. Cette juste valeur se traduit par l'enregistrement d'une décote en résultat dès l'engagement de prêter (la décote matérialisant l'écart entre le taux octroyé et le taux de marché sur base actuarielle), par la contrepartie d'un compte de provision au passif.

Lors des arrêtés comptables ultérieurs, les engagements de financement qui ont été conclus à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché sont évalués au montant le plus élevé entre :

- le montant des dépréciations déterminées selon la méthode des pertes de crédit attendues telle qu'elle est décrite dans le paragraphe « Dépréciation pour risque de crédit » (cf. point 1.4) ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, le cas échéant, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15.

## 2. Participations dans les entreprises mises en équivalence

Les participations du groupe Caisse des Dépôts dans ses coentreprises et ses entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Dans le cadre de la méthode de la mise en équivalence, la participation dans une coentreprise ou une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût et est ensuite ajustée pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition dans la quote-part de l'actif net détenu attribuable au groupe. L'écart d'acquisition afférent à la coentreprise et à l'entreprise associée est inclus dans la valeur comptable de la participation.

Au compte de résultat, le poste « *Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence* » reflète la quote-part du groupe dans les résultats de la coentreprise et de l'entreprise associée.

Après l'application de la méthode de la mise en équivalence, la participation du groupe Caisse des Dépôts dans une coentreprise ou une entreprise associée est dépréciée et une perte de valeur est comptabilisée s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation (événement générateur de perte) et que ce ou ces événements générateurs de pertes ont une incidence sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation qui peut être estimée de façon fiable. Les pertes attendues par suite d'événements futurs ne sont en revanche pas comptabilisées.

S'il existe une indication objective de dépréciation, c'est la totalité de la participation mise en équivalence qui fait l'objet d'un test de dépréciation selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ». Une dépréciation est dès lors comptabilisée si la valeur recouvrable, correspondant à la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité, est inférieure à la valeur comptable.

Lorsqu'une dépréciation est constatée, elle est affectée à la participation mise en équivalence au bilan, ce qui autorise par conséquent la reprise ultérieure de la dépréciation en cas d'amélioration de la valeur d'utilité ou de la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Elle est comptabilisée au compte de résultat en « *Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence* ».

Si la quote-part du groupe dans les pertes d'une entité mise en équivalence est égale ou supérieure à ses intérêts dans cette entité, le groupe Caisse des Dépôts cesse de prendre en compte sa quote-part dans les pertes à venir. La participation est alors présentée pour une valeur nulle. Les pertes supplémentaires de la coentreprise ou de l'entreprise associée sont provisionnées uniquement lorsque le groupe a une obligation légale ou implicite de le faire ou lorsqu'il a effectué des paiements pour le compte de l'entité.

Lorsqu'une participation dans une coentreprise devient une participation dans une entreprise associée ou inversement, les intérêts conservés ne sont pas réévalués. Il en est de même en cas d'acquisition ou de cession partielle ne modifiant pas la nature du contrôle.

Les plus ou moins-values dégagées lors des cessions des participations dans les entreprises mises en équivalence sont comptabilisées au compte de résultat en « Gains ou pertes nets sur autres actifs ».

### 3. Actifs non courants et dettes liées destinés à être cédés et abandon d'activité

Un actif immobilisé, ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Les actifs et passifs concernés sont reclassés dans les postes du bilan dédiés lorsqu'il est hautement probable que l'actif doit être cédé dans un horizon de 12 mois.

Dès lors qu'ils sont classés dans ces catégories, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les actifs concernés cessent d'être amortis. Les actifs financiers restent toutefois évalués selon les principes de la norme IFRS 9. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

Une activité est considérée comme abandonnée quand les critères de classification comme actif détenu en vue de la vente ont été satisfaits ou lorsque la cession peut être qualifiée d'abandon d'activité. Les résultats des activités abandonnées sont présentés sur une seule ligne du compte de résultat des périodes publiées, comprenant le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession et le profit ou la perte après impôt résultant de la cession de l'activité.

### 4. Opérations en devises

À la date d'arrêt, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe Caisse des Dépôts.

Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Toutefois, pour les actifs monétaires classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti de ces actifs est comptabilisée en résultat, le complément étant enregistré en capitaux propres.

En ce qui concerne les éléments non monétaires :

- les éléments au coût historique sont évalués au cours de change au jour de la transaction ;
- les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change relatifs aux éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

### 5. Avantages du personnel

Les avantages consentis au personnel du groupe Caisse des Dépôts sont répartis selon quatre catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'abondement, l'intéressement et la participation ;
- les avantages postérieurs à l'emploi : régimes de retraite, indemnités de fin de carrière, accompagnement à la retraite à taux réduit, couverture médicale ;
- les autres avantages à long terme tels que les médailles du travail et les gratifications liées à l'ancienneté ;
- les indemnités de cessation d'emploi.

#### 5.1. Avantages à court terme

Les avantages à court terme sont les avantages du personnel dont le règlement est attendu dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice au cours duquel les salariés ont rendu les services correspondants. Le groupe comptabilise un passif et une charge au titre des avantages à court terme au personnel lorsqu'il existe une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il y a une obligation implicite.

#### 5.2. Avantages postérieurs à l'emploi

Parmi les avantages postérieurs à l'emploi, sont distingués les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies sont en général couverts par des cotisations versées à des organismes de retraite par répartition ou d'assurance qui gèrent ensuite le paiement des pensions, ou par l'État en ce qui concerne les fonctionnaires, et qui ainsi libèrent le groupe Caisse des Dépôts de toute obligation ultérieure. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.

Les régimes à prestations définies correspondent aux avantages du personnel pour lesquels le groupe Caisse des Dépôts s'engage sur un niveau de prestations envers les salariés. Ils constituent un risque à moyen ou long terme pour l'employeur et donnent donc lieu à évaluation et provisionnement.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, selon la méthode dite des unités de crédit projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Cette charge est déterminée sur la base de la prestation future actualisée.

Le taux d'actualisation retenu par le groupe Caisse des Dépôts est déterminé par référence aux taux d'intérêt des obligations d'entreprises de première catégorie pour des durations équivalentes à celles de l'engagement des zones monétaires concernées.

Par conséquent, le montant de la provision destinée à couvrir les engagements concernés est égal à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée, et diminuée, le cas échéant de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements.

La provision constituée est ajustée à chaque arrêt en fonction de l'évolution de la dette actuarielle de ces engagements.

Les éléments de réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies sont comptabilisés immédiatement et en totalité en capitaux propres dans le poste « *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres* », sans aucune possibilité de recyclage en résultat lors des exercices ultérieurs. Ils comprennent les écarts actuariels (résultant des changements d'hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience) ainsi que le rendement des actifs du régime et la variation de l'effet du plafonnement éventuel de l'actif (en excluant les montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies).

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est représentative :

- des coûts des services rendus au cours de l'exercice par les salariés ;
- des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications ou réductions de régimes, ainsi que les profits ou pertes résultant de liquidations éventuelles de régimes ;
- des intérêts nets liés à l'actualisation du passif (actif) net au titre des prestations définies. Le rendement attendu des actifs est évalué en utilisant un taux d'intérêt identique au taux d'actualisation de la provision.

À l'étranger, il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent l'employeur et les salariés. Les engagements correspondants sont, selon le cas, versés à des fonds de pension propres aux sociétés ou comptabilisés dans les comptes des sociétés concernées.

### 5.3. Autres avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages à court terme, les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de cessation d'emploi, dont le règlement intégral n'est pas attendu dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice au cours duquel les salariés ont rendu les services correspondants.

La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, au traitement près des écarts actuariels qui sont comptabilisés immédiatement dans le résultat de l'exercice.

## 6. Paiements fondés sur des actions

Les paiements fondés sur des actions sont constitués par les paiements fondés sur des instruments de capitaux propres uniquement émis par des filiales du groupe, qu'ils soient dénoués par la remise d'instruments de capitaux propres ou un versement de numéraire dont le montant dépend de l'évolution de la valeur des actions.

Les plans de paiements fondés sur des actions, initiés par des entités du groupe Caisse des Dépôts, sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre de plans d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2.

L'avantage consenti aux salariés correspond à la différence entre la juste valeur de l'action acquise, en tenant compte de la condition d'incessibilité, et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription, multipliée par le nombre d'actions souscrites. À chaque date de clôture, l'entité réexamine le nombre d'options susceptibles

de devenir exerçables. Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

## 7. Immobilisations

Les immobilisations inscrites au bilan consolidé comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les immeubles de placement.

Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production, de services, ou administratives. Elles incluent les biens autres qu'immobiliers donnés en location simple.

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Les immobilisations d'exploitation et de placement sont comptabilisées initialement à leur coût d'acquisition, constitué du prix d'achat, de tous les coûts directement attribuables engagés, ainsi que des coûts d'emprunt le cas échéant.

Les terrains ne sont pas amortis. Les autres actifs sont amortis lorsqu'ils sont mis en service selon la méthode linéaire afin de ramener, en constatant une charge annuelle d'amortissement, le coût de chaque actif à sa valeur résiduelle compte tenu de sa durée d'utilité.

Les subventions d'investissement sont enregistrées en déduction de la valeur des immobilisations.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments ayant une utilisation différente, pouvant faire l'objet de remplacement à des intervalles réguliers ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément significatif est comptabilisé séparément et amorti sur sa durée d'utilité.

En règle générale, les composants et durées d'amortissement retenus au sein du groupe Caisse des Dépôts sont :

- gros œuvre : 30 à 100 ans ;
- couverture/façade : 25 à 40 ans ;
- agencements : 10 à 25 ans ;
- installations générales et techniques : 10 à 25 ans ;
- gros entretien : 15 ans.

La valeur résiduelle, définie comme le montant net des coûts de sortie attendus, qu'une entité obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif à la fin de sa durée d'utilité, est prise en compte dans la base amortissable lorsqu'elle est à la fois significative et mesurable.

Les logiciels et coûts de développement sont inscrits à l'actif et amortis sur une durée comprise entre 3 et 7 ans.

À chaque clôture, s'il existe un indice interne ou externe prouvant qu'une immobilisation a pu perdre notablement de la valeur, un test de dépréciation est effectué. La valeur nette comptable de l'actif est comparée à sa valeur recouvrable.

Si la valeur recouvrable s'avère inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable par le biais d'une dépréciation. Cette dépréciation est reprise en cas d'appréciation ultérieure de la valeur.

## 8. Dépréciations des actifs incorporels non amortissables et des écarts d'acquisition

Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée (écarts d'acquisition et certains actifs incorporels) ne sont pas amortis et sont soumis à un test annuel de dépréciation.

Pour la mise en œuvre du test de dépréciation, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie (UGT), qui représentent le niveau le plus fin générant des flux de trésorerie indépendants.

Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur recouvrable est la juste valeur de l'actif ou de l'UGT diminuée des coûts de sortie, ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure.

Si la valeur comptable excède la valeur recouvrable retenue, une perte de valeur, calculée par différence entre les deux montants, est comptabilisée par le biais d'une dépréciation dans le résultat de la période.

Les dépréciations ainsi constatées sur les écarts d'acquisition relatifs aux filiales ou sur des immobilisations incorporelles à durée d'utilisation indéterminée sont irréversibles.

## 9. Contrats de location financement

Un contrat de location-financement a pour effet de transférer au preneur l'essentiel des avantages et des risques inhérents à la propriété d'un bien, que la propriété soit ou non finalement transférée.

Les critères utilisés pour classer des contrats en location-financement sont :

- le transfert réel de la propriété du bien à terme ;
- l'existence d'une option d'achat à terme à un prix suffisamment inférieur à la juste valeur ;
- la durée du contrat couvrant la durée de vie économique ;
- la valeur actualisée des paiements futurs s'élevant à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué, à l'initiation du contrat ;
- la spécificité des actifs loués les rendant impropres à un autre usage que celui fait par le preneur.

Les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement, coté preneur, qui répond aux objectifs suivants :

- faire apparaître au bilan des immobilisations financées par crédit-bail et l'endettement correspondant ;
- comptabiliser en conséquence des dotations aux amortissements sur ces immobilisations et des charges financières sur l'endettement correspondant, en lieu et place des redevances de crédit-bail.

La durée d'amortissement correspond à celle des biens de même nature acquis par la société.

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

## 10. Provisions

Les provisions enregistrées au passif du bilan du groupe Caisse des Dépôts, autres que celles relatives aux instruments financiers et aux engagements sociaux, concernent principalement des provisions pour litiges, amendes et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé, et qu'il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente représentative d'avantages économiques, sera nécessaire pour éteindre cette obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou implicite. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actualisée à la date de clôture, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif. Quand il est procédé à une actualisation, le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actualisée reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en charges d'intérêt.



---

## 11. Impôts courants et différés

---

Des impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d'imposition des réglementations fiscales adoptées ou quasi-adoptées. Les effets dus aux changements des taux d'impôt sont pris en compte lors de l'exercice au cours duquel le changement de taux est voté ou quasi-adopté.

Les calculs d'impôts différés sont effectués au niveau de chaque entité fiscale et, en application de la règle de prudence, les impôts différés actifs ne sont retenus que s'il existe une forte probabilité d'imputation sur les bénéfices fiscaux futurs.

Certaines entités du groupe, détenues directement ou indirectement, font partie d'un groupe d'intégration fiscale.

La charge d'impôt est constatée au compte de résultat sauf pour les éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce cas, elle est aussi comptabilisée en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

---

## 12. Capital

---

Compte tenu de son statut, la Caisse des Dépôts n'a pas de capital.

---

## 13. Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

---

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients sont comptabilisés conformément à la norme IFRS 15 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cette norme traite de la reconnaissance des revenus applicables à tous les contrats conclus avec des clients et ce quel que soit le secteur d'activité, à l'exception des contrats de location, des contrats d'assurance et des instruments financiers qui relèvent respectivement des normes IAS 17, IFRS 4 et IFRS 9.

Le mode d'enregistrement des revenus dans le compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu, et cela pour le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en échange du bien ou du service. Ce mode d'enregistrement concerne aussi bien les ventes de biens et de marchandises, les prestations de service et les contrats à long terme.

L'approche développée par la norme IFRS 15 comprend cinq étapes successives, depuis l'identification du contrat conclu avec le client jusqu'à la reconnaissance du produit en résultat :

- l'identification du contrat ;
- l'identification des obligations de performance ;
- la détermination du prix de transaction ;
- l'allocation du prix de transaction aux obligations de performance ;
- la comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

En fonction des modalités de transfert du contrôle des biens et des services promis au client, le produit est comptabilisé :

- soit à une date donnée dans le temps, quand le contrôle des biens et des services est transféré au client à une date donnée ; ou
- soit de manière progressive, qui reflète la manière dont l'obligation de prestation est remplie par le vendeur.

Les entités du groupe Caisse des Dépôts ayant une activité industrielle et commerciale sont principalement concernées par ces dispositions.

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients sont présentés au compte de résultat dans le poste « *Produits des autres activités* ».

## 2 – Application des normes IFRS 9 « Instruments Financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients »

### 2.1 – Principaux impacts de la première application IFRS 9 et IFRS 15

Le groupe Caisse des Dépôts a décidé de ne pas retraiter ses états financiers comparatifs 2017 lors de la première application d'IFRS 9 comme l'autorise la norme. L'incidence de la première application des normes IFRS 9 et IFRS 15 est comptabilisée dans les capitaux propres du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les données chiffrées présentées au titre du comparatif 2017 ont été établies en application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers.

Le groupe Caisse des Dépôts a décidé d'appliquer les nouvelles dispositions d'IFRS 9 pour la comptabilité de couverture, la norme IFRS 9 permettant une meilleure traduction dans les comptes consolidés de la politique de gestion des risques des entités. Ces dispositions n'ont pas d'incidence lors de sa première application.

L'incidence globale sur les capitaux propres globaux du groupe Caisse des Dépôts se traduit par une diminution de 90 millions d'euros pour la première application de la norme IFRS 9 et une augmentation de 7 millions d'euros pour la première application de la norme IFRS 15.

Les capitaux propres part du groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2018 après application des normes IFRS 9 et IFRS 15 s'élèvent à 37 179 millions d'euros dont 30 402 millions d'euros de fonds propres de base, 5 267 millions d'euros de fonds propres non recyclables et 1 510 millions d'euros de fonds propres recyclables par résultat.

### 2.2 – Cas particulier du Groupe CNP Assurances

Des amendements à la norme IFRS 4 « Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance » ont été adoptés par l'Union européenne le 3 novembre 2017 (règlement UE n° 2017/1988) et sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Ces amendements viennent préciser les modalités d'application pour les entreprises d'assurance de la norme IFRS 9 avec la norme IFRS 4 relative aux contrats d'assurance. Ces amendements permettent le report d'application sous conditions de la norme IFRS 9 aux entreprises d'assurance, afin que ces dernières puissent l'appliquer de manière concomitante avec la norme IFRS 17 portant sur les contrats d'assurance.

Le groupe CNP Assurances, consolidé par mise en équivalence dans les comptes du groupe Caisse des Dépôts, remplit les critères d'éligibilité de cette disposition (le ratio de prédominance de l'activité d'assurances qui conditionne l'éligibilité au report d'IFRS 9 étant supérieur au seuil de 90 %) et a opté pour le report d'application de la norme IFRS 9 de trois ans, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Ces amendements introduisent également une option simplificatrice permettant aux groupes appliquant IFRS 9 de ne pas retraiter au format IFRS 9 les comptes des entreprises d'assurance consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

En conséquence, le groupe Caisse des Dépôts a décidé de ne pas retraiter au format IFRS 9 les comptes du groupe CNP Assurances à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

## 2.3 – Incidence de l'application des normes IFRS 9 et IFRS 15 sur les capitaux propres

|   | Gains et pertes latents ou différés |                         |                 | Capitaux propres part du groupe | Gains et pertes latents ou différés | Autres réserves | Capitaux propres Minoritaires |
|---|-------------------------------------|-------------------------|-----------------|---------------------------------|-------------------------------------|-----------------|-------------------------------|
|   | Impacts recyclables                 | Impacts non recyclables | Autres réserves |                                 |                                     |                 |                               |
| (en millions d'euros)   |                                     |                         |                 |                                 |                                     |                 |                               |
| <b>Capitaux propres au 31.12.2017</b>   | <b>11 989</b>                       | <b>(190)</b>            | <b>25 463</b>   | <b>37 262</b>                   | <b>93</b>                           | <b>3 547</b>    | <b>3 640</b>                  |
| <b>Impact classification :</b>  |                                     |                         |                 |                                 |                                     |                 |                               |
| Reclassement des dépréciations des moins-values latentes sur titres disponibles à la vente  | (574)                               | (3 282)                 | 3 856           |                                 |                                     |                 |                               |
| Reclassement des instruments de capitaux propres disponibles à la vente en actifs à la juste valeur par résultat                                  | (1 206)                             |                         | 1 206           |                                 |                                     |                 |                               |
| Reclassements des instruments de capitaux propres disponibles à la vente en actifs financiers évalués par capitaux propres non recyclables        | (8 567)                             | 8 567                   |                 |                                 |                                     |                 |                               |
| Reclassement des instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat en actifs financiers évalués par capitaux propres non recyclables |                                     | 123                     | (123)           |                                 |                                     |                 |                               |
| <b>Impact évaluation :</b>  |                                     |                         |                 |                                 |                                     |                 |                               |
| Provisions pour pertes attendues  |                                     |                         | (62)            | (62)                            |                                     |                 |                               |
| Réévaluation d'actifs ou de passifs financiers découlant de l'application d'IFRS 9  | (132)                               | 49                      | 55              | (28)                            |                                     |                 |                               |
| <b>Incidence de l'adoption de la norme IFRS 9</b>   | <b>(10 479)</b>                     | <b>5 457</b>            | <b>4 932</b>    | <b>(90)</b>                     |                                     |                 |                               |
| <b>Incidence de l'adoption de la norme IFRS 15</b>  |                                     |                         | <b>7</b>        | <b>7</b>                        |                                     | <b>9</b>        | <b>9</b>                      |
| <b>Capitaux propres au 01.01.2018</b>   | <b>1 510</b>                        | <b>5 267</b>            | <b>30 402</b>   | <b>37 179</b>                   | <b>93</b>                           | <b>3 556</b>    | <b>3 649</b>                  |

## 2.4 – Transition du bilan consolidé au 1<sup>er</sup> janvier 2018

| (en millions d'euros)   | Notes | 31.12.2017<br>Publié | IFRS 15   | Instruments financiers |             | 01.01.2018<br>Retraité |
|---|-------|----------------------|-----------|------------------------|-------------|------------------------|
|   |       |                      |           | Classification         | Évaluation  |                        |
| <b>Actif</b>  |       |                      |           |                        |             |                        |
| Caisse, banques centrales   |       | 8 785                |           |                        |             | 8 785                  |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat                                | 4.1   | 1 583                |           | 8 509                  | 6           | 10 098                 |
| Instruments financiers dérivés de couverture                                    | 4.2   | 1 449                |           |                        |             | 1 449                  |
| Actifs financiers disponibles à la vente  |       | 65 589               |           | (65 454)               | (135)       |                        |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres                        | 4.3   |                      |           | 23 415                 |             | 23 415                 |
| Titres au coût amorti   | 4.4   |                      |           | 57 776                 | (15)        | 57 761                 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti | 4.5   | 15 897               |           | (13)                   | (1)         | 15 883                 |
| Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti                              | 4.6   | 4 828                |           | (1 279)                | (6)         | 3 543                  |
| Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux                        |       |                      |           |                        |             |                        |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance                                    |       | 22 953               |           | (22 953)               |             |                        |
| Actifs d'impôts   | 4.7   | 235                  | (2)       | (1)                    |             | 232                    |
| Comptes de régularisation et actifs divers                                      | 4.8   | 7 288                | 76        | 2                      | (2)         | 7 364                  |
| Actifs non courants destinés à être cédés                                       | 4.9   | 14                   |           |                        |             | 14                     |
| Participations dans les entreprises associées et coentreprises                  | 4.10  | 24 661               | 1         |                        | 56          | 24 718                 |
| Immeubles de placement  | 4.11  | 15 912               |           |                        |             | 15 912                 |
| Immobilisations corporelles   | 4.11  | 2 628                |           |                        |             | 2 628                  |
| Immobilisations incorporelles   | 4.11  | 719                  |           | (2)                    |             | 717                    |
| Écarts d'acquisition  | 4.12  | 1 002                |           |                        |             | 1 002                  |
| <b>Total actif</b>  |       | <b>173 543</b>       | <b>75</b> | <b>-</b>               | <b>(97)</b> | <b>173 521</b>         |

| (en millions d'euros)   | Notes | 31.12.2017<br>Publié | IFRS 15   | Instruments financiers |             | 01.01.2018<br>Retraité |
|---|-------|----------------------|-----------|------------------------|-------------|------------------------|
|   |       |                      |           | Classification         | Évaluation  |                        |
| <b>Passif</b>   |       |                      |           |                        |             |                        |
| Banques centrales   |       |                      |           |                        |             |                        |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat             | 4.1   | 2 230                |           | –                      |             | 2 230                  |
| Instruments financiers dérivés de couverture                  | 4.2   | 1 562                |           |                        |             | 1 562                  |
| Dettes représentées par un titre                              | 4.13  | 39 433               |           |                        |             | 39 433                 |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés       | 4.14  | 11 879               |           |                        | 3           | 11 882                 |
| Dettes envers la clientèle                                    | 4.15  | 64 432               |           | (2)                    |             | 64 430                 |
| Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux      |       |                      |           |                        |             |                        |
| Passifs d'impôts  | 4.7   | 1 765                | 7         | (1)                    | (17)        | 1 754                  |
| Comptes de régularisation et passifs divers                   | 4.8   | 10 139               | 51        | 3                      | (3)         | 10 190                 |
| Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés    | 4.9   | 12                   |           |                        |             | 12                     |
| Provisions  | 4.17  | 1 188                |           |                        | 11          | 1 199                  |
| Dettes subordonnées   |       | 1                    |           |                        |             | 1                      |
| <b>Capitaux propres part du groupe</b>                        |       |                      |           |                        |             |                        |
| Réserves consolidées  |       | 23 556               | 7         | 4 937                  | (4)         | 28 496                 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres |       | 11 800               |           | (4 937)                | (86)        | 6 777                  |
| Résultat de l'exercice  |       | 1 906                |           |                        |             | 1 906                  |
| <b>Total Capitaux propres part du groupe</b>                  |       | <b>37 262</b>        | <b>7</b>  |                        | <b>(90)</b> | <b>37 179</b>          |
| Intérêts minoritaires   | 4.18  | 3 640                | 10        |                        | (1)         | 3 649                  |
| <b>Total Capitaux propres</b>                                 |       | <b>40 902</b>        | <b>17</b> |                        | <b>(91)</b> | <b>40 828</b>          |
| <b>Total passif</b>   |       | <b>173 543</b>       | <b>75</b> | <b>–</b>               | <b>(97)</b> | <b>173 521</b>         |

## 2.5 – Tableau de passage des actifs et passifs financiers de IAS 39 vers IFRS 9

| (en millions d'euros)              |  | Norme IAS 39                   |   | Norme IFRS 9                   |  |
|------------------------------------|--|--------------------------------|---|--------------------------------|--|
| Note                               | Classe comptable   | Valeur comptable au 31.12.2017 | Classe comptable  | Valeur comptable au 01.01.2018 |  |
| 4.1                                | Juste valeur par résultat  | 1 230                          | Juste valeur par résultat                                     | 1 230                          |  |
| 4.1                                | Juste valeur par résultat  | 114                            | Actifs à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | 114                            |  |
| 4.1                                | Juste valeur par résultat  | 86                             | Titres au coût amorti   | 84                             |  |
| 4.3                                | Actifs financiers disponibles à la vente <sup>(1)</sup>                        | 7 319                          | Juste valeur par résultat                                     | 7 319                          |  |
| 4.3                                | Actifs financiers disponibles à la vente                                       | 3 865                          | Actifs à la juste valeur par capitaux propres recyclables     | 3 865                          |  |
| 4.3                                | Actifs financiers disponibles à la vente <sup>(2)</sup>                        | 19 429                         | Actifs à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | 19 429                         |  |
| 4.3                                | Actifs financiers disponibles à la vente <sup>(3)</sup>                        | 34 974                         | Titres au coût amorti   | 34 839                         |  |
| 4.4                                | Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance                                   | 100                            | Juste valeur par résultat                                     | 108                            |  |
| 4.4                                | Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance <sup>(4)</sup>                    | 22 853                         | Titres au coût amorti   | 22 838                         |  |
| 4.1                                | Dérivés de transaction en juste par valeur résultat                            | 155                            | Juste valeur par résultat                                     | 155                            |  |
| 4.2                                | Dérivés de couverture en juste valeur par résultat                             | 1 449                          | Juste valeur par résultat                                     | 1 449                          |  |
| 4.5                                | Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti | 15 883                         | Coût amorti   | 15 882                         |  |
| 4.5                                | Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti | 14                             | Juste valeur par résultat                                     | 14                             |  |
| 4.6                                | Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti                              | 3 549                          | Coût amorti   | 3 543                          |  |
| 4.6                                | Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti                              | 7                              | Actifs à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | 7                              |  |
| 4.6                                | Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti                              | 1 272                          | Juste valeur par résultat                                     | 1 272                          |  |
| <b>Total des actifs financiers</b> |  | <b>112 299</b>                 | <b>Total des actifs financiers</b>                            | <b>112 148</b>                 |  |

Aucun impact au titre d'IFRS 9 sur les passifs financiers.

L'application des dispositions de la norme IFRS 9 sur le classement et l'évaluation des instruments financiers a conduit aux principaux effets suivants au 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

– Titres comptabilisés au 31 décembre 2017 en actifs financiers disponibles à la vente par capitaux propres :

(1) Les investissements en instruments de capitaux propres (actions et parts de fonds) ont été reclassés en instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat pour un montant de 7,3 Md€. Ce reclassement a conduit au transfert de 1,8 Md€ de gains et pertes latents recyclables comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe, en réserves de base consolidées ;

(2) L'option de comptabilisation en juste valeur par capitaux propres non recyclables a été retenue pour un montant de 19,4 Md€ d'instruments de capitaux propres. Cette option a conduit au niveau du groupe au transfert de 8,6 Md€ de gains et pertes latents recyclables comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe en gains et pertes latents non recyclables pour un montant de 5,3 Md€ et en réserves de base consolidées pour un montant de 3,3 Md€ ;

(3) Les instruments de dettes comptabilisés au 31 décembre 2017 en actifs financiers disponibles à la vente par capitaux propres pour un montant de 35 Md€ dont le modèle de gestion est la collecte des flux de trésorerie contractuels ont été comptabilisés au coût amorti. Les variations de valeurs de marché cumulées de ces titres comptabilisés en capitaux propres au 31 décembre 2017 de 84 M€ (dont 135 M€ brutes et –51 M€ d'impôts différés) ont été annulées ;

Les actifs financiers disponibles à la vente qui ont été reclassés de façon à être évalués au coût amorti sous IFRS 9 :

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018 |
|---|------------|
| Juste valeur des actifs financiers à la date de clôture   | 25 917     |
| Le profit ou la perte sur la juste valeur qui aurait été comptabilisé en résultat net ou dans les autres éléments du résultat global au cours de la période de présentation de l'information financière si les actifs financiers n'avaient pas été reclassés. | (10)       |

– Titres comptabilisés au 31 décembre 2017 en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance :

(4) Les instruments de dettes classés dans cette catégorie ont été comptabilisés au coût amorti pour un montant de 22,8 Md€.

## 2.6 – Tableau de passage des dépréciations IAS 39 et IAS 37 vers les dépréciations pour pertes attendues constituées selon IFRS 9

| (en millions d'euros)   | 31.12.2017<br>Publié | Instruments financiers        |                           | 01.01.2018<br>Retraité |
|---|----------------------|-------------------------------|---------------------------|------------------------|
|   |                      | Classification <sup>(1)</sup> | Évaluation <sup>(2)</sup> |                        |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti | (3)                  | 3                             | (1)                       | (1)                    |
| Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti                              | (587)                | 465                           | (6)                       | (128)                  |
| Titres au coût amorti   |                      |                               | (15)                      | (15)                   |
| Actifs financiers disponibles à la vente  | (3 634)              | 3 634                         |                           |                        |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance                                    |                      |                               |                           |                        |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables            |                      |                               | (1)                       | (1)                    |
| Créances clients et actifs sur contrats   | (144)                |                               |                           | (144)                  |
| Engagements de financement et de garantie donnés                                | (3)                  |                               | (11)                      | (14)                   |
| <b>Total des dépréciations</b>  | <b>(4 371)</b>       | <b>4 102</b>                  | <b>(34)</b>               | <b>(303)</b>           |

(1) Il s'agit principalement du reclassement des dépréciations des moins-values latentes sur actifs disponibles à la vente et du reclassement des dépréciations des prêts et créances sur la clientèle au coût amorti comptabilisés en juste valeur par résultat en IFRS 9;

(2) L'impact d'évaluation correspond au montant des provisions lié à l'application du modèle des pertes attendues.

### 3 – Notes relatives au compte de résultat consolidé

#### 3.1 – Produits et charges d'intérêts

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   |                |              | 31.12.2017 Publié |                |              |
|--|--------------|----------------|--------------|-------------------|----------------|--------------|
|  | Produits     | Charges        | Net          | Produits          | Charges        | Net          |
| Comptes ordinaires et assimilés  | 1            |                | 1            | 1                 |                | 1            |
| Comptes et prêts/emprunts à terme  | 90           | (277)          | (187)        | 61                | (274)          | (213)        |
| Pensions   |              |                |              |                   |                |              |
| Autres opérations dont instruments de couverture                             | 2            | (10)           | (8)          | 238               | (1)            | 237          |
| <b>Opérations avec les établissements de crédit au coût amorti</b>           | <b>92</b>    | <b>(287)</b>   | <b>(195)</b> | <b>300</b>        | <b>(275)</b>   | <b>25</b>    |
| Comptes ordinaires et assimilés  | 4            |                | 4            | 4                 |                | 4            |
| Comptes, prêts/emprunts à terme, dépôts                                      | 67           | (381)          | (314)        | 77                | (376)          | (299)        |
| Pensions   | 9            |                | 9            | 11                |                | 11           |
| Autres opérations dont instruments de couverture                             | 15           |                | 15           | 65                |                | 65           |
| <b>Opérations avec la clientèle au coût amorti</b>                           | <b>95</b>    | <b>(381)</b>   | <b>(286)</b> | <b>157</b>        | <b>(376)</b>   | <b>(219)</b> |
| Actifs financiers disponibles à la vente                                     |              |                |              | 222               |                | 222          |
| Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables | 35           |                | 35           |                   |                |              |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance                                 |              |                |              | 618               |                | 618          |
| Titres au coût amorti  | 701          |                | 701          |                   |                |              |
| Autres opérations dont instruments de couverture                             | 578          |                | 578          | 133               |                | 133          |
| <b>Opérations sur instruments financiers</b>                                 | <b>1 314</b> |                | <b>1 314</b> | <b>973</b>        |                | <b>973</b>   |
| Dettes représentées par un titre   |              | (413)          | (413)        |                   | (541)          | (541)        |
| Dettes subordonnées  |              |                |              |                   |                |              |
| <b>Emprunts émis et assimilés</b>  |              | <b>(413)</b>   | <b>(413)</b> |                   | <b>(541)</b>   | <b>(541)</b> |
| <b>Total des produits et charges d'intérêts et assimilés</b>                 | <b>1 501</b> | <b>(1 081)</b> | <b>420</b>   | <b>1 430</b>      | <b>(1 192)</b> | <b>238</b>   |

#### 3.2 – Produits et charges de commissions

| (en millions d'euros)                                     | 31.12.2018 |             | 31.12.2017 Publié |             |
|---|------------|-------------|-------------------|-------------|
|   | Produits   | Charges     | Produits          | Charges     |
| Opérations avec les établissements de crédit et assimilés |            |             |                   |             |
| Opérations avec la clientèle                              | 4          |             | 4                 |             |
| Opérations sur titres et dérivés                          |            | (16)        |                   | (17)        |
| Autres prestations de services financiers                 | 15         | (22)        | 17                | (21)        |
| Autres commissions  |            |             |                   |             |
| <b>Total des produits ou charges nets de commissions</b>  | <b>19</b>  | <b>(38)</b> | <b>21</b>         | <b>(38)</b> |



### 3.3 – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018   |             | 31.12.2017<br>Publié |             |
|---|--------------|-------------|----------------------|-------------|
|   | Total        | Dont option | Total                | Dont option |
| Gains ou pertes nets de cession   | 110          | (6)         | 15                   | 15          |
| Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus                                    | 100          | (1)         | 13                   | 13          |
| Autres produits et charges sur titres   |              |             |                      |             |
| <b>Instruments de dette</b>   | <b>210</b>   | <b>(7)</b>  | <b>28</b>            | <b>28</b>   |
| Gains ou pertes nets de cession   | 298          |             | 15                   | 15          |
| Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus                                    | (342)        |             | (12)                 | (12)        |
| Dividendes  | 88           |             | 16                   | 1           |
| Autres produits et charges sur titres   |              |             |                      |             |
| <b>Instruments de capitaux propres</b>  | <b>44</b>    |             | <b>19</b>            | <b>4</b>    |
| Gains ou pertes nets de cession   |              |             |                      |             |
| Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus                                    | 20           |             | (21)                 |             |
| Autres produits et charges sur instruments dérivés  |              |             |                      |             |
| <b>Instruments financiers à terme ferme ou conditionnel – hors couverture</b>               | <b>20</b>    |             | <b>(21)</b>          |             |
| Gains ou pertes nets de cession   |              |             |                      |             |
| Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus                                    | 63           |             |                      |             |
| Autres produits et charges sur prêts  |              |             |                      |             |
| <b>Prêts</b>  | <b>63</b>    |             |                      |             |
| Gains ou pertes nets de cession   |              |             |                      |             |
| Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus                                    | 44           | 44          | 95                   | 95          |
| Autres produits et charges sur emprunts   | (340)        | (62)        | (117)                | (117)       |
| <b>Dettes représentées par un titre, emprunts et titres émis</b>                            | <b>(296)</b> | <b>(18)</b> | <b>(22)</b>          | <b>(22)</b> |
| Gains ou pertes nets de cession   |              |             |                      |             |
| Produits ou charges nets de réévaluation, intérêts échus                                    |              |             |                      |             |
| Autres produits et charges sur engagements  |              |             |                      |             |
| <b>Engagements</b>  |              |             |                      |             |
| Inefficacité des Couvertures de juste valeur  | 32           |             | 24                   |             |
| • variation de juste valeur des éléments couverts   | (58)         |             | 112                  |             |
| • variation de juste valeur des dérivés de couverture                                       | 89           |             | (88)                 |             |
| Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie  | 2            |             | 4                    |             |
| <b>Résultat des opérations de couverture</b>  | <b>34</b>    |             | <b>28</b>            |             |
| Cessation des couvertures de flux de trésorerie   | 2            |             |                      |             |
| <b>Cessation des couvertures de flux de trésorerie</b>                                      | <b>2</b>     |             |                      |             |
| Opérations de change  | 11           |             | (37)                 |             |
| <b>Opérations de change</b>   | <b>11</b>    |             | <b>(37)</b>          |             |
| <b>Total gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b> | <b>88</b>    | <b>(25)</b> | <b>(5)</b>           | <b>10</b>   |

### 3.4 – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018 | 31.12.2017<br>Publié |
|---|------------|----------------------|
| Plus ou moins-values de cession   |            | 46                   |
| <b>Instruments de dettes</b>  |            | <b>46</b>            |
| Plus ou moins-values de cession (non applicable en 2018)  |            | 1 010                |
| Dépréciations durables (non applicable en 2018)   |            | (88)                 |
| Dividendes  | 632        | 648                  |
| <b>Instruments de capitaux propres</b>  | <b>632</b> | <b>1 570</b>         |
| <b>Total gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b> | <b>632</b> | <b>1 616</b>         |

### 3.5 – Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018 |
|---|------------|
| Gains résultant de la décomptabilisation  | 3          |
| Pertes résultant de la décomptabilisation   | (8)        |
| <b>Total gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b> | <b>(5)</b> |

Les valeurs comptables des actifs financiers au coût amorti décomptabilisés pendant la période sont :

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   |
|--|--------------|
| Titres au coût amorti  | 1 007        |
| Prêts et créances aux établissements de crédit et assimilés, au coût amorti          |              |
| Prêts et créances à la clientèle, au coût amorti                                     |              |
| <b>Total valeurs comptables des actifs financiers au coût amorti décomptabilisés</b> | <b>1 007</b> |

### 3.6 – Produits et charges des autres activités

| (en millions d'euros)                                 | 31.12.2018    |                | 31.12.2017<br>Publié |                |
|---|---------------|----------------|----------------------|----------------|
|   | Produits      | Charges        | Produits             | Charges        |
| Produits et charges sur immeubles de placement        | 1 591         | (763)          | 1 568                | (715)          |
| Produits et charges des autres activités              | 10 318        | (3 271)        | 9 779                | (2 786)        |
| <b>Total produits et charges des autres activités</b> | <b>11 909</b> | <b>(4 034)</b> | <b>11 347</b>        | <b>(3 501)</b> |

### 3.7 – Charges générales d'exploitation

| (en millions d'euros)                          | 31.12.2018     | 31.12.2017<br>Publié |
|--|----------------|----------------------|
| <b>Charges de personnel</b>                    | <b>(5 630)</b> | <b>(5 345)</b>       |
| Autres charges et services extérieurs          | (1 988)        | (2 108)              |
| Dotations/Reprises de provisions               | 21             | (1)                  |
| <b>Autres charges générales d'exploitation</b> | <b>(1 967)</b> | <b>(2 109)</b>       |
| <b>Total charges générales d'exploitation</b>  | <b>(7 597)</b> | <b>(7 454)</b>       |

### 3.8 – Coût du risque de crédit

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018 |             | 31.12.2017<br>Publié |             |
|---|------------|-------------|----------------------|-------------|
|   | Produits   | Charges     | Produits             | Charges     |
| Dépréciation des prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti    | 1          |             |                      |             |
| Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle au coût amorti                    | 12         | (14)        | 43                   | (44)        |
| Dépréciation des instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres | 1          |             |                      |             |
| Dépréciation des titres au coût amorti  |            |             |                      |             |
| Dépréciation des engagements hors-bilan   | 3          | (2)         |                      |             |
| <b>Dépréciations pour pertes de crédit attendues</b>                                  | <b>17</b>  | <b>(16)</b> | <b>43</b>            | <b>(44)</b> |
| Autres provisions pour risque de contrepartie   | 11         | (12)        | 20                   | (10)        |
| <b>Autres provisions pour risque de contrepartie</b>                                  | <b>11</b>  | <b>(12)</b> | <b>20</b>            | <b>(10)</b> |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables   |            | (15)        |                      | (10)        |
| Récupérations sur prêts et créances amorties  |            |             |                      |             |
| <b>Pertes et récupérations</b>  |            | <b>(15)</b> |                      | <b>(10)</b> |
| <b>Coût du risque de crédit</b>   | <b>28</b>  | <b>(43)</b> | <b>63</b>            | <b>(64)</b> |

### 3.9 – Gains ou pertes nets sur autres actifs

| (en millions d'euros)                                 | 31.12.2018 | 31.12.2017<br>Publié |
|---|------------|----------------------|
| Gains ou pertes sur cession d'immobilisations         | 11         | 7                    |
| <b>Gains ou pertes sur cession d'immobilisations</b>  | <b>11</b>  | <b>7</b>             |
| Gains ou pertes sur cession de titres                 | 19         | 31                   |
| Plus ou moins-values de dilution                      |            |                      |
| Autres produits et charges liés aux titres consolidés | (1)        | (5)                  |
| <b>Gains ou pertes sur titres consolidés</b>          | <b>18</b>  | <b>26</b>            |
| Autres gains et pertes                                |            | 1                    |
| <b>Autres gains et pertes</b>                         |            | <b>1</b>             |
| <b>Total gains ou pertes nets sur autres actifs</b>   | <b>29</b>  | <b>34</b>            |

### 3.10 – Impôt sur les bénéfices

#### 3.10.1 – Composante de la charge d'impôt

| (en millions d'euros)               | 31.12.2018   | 31.12.2017<br>Publié |
|-------------------------------------|--------------|----------------------|
| Charge d'impôt courant              | (245)        | (725)                |
| Charge d'impôt différé              | (62)         | 194                  |
| <b>Charge d'impôt de l'exercice</b> | <b>(307)</b> | <b>(531)</b>         |

### 3.10.2 – Rapprochement entre la charge d'impôt consolidée et la charge théorique

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018   | 31.12.2017<br>Publié |
|---|--------------|----------------------|
| Résultat net part du groupe   | 1 768        | 1 906                |
| Intérêts des minoritaires   | 146          | 199                  |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence  | (1 448)      | (977)                |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition   | 2            | 5                    |
| Résultat net d'impôt des activités abandonnées  | (5)          | (3)                  |
| Impôt sur les bénéfices   | 307          | 531                  |
| <b>Résultat avant impôt, variation des écarts d'acquisition<br/>et résultat des sociétés mises en équivalence</b> | <b>770</b>   | <b>1 661</b>         |
| Taux d'impôt théorique <sup>(1)</sup>   | 34,43%       | 34,43%               |
| <b>Charge d'impôt théorique</b>   | <b>(265)</b> | <b>(572)</b>         |
| Différences de taux   | 15           | (136)                |
| Différences permanentes   | (163)        | 35                   |
| Effets du régime SIIC et des autres activités immobilières exonérées  | 127          | 52                   |
| Effets nets de la reconnaissance d'impôt différé  | (51)         | 48                   |
| Avoirs fiscaux et crédits d'impôt   | 43           | 72                   |
| Autres éléments   | (14)         | (29)                 |
| <b>Charge d'impôt consolidée</b>  | <b>(307)</b> | <b>(531)</b>         |
| <b>Taux d'impôt effectif</b>  | <b>39,9%</b> | <b>31,9%</b>         |

(1) Y compris la contribution sociale de solidarité de 3,3%.

## 4 – Notes relatives au bilan consolidé

### 4.1 – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018             |            | 01.01.2018 Retraité    |            |
|---|------------------------|------------|------------------------|------------|
|   | Classement Obligatoire | Sur option | Classement Obligatoire | Sur option |
| Obligations et Bons du Trésor                                     | 127                    | 206        | 110                    | 211        |
| Titres de créances négociables                                    | 281                    |            | 265                    |            |
| OPCVM   | 103                    |            | 112                    |            |
| FCPR  | 1 976                  |            | 1 824                  |            |
| Autres titres   | 809                    |            | 685                    |            |
| <b>Instruments de dettes</b>                                      | <b>3 296</b>           | <b>206</b> | <b>2 996</b>           | <b>211</b> |
| Actions   | 3 440                  |            | 3 574                  |            |
| Autres titres   | 1 181                  |            | 1 875                  |            |
| <b>Instruments de capitaux propres</b>                            | <b>4 621</b>           |            | <b>5 449</b>           |            |
| Dérivés de transaction  | 95                     |            | 157                    |            |
| <b>Dérivés de transaction</b>                                     | <b>95</b>              |            | <b>157</b>             |            |
| <b>Prêts</b>  | <b>1 474</b>           |            | <b>1 285</b>           |            |
| <b>Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat</b> | <b>9 486</b>           | <b>206</b> | <b>9 887</b>           | <b>211</b> |

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018             |            | 01.01.2018 Retraité    |              |
|--|------------------------|------------|------------------------|--------------|
|  | Classement Obligatoire | Sur option | Classement Obligatoire | Sur option   |
| Établissements de crédit   |                        |            |                        |              |
| Cliantèle  |                        |            |                        |              |
| <b>Emprunts et comptes à terme</b>                                 |                        |            |                        |              |
| Obligations  |                        |            |                        |              |
| Titres de créances négociables <sup>(1)</sup>                      |                        | 943        |                        | 2 180        |
| Autres   |                        |            |                        |              |
| <b>Dettes représentées par un titre</b>                            |                        | <b>943</b> |                        | <b>2 180</b> |
| Dettes de titres   |                        |            |                        |              |
| <b>Dettes de titres</b>  |                        |            |                        |              |
| Dérivés de transaction   | 38                     |            | 50                     |              |
| <b>Dérivés de transaction</b>                                      | <b>38</b>              |            | <b>50</b>              |              |
| <b>Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat</b> | <b>38</b>              | <b>943</b> | <b>50</b>              | <b>2 180</b> |

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018 | 01.01.2018 Retraité |
|--|------------|---------------------|
|  | Sur option | Sur option          |
| Différence entre la valeur comptable et montant contractuellement dû à l'échéance  | 195        | 248                 |
| <b>Montant contractuellement dû à l'échéance sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>  | <b>748</b> | <b>1 932</b>        |
| <i>Montant cumulé de la variation de la juste valeur des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option attribuable aux variations du risque de crédit (non recyclables)</i>         | 42         | 51                  |
| <i>Montant de la variation de la juste valeur sur la période des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option attribuable aux variations du risque de crédit (non recyclables)</i> | (9)        |                     |

(1) concerne la Section générale sur des placements privés. Au 31 décembre 2018, il n'y a pas d'émissions obligataires de référence comptabilisées à la juste valeur par résultat sur option.

## 4.2 – Instruments dérivés de couverture – Actif et Passif

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018   |              |                   |   |
|---|--------------|--------------|-------------------|---|
|   | Actif        | Passif       | Montant notionnel | Variation de juste valeur utilisée pour calculer l'inefficacité |
| Instruments de taux   | 392          | 241          | 37 084            | 73  |
| Instruments de change   | 356          | 304          | 56 844            | 13  |
| Instruments sur action  |              |              |                   |   |
| Autres instruments  |              |              |                   | 3   |
| <b>Couverture de juste valeur</b>                             | <b>748</b>   | <b>545</b>   | <b>93 928</b>     | <b>89</b>   |
| Instruments de taux   | 471          | 768          | 3 641             | 1   |
| Instruments de change   | 1            | 3            | 8                 |   |
| Instruments sur action  |              |              |                   |   |
| Autres instruments  |              | 2            | 12                |   |
| <b>Couverture de flux de trésorerie</b>                       | <b>472</b>   | <b>773</b>   | <b>3 661</b>      | <b>1</b>  |
| <b>Couverture des investissements nets en devises</b>         |              |              |                   |   |
| <b>Total des instruments financiers dérivés de couverture</b> | <b>1 220</b> | <b>1 318</b> | <b>97 589</b>     | <b>90</b>   |

**Analyse des éléments couverts en juste valeur**

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018                             |   |  |
|--|--|---|--|
|  | Valeur comptable des éléments couverts | dont cumul d'ajustement de couverture de juste valeur | Variation sur l'exercice de juste valeur utilisée pour calculer l'inefficacité |
| Titres au coût amorti  | 51 045                                 | 100   | (17)   |
| Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti                    | 9 072                                  |   |  |
| Prêts et créances à la clientèle au coût amorti                                  | 3 369                                  |   |  |
| Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables     | 15 887                                 |   |  |
| Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | 18 387                                 |   |  |
| <b>Actifs – éléments couverts en CJV</b>   | <b>97 760</b>                          | <b>100</b>  | <b>(17)</b>  |
| Dettes représentées par un titre   | 28 981                                 | 379   | 32   |
| Dettes envers les établissements de crédit                                       | 5 024                                  |   |  |
| Dettes envers la clientèle   | 67 728                                 |   |  |
| <b>Passifs – éléments couverts en CJV</b>  | <b>101 733</b>                         | <b>379</b>  | <b>32</b>  |

**Échéances contractuelles du notionnel sur les dérivés de couverture**

| (en millions d'euros)                                   | 31.12.2018      |                    |                     |                 |               |                    | Total montant notionnel |
|---|-----------------|--------------------|---------------------|-----------------|---------------|--------------------|-------------------------|
|   | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 12 mois | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Durée Indéterminée |                         |
| Instruments de taux                                     | 4 344           | 4 846              | 4 354               | 8 242           | 15 298        |                    | 37 084                  |
| Instruments de change                                   | 4 005           | 9 996              | 36 079              | 4 099           | 2 665         |                    | 56 844                  |
| Autres instruments                                      |                 |                    |                     |                 |               |                    |                         |
| <b>Couverture de juste valeur</b>                       | <b>8 349</b>    | <b>14 842</b>      | <b>40 433</b>       | <b>12 341</b>   | <b>17 963</b> |                    | <b>93 928</b>           |
| Instruments de taux                                     |                 |                    | 391                 | 926             | 2 324         |                    | 3 641                   |
| Instruments de change                                   |                 |                    | 8                   |                 |               |                    | 8                       |
| Autres instruments                                      |                 |                    | 12                  |                 |               |                    | 12                      |
| <b>Couverture de flux de trésorerie</b>                 |                 |                    | <b>411</b>          | <b>926</b>      | <b>2 324</b>  |                    | <b>3 661</b>            |
| <b>Couverture des investissements nets en devises</b>   |                 |                    |                     |                 |               |                    |                         |
| <b>Total du notionnel sur les dérivés de couverture</b> | <b>8 349</b>    | <b>14 842</b>      | <b>40 844</b>       | <b>13 267</b>   | <b>20 287</b> |                    | <b>97 589</b>           |



## 4.3 – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

### 4.3.1 – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018    |                              |                              | 01.01.2018 Retraité |                              |                              |
|---|---------------|------------------------------|------------------------------|---------------------|------------------------------|------------------------------|
|   | Juste valeur  | Dont couvert en juste valeur | Dont gains ou pertes latents | Juste valeur        | Dont couvert en juste valeur | Dont gains ou pertes latents |
| Obligations   | 5 509         |                              |                              | 3 066               |                              |                              |
| Titres de créances négociables  | 10 358        |                              | 19                           | 793                 |                              | 1                            |
| Autres titres   |               |                              |                              |                     |                              |                              |
| Créances rattachées   |               |                              |                              | 6                   |                              |                              |
| <b>Instruments de dettes</b>  | <b>15 867</b> |                              | <b>19</b>                    | <b>3 865</b>        |                              | <b>1</b>                     |
| <b>Total des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b> | <b>15 867</b> |                              | <b>19</b>                    | <b>3 865</b>        |                              | <b>1</b>                     |

### Dépréciations pour pertes de crédit attendues comptabilisées dans les capitaux propres recyclables

| (en millions d'euros)          | 31.12.2018 | 01.01.2018 Retraité |
|--------------------------------|------------|---------------------|
| Instruments de dette           | (5)        | (1)                 |
| Prêts                          |            |                     |
| <b>Total des dépréciations</b> | <b>(5)</b> | <b>(1)</b>          |

### Exposition au risque de crédit <sup>(2)</sup> sur les valeurs comptables brutes des actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables

| (en millions d'euros)                           | Niveau 1 – Pertes attendues à 12 mois | Niveau 2 – Pertes attendues à maturité | Niveau 3 – Pertes attendues à maturité sur actifs douteux | Total des valeurs comptables brutes <sup>(1)</sup> |
|---|---------------------------------------|--|---|--|
| <b>Ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b> | <b>3 865</b>                          |  |   | <b>3 865</b>                                       |
| Acquisitions                                    | 11 987                                |  |   | 11 987   |
| Cessions  |                                       |  |   |  |
| Transferts entre niveaux                        |                                       |  |   |  |
| Autres mouvements                               |                                       |  |   |  |
| <b>Clôture au 31 décembre 2018</b>              | <b>15 852</b>                         |  |   | <b>15 852</b>                                      |

(1) La valeur comptable brute des actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables est calculée hors gains et pertes latentes ;

(2) Cf. note 7.1 dans la partie Facteurs de risque sur le risque de concentration.

**Ventilation des dépréciations pour pertes de crédit attendues comptabilisées dans les capitaux propres recyclables**

| (en millions d'euros)                    | Niveau 1 – Pertes<br>attendues à<br>12 mois | Niveau 2 – Pertes<br>attendues à<br>maturité | Niveau 3 – Pertes<br>attendues à maturité<br>sur actifs douteux | Total des<br>dépréciations pour<br>pertes attendues |
|--|---|--|---|---|
| <b>Ouverture au 01.01.2018</b>           | <b>(1)</b>                                  |  |   | <b>(1)</b>  |
| Dotations sur acquisitions de l'exercice | (5)   |  |   | (5)   |
| Autres dotations                         |   |  |   |   |
| Reprises utilisées avec passage en perte | 1   |  |   | 1   |
| Reprises liées à des sorties d'actif     |   |  |   |   |
| Autres reprises non utilisées            |   |  |   |   |
| Transferts entre niveaux                 |   |  |   |   |
| Autres mouvements                        |   |  |   |   |
| <b>Clôture au 31.12.2018</b>             | <b>(5)</b>                                  |  |   | <b>(5)</b>  |

**4.3.2 – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables**

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018      |                                    |                                    | 01.01.2018 Retraité |                                    |                                    |
|---|-----------------|------------------------------------|------------------------------------|---------------------|------------------------------------|------------------------------------|
|   | Juste<br>valeur | Dont<br>couvert en<br>juste valeur | Dont gains<br>ou pertes<br>latents | Juste<br>valeur     | Dont<br>couvert en<br>juste valeur | Dont gains<br>ou pertes<br>latents |
| Actions   | 18 750          |                                    | 5 348                              | 19 421              |                                    | 6 953                              |
| Autres instruments de capitaux propres  | 128             |                                    | 57                                 | 129                 |                                    | 55                                 |
| <b>Total des actifs financiers évalués à la<br/>juste valeur par capitaux propres non<br/>recyclables</b> | <b>18 878</b>   |                                    | <b>5 405</b>                       | <b>19 550</b>       |                                    | <b>7 008</b>                       |

#### Actifs évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables cédés sur la période

| (en millions d'euros)                         | 31.12.2018                           |  |                                 |
|---|--------------------------------------|--|---------------------------------|
|   | Juste valeur à la date de la cession | Profit ou perte au moment de la cession <sup>(1)</sup> | Dividendes reçus sur la période |
| <b>Actions</b>                                | <b>2 420</b>                         | <b>222</b>   | <b>67</b>                       |
| <i>Établissements de crédit</i>               |                                      |  |                                 |
| <i>Autres entreprises financières</i>         |                                      |  |                                 |
| <i>Entreprises non financières</i>            | 2 420                                | 222  | 67                              |
| <b>Autres instruments de capitaux propres</b> | <b>16</b>                            | <b>(10)</b>  |                                 |
| <i>Établissements de crédit</i>               |                                      |  |                                 |
| <i>Autres entreprises financières</i>         |                                      |  |                                 |
| <i>Entreprises non financières</i>            | 16                                   | (10)   |                                 |
| <b>Total</b>                                  | <b>2 436</b>                         | <b>212</b>   | <b>67</b>                       |

(1) Brut d'impôt.

#### 4.4 – Titres au coût amorti

| (en millions d'euros)                  | 31.12.2018    | 01.01.2018<br>Retraité |
|--|---------------|------------------------|
| Obligations                            | 26 045        | 23 929                 |
| Titres de créances négociables         | 24 491        | 33 287                 |
| Autres titres                          | 96            | 103                    |
| Créances rattachées                    | 428           | 457                    |
| Provisions pour pertes attendues       | (15)          | (15)                   |
| <b>Total des titres au coût amorti</b> | <b>51 045</b> | <b>57 761</b>          |

#### Exposition au risque de crédit <sup>(2)</sup> sur les valeurs comptables brutes des titres au coût amorti

| (en millions d'euros)          | Niveau 1 – Pertes attendues à 12 mois | Niveau 2 – Pertes attendues à maturité | Niveau 3 – Pertes attendues à maturité sur actifs douteux | Total des valeurs comptables brutes <sup>(1)</sup> |
|--------------------------------|---------------------------------------|--|---|--|
| <b>Ouverture au 01.01.2018</b> | <b>57 660</b>                         |  |   | <b>57 660</b>                                      |
| Acquisitions                   | 1 816                                 | 310                                    |   | 2 126  |
| Cessions                       | (8 826)                               |  |   | (8 826)  |
| Transferts entre niveaux       |                                       |  |   |  |
| Autres mouvements              |                                       |  |   |  |
| <b>Clôture au 31.12.2018</b>   | <b>50 650</b>                         | <b>310</b>                             |   | <b>50 960</b>                                      |

(1) La valeur comptable brute des titres au coût amorti est calculée hors gains et pertes latentes ;

(2) Cf. note 7.1 dans la partie Facteurs de risque sur le risque de concentration.

**Ventilation des dépréciations pour pertes attendues**

| (en millions d'euros)                    | Niveau 1 – Pertes<br>attendues à<br>12 mois | Niveau 2 – Pertes<br>attendues à<br>maturité | Niveau 3 – Pertes<br>attendues à maturité<br>sur actifs douteux | Total des<br>dépréciations pour<br>pertes attendues |
|--|---|--|---|---|
| <b>Ouverture au 01.01.2018</b>           | <b>(12)</b>                                 | <b>(3)</b>                                   |   | <b>(15)</b>   |
| Dotations sur acquisitions de l'exercice |   |  |   |   |
| Autres dotations                         | (6)   | (4)  |   | (10)  |
| Reprises utilisées avec passage en perte | 9   | 1  |   | 10  |
| Reprises liées à des sorties d'actif     |   |  |   |   |
| Autres reprises non utilisées            |   |  |   |   |
| Transferts entre niveaux                 |   |  |   |   |
| Autres mouvements                        |   |  |   |   |
| <b>Clôture au 31.12.2018</b>             | <b>(9)</b>                                  | <b>(6)</b>                                   |   | <b>(15)</b>   |

**4.5 – Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti**

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018    | 01.01.2018<br>Retraité |
|--|---------------|------------------------|
| Comptes ordinaires débiteurs et prêts au jour le jour  | 3 590         | 3 861                  |
| Comptes courants des fonds d'épargne   |               |                        |
| Titres et valeurs reçus en pension livrée  |               |                        |
| Créances rattachées  | 6             | 4                      |
| Dépôts de garantie   |               |                        |
| Dépréciations pour pertes de crédit attendues  |               |                        |
| <b>Créances à vue sur les établissements de crédit</b>   | <b>3 596</b>  | <b>3 865</b>           |
| Comptes et prêts à terme   | 7 199         | 12 001                 |
| Créances rattachées  | 19            | 18                     |
| Dépôts de garantie   |               |                        |
| Dépréciations pour pertes de crédit attendues  | (1)           | (1)                    |
| <b>Créances à terme sur les établissements de crédit</b>   | <b>7 217</b>  | <b>12 018</b>          |
| <b>Total des prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti</b> | <b>10 813</b> | <b>15 883</b>          |

**Exposition au risque de crédit <sup>(1)</sup> sur les valeurs comptables brutes des prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti**

| (en millions d'euros)          | Niveau 1 – Pertes attendues à 12 mois | Niveau 2 – Pertes attendues à maturité | Niveau 3 – Pertes attendues à maturité sur actifs douteux | Total des valeurs comptables brutes |
|--------------------------------|---------------------------------------|--|---|-------------------------------------|
| <b>Ouverture au 01.01.2018</b> | <b>15 882</b>                         | <b>1</b>                               |   | <b>15 883</b>                       |
| Versements                     | 96                                    |  |   | 96                                  |
| Remboursements                 | (5 054)                               |  |   | (5 054)                             |
| Transferts entre niveaux       |                                       |  |   |                                     |
| Autres mouvements              | (111)                                 | (1)                                    |   | (112)                               |
| <b>Clôture au 31.12.2018</b>   | <b>10 813</b>                         |  |   | <b>10 813</b>                       |

(1) Cf. note 7.1 dans la partie Facteurs de risque sur le risque de concentration

**Ventilation des dépréciations pour pertes attendues**

| (en millions d'euros)                    | Niveau 1 – Pertes attendues à 12 mois | Niveau 2 – Pertes attendues à maturité | Niveau 3 – Pertes attendues à maturité sur actifs douteux | Total des dépréciations pour pertes de crédit attendues |
|--|---------------------------------------|--|---|---|
| <b>Ouverture au 01.01.2018</b>           | <b>(1)</b>                            |  |   | <b>(1)</b>  |
| Dotations sur acquisitions de l'exercice |                                       |  |   |   |
| Autres dotations                         |                                       |  |   |   |
| Reprises utilisées avec passage en perte |                                       |  |   |   |
| Reprises liées à des sorties d'actif     |                                       |  |   |   |
| Autres reprises non utilisées            |                                       |  |   |   |
| Transferts entre niveaux                 |                                       |  |   |   |
| Autres mouvements                        |                                       |  |   |   |
| <b>Clôture au 31.12.2018</b>             | <b>(1)</b>                            |  |   | <b>(1)</b>  |

#### 4.6 – Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018   | 01.01.2018<br>Retraité |
|---|--------------|------------------------|
| Comptes ordinaires débiteurs  | 393          | 343                    |
| Créances rattachées   | 2            | 3                      |
| Dépôts de garantie  |              |                        |
| Dépréciations pour pertes de crédit attendues                       | (6)          | (5)                    |
| <b>Comptes ordinaires débiteurs</b>                                 | <b>389</b>   | <b>341</b>             |
| Prêts à la clientèle financière                                     | 43           | 45                     |
| Crédits de trésorerie   | 280          | 306                    |
| Crédits à l'équipement  | 953          | 845                    |
| Crédits au logement   | 356          | 308                    |
| Avances rattachées à des titres                                     | 298          | 268                    |
| Prêts subordonnés   |              |                        |
| Opérations de location financement                                  | 79           | 80                     |
| Titres et valeurs reçus en pension                                  |              |                        |
| Autres concours   | 1 813        | 1 443                  |
| Créances rattachées   | 31           | 30                     |
| Dépôts de garantie  |              |                        |
| Dépréciations pour pertes de crédit attendues                       | (261)        | (123)                  |
| <b>Autres concours à la clientèle</b>                               | <b>3 592</b> | <b>3 202</b>           |
| <b>Total des prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti</b> | <b>3 981</b> | <b>3 543</b>           |

#### Exposition au risque de crédit <sup>(1)</sup> sur les valeurs comptables brutes des prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

| (en millions d'euros)          | Niveau 1 – Pertes<br>attendues à<br>12 mois | Niveau 2 – Pertes<br>attendues à<br>maturité | Niveau 3 – Pertes<br>attendues à maturité<br>sur actifs douteux | Total des valeurs<br>comptables<br>brutes |
|--------------------------------|---|--|---|---|
| <b>Ouverture au 01.01.2018</b> | <b>2 674</b>                                | <b>728</b>                                   | <b>269</b>  | <b>3 671</b>                              |
| Versements                     | 574   | 105  | 6   | 685                                       |
| Remboursements                 | (101)                                       | (89)   |   | (190)                                     |
| Transferts entre niveaux       | 72  | (72)   |   |   |
| Autres mouvements              | 63  | 20   |   | 83  |
| <b>Clôture au 31.12.2018</b>   | <b>3 282</b>                                | <b>692</b>                                   | <b>275</b>  | <b>4 249</b>                              |

(1) Cf. note 7.1 dans la partie Facteurs de risque sur le risque de concentration

## Ventilation des dépréciations pour pertes attendues

| (en millions d'euros)                    | Niveau 1 – Pertes attendues à 12 mois | Niveau 2 – Pertes attendues à maturité | Niveau 3 – Pertes attendues à maturité sur actifs douteux | Total des dépréciations pour pertes de crédit attendues |
|--|---------------------------------------|--|---|---|
| <b>Ouverture au 01.01.2018</b>           | <b>(5)</b>                            | <b>(19)</b>                            | <b>(104)</b>  | <b>(128)</b>  |
| Dotations sur acquisitions de l'exercice |                                       | (2)                                    | (2)   | (4)   |
| Autres dotations                         | (4)                                   | (1)                                    | (5)   | (10)  |
| Reprises utilisées avec passage en perte | 2                                     | 6                                      | 3   | 11  |
| Reprises liées à des sorties d'actif     |                                       |  |   |   |
| Autres reprises non utilisées            |                                       |  |   |   |
| Transferts entre niveaux                 |                                       |  |   |   |
| Autres mouvements                        |                                       |  | (136)   | (136)   |
| <b>Clôture au 31.12.2018</b>             | <b>(7)</b>                            | <b>(16)</b>                            | <b>(244)</b>  | <b>(267)</b>  |

## 4.7 – Impôts courants et différés

### 4.7.1 – Ventilation des comptes d'impôts au bilan

| (en millions d'euros)                         | 31.12.2018   |
|---|--------------|
| Impôts courants                               | 377          |
| Impôts différés                               | 107          |
| <b>Total des actifs courants et différés</b>  | <b>484</b>   |
| Impôts courants                               | 52           |
| Impôts différés                               | 1 288        |
| <b>Total des passifs courants et différés</b> | <b>1 340</b> |

### 4.7.2 – Impôts différés par sources d'actifs et de passifs

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018     |
|--|----------------|
| Actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | (1 402)        |
| Actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables     | 63             |
| Autres décalages temporels   | 158            |
| <b>Total des impôts différés comptabilisés <sup>(1)</sup></b>                          | <b>(1 181)</b> |

(1) Les actifs d'impôts sont signés en positif, les passifs d'impôts figurent en négatif.

#### 4.8 – Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

| (en millions d'euros)                                       | 31.12.2018   | 01.01.2018<br>Retraité |
|---|--------------|------------------------|
| Charges constatées d'avance                                 | 193          | 170                    |
| Produits à recevoir   | 148          | 162                    |
| Autres comptes de régularisation                            | 789          | 3 063                  |
| <b>Comptes de régularisation</b>                            | <b>1 130</b> | <b>3 395</b>           |
| Débiteurs divers  | 544          | 676                    |
| Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres     |              |                        |
| Stocks et assimilés   | 658          | 622                    |
| Dépôts de garantie versés                                   | 133          | 130                    |
| Coûts des contrats  | 3            | 2                      |
| Actifs des contrats   | 498          | 391                    |
| Créances clients  | 1 929        | 1 787                  |
| Dépréciations pour pertes de crédit attendues               | (157)        | (144)                  |
| Autres actifs divers  | 611          | 546                    |
| Autres dépréciations  | (37)         | (41)                   |
| <b>Actifs divers</b>  | <b>4 182</b> | <b>3 969</b>           |
| <b>Total des comptes de régularisation et actifs divers</b> | <b>5 312</b> | <b>7 364</b>           |

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   | 01.01.2018<br>Retraité |
|--|--------------|------------------------|
| Produits constatés d'avance                                  | 497          | 402                    |
| Charges à payer  | 10           | 9                      |
| Autres comptes de régularisation                             | 880          | 3 384                  |
| <b>Comptes de régularisation</b>                             | <b>1 387</b> | <b>3 795</b>           |
| Créditeurs divers  | 516          | 482                    |
| Dépôts de garantie reçus                                     | 112          | 110                    |
| Dettes fournisseurs  | 1 829        | 1 626                  |
| Autres passifs divers  | 3 081        | 4 177                  |
| <b>Passifs divers</b>  | <b>5 538</b> | <b>6 395</b>           |
| <b>Total des comptes de régularisation et passifs divers</b> | <b>6 925</b> | <b>10 190</b>          |



### Exposition au risque de crédit sur les valeurs comptables brutes des créances clients et actifs des contrats <sup>(1)</sup>

| (en millions d'euros)          | Niveau 2 – Pertes attendues à maturité | Niveau 3 – Pertes attendues à maturité sur actifs douteux | Total des valeurs comptables brutes |
|--------------------------------|--|---|-------------------------------------|
| <b>Ouverture au 01.01.2018</b> | <b>1 824</b>                           | <b>354</b>  | <b>2 178</b>                        |
| Augmentation                   | 225                                    | 40  | 265                                 |
| Diminution                     |  |   |                                     |
| Transfert entre niveaux        |  |   |                                     |
| Autres mouvements              | (14)                                   | (2)   | (16)                                |
| <b>Clôture au 31.12.2018</b>   | <b>2 035</b>                           | <b>392</b>  | <b>2 427</b>                        |

(1) Selon l'application de la méthode simplifiée, le risque de crédit sur les créances clients et actifs sur contrat est estimé à maturité.

### Ventilation des dépréciations pour pertes attendues

| (en millions d'euros)                    | Niveau 2 – Pertes attendues à maturité | Niveau 3 – Pertes attendues à maturité sur actifs douteux | Total des dépréciations pour pertes de crédit attendues |
|--|--|---|---|
| <b>Ouverture au 01.01.2018</b>           | <b>(2)</b>                             | <b>(142)</b>  | <b>(144)</b>  |
| Dotations sur acquisitions de l'exercice | (10)                                   | (42)  | (52)  |
| Autres dotations                         |  | (2)   | (2)   |
| Reprise utilisée avec passage en perte   | 2                                      | 34  | 36  |
| Reprises liées à des sorties d'actif     |  | 5   | 5   |
| Autres reprises non utilisées            |  |   |   |
| Transferts entre niveaux                 |  |   |   |
| Autres mouvements                        |  |   |   |
| <b>Clôture au 31.12.2018</b>             | <b>(10)</b>                            | <b>(147)</b>  | <b>(157)</b>  |

### Ventilation par durée d'impayés

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018                          |                                    |                                    |                                    | Total encours |
|---|-------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|---------------|
|   | Encours impayés : moins de 30 jours | Encours impayés : plus de 30 jours | Encours impayés : plus de 60 jours | Encours impayés : plus de 90 jours |               |
| Créances clients et actifs des contrats   | 2 038                               | 75                                 | 54                                 | 260                                | 2 427         |
| Provisions pour pertes attendues  | (54)                                | (3)                                | (2)                                | (100)                              | (157)         |
| <b>Taux de pertes attendues estimées par rapport au total de la valeur brute comptable par échéance</b> | <b>-3%</b>                          | <b>-4%</b>                         | <b>-4%</b>                         | <b>-38%</b>                        | <b>-6%</b>    |

## 4.9 – Actifs et passifs non courants destinés à être cédés

### Actif

| (en millions d'euros)                                      | 31.12.2018 | 01.01.2018<br>Retraité |
|--|------------|------------------------|
| Portefeuille de prêts et créances au coût amorti           |            |                        |
| Portefeuille de titres et instruments financiers dérivés   |            |                        |
| Immobilisations de placement <sup>(1)</sup>                | 33         | 13                     |
| Immobilisations d'exploitation                             | 31         |                        |
| Autres actifs destinés à être cédés                        |            |                        |
| <b>Actifs en cours de cession</b>                          | <b>64</b>  | <b>13</b>              |
| Portefeuille de prêts et créances au coût amorti           |            |                        |
| Portefeuille de titres et instruments financiers dérivés   |            |                        |
| Immobilisations de placement                               |            |                        |
| Immobilisations d'exploitation                             |            |                        |
| Autres actifs  |            | 1                      |
| <b>Actifs des activités abandonnées</b>                    |            | <b>1</b>               |
| <b>Total des actifs non courants destinés à être cédés</b> | <b>64</b>  | <b>14</b>              |

(1) La valeur de marché estimée des immeubles de placement destinés à être cédés comptabilisés au coût amorti s'établit à 34 M€ au 31 décembre 2018 contre 24 M€ au 31 décembre 2017. La hiérarchie de la juste valeur des immeubles de placement relève du niveau 3.

### Passif

| (en millions d'euros)                                       | 31.12.2018 | 01.01.2018<br>Retraité |
|---|------------|------------------------|
| Passifs non courants destinés à être cédés                  | 72         | 3                      |
| <b>Passifs en cours de cession</b>                          | <b>72</b>  | <b>3</b>               |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle  |            |                        |
| Instruments financiers dérivés                              |            |                        |
| Dettes représentées par un titre                            |            |                        |
| Dettes subordonnées   |            |                        |
| Autres dettes   | 10         | 9                      |
| <b>Dettes liées aux activités abandonnées</b>               | <b>10</b>  | <b>9</b>               |
| <b>Total des passifs non courants destinés à être cédés</b> | <b>82</b>  | <b>12</b>              |

## 4.10 – Participations dans les entreprises associées et coentreprises

### 4.10.1 – Entreprises Associées

#### 4.10.1.1 – Bilan – Entreprises Associées

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018                    |  | 01.01.2018 Retraité           |  |
|---|-------------------------------|--|-------------------------------|--|
|   | Valeur de mise en équivalence | Dont écart d'acquisition net de correction de valeur | Valeur de mise en équivalence | Dont écart d'acquisition net de correction de valeur |
| <b>Pôle Caisse des Dépôts</b>   | <b>494</b>                    |  | <b>474</b>                    |  |
| Entités du groupe CDC HABITAT   | 400                           |  | 389                           |  |
| LE MARQUIS  | 52                            |  | 52                            |  |
| FONCIÈRE DÉVELOPPEMENT TOURISME   | 35                            |  | 33                            |  |
| SAS DÉFENSE CB3   | 7                             |  |                               |  |
| <b>Pôle Gestion des Participations Stratégiques</b>                                     | <b>2 424</b>                  | <b>20</b>  | <b>2 150</b>                  | <b>21</b>  |
| LA POSTE  | 1 616                         |  | 1 605                         |  |
| Entités du groupe COMPAGNIE DES ALPES   | 76                            | 19   | 74                            | 20   |
| COMPAGNIE NATIONALE DU RHÔNE  | 254                           |  | 249                           |  |
| HIG – GRT GAZ   | 253                           |  |                               |  |
| ADL PARTICIPATIONS  | 93                            |  | 97                            |  |
| VERDUN PARTICIPATIONS 1   | 83                            |  | 83                            |  |
| Entités du groupe EGIS  | 20                            | 1  | 15                            | 1  |
| Entités du groupe TRANSDEV  | 29                            |  | 27                            |  |
| <b>Participations dans les entreprises mises en équivalence (entreprises associées)</b> | <b>2 918</b>                  | <b>20</b>  | <b>2 624</b>                  | <b>21</b>  |

**4.10.1.2 – Compte de résultat – Entreprises Associées**

|  | 31.12.2018   |  | 31.12.2017 Publié  |  |
|--|--|--|--|--|
|  | Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | dont correction de valeur des écarts d'acquisition | Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | dont correction de valeur des écarts d'acquisition |
| (en millions d'euros)  |  |  |  |  |
| <b>Pôle Caisse des Dépôts</b>  | <b>13</b>  |  | <b>13</b>  |  |
| Entités du groupe CDC HABITAT  | 13   |  | 13   |  |
| LE MARQUIS   |  |  | (1)  |  |
| FONCIÈRE DÉVELOPPEMENT TOURISME  | 2  |  | 1  |  |
| SAS DÉFENSE CB3  | (2)  |  |  |  |
| <b>Pôle Gestion des Participations Stratégiques</b>  | <b>268</b>   |  | <b>(332)</b>   |  |
| LA POSTE   | 207  |  | (386)  |  |
| Entités du groupe COMPAGNIE DES ALPES  | 5  |  | 5  |  |
| VERDUN PARTICIPATIONS 1  |  |  | 23   |  |
| COMPAGNIE NATIONALE DU RHÔNE   | 21   |  | 13   |  |
| HIG – GRT GAZ  | 24   |  |  |  |
| ADL PARTICIPATIONS   |  |  | 1  |  |
| Entités du groupe EGIS   | 7  |  | 7  |  |
| Entités du groupe TRANSDEV   | 4  |  | 5  |  |
| <b>Quote-part des sociétés mises en équivalence (entreprises associées) dans le résultat</b> | <b>281</b>   |  | <b>(319)</b>   |  |

**4.10.1.3 – Résultat global – Entreprises Associées**

|   | Pôle Gestion des Participations Stratégiques |                    |                               |                    |                       |                    |                            |                    |              |                    |
|---|--|--------------------|-------------------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|--------------|--------------------|
|   | Pôle Caisse des Dépôts                       |                    | Banque – Assurance – La Poste |                    | Immobilier & Tourisme |                    | Infrastructure & Transport |                    | Total        |                    |
|   | 31.12. 2018                                  | 31.12. 2017 Publié | 31.12. 2018                   | 31.12. 2017 Publié | 31.12. 2018           | 31.12. 2017 Publié | 31.12. 2018                | 31.12. 2017 Publié | 31.12. 2018  | 31.12. 2017 Publié |
| (en millions d'euros)   |  |                    |                               |                    |                       |                    |                            |                    |              |                    |
| <b>Résultat net</b>   | <b>13</b>                                    | <b>13</b>          | <b>207</b>                    | <b>(386)</b>       |                       | <b>5</b>           | <b>56</b>                  | <b>49</b>          | <b>276</b>   | <b>(319)</b>       |
| Éléments non recyclables ultérieurement en résultat net   |  |                    | 5                             | 19                 |                       |                    | 2                          | (2)                | 7            | 17                 |
| Éléments recyclables ultérieurement en résultat net   |  |                    | (173)                         | (26)               |                       |                    | (12)                       | (2)                | (185)        | (28)               |
| <b>Total des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b>       |  |                    | <b>(168)</b>                  | <b>(7)</b>         |                       |                    | <b>(10)</b>                | <b>(4)</b>         | <b>(178)</b> | <b>(11)</b>        |
| <b>Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b> | <b>13</b>                                    | <b>13</b>          | <b>39</b>                     | <b>(393)</b>       | <b>5</b>              | <b>5</b>           | <b>46</b>                  | <b>45</b>          | <b>103</b>   | <b>(330)</b>       |

## 4.10.2 – Coentreprises

### 4.10.2.1 – Bilan – Coentreprises

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018                    |  | 01.01.2018 Retraité           |  |
|---|-------------------------------|--|-------------------------------|--|
|   | Valeur de mise en équivalence | Dont écart d'acquisition net de correction de valeur | Valeur de mise en équivalence | Dont écart d'acquisition net de correction de valeur |
| <b>Pôle Caisse des Dépôts</b>   | <b>1 238</b>                  |  | <b>1 360</b>                  |  |
| SCI Alpha Park  | 12                            |  | 12                            |  |
| SCI Printemps La Valette  | 4                             |  | 4                             |  |
| SAS Richelieu Vivienne  | 32                            |  | 31                            |  |
| OPCI River Ouest  | 50                            |  | 49                            |  |
| SAS Printemps La Valette II   | 16                            |  | 16                            |  |
| SCI Farman  | 85                            |  | 85                            |  |
| SCI Tour Merle  | 28                            |  | 28                            |  |
| SCI Batignoles Lot 09   | 27                            |  |                               |  |
| SCI PB10  | 32                            |  | 33                            |  |
| SCI EVI-DANCE   | 26                            |  | 14                            |  |
| SAS Malthazar   |                               |  | 50                            |  |
| Tonus Territoires   |                               |  | 60                            |  |
| CDC PME Croissance  | 784                           |  | 978                           |  |
| CDC EURO Croissance   | 142                           |  |                               |  |
| <b>Pôle Bpifrance</b>   | <b>11 438</b>                 |  | <b>11 977</b>                 |  |
| Bpifrance   | 11 438                        |  | 11 977                        |  |
| <b>Pôle Gestion des Participations Stratégiques</b>                             | <b>8 624</b>                  | <b>208</b>   | <b>8 757</b>                  | <b>208</b>   |
| CNP Assurances <sup>(1)</sup>   | 6 683                         | 208  | 6 926                         | 208  |
| Entités du groupe Icade   | 140                           |  | 150                           |  |
| Coentreprise de Transport d'électricité   | 1 742                         |  | 1 630                         |  |
| Entités du groupe Transdev  | 39                            |  | 29                            |  |
| Entités du groupe EGIS  | 20                            |  | 22                            |  |
| <b>Participations dans les entreprises mises en équivalence (coentreprises)</b> | <b>21 300</b>                 | <b>208</b>   | <b>22 094</b>                 | <b>208</b>   |

(1) Le prix coté au 31 décembre 2018 pour un titre CNP Assurances ressort à 18,52 € soit un montant de 5 197 M€ pour l'ensemble des titres détenus par la Caisse des Dépôts. La valeur MCEV d'une action CNP Assurances, ressort au 31 décembre 2018 à 31,80 € soit un montant de 8 924 M€ pour l'ensemble des titres détenus par la Caisse des Dépôts.

## 4.10.2.1 – Compte de résultat – Coentreprises

|  | 31.12.2018   |  | 31.12.2017 Publié  |  |
|--|--|--|--|--|
|  | Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | dont correction de valeur des écarts d'acquisition | Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | dont correction de valeur des écarts d'acquisition |
| (en millions d'euros)  |  |  |  |  |
| <b>Pôle Caisse des Dépôts</b>  | <b>29</b>  |  | <b>72</b>  |  |
| SCI Alpha Park   | 2  |  | 2  |  |
| SCI Printemps La Valette   | 4  |  | 4  |  |
| SAS Richelieu Vivienne   | 2  |  | 1  |  |
| OPCI River Ouest   | 1  |  | -15  |  |
| SAS Malthazar  | 1  |  | 3  |  |
| SAS Printemps La Valette II  | 1  |  |  |  |
| SCI Farman   | 4  |  | 4  |  |
| SCI Tour Merle   | 2  |  | 2  |  |
| SCI PB10   | (1)  |  | (1)  |  |
| CDC PME Croissance   | 14   |  | 71   |  |
| CDC EURO Croissance  | (1)  |  |  |  |
| <b>Pôle Bpifrance</b>  | <b>408</b>   |  | <b>607</b>   |  |
| Bpifrance  | 408  |  | 607  |  |
| <b>Pôle Gestion des Participations Stratégiques</b>                                  | <b>730</b>   |  | <b>617</b>   |  |
| CNP Assurances   | 534  |  | 521  |  |
| Entités du groupe Icade  |  |  | 11   |  |
| Coentreprise de Transport d'électricité  | 183  |  | 77   |  |
| Entités du groupe Transdev   | 2  |  | (3)  |  |
| Entités du groupe Egis   | 11   |  | 11   |  |
| <b>Quote-part des sociétés mises en équivalence (coentreprises) dans le résultat</b> | <b>1 167</b>   |  | <b>1 296</b>   |  |

4.10.2.3 – Résultat global – Coentreprises

| (en millions d'euros)   | Pôle Gestion des Participations Stratégiques |                    |                |                    |                               |                    |                       |                    |                            |                    |              |                    |
|---|--|--------------------|----------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|--------------|--------------------|
|   | Pôle Caisse des Dépôts                       |                    | Pôle Bpifrance |                    | Banque – Assurance – La Poste |                    | Immobilier & Tourisme |                    | Infrastructure & Transport |                    | Total        |                    |
|   | 31.12. 2018                                  | 31.12. 2017 Publié | 31.12. 2018    | 31.12. 2017 Publié | 31.12. 2018                   | 31.12. 2017 Publié | 31.12. 2018           | 31.12. 2017 Publié | 31.12. 2018                | 31.12. 2017 Publié | 31.12. 2018  | 31.12. 2017 Publié |
| <b>Résultat net</b>   | <b>29</b>                                    | <b>72</b>          | <b>408</b>     | <b>607</b>         | <b>534</b>                    | <b>521</b>         |                       | <b>11</b>          | <b>196</b>                 | <b>85</b>          | <b>1 167</b> | <b>1 296</b>       |
| Total des éléments non recyclables ultérieurement en résultat net                                       | (199)  |                    | (400)          | (10)               | (5)                           | (3)                |                       |                    | 23                         | (2)                | (581)        | (15)               |
| Total des éléments recyclables ultérieurement en résultat net   |  | 160                | (6)            | (101)              | (520)                         | 16                 |                       |                    |                            |                    | (526)        | 75                 |
| <b>Total des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b>       |  | <b>160</b>         | <b>(406)</b>   | <b>(111)</b>       | <b>(525)</b>                  | <b>13</b>          |                       |                    | <b>23</b>                  | <b>(2)</b>         | <b>(908)</b> | <b>60</b>          |
| <b>Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b> | <b>(170)</b>                                 | <b>232</b>         | <b>2</b>       | <b>496</b>         | <b>9</b>                      | <b>534</b>         |                       | <b>11</b>          | <b>219</b>                 | <b>83</b>          | <b>60</b>    | <b>1 356</b>       |

## 4.11 – Immobilisations

### 4.11.1 – Valeurs brutes

| (en millions d'euros)                      | 01.01.2018<br>Retraité | Acquisitions | Cessions     | Autres<br>mouvements | 31.12.2018    |
|--|------------------------|--------------|--------------|----------------------|---------------|
| Terrains                                   | 4 674                  | 13           | (191)        | 94                   | 4 590         |
| Constructions                              | 14 415                 | 38           | (493)        | 564                  | 14 524        |
| Installations techniques et agencements    | 144                    |              |              | 6                    | 150           |
| Forêts et réserves foncières               | 70                     |              |              |                      | 70            |
| Avances et acomptes                        |                        |              |              |                      |               |
| Subventions d'investissement               | (302)                  | (7)          |              |                      | (309)         |
| Immobilisations en cours                   | 1 000                  | 965          | (22)         | (688)                | 1 255         |
| Immobilisations incorporelles de placement | 10                     |              |              |                      | 10            |
| Autres                                     |                        |              |              |                      |               |
| <b>Immeubles de placement</b>              | <b>20 011</b>          | <b>1 009</b> | <b>(706)</b> | <b>(24)</b>          | <b>20 290</b> |
| Terrains                                   | 261                    | 3            | (27)         | (4)                  | 233           |
| Constructions                              | 950                    | 21           | (42)         | 43                   | 972           |
| Installations techniques et agencements    | 2 247                  | 60           | (32)         | 97                   | 2 372         |
| Avances et acomptes                        | 3                      | 1            | (2)          |                      | 2             |
| Subventions d'investissement               | (3)                    | (5)          |              |                      | (8)           |
| Immobilisations en cours                   | 194                    | 225          | (1)          | (198)                | 220           |
| Autres                                     | 2 606                  | 210          | (264)        | 20                   | 2 572         |
| <b>Immobilisations corporelles</b>         | <b>6 258</b>           | <b>515</b>   | <b>(368)</b> | <b>(42)</b>          | <b>6 363</b>  |
| Logiciels                                  | 909                    | 10           | (4)          | 148                  | 1 063         |
| Concessions, brevets, licences             | 150                    | 5            | (4)          | 4                    | 155           |
| Immobilisations en cours                   | 126                    | 142          | (2)          | (125)                | 141           |
| Autres immobilisations incorporelles       | 743                    | 19           |              | (171)                | 591           |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>       | <b>1 928</b>           | <b>176</b>   | <b>(10)</b>  | <b>(144)</b>         | <b>1 950</b>  |



#### 4.11.2 – Amortissements et dépréciations

|  | 01.01.2018<br>Retraité | Augmentations | Diminutions | Autres<br>mouvements | 31.12.2018     |
|--|------------------------|---------------|-------------|----------------------|----------------|
| Terrains                                   | (275)                  | (6)           | 49          | 91                   | (141)          |
| Constructions                              | (3 777)                | (579)         | 208         | 17                   | (4 131)        |
| Installations techniques et agencements    | (116)                  | (7)           |             |                      | (123)          |
| Forêts et réserves foncières               | (1)                    |               |             |                      | (1)            |
| Subventions d'investissement               | 126                    |               | 8           |                      | 134            |
| Immobilisations incorporelles de placement | (10)                   |               |             |                      | (10)           |
| Autres                                     | (46)                   | (2)           | 13          | 20                   | (15)           |
| <b>Immeubles de placement</b>              | <b>(4 099)</b>         | <b>(594)</b>  | <b>278</b>  | <b>128</b>           | <b>(4 287)</b> |
| Terrains                                   | (1)                    |               | 1           |                      |                |
| Constructions                              | (489)                  | (39)          | 15          | 4                    | (509)          |
| Installations techniques et agencements    | (1 430)                | (110)         | 30          | 4                    | (1 506)        |
| Autres                                     | (1 710)                | (255)         | 227         | 63                   | (1 675)        |
| <b>Immobilisations corporelles</b>         | <b>(3 630)</b>         | <b>(404)</b>  | <b>273</b>  | <b>71</b>            | <b>(3 690)</b> |
| Logiciels                                  | (677)                  | (128)         | 4           | (4)                  | (805)          |
| Concessions, brevets, licences             | (101)                  | (6)           | 4           |                      | (103)          |
| Autres immobilisations incorporelles       | (433)                  | (104)         | 2           | 164                  | (371)          |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>       | <b>(1 211)</b>         | <b>(238)</b>  | <b>10</b>   | <b>160</b>           | <b>(1 279)</b> |

| (en millions d'euros)                 | Valeur nette au<br>01.01.2018<br>Retraité | Valeur nette au<br>31.12.2018 |
|---------------------------------------|---|-------------------------------|
| Immeubles de placement <sup>(1)</sup> | 15 912                                    | 16 003                        |
| Immobilisations corporelles           | 2 628                                     | 2 673                         |
| Immobilisations incorporelles         | 717                                       | 671                           |
| <b>Total</b>                          | <b>19 257</b>                             | <b>19 347</b>                 |

(1) La valeur de marché estimée des immeubles de placement hors destinés à être cédés comptabilisés au coût amorti s'établit à 24 571 M€ au 31 décembre 2018 contre 23 502 M€ au 31 décembre 2017.

La hiérarchie de la juste valeur des immeubles de placement relève du niveau 3.

#### 4.11.3 – Détail des engagements reçus sur contrats de location simple non résiliables

| (en millions d'euros)              | 31.12.2017<br>Publié | 31.12.2018   |
|------------------------------------|----------------------|--------------|
| Échéance inférieure à 1 an         | 887                  | 870          |
| Échéance comprise entre 1 et 5 ans | 2 464                | 2 710        |
| Échéance supérieure à 5 ans        | 1 573                | 1 772        |
| <b>Total</b>                       | <b>4 924</b>         | <b>5 352</b> |

#### 4.12 – Écarts d'acquisition

| (en millions d'euros)                     | 01.01.2018<br>Retraité | Augmentations<br>(Acquisitions) | Diminutions<br>(Cessions) | Pertes de<br>valeur de<br>la période | Autres<br>mouvements | 31.12.2018   |
|---|------------------------|---------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|----------------------|--------------|
| <b>GROUPE Icade</b>                       | <b>40</b>              |                                 |                           |                                      |                      | <b>40</b>    |
| Foncière                                  | 4                      |                                 |                           |                                      |                      | 4            |
| Promotion                                 | 36                     |                                 |                           |                                      |                      | 36           |
| <b>GROUPE COMPAGNIE DES ALPES</b>         | <b>279</b>             | <b>11</b>                       |                           |                                      |                      | <b>290</b>   |
| Domaines skiables                         | 135                    |                                 |                           |                                      |                      | 135          |
| Parcs de Loisirs                          | 144                    |                                 |                           |                                      |                      | 144          |
| Holding & Supports                        |                        | 11                              |                           |                                      |                      | 11           |
| <b>TRANSDEV GROUP</b>                     | <b>528</b>             | <b>20</b>                       |                           |                                      | <b>2</b>             | <b>550</b>   |
| France                                    | 353                    | 16                              |                           |                                      |                      | 369          |
| États-Unis                                | 77                     |                                 |                           |                                      | 3                    | 80           |
| Australie                                 | 44                     |                                 |                           |                                      | (3)                  | 41           |
| Autres                                    | 54                     | 4                               |                           |                                      | 1                    | 59           |
| <b>GROUPE EGIS</b>                        | <b>155</b>             | <b>8</b>                        | <b>(3)</b>                | <b>(2)</b>                           |                      | <b>158</b>   |
| Secteur Ingénierie                        | 142                    | 8                               | (3)                       |                                      |                      | 147          |
| Secteur Montage de projets – Exploitation | 13                     |                                 |                           | (2)                                  |                      | 11           |
| <b>Total des écarts d'acquisition</b>     | <b>1 002</b>           | <b>39</b>                       | <b>(3)</b>                | <b>(2)</b>                           | <b>2</b>             | <b>1 038</b> |

#### 4.13 – Dettes représentées par un titre

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018    | 01.01.2018<br>Retraité |
|---|---------------|------------------------|
| Émissions à moyen et long terme <sup>(1)</sup>                                      | 15 189        | 15 554                 |
| Émissions à court terme   | 13 648        | 20 186                 |
| Dettes rattachées   | 144           | 136                    |
| <b>Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables</b>             | <b>28 981</b> | <b>35 876</b>          |
| <i>dont montant de la réévaluation des dettes à terme couvertes en juste valeur</i> | <i>379</i>    | <i>347</i>             |
| Emprunts obligataires et assimilés  | 4 195         | 3 521                  |
| Dettes rattachées   | 36            | 36                     |
| <b>Emprunts obligataires et assimilés</b>   | <b>4 231</b>  | <b>3 557</b>           |
| <b>Total des dettes représentées par un titre</b>                                   | <b>33 212</b> | <b>39 433</b>          |

(1) Concerne la Section générale : 14 863 M€ d'émissions à moyen et long terme en nominal, réparties en placements privés sous programme EMTN pour 7 681 M€ et en émissions obligataires de référence pour 7 182 M€ au 31 décembre 2018.

Le détail des émissions obligataires de référence est le suivant :

| Mois d'émission                                      | Taux      | Devise | Nominal en M€ | Code ISIN    | Maturité                  |
|--|-----------|--------|---------------|--------------|---------------------------|
| Février 2009   | TF 4,125% | EUR    | 750           | FR0010725549 | 20 février 2019           |
| Mars 2009  | TF 4,125% | EUR    | 250           | FR0010725549 | 20 février 2019           |
| Février 2017   | TF 0,200% | EUR    | 500           | FR0013239985 | 1 <sup>er</sup> mars 2022 |
| Septembre 2018                                       | TF 0,750% | EUR    | 1 000         | FR0013365269 | 18 septembre 2028         |
| Mai 2016   | TF 1,250% | USD    | 873           | FR0013171006 | 17 mai 2019               |
| Novembre 2016  | TF 1,375% | USD    | 873           | FR0013216959 | 7 novembre 2019           |
| Novembre 2017  | TF 2,000% | USD    | 873           | FR0013295912 | 14 novembre 2020          |
| Novembre 2013  | TF 1,250% | CHF    | 222           | CH0229001000 | 16 décembre 2020          |
| Novembre 2017  | TF 0,300% | CHF    | 222           | CH0386949348 | 12 novembre 2027          |
| Mai 2018   | TF 0,250% | CHF    | 155           | CH0414510062 | 30 mai 2025               |
| Septembre 2018                                       | TF 0,250% | CHF    | 22            | CH0414510062 | 30 mai 2025               |
| Mars 2015  | TF 1,500% | GBP    | 279           | FR0012616886 | 23 décembre 2019          |
| Juin 2017  | TF 0,500% | GBP    | 335           | FR0013260734 | 12 juin 2020              |
| Janvier 2018   | TF 1,000% | GBP    | 279           | FR0013311743 | 25 janvier 2021           |
| Novembre 2013  | TF 1,302% | JPY    | 70            | FR0011643766 | 29 novembre 2028          |
| Juillet 2014   | TF 0,293% | JPY    | 159           | JP525023AE76 | 30 juillet 2019           |
| Juillet 2014   | TF 0,327% | JPY    | 39            | JP525023BE75 | 30 janvier 2020           |
| Juillet 2015   | TF 0,320% | JPY    | 80            | JP525023AF75 | 23 juillet 2020           |
| Juillet 2014   | TF 0,454% | JPY    | 34            | JP525023CE74 | 30 juillet 2021           |
| Juillet 2015   | TF 0,465% | JPY    | 79            | JP525023BF74 | 22 juillet 2022           |
| Juillet 2014   | TF 0,725% | JPY    | 86            | JP525023DE73 | 30 juillet 2024           |
| <b>Total des émissions obligataires de référence</b> |           |        | <b>7 182</b>  |              |                           |

#### 4.14 – Dettes envers les établissements de crédit

| (en millions d'euros)                                       | 31.12.2018    | 01.01.2018<br>Retraité |
|---|---------------|------------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs et emprunts au jour le jour   | 507           | 405                    |
| Dettes à vue envers les fonds d'épargne                     | 1 154         | 743                    |
| Titres et valeurs donnés en pension livrée                  |               |                        |
| Dettes rattachées   | 4             | 3                      |
| Dépôts de garantie  |               |                        |
| <b>Dettes à vue</b>   | <b>1 665</b>  | <b>1 151</b>           |
| Comptes et emprunts à terme                                 | 9 836         | 10 076                 |
| Titres et valeurs donnés en pension livrée                  | 1 107         | 584                    |
| Dettes rattachées   | 79            | 71                     |
| Dépôts de garantie  |               |                        |
| <b>Dettes à terme</b>                                       | <b>11 022</b> | <b>10 731</b>          |
| <b>Total des dettes envers les établissements de crédit</b> | <b>12 687</b> | <b>11 882</b>          |

#### 4.15 – Dettes envers la clientèle

| (en millions d'euros)                       | 31.12.2018    | 01.01.2018<br>Retraité |
|---|---------------|------------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs               | 52 093        | 51 104                 |
| Titres et valeurs donnés en pension livrée  |               |                        |
| Dettes rattachées                           | 266           | 233                    |
| Dépôts de garantie                          |               |                        |
| <b>Comptes ordinaires créditeurs</b>        | <b>52 359</b> | <b>51 337</b>          |
| Emprunts à la clientèle financière          |               |                        |
| Consignations <sup>(1)</sup>                | 12 118        | 11 240                 |
| Comptes créditeurs à terme                  | 533           | 1 118                  |
| Titres et valeurs donnés en pension livrée  |               |                        |
| Autres dettes à terme envers la clientèle   | 44            | 68                     |
| Dettes rattachées                           | 661           | 642                    |
| Dépôts de garantie                          | 26            | 25                     |
| <b>Autres dettes</b>                        | <b>13 382</b> | <b>13 093</b>          |
| <b>Total des dettes envers la clientèle</b> | <b>65 741</b> | <b>64 430</b>          |

(1) Dont 5,1 Md€ au 31 décembre 2018 au titre de la loi 2014-617 du 13 juin 2014 sur les comptes bancaires inactifs et les contrats d'assurance-vie en désérence (4,5 Md€ au 31 décembre 2017).

#### 4.16 – Compensation des actifs et passifs financiers

| (en millions d'euros)                                       | 31.12.2018                                   |                             |         |   |   | Montants nets |
|---|--|-----------------------------|---------|---|---|---------------|
|   | Montants bruts des actifs/passifs financiers | Montants compensés au bilan | Clôture | Impacts des conventions cadre de compensation et accords similaires | Instruments financiers donnés/reçus en garantie |               |
| <b>Actif</b>  |  |                             |         |   |   |               |
| Instruments dérivés   | 1 315  |                             | 1 315   |   | 335   | 980           |
| Prises en pension, emprunts de titres et accords similaires |  |                             |         |   |   |               |
| <b>Passif</b>   |  |                             |         |   |   |               |
| Instruments dérivés   | 1 356  |                             | 1 356   |   | 87  | 1 269         |
| Mises en pension, prêts de titres et accords similaires     | 1 107  |                             | 1 107   |   | 47  | 1 060         |

#### 4.17 – Provisions

| (en millions d'euros)                   | 01.01.2018 Retraité | Dotations  | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Autres mouvements | 31.12.2018   |
|---|---------------------|------------|--------------------|------------------------|-------------------|--------------|
| Provisions pour engagements sociaux     | 581                 | 76         | (49)               | (10)                   | (3)               | 595          |
| Provisions pour risques immobiliers     | 7                   | 1          |                    |                        |                   | 8            |
| Provisions sur engagements et garanties | 14                  | 2          |                    | (3)                    | 8                 | 21           |
| Provisions pour risques de contrepartie | 27                  | 10         | (8)                |                        | 7                 | 36           |
| Autres provisions <sup>(1)</sup>        | 570                 | 341        | (166)              | (45)                   | (156)             | 544          |
| <b>Total des provisions</b>             | <b>1 199</b>        | <b>430</b> | <b>(223)</b>       | <b>(58)</b>            | <b>(144)</b>      | <b>1 204</b> |

(1) Autres mouvements : suite au versement des fonds au fonds d'épargne, transfert de – 114 M€ de provisions pour bonification sur prêts à taux zéro en décote de la créance sur le fonds d'épargne.

#### 4.18 – Intérêts minoritaires

| (en millions d'euros) | 31.12.2018                               |   | 01.01.2018 Retraité                      |   |
|-----------------------|--|---|--|---|
|                       | Capitaux propres – part des minoritaires | Dont résultat net – part des minoritaires | Capitaux propres – part des minoritaires | Dont résultat net – part des minoritaires |
| Icade                 | 2 690                                    | 125                                       | 2 811                                    | 137                                       |
| COMPAGNIE DES ALPES   | 556                                      | 41  | 527                                      | 27  |
| TRANSDEV GROUP        | 123                                      | (32)                                      | 67                                       | 20  |
| Autres                | 288                                      | 12  | 244                                      | 15  |
| <b>Total</b>          | <b>3 657</b>                             | <b>146</b>                                | <b>3 649</b>                             | <b>199</b>                                |

## 5 – Engagements donnés et reçus

### 5.1 – Engagements donnés et reçus

| (en millions d'euros)                                 | 31.12.2018    | 01.01.2018<br>Retraité |
|---|---------------|------------------------|
| <b>Engagements donnés</b>                             | <b>49 570</b> | <b>44 452</b>          |
| <b>Engagements de financement</b>                     |               |                        |
| En faveur des établissements de crédit <sup>(1)</sup> | 17 212        | 9 730                  |
| En faveur de la clientèle                             | 4 357         | 4 203                  |
| <b>Engagements de garantie</b>                        |               |                        |
| En faveur des établissements de crédit <sup>(2)</sup> | 1 765         | 1 890                  |
| En faveur de la clientèle                             | 3 453         | 3 878                  |
| <b>Engagements sur titres</b>                         |               |                        |
| Titres à livrer                                       |               | 53                     |
| <b>Autres engagements donnés</b>                      |               |                        |
| En faveur des établissements de crédit <sup>(3)</sup> | 16 349        | 17 159                 |
| En faveur de la clientèle                             | 6 434         | 7 539                  |
| <b>Engagements reçus</b>                              | <b>40 603</b> | <b>42 597</b>          |
| <b>Engagements de financement</b>                     |               |                        |
| Reçus des établissements de crédit <sup>(4)</sup>     | 21 856        | 23 611                 |
| Reçus de la clientèle                                 |               |                        |
| <b>Engagements de garantie</b>                        |               |                        |
| Reçus des établissements de crédit <sup>(1) (2)</sup> | 11 406        | 11 055                 |
| Reçus de la clientèle                                 | 4 800         | 4 628                  |
| <b>Engagements sur titres</b>                         |               |                        |
| Titres à recevoir                                     | 1 483         | 2 528                  |
| <b>Autres engagements reçus</b>                       |               |                        |
| Reçus des établissements de crédit                    |               |                        |
| Reçus de la clientèle                                 | 1 058         | 775                    |

La nature des engagements donnés ou reçus de la clientèle, en dehors des engagements de financement et de garantie, concerne notamment des engagements de titres ainsi que des engagements liés aux activités immobilières du groupe Caisse des Dépôts.

(1) Dont :

– engagement de financement en faveur de la SFIL (Société de financement local) de 8,9 Md€ (6,8 Md€ en 2017) dans le cadre de la convention de crédit d'un montant de 10,0 Md€ et un engagement de garantie reçu en Loi Dailly pour la SFIL de 5,0 Md€ (4,8 Md€ en 2017) ;

– engagement de financement en faveur du fonds d'épargne de 8,2 Md€ (2,9 Md€ en 2017) suite à la mise en place du nouveau Plan logement et engagement de garantie reçu du fonds d'épargne de 4,8 Md€ (4,5 Md€ en 2017) au titre des prêts à taux zéro et BEI ;

(2) Dont baisse de l'engagement de garantie accordé à Natixis pour –0,1 Md€ (solde 1,6 Md€) et de l'engagement reçu en contre garantie de la BPCE pour –0,1 Md€ (solde 1,6 Md€) ;

(3) Dont nantissement de titres à la Banque de France 16,3 Md€ ;

(4) Dont lignes de crédits à la Banque de France 17,9 Md€.

## 5.2 – L'exposition au risque de crédit sur les engagements de financement et de garantie donnés

### L'exposition au risque de crédit <sup>(1)</sup> sur les engagements de financement et de garantie donnés :

| (en millions d'euros)          | Niveau 1 – Pertes attendues à 12 mois | Niveau 2 – Pertes attendues à maturité | Niveau 3 – Pertes attendues crédits douteux | Total des engagements donnés |
|--------------------------------|---------------------------------------|--|---|------------------------------|
| <b>Ouverture au 01.01.2018</b> | <b>17 969</b>                         | <b>1 723</b>                           | <b>9</b>                                    | <b>19 701</b>                |
| Augmentation                   | 7 671                                 | 835                                    | 2   | 8 508                        |
| Diminution                     | (1 010)                               | (426)                                  |   | (1 436)                      |
| Transferts entre bucket        |                                       |  |   |                              |
| Autres mouvements              | 17                                    | (3)                                    |   | 14                           |
| <b>Clôture au 31.12.2018</b>   | <b>24 647</b>                         | <b>2 129</b>                           | <b>11</b>                                   | <b>26 787</b>                |

(1) Cf. note 7.1 dans la partie Facteurs de risque sur le risque de concentration

### La ventilation des provisions pour pertes attendues :

| (en millions d'euros)                      | Niveau 1 – Pertes attendues à 12 mois | Niveau 2 – Pertes attendues à maturité | Niveau 3 – Pertes attendues crédits douteux | Total des provisions pour pertes attendues |
|--|---------------------------------------|--|---|--|
| <b>Ouverture au 01.01.2018</b>             | <b>(11)</b>                           |  | <b>(3)</b>                                  | <b>(14)</b>                                |
| Dotations sur mouvements de l'exercice     |                                       |  |   |  |
| Autres dotations                           |                                       |  | (1)   | (1)  |
| Reprises utilisées avec passage en perte   |                                       |  |   |  |
| Reprises liées à des sorties d'engagements |                                       |  |   |  |
| Autres reprises non utilisées              |                                       |  | 2   | 2  |
| Transferts entre bucket                    |                                       |  |   |  |
| Autres mouvements                          |                                       |  | (8)   | (8)  |
| <b>Clôture au 31.12.2018</b>               | <b>(11)</b>                           |  | <b>(10)</b>                                 | <b>(21)</b>                                |



## 6 – Juste valeur des instruments financiers

### 6.1 – Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018       |                          |
|---|------------------|--------------------------|
|   | Valeur comptable | Valeur de marché estimée |
| <b>Actif</b>  |                  |                          |
| Titres au coût amorti   | 51 045           | 53 830                   |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti | 10 813           | 10 813                   |
| Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti                              | 3 981            | 3 981                    |
| <b>Total des actifs financiers comptabilisés au coût amorti</b>                 | <b>65 839</b>    | <b>68 624</b>            |
| <b>Passif</b>   |                  |                          |
| Dettes représentées par un titre  | 33 212           | 33 212                   |
| Dettes envers les établissements de crédit                                      | 12 687           | 12 687                   |
| Dettes envers la clientèle  | 65 741           | 65 741                   |
| Dettes subordonnées   | 1                | 1                        |
| <b>Total des passifs financiers comptabilisés au coût amorti</b>                | <b>111 641</b>   | <b>111 641</b>           |

## 6.2 – Information sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

| (en millions d'euros)   | Cotation sur un marché actif : Niveau 1 | Techniques de valorisation utilisant des données observables : Niveau 2 | Techniques de valorisation utilisant des données non observables : Niveau 3 | Total 31.12.2018 |
|---|---|---|---|------------------|
| <b>Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>                      |   |   |   |                  |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Classement obligatoire | 2 383                                   | 2 946   | 4 062   | 9 391            |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat – Sur option             | 206                                     |   |   | 206              |
| Instruments financiers dérivés de transaction                             |   | 95  |   | 95               |
| Instruments financiers dérivés de couverture                              |   | 1 220   |   | 1 220            |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables      | 222                                     | 15 639  | 6   | 15 867           |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables  | 17 081                                  | 1 723   | 74  | 18 878           |
| <b>Total des actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>            | <b>19 892</b>                           | <b>21 623</b>   | <b>4 142</b>  | <b>45 657</b>    |
| <b>Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>                     |   |   |   |                  |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat                         | 479                                     | 464   |   | 943              |
| Instruments financiers dérivés de transaction                             |   | 38  |   | 38               |
| Instruments financiers dérivés de couverture                              | 32                                      | 1 286   |   | 1318             |
| <b>Total des passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>           | <b>511</b>                              | <b>1 788</b>  |   | <b>2 299</b>     |

Les instruments financiers du groupe Caisse des Dépôts sont évalués en partie par référence à la « Cotation sur un marché actif » directement utilisable (Niveau 1 de la hiérarchie).

Sont ainsi concernés :

- les actions, évaluées en fonction des cours de leur place de cotation de référence ;
- les obligations, EMTN, BMTN : pour chaque titre, une recherche du cours le plus récent est effectuée sur l'ensemble des places de cotation, que celles-ci correspondent à des bourses officielles, des brokers, des salles de marché ou des plates-formes transactionnelles ;
- les OPCVM et parts de fonds détenus, à partir de leur valeur liquidative ;
- les BTAN, à partir des taux de cotation centralisés par la Banque de France ;
- les instruments dérivés traités sur les marchés organisés.

Les instruments financiers évalués selon des « Techniques de valorisation utilisant des données observables » (Niveau 2 de la hiérarchie) regroupent les instruments pour la valorisation desquels des références de prix doivent être recherchées sur des instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions régulières peuvent être observées, ou encore des instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables.

Sont ainsi concernés :

- les titres structurés valorisés par le groupe, un arrangeur ou un valorisateur externe ;
- les instruments dérivés traités sur des marchés de gré à gré ;
- les TCN autres que BTAN, évalués à partir d'une courbe zéro coupon majorée d'un spread.

Les instruments financiers évalués selon des « Techniques de valorisation utilisant des données non observables » (Niveau 3 de la hiérarchie) regroupent les instruments dont l'évaluation fait principalement appel à des paramètres inobservables. Un paramètre inobservable est défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations ne reposant ni sur des prix de transactions observables sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à cette date.

Cette catégorie regroupe peu d'instruments financiers (principalement des instruments financiers de titrisation).

### 6.3 – Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon une technique utilisant des données non observables (Niveau 3)

| (en millions d'euros)   | Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat | Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables | Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | Instruments financiers dérivés de couverture | Total        |
|---|---|--|--|--|--------------|
| <b>Solde au 01.01.2018</b>                                      | <b>4 782</b>  | <b>6</b>   | <b>437</b>   |  | <b>5 225</b> |
| Acquisitions  | 315   |  | 2  |  | 317          |
| Cessions  | (851)   |  | (374)  |  | (1 225)      |
| Transferts vers niveau 3 (entrées)                              | 30  |  |  |  | 30           |
| Transferts hors niveau 3 (sorties)                              |   |  |  |  |              |
| Gains et Pertes de la période comptabilisés en capitaux propres |   |  | 9  |  | 9            |
| Gains et Pertes de la période comptabilisés en résultat         | 10  |  |  |  | 10           |
| Effets des variations de change                                 |   |  |  |  |              |
| Effets des variations de périmètre & autres <sup>(1)</sup>      | (224)   |  |  |  | (224)        |
| <b>Solde au 31.12.2018</b>                                      | <b>4 062</b>  | <b>6</b>   | <b>74</b>  |  | <b>4 142</b> |

(1) Sortie de CDC International Capital au 31 décembre 2018

## 7 – Facteurs de risque

### 7.1 – Risques liés aux instruments financiers

#### I – Dispositif de gestion des risques relatifs aux instruments financiers

##### 1. Organisation du contrôle des risques de la Caisse des Dépôts

###### a) Périmètre

Le Code monétaire et financier prévoit le principe selon lequel un décret pris en Conseil d'État prévoit les dispositions applicables à la CDC en matière de contrôle interne, de normes et dispositif de gestion des risques. Dans ce cadre législatif, deux décrets déclinent ces dispositions à la Caisse des Dépôts.

Le décret n° 2016-1983 du 30 décembre 2016 sur le contrôle externe de la Caisse des Dépôts en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, rend applicable les dispositions prudentielles avec les adaptations nécessaires issues des dispositions du règlement (UE) n° 575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et entreprises d'investissement (principalement la solvabilité, les grands risques, et la liquidité).

Le décret 2009-268 du 9 mars 2009 sur le contrôle externe de la Caisse des Dépôts assujettit l'établissement au Règlement CRBF 97-02 sur le contrôle interne dans sa version au 1<sup>er</sup> janvier 2010. Ce règlement constitue la référence principale du contrôle interne pour l'ensemble du Groupe. Il impose au Groupe de se doter d'un dispositif de contrôle interne organisé en plusieurs niveaux, applicable aux filiales.

Le dispositif de contrôle interne doit également tenir compte, selon les cas, du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et des réglementations particulières applicables aux entités du Groupe (notamment le décret du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne) et aux activités spécialisées exercées par les entités du Groupe (gestion de portefeuille, assurance...).

Au 1<sup>er</sup> septembre 2018, la direction des risques et du contrôle interne a été scindée en deux. La direction des risques du Groupe et la direction du contrôle permanent et de la conformité assurent le suivi de l'évolution des réglementations applicables à la CDC et en contrôlent la déclinaison au sein du Groupe.

Les principes d'organisation du contrôle permanent de la Caisse des Dépôts sont édictés dans un document fondateur validé en comité exécutif, « Principes d'Organisation du Contrôle Interne » (POCI), remplacé en décembre 2018 par une Charte de contrôle permanent Groupe.

Le document s'impose à l'ensemble des directions de l'Établissement public (ci-après « les directions ») et aux filiales sur lesquelles la CDC exerce un contrôle « exclusif » ou un contrôle « conjoint ».

Chaque direction applique ces principes au sein de son périmètre et des filiales ou autres entités qui lui sont rattachées opérationnellement, veille à la conformité des dispositifs mis en œuvre et, le cas échéant, apporte les précisions nécessaires pour tenir compte des spécificités de ses activités.

Les filiales, qu'elles soient ou non soumises au Règlement CRBF 97-02 doivent, dans le respect du cadre général et sans préjudice des dispositions qui leur sont applicables, se doter de dispositifs de mesure de surveillance et de prévention des risques adaptés à leurs activités et à l'importance des risques encourus. Elles mettent en œuvre des principes d'organisation cohérents avec ceux du POCI et, depuis fin 2018, de la Charte de contrôle permanent Groupe.

Le dispositif concerne l'ensemble des risques encourus, dont la nomenclature est définie au sein de la procédure de gestion des cartographies des risques et dans l'outil de gestion des risques de l'Établissement public.

###### b) Les acteurs

Le directeur général de la Caisse des Dépôts est responsable du dispositif d'ensemble de contrôle interne et des risques du Groupe. Le directeur général fixe pour le Groupe les politiques relatives aux risques et à la conformité ainsi que les principes de contrôle interne, constitué du contrôle permanent et du contrôle périodique. Il est destinataire des principaux rapports relatifs au contrôle interne et aux risques.

Les directeurs de l'Établissement public et les dirigeants des filiales sont responsables de la déclinaison des principes de contrôle permanent du Groupe au sein de leur périmètre. Ils déclinent opérationnellement les politiques relatives aux risques et à la conformité du Groupe.

Les opérationnels exerçant des responsabilités hiérarchiques mettent en place une organisation de leur activité efficace du point de vue de la maîtrise des risques, notamment en termes de séparation des tâches et de procédures. Ils s'assurent que les opérations sont réalisées en conformité avec les dispositions propres à l'entité concernée, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles ou d'instructions des dirigeants, prises notamment en application des politiques fixées par le directeur général.

Le directeur des risques du Groupe est responsable de la fonction en charge de la gestion des risques. Il élabore et met en œuvre le cadre de gestion des risques, en tenant compte de l'appétence aux risques définie au niveau du Groupe.

Le directeur du contrôle permanent et de la conformité du Groupe est responsable du dispositif de maîtrise des risques opérationnels et de non-conformité via son plan de contrôle de deuxième niveau, qui combine le principe d'exhaustivité du contrôle permanent et une approche par les risques. Il est également responsable du dispositif visant à se prémunir contre le risque de non-conformité, tel que défini par les textes bancaires et financiers applicables à la Caisse des Dépôts.

Les responsables des fonctions risques, contrôle permanent et conformité des filiales mettent en œuvre les dispositifs de maîtrise des risques (y compris du risque de non-conformité) et de contrôle permanent au sein des filiales dont ils relèvent, sous l'autorité des dirigeants de ces entités.

Le directeur de l'audit du Groupe est responsable du contrôle périodique au sein du dispositif de contrôle interne.

## c) Les principes généraux d'organisation

### **Dispositif de contrôle permanent et périodique**

Le dispositif de contrôle permanent couvre l'ensemble des activités des directions, des filiales et des autres entités qui sont rattachées opérationnellement à ces dernières, y compris les activités essentielles ou importantes externalisées, au sens de la réglementation bancaire et financière, auprès d'un prestataire.

Il s'appuie sur deux niveaux de contrôle : les contrôles opérationnels (premier niveau) et les travaux de collaborateurs dédiés uniquement aux fonctions de contrôle (deuxième niveau) :

- le premier niveau de contrôle regroupe l'ensemble des contrôles qui permettent de s'assurer de la régularité des opérations traitées. Ils sont conduits par les services opérationnels et les responsables de ces services, qui s'assurent de la régularité des activités dont ils ont la responsabilité. Les contrôles de premier niveau obéissent à des principes de séparation de fonctions, de respect des délégations de pouvoirs et de signature, ainsi que d'exhaustivité et de régularité de l'enregistrement des opérations traitées et des flux générés. Les contrôles de premier niveau incluent également les contrôles effectués par les systèmes automatisés de traitement des opérations ;
- le deuxième niveau de contrôle incombe à la direction du contrôle permanent et de la conformité du Groupe et aux responsables du contrôle permanent et de la conformité des filiales. Il contribue au contrôle de la conformité, de la sécurité et de la validation des opérations réalisées. Il vise également à assurer l'adéquation des dispositifs de contrôle de premier niveau aux risques encourus et aux activités exercées. Les contrôles sont définis en lien avec la cartographie des risques, les indicateurs d'alerte et les incidents.

Le contrôle périodique constitue un troisième niveau de contrôle. Il est exercé par la direction de l'audit central du Groupe et le réseau d'audit, constitué des entités du Groupe en charge de missions d'audit interne conformément aux principes d'action et à l'organisation définis dans la charte de l'audit interne du groupe Caisse des Dépôts.

### **Indépendance et rattachement des responsables des risques**

Les responsables des risques, du contrôle permanent et de la conformité des filiales rendent compte du dispositif de maîtrise des risques à la direction des risques du Groupe et, pour les risques opérationnels et de non-conformité, à la direction du contrôle permanent et de la conformité du Groupe, qu'ils peuvent en conséquence saisir directement.

### **Formalisation et traçabilité du dispositif de contrôle permanent**

Le contrôle permanent s'appuie sur des procédures écrites et des plans de contrôle formalisés.

La direction du contrôle permanent et de la conformité, et les responsables des risques, du contrôle permanent et de la conformité des filiales définissent des normes en matière de contrôle permanent et s'assurent de leur respect.

La direction du contrôle permanent et de la conformité déploie des contrôles de second niveau et en rend compte périodiquement aux organes exécutifs et délibérant de la Caisse des Dépôts.

Au sein de l'Établissement public, les plans de contrôle de second niveau, les résultats de ces contrôles, ainsi que les incidents et les

plans d'actions associés sont archivés dans un outil fédéral au sein de la Caisse des Dépôts. Les filiales se dotent d'outils permettant d'assurer la traçabilité et la piste d'audit des contrôles effectués, ainsi que des incidents identifiés.

## 2. Politique, objectifs, procédures de contrôle des risques et reporting

La Charte du groupe Caisse des Dépôts formule les éléments de politique des risques suivants :

« Le Groupe concilie trois objectifs financiers stratégiques : la sécurité, un rendement de long terme satisfaisant de son portefeuille d'actifs et des revenus récurrents. L'Établissement public assure, conformément à la loi, le financement d'interventions d'intérêt général. En l'absence d'actionnaire, il dépend de ses seuls résultats pour constituer ses fonds propres ».

« Les ambitions du Groupe sont présentées dans un plan stratégique à moyen terme. Ce plan fixe, en tenant compte d'un cadrage macro-économique commun, les objectifs stratégiques du Groupe et les indicateurs cibles associés, les grandes lignes en matière d'allocation de capital et les perspectives en termes de création de valeur ».

Dans ce cadre, le pilotage s'exerce notamment dans le cadre du modèle prudentiel :

Le modèle prudentiel de la Caisse des Dépôts a été adopté par la Commission de surveillance, sur proposition du directeur général et après avis de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR). La Commission a pu ainsi fixer le niveau de fonds propres de la Caisse des Dépôts.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, ce modèle, propre à la Caisse des Dépôts, permet de prendre en compte ses spécificités et en particulier sa mission d'investisseur de long terme. Ainsi, le modèle prudentiel de la Caisse des Dépôts s'applique à la Section générale en tenant compte de son modèle économique et des objectifs de gestion.

Le modèle prudentiel couvre les principaux risques : le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit sur les titres des portefeuilles comme pour les prêts accordés, le risque immobilier, le risque de change, le risque opérationnel, le risque de perte de valeur des portefeuilles d'actions et les risques liés aux filiales et aux participations.

La modélisation des risques et les besoins de fonds propres qui en découlent visent en premier lieu à assurer un niveau très élevé de sécurité financière, en cohérence avec les missions confiées à la Caisse des Dépôts. Il a vocation à couvrir l'intégralité des entités du groupe Caisse des Dépôts selon des modalités adaptées à la nature des activités.

La Caisse des Dépôts est un investisseur de long terme. Le modèle prudentiel adopté par la Commission de surveillance mesure donc la solidité de la Caisse des Dépôts dans une perspective pluriannuelle.

En fonction du cycle économique et des fluctuations des marchés, le dispositif applicable à la Section générale autorise des variations des fonds propres disponibles à l'intérieur d'un « corridor » de solvabilité entre un montant « cible », un seuil de surveillance et un montant « minimum ». Le seuil minimum du corridor, calculé dans le cadre du modèle prudentiel, est toujours supérieur à la référence réglementaire.

Comme la Charte du groupe Caisse des Dépôts l'indique, « le contrôle des risques du Groupe s'exerce en premier lieu par la participation de l'Établissement public aux instances de gouvernance des filiales, notamment aux comités d'audit. En second lieu, l'Établissement public met en place un dispositif de contrôle interne et de contrôle des risques, financiers et non financiers, qui couvre l'ensemble des activités du Groupe. Ce dispositif est adapté à la nature de chaque activité, à sa volumétrie, et au statut juridique des entités qui l'exercent. »

La direction des risques du Groupe intervient en amont des engagements pris au niveau des différents métiers, ainsi que sur le suivi des risques de crédit et de marché des portefeuilles financiers.

Elle exerce un deuxième regard indépendant sur les risques financiers sous une forme adaptée à la nature de l'investissement, et notamment en fonction de la taille de l'engagement considéré.

La direction des risques du Groupe et la direction du contrôle permanent et de la conformité informent à fréquence prédéfinie et selon des formats adaptés, de la situation des risques encourus par l'Établissement public et ses principales filiales.

La direction générale est ainsi destinataire d'un reporting régulier de la direction des risques du Groupe et de la direction du contrôle permanent et de la conformité qui réunissent deux fois par an, sous la présidence du directeur général, le comité des risques, du contrôle permanent et de la conformité, instance faîtière de gestion des risques.

La direction des risques du Groupe et la direction du contrôle permanent et de la conformité informent également la Commission de surveillance notamment au travers de rapports semestriels, respectivement sur les risques et sur le contrôle permanent et la conformité, qui traitent de l'évaluation, la maîtrise et la gestion des risques notamment financiers de l'ensemble du Groupe. Ceux-ci sont complétés annuellement d'une information à la Commission de surveillance sur le contrôle interne conformément aux exigences de l'article 42-43 du CRBF 97-02. Ce rapport est également transmis à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

### 3. Intervention en amont des engagements

L'activité des métiers s'inscrit dans le cadre de lettres d'objectifs annuelles élaborées en liaison avec le secrétariat général du Groupe ainsi que les directions financières et validées par le directeur général.

La direction des risques du Groupe intervient en amont des engagements par sa présence dans :

- les comités des engagements, présidés par le directeur général ou par toute personne en ayant reçu délégation qui se prononcent sur tous les engagements du Groupe au-delà d'un certain seuil ;
- les comités des engagements représentant la dernière instance de décision au sein d'une direction, et dans le comité d'investissement immobilier ;
- les comités mensuels de gestion de bilan et de portefeuille (CMGB/CMGP) ainsi que dans les comités trimestriels de gestion de bilan et de portefeuille (CTGB/CTGP) où sont notamment présentées les orientations de gestion au directeur général.

### 4. Suivi des risques de crédit et de marché

Mensuellement, pour les portefeuilles financiers (obligataires, monétaires, et dérivés associés), la direction des risques du Groupe préside le comité des risques de contrepartie (CRC) qui examine un reporting élaboré par elle, rendant compte de l'évolution des risques de contrepartie en termes de :

- répartition des engagements des portefeuilles par catégorie de notation, zone géographique, émetteurs ;
- concentration des portefeuilles ;
- variations de notations des contreparties.

Les tableaux de bord des métiers prêteurs intègrent des éléments de suivi des risques de crédit du métier. Concernant les risques de marché et de liquidité, il est rendu compte de la gestion et des risques financiers (marché et ALM) au cours des comités mensuels (CMGB/CMGP).

La direction des risques du Groupe transmet mensuellement au directeur général une contribution portant sur les risques financiers, dans le cadre de l'édition d'un tableau de bord.

Le rapport semestriel sur les risques que la direction des risques du Groupe adresse à la Commission de surveillance et qui est préalablement revu dans le cadre du comité d'examen des comptes et des risques, intègre des informations détaillées sur les risques de crédit, les risques de marché et les risques de concentration.

## II – Identification des risques financiers

### 1. Définitions

#### a) Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit est le risque de perte de valeur économique d'une créance, existante ou potentielle, lié à la dégradation de la qualité de crédit d'une contrepartie, pouvant aller jusqu'à se matérialiser par son incapacité de faire face à ses engagements.

#### b) Risque de concentration

Le risque de concentration est le risque qui résulte soit d'une forte exposition à un risque donné, soit d'une forte probabilité de défaut de certains groupes de contreparties.

#### c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente, pour l'établissement, l'impossibilité d'honorer ses engagements liés à des passifs financiers au titre d'une échéance donnée, avec l'impossibilité pour l'établissement de se procurer les liquidités nécessaires sur le marché.

#### d) Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte sur des instruments de bilan ou de hors bilan, engendré par un mouvement adverse des paramètres de marché, qu'ils soient de taux, d'actions, de *spreads* de crédit, de change, de volatilité ou liés à une variation de prix de manière générale.

#### e) Risque de change

Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

#### f) Risque global de taux

Le risque de taux représente l'impact sur les résultats annuels et la valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt.

## 2. Processus de prise de risque

### a) Dispositif de décision

Hors activités de marché, tout investissement fait l'objet d'un comité des engagements présidé par le directeur général de la Caisse des Dépôts lorsque le montant dépasse 100 millions d'euros et par le directeur général adjoint lorsqu'il est compris entre 10 et 100 millions d'euros.

Les comités portant sur les investissements dont le montant est inférieur à 10 millions d'euros sont présidés par le directeur de l'investissement dans le cadre des délégations de signature accordées par le directeur général.

Enfin, les comités concernant les investissements portant sur les secteurs de Ville, Tourisme et Immobilier sont présidés par le directeur régional lorsque le montant cumulé est inférieur à 1 million d'euros.

#### a.1) Engagements hors activités d'investisseur financier

Les métiers sont responsables de leurs propres engagements (dans le cadre d'orientations définies dans des lettres d'objectifs annuelles, validées par le directeur général).

Hors activités de marché, les engagements sont décidés dans des comités métiers de différents niveaux, à savoir :

- le Comité d'Engagement Groupe qui examine les investissements ou les charges supérieurs ou égaux à 50 millions d'euros ;
- le Comité d'Engagement Banque des Territoires (CEBDT) qui statue sur les investissements ou les charges supérieurs ou égaux à 10 millions d'euros et inférieurs à 50 millions d'euros ;
- le Comité National d'Engagement (CNE) de la Direction de l'investissement BDT (DI) qui est en charge de tous dossiers d'investissement inférieurs à 10 millions d'euros, les crédits d'ingénierie correspondants et autres financements à caractère de charges, non déconcentrés ;
- le Comité Régional d'Engagement (CRE) qui est compétent pour les investissements et les crédits d'ingénierie afférents pour les secteurs de Ville, Tourisme et Immobilier lorsque le montant cumulé est inférieur à 1 million d'euros ;

La direction des risques du Groupe participe de droit à tout comité d'engagement représentant la dernière instance de décision au sein d'une direction. Elle se réserve la possibilité de faire valoir ses avis, avant décision, et de demander des compléments d'information sur le risque. Elle fournit un double regard sur la conformité stratégique du projet, la bonne identification des risques et leur éventuelle couverture ainsi que sur la correcte rémunération au sens de la classe d'actifs. Son opposition éventuelle à un dossier requiert, pour être levée, une décision du plus haut échelon de la hiérarchie du métier et fait l'objet d'un *reporting* au comité exécutif de la Caisse des Dépôts.

#### a.2) Engagements sur activités d'investisseur financier

La gestion des portefeuilles d'actifs financiers est effectuée dans le cadre d'univers d'investissements dûment autorisés et de processus de gestion définis. Le souci de réactivité nécessaire dans les gestions des portefeuilles financiers a conduit à adopter un dispositif distinct de celui des autres engagements.

Pour ces activités de portefeuilles, l'exercice d'un deuxième regard sur les risques est assuré par la participation de la direction des risques du Groupe aux comités mensuels de gestion des portefeuilles,

aux comités trimestriels de gestion des portefeuilles et du bilan, présidés par le directeur général, où sont examinées les orientations de gestion pour la période à venir.

Ces comités trimestriels examinent la gestion passée et, tout spécialement une fois par an, les orientations à donner à la gestion pour l'année à venir, à la lumière d'une évaluation à moyen terme (5 ans) des objectifs et des risques financiers du bilan. Ces exercices sont fondés sur des analyses approfondies de l'équilibre actif/passif prévisionnel des bilans, effectuées par une équipe dédiée. Les grandes orientations d'allocation d'actifs sont déclinées ensuite par classe d'actifs.

Les placements en immobilier et *private equity* font en outre l'objet de comités d'investissements spécifiques.

### b) Procédure de surveillance

Concernant les risques de crédit des portefeuilles financiers, le comité des risques de contrepartie se réunit mensuellement pour définir des limites de risques par contrepartie sur proposition de la direction des risques du Groupe, et examine le respect des limites au cours du mois passé. Les propositions de limites de risques sont élaborées par la direction des risques du Groupe suivant des méthodes qui visent notamment la diversification des risques au sein des portefeuilles. Le respect de ces limites est en outre contrôlé quotidiennement par la direction des risques du Groupe. Les risques de marché font l'objet de limites propres à chaque portefeuille.

Le *reporting* mensuel des comités de gestion financière intègre des mesures de risque pour chacune de ces limites.

### c) Procédure de réduction des risques

Concernant les portefeuilles de taux, les garanties sur émetteurs, émissions ou opérations sont dûment prises en compte dans les systèmes d'information et utilisées pour calculer l'exposition au risque de crédit au niveau des garants concernés.

Les transactions effectuées de gré à gré dans le cadre des activités de marché exposent la Caisse des Dépôts au risque d'un défaut potentiel de ses contreparties. La Caisse des Dépôts gère ce risque par la systématisation d'accords contractuels génériques (accords de compensation et de collatéral).

La compensation est une technique utilisée pour atténuer le risque de contrepartie lié aux opérations sur les produits dérivés.

Le principal mode de compensation appliqué par la Caisse des Dépôts est la compensation par liquidation qui permet, en cas de défaillance de la contrepartie, de mettre fin à toutes les opérations à leur valeur du marché actuelle, puis de faire la somme de toutes ces valeurs, positives et négatives, pour obtenir un seul montant (net) à payer à la contrepartie ou à recevoir de celle-ci.

Ce solde (« *close-out netting* ») fait l'objet d'une garantie (« collatéralisation ») consentie sous forme de nantissement d'espèces, de titres ou de dépôts. Les opérations concernées sont traitées conformément à des accords-cadres bipartites, respectant les principes généraux d'une convention-cadre nationale ou internationale.

Les principales formules d'accord bilatéral utilisées sont celles de la Fédération Bancaire Française (FBF) et, sur le plan international, celles de l'*International Swaps and Derivatives Association* (« *ISDA* »).



Lorsque les transactions y sont éligibles, la Caisse des Dépôts a recours à la compensation des dérivés en chambre de compensation.

La Caisse des Dépôts n'a pas recours aux techniques de réduction des risques par titrisation de créances.

#### **d) Procédure de dépréciation**

Le processus de valorisation et de provisionnement des instruments financiers de la Caisse des Dépôts repose sur des organes de décision structurés en trois niveaux :

- les comités métiers de valorisation et de provisionnement ;
- le comité fédéral de valorisation et de provisionnement ;
- le comité des comptes.

La procédure en vigueur est déclinée en règlements intérieurs qui détaillent les missions et les modalités de fonctionnement des différents comités. Sa mise en œuvre opérationnelle s'appuie sur l'élaboration d'une documentation méthodologique propre à chaque type d'instruments financiers. En date d'arrêté, un dispositif de contrôle est mis en place afin de s'assurer de l'exhaustivité des actifs financiers faisant l'objet d'une revue, de la pertinence des méthodes de valorisation retenues, du respect des principes comptables (tels que décrits dans la note 1 – « Principes et méthodes comptables applicables dans le Groupe ») et de la justification des valorisations et dépréciations en découlant.

Le champ d'intervention des comités métiers et du comité fédéral couvre tous les concours octroyés par l'Établissement public (prêts et avances à la clientèle, comptes débiteurs, opérations spéciales de financement, etc.) ainsi que les opérations sur les titres.

##### **d.1) Les comités métiers de valorisation et de provisionnement**

Les comités métiers, présidés par un directeur métier, membre du comité de direction de l'Établissement public, assurent les rôles suivants :

- décliner ou proposer les méthodologies de valorisation et de provisionnement des instruments financiers en fonction de leur nature ;
- fixer les valorisations et les provisions dans les limites de leur seuil de compétence ;
- décliner ou proposer les valorisations et les provisions à constituer au-delà de leur seuil de compétence.

Les comités métiers se tiennent *a minima* semestriellement et les décisions sont prises sur la base d'un dossier contenant les éléments nécessaires à la compréhension et à la détermination des valorisations.

La direction juridique et fiscale, la direction des risques du Groupe et la direction des finances participent à l'ensemble des comités métiers.

Dans le cadre des arrêtés semestriels et annuels, la synthèse des décisions et propositions de chaque comité métier est transmise pour validation au comité fédéral de valorisation et de provisionnement.

##### **d.2) Le comité fédéral de valorisation et de provisionnement**

Le comité fédéral de valorisation et de provisionnement agit au nom du comité des comptes, par délégation du directeur général.

Présidé par la directrice des finances du Groupe, il se réunit semestriellement dans le mois qui suit la date de clôture des comptes. Ses membres permanents sont la directrice des risques du Groupe, le directeur juridique et fiscal, les directeurs métiers, la directrice du département gestion comptable et réglementaire et le *Senior Financial Advisor* de la direction des finances.

Le comité valide les principes et les méthodes de valorisation et de provisionnement des opérations qui lui sont soumises par les comités métiers. Il arrête, sur la base des informations communiquées, les valorisations à retenir et les éventuelles dépréciations à constater dans les comptes de la Section générale et dans les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

La synthèse des décisions prises par le comité fédéral est transmise au comité des comptes dans le cadre du processus d'arrêté des comptes de la Section générale et du groupe Caisse des Dépôts.

### **3. Méthodes et mesure des risques**

#### **a) Risque de crédit**

##### **Exposition maximale au risque de crédit**

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des prêts et créances, des instruments de dettes et des instruments dérivés, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.



| (en millions d'euros)   | 31.12.2018     |
|---|----------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat – instruments de dettes        | 3 502          |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat – prêts et engagements         | 1 474          |
| Instruments financiers dérivés de couverture                                    | 1 220          |
| Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables        | 15 867         |
| Titres au coût amorti   | 51 045         |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti | 5 982          |
| Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti                              | 2 464          |
| <b>Exposition des engagements au bilan nets de dépréciations</b>                | <b>81 554</b>  |
| Engagements de financement  | 21 018         |
| Engagements de garantie donnés  | 5 218          |
| <b>Exposition des engagements hors bilan nets des provisions</b>                | <b>26 236</b>  |
| <b>Total de l'exposition nette</b>  | <b>107 790</b> |

Le total de l'exposition nette du groupe Caisse des Dépôts regroupe majoritairement la Section générale, elle représente 95 % du total au 31 décembre 2018.

Une équipe d'analystes de la direction des risques du Groupe attribue aux émetteurs des notes en fonction de leur risque de crédit, sur une échelle homogène avec celle utilisée par les agences de « rating ». L'importance de l'engagement calculé, pour un émetteur donné, est fonction de la valeur de marché des titres sur lesquels portent l'engagement, et de leur nature.

Pour les produits dérivés, l'engagement intègre un complément additif (« add-on ») représentatif d'une exposition future possible au risque.

Les titrisations en portefeuille font l'objet de notations internes spécifiques (non homogènes avec celles des agences de notation) permettant de nuancer leur qualité.

#### **Exposition aux dettes souveraines du groupe Caisse des Dépôts**

La dette souveraine se définit comme l'ensemble des créances et titres de dette ayant comme contrepartie un pays donné, entendu comme puissance publique et ses démembrements.

L'exposition brute correspond aux montants comptabilisés au bilan (donc y compris les réévaluations des titres comptabilisés à la juste valeur et les éventuelles dépréciations). Quant à l'exposition nette, elle correspond aux montants des expositions brutes nettes de garanties.

L'exposition aux dettes souveraines du groupe Caisse des Dépôts provient essentiellement de la Section générale.

**Exposition aux dettes souveraines de la Section générale**

| (en millions d'euros)                               | 31.12.2018       |                  |
|---|------------------|------------------|
|   | Exposition brute | Exposition nette |
| France  | 25 702           | 25 701           |
| Japon   | 5 510            | 5 510            |
| Autriche  | 337              | 337              |
| Allemagne   | 249              | 249              |
| Irlande   | 226              | 226              |
| BEI (Supranational)                                 | 225              | 225              |
| Chili   | 224              | 224              |
| Mexique   | 209              | 209              |
| Pologne   | 187              | 187              |
| Indonésie   | 170              | 170              |
| Finlande  | 140              | 140              |
| Pérou   | 134              | 134              |
| Colombie  | 122              | 122              |
| Israël  | 110              | 110              |
| Roumanie  | 109              | 109              |
| Bésil   | 91               | 91               |
| Afrique du Sud                                      | 88               | 88               |
| Venezuela   | 79               | 79               |
| République de Corée (Corée du Sud)                  | 77               | 77               |
| Slovénie  | 57               | 57               |
| Lituanie  | 43               | 43               |
| Croatie   | 31               | 31               |
| Espagne   | 26               | 26               |
| Bulgarie  | 19               | 19               |
| Grèce   | 0                | 0                |
| <b>Total de l'exposition de la Section générale</b> | <b>34 165</b>    | <b>34 164</b>    |

L'exposition de la Section générale sur la dette souveraine provient de la catégorie des « Titres au coût amorti », de la catégorie « Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables » et de la catégorie des « Prêts et créances au coût amorti ».

**Risque de concentration**

Les risques de concentration sont appréciés de la manière suivante :

- pour les portefeuilles de taux, par les sommes d'engagements :
  - par zone géographique ;
  - par secteur industriel ;

- par fourchette de notation ;
- pour les 50 contreparties les plus importantes.

- pour les portefeuilles actions :
  - concentration sectorielle : par la « Value at Risk » de marché du portefeuille par secteur.
  - pour l'ensemble des engagements de la Caisse des Dépôts :
    - par la somme des expositions, au sens du risque crédit Bâle III, sur les premières contreparties.

Ventilation des valeurs comptables brutes des prêts et créances et des titres comptabilisés au coût amorti <sup>(1)</sup> par notation de crédit et par agent de notation

|   |  | 31.12.2018  |  |   |  |  |   |                                       |  |   |
|---|--|---|--|---|--|--|---|---------------------------------------|--|---|
|   |  | Actifs comptabilisés au coût amorti   |  |   |  |  |   |                                       |  |   |
|   |  | Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti |  |   | Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti |  |   | Titres au coût amorti                 |  |   |
| (en millions d'euros)                                 |  | Niveau 1 : Pertes attendues à 12 mois   | Niveau 2 : Pertes attendues à maturité | Niveau 3 : Pertes attendues à maturité sur actifs douteux | Niveau 1 : Pertes attendues à 12 mois              | Niveau 2 : Pertes attendues à maturité | Niveau 3 : Pertes attendues à maturité sur actifs douteux | Niveau 1 : Pertes attendues à 12 mois | Niveau 2 : Pertes attendues à maturité | Niveau 3 : Pertes attendues à maturité sur actifs douteux |
| AAA   |  | 104   |  |   | 30   |  | 3   | 1 854                                 |  |   |
| AA  |  | 1 874   |  |   | 84   |  |   | 24 164                                |  |   |
| A   |  | 2 161   |  |   | 629  |  |   | 19 628                                | 48                                     |   |
| BBB   |  |   |  |   |  |  |   | 3 599                                 | 40                                     |   |
| BB  |  |   |  |   |  |  |   | 248                                   | 192                                    |   |
| < B   |  |   |  |   |  |  |   | 15                                    | 30                                     |   |
| Non noté <sup>(2)</sup>                               |  | 6 674   |  |   | 2 539  | 692                                    | 272   | 1 142                                 |  |   |
| <b>Total de la répartition par notation de crédit</b> |  | <b>10 813</b>   |  |   | <b>3 282</b>                                       | <b>692</b>                             | <b>275</b>  | <b>50 650</b>                         | <b>310</b>                             |   |
| Banques centrales                                     |  | 71  |  |   | 6  |  |   |                                       |  |   |
| Administrations publiques                             |  | 6   |  |   | 350  | 330                                    |   | 23 677                                | 181                                    |   |
| Établissements de crédit                              |  | 10 680  |  |   | 114  | 1                                      | 3   | 20 044                                | 88                                     |   |
| Autres entreprises financières                        |  | 36  |  |   | 94   |  | 7   | 2 382                                 |  |   |
| Entreprises non financières                           |  | 11  |  |   | 1 809  | 346                                    | 238   | 4 547                                 | 41                                     |   |
| Autres  |  | 9   |  |   | 909  | 15                                     | 27  |                                       |  |   |
| <b>Total de la répartition par agent économique</b>   |  | <b>10 813</b>   |  |   | <b>3 282</b>                                       | <b>692</b>                             | <b>275</b>  | <b>50 650</b>                         | <b>310</b>                             |   |
| dont France   |  | 10 532  |  |   | 3 206  | 393                                    | 249   | 36 209                                | 28                                     |   |

(1) Les créances commerciales ne sont pas comptabilisées dans cette catégorie – cf. Note 4.8 Comptes de régularisation, actifs et passifs divers ;

(2) Dont principalement les PEC sur EDC en Niveau 1 sur la Section générale pour 6 230 M€ dont la contrepartie est essentiellement le Fonds d'épargne pour 4 652 M€.

*Ventilation des valeurs comptables brutes des instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres <sup>(1)</sup> par notation de crédit et par agent de notation*

|   | 31.12.2018   |   |  |
|---|--|---|--|
|   | Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres |   |  |
|   | Niveau 1 :<br>Pertes attendues à 12 mois                                   | Niveau 2 :<br>Pertes attendues à maturité | Niveau 3 :<br>Pertes attendues à maturité sur actifs douteux |
| (en millions d'euros)                                 |  |   |  |
| AAA   |  |   |  |
| AA  | 35   |   |  |
| A   | 15 080   |   |  |
| BBB   | 300  |   |  |
| BB  |  |   |  |
| < B   |  |   |  |
| Non noté <sup>(2)</sup>                               | 437  |   |  |
| <b>Total de la répartition par notation de crédit</b> | <b>15 852</b>  |   |  |
| Banques centrales                                     |  |   |  |
| Administrations publiques                             | 5 509  |   |  |
| Établissements de crédit                              | 10 184   |   |  |
| Autres entreprises financières                        | 159  |   |  |
| Entreprises non financières                           |  |   |  |
| <b>Total de la répartition par agent économique</b>   | <b>15 852</b>  |   |  |
| dont France   | 5 223  |   |  |

(1) les valeurs comptables brutes englobent la valeur nominale, la Surcote/Décote et les créances rattachées ;

(2) Concerne uniquement la Section générale sur des contrats de gré à gré.

*Ventilation des valeurs comptables brutes des engagements hors bilan donnés par notation de crédit et par agent de notation*

|   | 31.12.2018                                     |   |  |
|---|--|---|--|
|   | Engagements hors bilan donnés                  |   |  |
|   | Niveau 1 :<br>Pertes<br>attendues à<br>12 mois | Niveau 2 :<br>Pertes<br>attendues à<br>maturité | Niveau 3 :<br>Pertes<br>attendues<br>crédits douteux |
| (en millions d'euros)                                 |  |   |  |
| AAA   | 41   | 22  |  |
| AA  | 12 589   | 745   |  |
| A   | 2 505  |   |  |
| BBB   |  |   |  |
| BB  |  |   |  |
| < B   |  |   |  |
| Non noté <sup>(1)</sup>                               | 9 512  | 1 362   | 11   |
| <b>Total de la répartition par notation de crédit</b> | <b>24 647</b>                                  | <b>2 129</b>                                    | <b>11</b>  |
| Banques centrales                                     | 244  |   |  |
| Administrations publiques                             | 3 712  | 746   |  |
| Établissements de crédit                              | 18 866   | 771   |  |
| Autres entreprises financières                        | 916  | 3   | 1  |
| Entreprises non financières                           | 909  | 609   | 10   |
| <b>Total de la répartition par agent économique</b>   | <b>24 647</b>                                  | <b>2 129</b>                                    | <b>11</b>  |
| dont France   | 24 568   | 1 199   | 10   |

(1) Dont principalement la Section générale pour 9 344 M€ dont la contrepartie est essentiellement le Fonds d'épargne pour 8 323 M€

## b) Risque de liquidité

**La gestion de la liquidité du bilan étant un élément primordial pour la Caisse de Dépôts**, plusieurs mécanismes ont été mis en place afin de répondre aux objectifs suivants :

- limiter le besoin de recourir aux financements de marché ;
- adosser au mieux les ressources et les emplois en contrôlant le risque de transformation du bilan, et donc en limitant le refinancement d'actifs investisseur (de long terme) par du passif court terme ;
- assurer le maintien d'un niveau d'actifs liquides conservateur au regard des exigibilités de l'établissement.

Le pilotage de la liquidité du bilan est encadré par la **charte de liquidité**, qui constitue le volet liquidité du document de référence du modèle prudentiel, celui-ci faisant l'objet d'une mise à jour annuelle. La charte de liquidité regroupe la documentation relative à la politique de gestion de la liquidité de la Caisse des Dépôts et à sa déclinaison opérationnelle, à la gouvernance et à l'organisation des activités afférentes à la gestion de ce risque.

Le **compte d'équilibrage investisseur**, calculé comme la différence entre l'actif et le passif investisseur à long terme, mesure la transformation effectuée ou le besoin de financement à court terme du bilan investisseur.

L'actif investisseur est constitué des emplois stables, qui comprennent les portefeuilles d'actifs financiers dont l'intention de gestion est de

long terme, nets de provisions. Les ressources stables comprennent les fonds propres, les émissions à moyen/long terme, et la partie stable des encours de dépôts juridiques. À fin 2018, le compte d'équilibrage investisseur s'établit à moins 4 milliards d'euros.

Les **gaps de liquidité** correspondent à l'écart entre les échéanciers de liquidité des passifs et ceux des actifs, mesurés mensuellement, à partir du mois suivant la date d'arrêt et sur les 5 années suivantes. Ils sont calculés selon deux visions : l'une statique, ou en mort du bilan, mesurant le décalage entre l'écoulement naturel du passif (y compris écoulement forfaitaire des dépôts) et celui de l'actif, hors prise en compte de la production nouvelle et l'autre dynamique, afin d'appréhender les risques liés aux réinvestissements et à la production nouvelle. Les dépôts sont pris en compte conventionnellement de la même façon que dans les gaps de taux. Les niveaux des seuils d'alerte et des limites sont fixés au regard de la réserve de liquidité de base et de son écoulement. En moyenne, ces seuils se situent aux alentours de 30 milliards d'euros.

Ces niveaux sont validés chaque année par la gouvernance. En cas d'atteinte des seuils, un plan de contingence, décrit dans la charte de liquidité, est activé, afin de dégager la liquidité nécessaire, via notamment des opérations de marché et une réduction des investissements. À fin décembre 2018, les niveaux maximaux des gaps restent favorablement éloignés des seuils d'alerte et de leurs limites.

*Échéances contractuelles des actifs financiers par durée restant à courir*

|  | 31.12.2018      |                    |                     |                 |               |                    | Total des actifs financiers | Total des actifs financiers comptabilisés | Impact actualisation |
|--|-----------------|--------------------|---------------------|-----------------|---------------|--------------------|-----------------------------|---|----------------------|
|  | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 12 mois | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | Durée Indéterminée |                             |   |                      |
| (en millions d'euros)  |                 |                    |                     |                 |               |                    |                             |   |                      |
| Caisse, banques centrales  | 1 043           |                    |                     |                 |               |                    | 1 043                       | 1 043                                     |                      |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat                                 | 88              | 132                | 210                 | 649             | 2 481         | 5 335              | 8 895                       | 9 692                                     | (798)                |
| Instruments financiers dérivés de couverture                                     | 33              | 129                | 101                 | 31              | 919           | 8                  | 1 221                       | 1 220                                     |                      |
| Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables     | 66              | 2 830              | 12 946              |                 | 7             |                    | 15 849                      | 15 867                                    | (18)                 |
| Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | 2               |                    | 10                  | 1               | 90            | 13 672             | 13 775                      | 18 878                                    | (5 102)              |
| Titres au coût amorti  | 2 826           | 2 146              | 14 643              | 8 636           | 22 694        |                    | 50 945                      | 51 045                                    | (100)                |
| Prêts et créances au coût amorti   | 4 670           | 539                | 616                 | 2 570           | 6 253         | 146                | 14 794                      | 14 794                                    |                      |
| Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux                         |                 |                    |                     |                 |               |                    |                             |   |                      |
| <b>Total des actifs financiers</b>   | <b>8 728</b>    | <b>5 776</b>       | <b>28 526</b>       | <b>11 887</b>   | <b>32 444</b> | <b>19 161</b>      | <b>106 522</b>              | <b>112 539</b>                            | <b>(6 018)</b>       |

*Échéances contractuelles des passifs financiers par durée restant à courir*

| (en millions d'euros)                                    | 31.12.2018      |                    |                     |                 |               |            | Durée Indéterminée | Total des passifs financiers | Total des passifs financiers comptabilisés | Impact actualisation |
|--|-----------------|--------------------|---------------------|-----------------|---------------|------------|--------------------|------------------------------|--|----------------------|
|  | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 12 mois | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans |            |                    |                              |  |                      |
| Banques centrales  | 1               |                    |                     |                 |               |            | 1                  | 1                            |  |                      |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat        | 91              | 1                  | 63                  | 20              | 609           | 2          | 786                | 981                          | (197)                                      |                      |
| Instruments financiers dérivés de couverture             | 4               | 50                 | 247                 | 181             | 808           | 28         | 1 318              | 1 318                        |  |                      |
| Dettes représentées par un titre                         | 2 395           | 6 112              | 9 564               | 4 484           | 10 657        |            | 33 212             | 33 212                       |  |                      |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés  | 2 202           | 380                | 1 243               | 2 337           | 6 361         | 162        | 12 685             | 12 687                       |  |                      |
| Dettes envers la clientèle                               | 52 917          | 135                | 415                 | 503             | 11 727        | 44         | 65 741             | 65 741                       |  |                      |
| Dettes subordonnées                                      |                 |                    |                     |                 |               | 1          | 1                  | 1                            |  |                      |
| Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux |                 |                    |                     |                 |               |            |                    |                              |  |                      |
| <b>Total des passifs financiers</b>                      | <b>57 610</b>   | <b>6 678</b>       | <b>11 532</b>       | <b>7 525</b>    | <b>30 162</b> | <b>237</b> | <b>113 744</b>     | <b>113 941</b>               | <b>(197)</b>                               |                      |

*Échéances contractuelles des engagements de financement et de garantie donnés*

| (en millions d'euros)               | 31.12.2018      |                    |                     |                 |               |           | Durée Indéterminée | Total des engagements donnés |
|-------------------------------------|-----------------|--------------------|---------------------|-----------------|---------------|-----------|--------------------|------------------------------|
|                                     | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 12 mois | De 1 an à 5 ans | Plus de 5 ans |           |                    |                              |
| Engagements de financement donnés   | 3 137           | 89                 | 3 765               | 5 650           | 8 928         |           | 21 569             |                              |
| Engagements de garantie donnés      | 1 667           | 1                  | 520                 | 885             | 2 125         | 20        | 5 218              |                              |
| <b>Total des engagements donnés</b> | <b>4 804</b>    | <b>90</b>          | <b>4 285</b>        | <b>6 535</b>    | <b>11 053</b> | <b>20</b> | <b>26 787</b>      |                              |



## c) Risque de marché

### c.1) Les risques de marché

La direction des risques du Groupe calcule, pour les portefeuilles actions de la Section générale, des VaR (1 mois, 99%) par une méthode de Monte-Carlo, qui sont ensuite annualisées avec une multiplication par  $\sqrt{12}$ . Cet indicateur fait l'objet d'un *reporting* aux instances de gouvernance.

La VaR calculée est basée sur des hypothèses de distribution normale des sous-jacents (lois gaussiennes). Ceci permet de donner une estimation du risque de perte maximale à l'horizon de détention et dans l'intervalle de confiance choisi, dans des conditions normales de marché et de poursuite d'activité.

La méthode de calcul de la VaR fait appel à un nombre très important de facteurs de risque et à un modèle de Monte-Carlo en grande dimension, qui consiste à diffuser chacun de ces facteurs de risque en respectant les volatilités ainsi que les corrélations historiques.

La profondeur historique des données est élevée, sachant qu'une pondération exponentielle des événements est utilisée, avec une demi-vie correspondant à environ 1 an, ce qui a pour effet d'accorder plus de poids aux événements récents qu'à ceux éloignés dans le temps.

Lorsque le prix d'un produit n'est pas linéairement dépendant du facteur de risque primaire (comme pour les options), il est revalorisé

pour chacun des scénarios à l'aide de formules de *pricing* intégrées à l'outil de calcul. À fin 2018, les portefeuilles analysés ne contiennent aucun produit non linéaire.

Le risque du portefeuille actions de la Caisse des Dépôts est décomposé par secteur (nomenclature ICB « *Industry Classification Benchmark* ») permettant d'analyser les contributions sectorielles à la VaR globale. À cet effet, des VaR dites marginales sont calculées, permettant d'exprimer la contribution de chaque secteur à la VaR globale.

Les mesures de risque des portefeuilles actions de la Caisse des Dépôts sont calculées en devise locale sans prise en compte du risque de change, puis contrevalorisées en Euro. En effet, comme évoqué en c.2), le risque de la position de change économique est mesuré au global pour la Caisse des Dépôts et non pas au niveau de chaque portefeuille.

Les méthodes basées sur des distributions normales prennent mal en compte les événements extrêmes de marché. Pour cette raison, la direction des risques du groupe a parallèlement développé des outils alternatifs au calcul des VaR gaussiennes. Ces méthodes sont basées sur des distributions dites de lois extrêmes qui permettent de mieux estimer ces événements et leur fréquence. Elles se présentent sous forme de stress tests.

### Indicateurs 31 décembre 2018

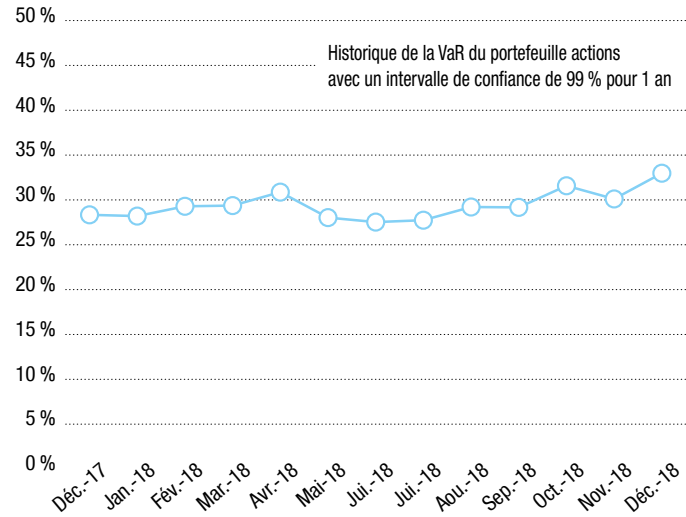
|  | VaR (1 an, 99%) |
|--|-----------------|
| Portefeuille actions                           | 5 642 M€        |
| Actions internationales :                      |                 |
| • actions US                                   | 130 M€          |
| • actions Japon                                | 86 M€           |
| • actions Pays Émergents                       | 119 M€          |
| • allocation tactique                          | 21 M€           |
| Portefeuille de petites capitalisations Europe | 76 M€           |

### Indicateurs 31 décembre 2017

|  | VaR (1 an, 99%) |
|--|-----------------|
| Portefeuille actions                           | 5 360 M€        |
| Multigestion :                                 |                 |
| • actions US                                   | 146 M€          |
| • actions Japon                                | 108 M€          |
| • actions Pays Émergents                       | 81 M€           |
| • allocation tactique                          | 22 M€           |
| Portefeuille de petites capitalisations Europe | 62 M€           |

L'évolution de la VaR sur le Portefeuille Actions est liée à la hausse de la volatilité des marchés au dernier trimestre.

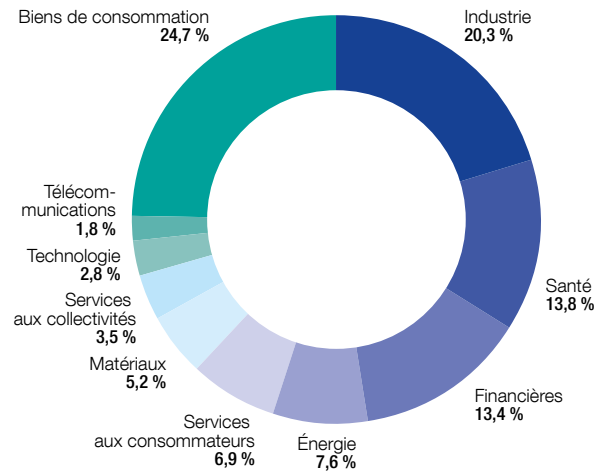
Historique des niveaux de VaR du portefeuille actions au titre de l'année 2018



Au cours de l'année 2018, la volatilité des marchés actions a induit une hausse des niveaux de VaR calculés par la direction des risques du Groupe sur les portefeuilles d'actions européennes.

Le *backtesting* réalisé au titre de cette VaR a permis de conclure qu'aucune occurrence de dépassement de la VaR n'a été constatée sur les données mensuelles (horizon 1 mois du risque et de la performance) pour l'exercice 2018.

Décomposition par facteur de risque de la VaR du portefeuille à fin 2018



### c.2) Le risque de change

Pour la Caisse des Dépôts (Section générale), le risque de change comptable est totalement couvert, les positions en devises à l'actif étant financées par emprunt de la devise. L'écart entre la position de change économique et la position de change comptable, qui correspond aux plus ou moins-values latentes, reste en revanche non couvert.

Les positions en devises de la Caisse des Dépôts (Section générale) concernent principalement le Dollar US, le GBP, le CHF, le JPY.

Cet écart est suivi par le calcul d'une Value at Risk. Au 31 décembre 2018, la VaR de change (1 an, 99 %) est de 127 millions d'euros, en baisse par rapport à fin 2017 (250 millions d'euros).

### c.3) Le risque global de taux

La Caisse des Dépôts (Section générale) distingue les actifs et passifs selon trois natures de taux : taux conventionnels, taux variables et taux fixes. La position à taux fixe est suivie par le gap taux fixe qui mesure l'excédent de passif taux fixe par rapport à l'actif taux fixe, et l'évolution de cet excédent dans le temps au fur et à mesure des tombées en mort du bilan. La position à taux fixe est principalement constituée au passif par les dépôts juridiques et à l'actif par les portefeuilles obligataires d'investissement et de placement à taux fixe. Les dépôts sont pris en compte avec une hypothèse d'écoulement au cours du temps.

La sensibilité de la marge annuelle à une déformation des taux est calculée à travers un scénario défavorable de maintien des taux à l'horizon de 5 ans à leur niveau actuel. La sensibilité de la marge annuelle est calculée en écart aux résultats obtenus dans le scénario central d'évolution des taux d'intérêt du cadrage macroéconomique.

Une situation de taux bas prolongée se traduit par une baisse progressive du PNB dégagé sur les positions à taux fixe. En effet, les ressources rémunérées à taux fixe excèdent les actifs à taux fixe, tandis que les conditions de rémunération des placements à taux fixe se dégradent progressivement avec l'amortissement du portefeuille. Cet effet est en partie compensé par la marge dégagée sur la position à taux conventionnel, plus élevée lorsque les taux sont bas.

Les indicateurs de sensibilité sont calculés en désaisonnant les dépôts des notaires.

#### Sensibilité de la marge annuelle dégagée sur les positions à taux fixe à un maintien des taux à leur niveau actuel.

| (en millions d'euros) |                         |
|-----------------------|-------------------------|
| 31.12.2018            |                         |
| Année                 | Sensibilité de la marge |
| 2019                  | (13)                    |
| 2020                  | (26)                    |
| 2021                  | (9)                     |
| 31.12.2017            |                         |
| 2018                  | 3                       |
| 2019                  | (2)                     |
| 2020                  | (11)                    |

Le calcul de sensibilité est complété par un calcul de VaR sur la position taux fixe, qui prend en compte le risque d'évolution négative de la valeur de marché de la position taux fixe.

## 4. Activités de couverture

Les activités de couverture du groupe Caisse des Dépôts sont principalement mises en place par la Section générale et par CDC Habitat.

### 4.1. Section générale

La Section générale applique la comptabilité de couverture de juste valeur afin de réduire l'incidence de la volatilité du résultat imputable à la variation des taux d'intérêt (risque de taux) et de change (risque de change).

#### 4.1. a) Stratégie de gestion des risques

La Programmation Financière Pluriannuelle (PFP) du groupe Caisse des Dépôts définit la politique d'investissement et de couverture du groupe à horizon 5 ans par grandes classes d'actifs et par métiers (Section générale et filiales), dans l'objectif de maîtriser l'évolution des équilibres financiers (solvabilité, liquidité, résultat) qui en découle. La PFP est validée annuellement par un comité présidé par le directeur général de la Caisse des Dépôts.

Concernant la Section générale, les stratégies suivantes sont mises en place dans le cadre de la PFP :

- **la gestion de bilan à court terme** consiste à gérer le solde du bilan investisseur de la Section générale, en plaçant les excédents de trésorerie sur des maturités courtes tout en maintenant la présence de programmes d'émissions à court terme :
  - gestion des excédents de trésorerie : les placements peuvent être couverts par des dérivés ayant les mêmes caractéristiques afin de neutraliser les risques de taux et/ou de change,
  - gestion du programme d'émissions à court terme : en cas d'émissions en devises, ces émissions doivent être converties en euros dès l'émission excepté celles visant à réduire les gaps de liquidité par devises (i.e. refinancement des positions en devises à l'actif) ;
- **la gestion des émissions à moyen/long terme** concerne les émissions d'emprunts obligataires qui couvrent les besoins de financement à moyen/long terme de la Section générale. Afin de ne pas augmenter l'exposition du bilan de la Section générale à la baisse des taux d'intérêt, ces émissions, pour l'essentiel à taux fixe en euros, sont couvertes par des dérivés de taux les ramenant à taux variable. Les obligations émises en devises doivent quant à elles être converties en euros dès l'émission excepté celles visant à réduire les gaps de liquidité par devises (i.e. refinancement des positions en devises à l'actif) ;
- **la gestion de la classe d'actifs « taux »** est encadrée par des enveloppes d'investissement définies dans la PFP, déclinées en programmes d'investissement, pour les actifs à taux fixe et les actifs à taux variable.

Pour les actifs à taux variables, le programme d'investissement décrit les actifs autorisés, l'objectif de rémunération et les contraintes de risque. L'équipe de gestion peut investir sur des actifs à taux fixe puis revenir à taux variable en utilisant des dérivés de taux et de devise.

#### 4.1. b) Objectifs de gestion des risques

##### 4.1.b.1) Instruments de couvertures utilisés

Les instruments de couverture utilisés, afin de couvrir les expositions aux risques de taux et de change, sont :

- **les swaps de taux d'intérêt**, qui sont utilisés pour réduire les risques de taux dans une même devise ;
- **les swaps de devise**, qui sont utilisés pour réduire les risques de taux et de change quand un investissement ou une émission est réalisé dans une devise autre que l'euro sur une maturité longue ;
- **les swaps de change**, qui sont utilisés pour réduire les risques de change quand un investissement ou une émission est réalisé dans une devise autre que l'euro sur une maturité courte.

##### 4.1.b.2) Lien économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture

Le lien économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture, afin de s'assurer de l'efficacité de la relation de couverture mise en place, est réalisé dès l'origine de l'opération de couverture. Ce lien est naturellement satisfait dans la mesure où l'une des deux jambes du swap reflète exactement l'élément couvert en termes de montant, d'échéance et de taux d'intérêt.

##### 4.1.b.3) Ratio de couverture et sources d'inefficacité

Seuls les risques de taux et de change sont couverts dans le cadre de la comptabilité de couverture et la proportion du risque couvert est systématiquement de 100 %.

Les sources d'inefficacité sont donc par construction limitées. Elles concernent :

- la fixation des taux révisables à chaque début de période (en présence d'un swap de taux d'intérêt ou d'un swap de devise) ;
- la variation du swap de base (en présence d'un swap de devise) ;
- la variation du report/déport (en présence d'un swap de change) ;
- l'actualisation en bi-courbe (*dual-curve*) de l'instrument de couverture.

#### 4.2. CDC Habitat

Le Groupe CDC Habitat utilise des instruments dérivés pour couvrir son exposition au risque de marché provenant de la fluctuation des taux d'intérêt (risque de taux). Le Groupe CDC Habitat applique la comptabilité de couverture lorsque les conditions de documentation et d'efficacité (*a priori et a posteriori*) sont remplies.

##### 4.2. a) Stratégie de gestion des risques

Les taux d'intérêt et le volume des financements sont une composante essentielle de l'équilibre des opérations immobilières de CDC Habitat.

Pour faire face à ce risque de taux, le Groupe CDC Habitat a recours à des produits dérivés conformément à la politique Groupe de gestion des risques. Une attention toute particulière est donc portée à la gestion de ce risque et à l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur le compte de résultat. La stratégie du Groupe se résume à :

- couvrir 100 % de l'encours sur les emprunts indexés sur l'Euribor ;
- couvrir au maximum 50 % de l'encours livret A.

La politique de couverture est centralisée et mise en œuvre pour l'ensemble du Groupe au sein d'un même département. Le cas échéant pour les prêts qui sont contractés à moyen terme, il peut être décidé de mettre en place des couvertures avec départ décalé. Cette stratégie est validée par le Conseil de Surveillance.

#### 4.2. b) Objectifs de gestion des risques

##### 4.2.b.1) Instruments de couverture utilisés

Les instruments de couverture utilisés afin de couvrir les expositions au risque de taux dans une même devise sont des swaps de taux long terme et des options de taux.

##### 4.2.b.2) Lien économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture

Du fait de l'adossement des couvertures aux lignes de financements dès l'origine, les dérivés sont gérés en comptabilité de couverture.

##### 4.2.b.3) Ratio de couverture et sources d'inefficacité

La proportion du risque couvert est 100 % sur l'Euribor et 45 % sur le livret A. La principale source d'inefficacité porte sur les couvertures livret A puisque le taux administré par la Banque de France (charge d'intérêts versée) peut différer du taux de marché du livret A couvert (intérêts reçus).

#### 4.3. Incidence des opérations de couverture sur le montant et l'échéance des flux de trésorerie

Les échéances contractuelles du notionnel sur les dérivés de couverture ont été intégrées dans la note 4.2 – Instruments dérivés de couverture – Actif et Passif.

#### 4.4. Effet de la comptabilité de couverture dans les comptes consolidés du Groupe

Les impacts de la comptabilité de couverture sont présentés dans les états financiers consolidés ainsi que dans les notes 3.1 – Produits et charges d'intérêts, 3.3 – Gains ou pertes nettes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat et 4.2 – Instruments dérivés de couverture – Actif et Passif.

## 7.2 – Risques opérationnels et de non-conformité

La direction du contrôle permanent et de la conformité est responsable du pilotage du dispositif de contrôle permanent et de conformité au niveau du Groupe. Elle rend compte à la Direction générale et à la Commission de surveillance.

La direction du contrôle permanent participe à la maîtrise des risques opérationnels et à l'amélioration du dispositif de contrôle permanent (définition de normes, *reporting* et mise en place de contrôles de conformité), en relation avec les Directions de l'Établissement public et les filiales. Les risques opérationnels sont des risques résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels, systèmes internes ou à des événements extérieurs.

La direction du contrôle permanent et de la conformité assure également le pilotage du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (« LCB-FT »), du dispositif de lutte contre la corruption, ainsi que le contrôle du respect des principes de déontologie résultant du Code de déontologie.

### Outils de suivi des risques opérationnels et de non-conformité

La direction du contrôle permanent et de la conformité, en coordination avec les directions de l'Établissement, veille à ce que toutes les mesures adéquates de maîtrise des processus soient prises afin d'avoir l'assurance raisonnable que les risques opérationnels inhérents à ces processus soient maîtrisés. Différents outils sont mis en œuvre dans ce cadre :

#### Un outil intégré de gestion des risques

L'outil PRISM déployé dans l'ensemble des directions couvre les cartographies des risques, les plans de contrôle, la gestion des incidents, la gestion des plans de continuité d'activité et le suivi des recommandations d'audit.

#### La cartographie des risques

La direction du contrôle permanent et de la conformité élabore les cartographies des risques opérationnels et de non-conformité, en lien avec les directions de l'Établissement public.

Ces cartographies permettent d'identifier les risques majeurs et les plans d'actions destinés à réduire leur probabilité d'occurrence et/ou leur impact potentiel. Une cartographie consolidée des risques de l'Établissement public est produite et présentée en comité de direction de la Caisse des Dépôts. Cette cartographie intègre les risques stratégiques, financiers, d'activité et les risques opérationnels et de non-conformité.

#### Les bases « incidents »

L'ensemble des incidents de l'Établissement public est saisi au sein d'un outil centralisé et les incidents significatifs sont suivis par la direction du contrôle permanent et de la conformité.

Les incidents significatifs des filiales sont remontés à la direction des risques du Groupe et à la direction du contrôle permanent et de la conformité. L'objectif est d'assurer une vision consolidée de l'ensemble des incidents significatifs impactant le groupe Caisse des Dépôts, quelle que soit la nature des risques, de repérer les dysfonctionnements avérés, d'en évaluer les pertes potentielles ou réelles, et de formaliser les plans d'actions correctifs adéquats.

#### Le plan de contrôle de second niveau

La direction du contrôle permanent et de la conformité met en œuvre un plan de contrôle de second niveau, fondé sur une approche par les risques, décliné sur le périmètre de l'Établissement public et, en lien avec le réseau des responsables des risques, contrôle permanent et conformité, des filiales.

Ce plan de contrôle vise à s'assurer de l'adéquation des dispositifs de contrôle permanent et de conformité aux risques encourus et activités exercées.

Les contrôles menés par la direction du contrôle permanent et de la conformité donnent lieu à une évaluation du dispositif de contrôle permanent et de conformité présentée au comité de direction de la Caisse des Dépôts et à la Commission de surveillance.

#### Les indicateurs d'alerte

Les directions de l'Établissement public et filiales mettent en place des indicateurs, incluant des seuils d'alerte, afin d'anticiper les évolutions de la qualité du dispositif de contrôle permanent et de surveillance de la maîtrise des risques.

#### Le pilotage du dispositif de conformité à la LCB-FT

La Caisse des Dépôts est directement assujettie à la mise en place d'un dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT), en application du Code monétaire et financier.

La Direction du contrôle permanent et de la conformité pilote et supervise le dispositif LCB-FT du Groupe. Elle définit les normes applicables au sein du Groupe. La politique de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme affiche une tolérance nulle de la Caisse des Dépôts sur le risque de non-conformité en matière de LCB-FT.

La direction du contrôle permanent et de la conformité remplit les fonctions de déclarant et de correspondant TRACFIN pour l'Établissement public. Elle s'assure de la conduite des contrôles de conformité dans le domaine de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme au sein de l'Établissement public et des filiales à une périodicité *a minima* annuelle.

En collaboration avec la direction des ressources humaines, elle pilote le dispositif de formation des collaborateurs conformément aux textes de droit commun en vigueur et anime son réseau à l'échelle du Groupe à travers des comités et groupes de travail.

La Caisse des Dépôts établit une classification du risque LCB-FT par pays sur la base d'une série de critères objectifs selon une méthodologie prédéfinie. Cette classification se traduit par la mise en place de diligences accrues sur les dossiers en lien avec un pays en risque fort.

La Caisse des Dépôts s'est dotée d'une liste d'interdiction visant à prohiber les investissements dans les États et territoires non coopératifs (ETNC) (cf. « liste noire de Bercy ») et les pays de la liste 1 du Groupement d'action financière (GAFI) faisant l'objet de contre-mesures (Iran et Corée du Nord). La Caisse des Dépôts, soucieuse de maîtriser son risque d'image en définissant son appétence au risque pays, a renforcé sa politique d'investissement par la mise en place d'une liste d'abstention d'investir composée des listes 2 et 3 du GAFI et de centres financiers offshore à fiscalité privilégiée extérieurs à l'Europe.



### Le pilotage du dispositif de conformité déontologique

Le corpus déontologique se compose d'une Charte de déontologie du Groupe et d'un Code de déontologie de l'Établissement public. Ces dispositions ont été revues et sont complétées par des procédures d'application, compilées dans le « Recueil de déontologie », disponibles sur l'intranet de la Caisse des Dépôts.

La direction du contrôle permanent et de la conformité supervise et pilote le dispositif déontologique de l'Établissement, elle assure une mission de conseil et anime son réseau.

Elle s'assure de la conduite des contrôles de conformité dans le domaine de la déontologie au sein de l'Établissement public à une périodicité annuelle.

La Caisse des Dépôts s'est également dotée d'une politique anti-corruption pour le Groupe et d'un dispositif d'alerte éthique pour l'Établissement public, conformément à la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite « Sapin II »).

### Le pilotage du Plan de Continuité d'Entreprise (PCE)

L'organisation de la continuité de la Caisse des Dépôts repose sur :

- la direction du contrôle permanent et de la conformité qui élabore les politiques de continuité et de maintien en conditions opérationnelles de l'Établissement public, édicte les normes en matière de continuité et contrôle leur correcte application ;
- le Secrétariat général qui assure le pilotage opérationnel du Plan de Continuité d'Entreprise (PCE) ;
- les directions qui élaborent, mettent en œuvre et testent leur plan de continuité d'activité.

### La sécurité des systèmes d'information

La direction des risques du Groupe définit la politique de sécurité des systèmes d'information du Groupe, la décline pour l'Établissement Public et en coordonne la mise en œuvre au sein des directions et du GIÉ Informatique CDC. Les objectifs de sécurité des systèmes d'information portent sur la disponibilité des systèmes, l'intégrité des données, leur confidentialité et la preuve (ou non-répudiation) de leur transmission, éléments réunis sous l'acronyme DICP (Disponibilité, Intégrité, Confidentialité, Preuve).

Le programme de mise en œuvre de la sécurité des systèmes d'information est piloté par le comité stratégique des systèmes d'information (CSSI) à raison de deux réunions par an.

La direction des risques du Groupe émet, de manière systématique, un avis sur les risques liés à la sécurité des systèmes d'information sur chaque projet SI mené par l'Établissement public.

## 7.3 – Risque juridique et fiscal

Le risque juridique et fiscal regroupe tous les risques liés à l'ignorance, au non-respect ou à l'interprétation erronée des textes et lois en vigueur et peut notamment se matérialiser au travers de contentieux, faisant suite à une défaillance dans l'application de procédures ou de réglementations.

La direction juridique et fiscale et des services associés édicte des normes juridiques et fiscales dans un objectif de rationalisation et de plus grande rigueur de gestion. Ces normes sont applicables à toutes les activités opérationnelles du Groupe. En outre, afin de contribuer à la conformité juridique du Groupe, la direction juridique et fiscale et des services associés est associée aux projets impactant l'Établissement public dès leur phase de conception. Elle apporte également son concours aux directions opérationnelles et aux filiales sur des dossiers juridiques et fiscaux sur l'ensemble de leurs activités et des sujets transverses, par exemple en matière de sécurisation du développement de l'informatique.

## 8 – Transactions avec les parties liées

Les parties liées au Groupe Caisse des Dépôts sont les sociétés consolidées, le fonds d'épargne, les fonds de retraite, les fonds gérés dans le cadre du grand emprunt national dont la Caisse des Dépôts assure la gestion sous mandat, et les entités assurant la gestion des avantages postérieurs à l'emploi.

### 8.1 – Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules sont renseignées les données relatives aux opérations réciproques concernant les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint (comptabilisées par mise en équivalence), et celles sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (comptabilisées par mise en équivalence).

| (en millions d'euros)                                      | 31.12.2018                         |  | 31.12.2017                         |  |
|--|------------------------------------|--|------------------------------------|--|
|  | Coentreprises mises en équivalence | Entreprises associées mises en équivalence | Coentreprises mises en équivalence | Entreprises associées mises en équivalence |
| Crédits  | 454                                | 117  | 202                                | 110  |
| Autres actifs financiers <sup>(1)</sup>                    |                                    | 217  |                                    | 1  |
| Autres actifs  | 4                                  |  | 7                                  | 2  |
| <b>Total des actifs avec des entités liées</b>             | <b>458</b>                         | <b>334</b>                                 | <b>209</b>                         | <b>113</b>                                 |
| Dettes <sup>(2)</sup>                                      | 813                                | 95   | 1 152                              | 96   |
| Autres passifs financiers                                  |                                    |  |                                    |  |
| Autres passifs <sup>(3)</sup>                              |                                    | 21   | 950                                | 22   |
| <b>Total des passifs avec des entités liées</b>            | <b>813</b>                         | <b>116</b>                                 | <b>2 102</b>                       | <b>118</b>                                 |
| Engagements donnés <sup>(4)</sup>                          | 813                                |  | 1 528                              |  |
| Engagements reçus  | 2                                  | 75   | 3                                  |  |
| <b>Total des engagements avec des entités liées</b>        | <b>815</b>                         | <b>75</b>                                  | <b>1 531</b>                       |  |
| Intérêts et produits nets assimilés                        | 2                                  | 3  | 5                                  | (2)  |
| Commissions  |                                    | (2)  | 6                                  | (2)  |
| Résultat net sur opérations financières                    | 2                                  |  |                                    |  |
| Produits nets des autres activités                         | (2)                                |  | 7                                  | 5  |
| Charges générales d'exploitation nettes de refacturations  | 12                                 | (3)  | 17                                 | (7)  |
| <b>Résultat brut d'exploitation avec des entités liées</b> | <b>14</b>                          | <b>(2)</b>                                 | <b>35</b>                          | <b>(6)</b>                                 |

(1) Dont 0,2 M€ de souscription à des émissions SIG (Société d'Infrastructures Gazières) ;

(2) Dont 0,5 Md€ de comptes ordinaires créditeurs avec Bpifrance au 31 décembre 2018 (1,0 Md€ en 2017) ;

(3) Baisse du capital non libéré Bpifrance de 1,0 Md€ suite à l'appel des fonds pour 0,7 Md€ et la réduction du capital de Bpifrance pour 0,3 Md€ en 2018 ;

(4) Dont 0,8 Md€ d'avals et cautions donnés à la CNP (1,5 Md€ en 2017).

## 8.2 – Entités non contrôlées par le Groupe

### a) Le fonds d'épargne

La Caisse des Dépôts assure la gestion de fonds d'épargne centralisés confiés par l'État.

| (en millions d'euros)                                     | 31.12.2018    | 31.12.2017   |
|---|---------------|--------------|
| Crédits <sup>(1)</sup>                                    | 4 652         | 4 491        |
| Autres actifs financiers                                  |               |              |
| Autres actifs   | 59            | 49           |
| <b>Total des actifs</b>                                   | <b>4 711</b>  | <b>4 540</b> |
| Dettes  | 1 655         | 1 280        |
| Autres passifs financiers                                 |               |              |
| Autres passifs  | 10            |              |
| <b>Total des passifs</b>                                  | <b>1 665</b>  | <b>1 280</b> |
| Engagements donnés <sup>(2)</sup>                         | 8 343         | 3 070        |
| Engagements reçus <sup>(3)</sup>                          | 4 975         | 4 491        |
| <b>Total des engagements</b>                              | <b>13 318</b> | <b>7 561</b> |
| Intérêts et produits nets assimilés                       | 83            | 40           |
| Commissions   |               |              |
| Résultat net sur opérations financières                   |               |              |
| Produits nets des autres activités                        | (19)          | (249)        |
| Charges générales d'exploitation nettes de refacturations | 157           | 140          |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b>                       | <b>221</b>    | <b>(69)</b>  |

(1) Dont 3,1 Md€ de prêts à taux zéro et 1,6 Md€ de prêts BEI;

(2) Hausse des engagements donnés de 5,3 Md€ dont :

3,8 Md€ relatifs au nouveau Plan Logement financé par la Section générale, démarré au second semestre 2018,

2,0 Md€ relatifs à la nouvelle enveloppe de Plan Logement destinée au financement des bailleurs sociaux;

(3) Engagements de garantie reçus du fonds d'épargne au titre des prêts à taux zéro et BEI.



## b) Les fonds de retraite

| (en millions d'euros)                                     | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|---|--------------|--------------|
| Crédits   |              |              |
| Autres actifs financiers                                  |              |              |
| Autres actifs   | 49           | 64           |
| <b>Total des actifs</b>                                   | <b>49</b>    | <b>64</b>    |
| Dettes  | 1 327        | 1 411        |
| Autres passifs financiers                                 |              |              |
| Autres passifs  | 50           | 50           |
| <b>Total des passifs</b>                                  | <b>1 377</b> | <b>1 461</b> |
| Engagements donnés  |              |              |
| Engagements reçus   |              |              |
| <b>Total des engagements</b>                              |              |              |
| Intérêts et produits nets assimilés                       | (1)          | 2            |
| Commissions   |              |              |
| Résultat net sur opérations financières                   |              |              |
| Produits nets des autres activités                        | 4            | 4            |
| Charges générales d'exploitation nettes de refacturations | 290          | 311          |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b>                       | <b>294</b>   | <b>317</b>   |

## c) Les fonds gérés dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir

En 2010, la Caisse des Dépôts s'est vu confier la gestion de huit conventions et douze actions du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) également connu sous le nom de Grand Emprunt.

Ainsi, l'État a confié la gestion opérationnelle d'une enveloppe de 7,4 milliards d'euros au Groupe Caisse des Dépôts dont 6,5 milliards d'euros ont été versés sur un compte spécifique de la Caisse des Dépôts ouvert au Trésor.

Dans le cadre du deuxième Programme d'Investissement d'Avenir (PIA 2), la Caisse des Dépôts a été mobilisée sur sept nouvelles conventions et huit actions en 2014 pour une enveloppe de 936 millions d'euros, sur quatre nouvelles conventions et quatre actions en 2015 pour un montant de 623 millions d'euros et sur une nouvelle convention et une nouvelle action en 2016 pour un montant de 50 millions d'euros.

Dans le cadre du troisième Programme d'Investissement d'Avenir (PIA 3), la Caisse des Dépôts a été mobilisée sur cinq nouvelles conventions et cinq actions en 2018 pour un montant de 208 millions d'euros.

Au 31 décembre 2018, ces enveloppes, après versements et imputation des coûts de gestion, se répartissent comme détaillé ci-dessous :

| (en millions d'euros)   | ACTIF   |              | PASSIF   |              |
|---|---|--------------|--|--------------|
|   | Créances représentatives des disponibilités investies ou à investir |              | Créances de restitution de l'État au titre de l'emprunt national |              |
|   | 31.12.2018  | 31.12.2017   | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
| France Brevets  | 117   | 135          | 117  | 135          |
| Développement technologie   | 719   | 794          | 719  | 794          |
| Économie sociale et solidaire   | 54  | 64           | 54   | 64           |
| Formation en alternance (Hébergement et Appareil de modernisation)            | 150   | 179          | 150  | 179          |
| Fonds national d'amorçage   | 252   | 318          | 252  | 318          |
| Plateformes d'innovation des pôles de compétitivité                           | 13  | 19           | 13   | 19           |
| Fonds Écotechnologies   | 214   | 132          | 214  | 132          |
| Sociétés d'accélération des transferts de technologie                         | 402   | 386          | 402  | 386          |
| Fonds pour la société numérique (Infrastructures et Services)                 | 923   | 1 403        | 923  | 1 403        |
| Ville de demain   | 420   | 447          | 420  | 447          |
| Fonds National d'Innovation – Culture de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat | 7   | 9            | 7  | 9            |
| Projets Territoriaux Intégrés pour la Transition Énergétique                  | 20  | 20           | 20   | 20           |
| Transition Numérique de l'État et Modernisation de l'Action Publique          | 21  | 35           | 21   | 35           |
| French Tech Accélération  | 195   | 200          | 195  | 200          |
| French Tech Attractivité  | 0   | 1            | 0  | 1            |
| Partenariat pour la Formation professionnelle et l'emploi                     | 92  | 100          | 92   | 100          |
| Fonds Accélération Biotech Santé  | 332   | 340          | 332  | 340          |
| Fonds de fonds de retournement  | 74  | 75           | 74   | 75           |
| Innovation numérique pour l'excellence éducative                              | 57  | 68           | 57   | 68           |
| Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées          | 43  | 43           | 43   | 43           |
| Fonds de fonds quartiers prioritaires   | 50  | 50           | 50   | 50           |
| Territoires d'innovation de grande ambition                                   | 16  |              | 16   |              |
| Territoires d'innovation pédagogique  | 30  |              | 30   |              |
| Fonds à l'internationalisation des PME  | 100   |              | 100  |              |
| Adaptation et qualification main d'œuvre                                      | 17  |              | 17   |              |
| Sociétés universitaires et de recherche                                       | 50  |              | 50   |              |
|   | <b>4 367</b>  | <b>4 818</b> | <b>4 367</b>   | <b>4 818</b> |

Les caractéristiques des conventions signées entre l'État et la Caisse des Dépôts concernant le Grand Emprunt entraînent en application du référentiel comptable IFRS, une « décomptabilisation » des actifs et passifs liés à ces conventions dans les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts. Ils sont compris dans les comptes de régularisation des états financiers établis en normes françaises par la Caisse des Dépôts Section générale.

### 8.3 – Entités assurant la gestion des avantages postérieurs à l'emploi

Le groupe Caisse des Dépôts a signé plusieurs conventions avec des fonds collectifs.

Au 31 décembre 2018, les encours d'opérations réciproques existant entre la Caisse des Dépôts et les entités assurant la gestion des avantages postérieurs à l'emploi ne sont pas significatifs.

## 9 – Rémunérations et avantages consentis au personnel

### 9.1 – Charges de personnel

| (en millions d'euros)                                    | 31.12.2018     | 31.12.2017<br>Publié |
|--|----------------|----------------------|
| Rémunérations du personnel et autres charges assimilées  | (5 467)        | (5 191)              |
| Régimes postérieurs à l'emploi et avantages à long terme | (65)           | (62)                 |
| Intéressement et participation                           | (98)           | (92)                 |
| <b>Total des charges de personnel</b>                    | <b>(5 630)</b> | <b>(5 345)</b>       |

### 9.2 – Effectif moyen des entreprises contrôlées

|                             | 31.12.2018     | 31.12.2017<br>Publié |
|-----------------------------|----------------|----------------------|
| France                      | 50 759         | 50 722               |
| Étranger                    | 49 842         | 48 950               |
| <b>Total effectif moyen</b> | <b>100 601</b> | <b>99 672</b>        |

### 9.3 – Engagements sociaux

#### 9.3.1 – Engagements sociaux nets comptabilisés

| (en millions d'euros)                                      | 31.12.2018   | 31.12.2017<br>Publié |
|--|--------------|----------------------|
| <b>Actifs et passifs comptabilisés au bilan</b>            |              |                      |
| Valeur actuelle de l'engagement couvert par des actifs     | 188          | 197                  |
| Valeur actuelle de l'engagement non couvert par des actifs | 539          | 528                  |
| <b>Valeur actuelle de l'engagement</b>                     | <b>727</b>   | <b>725</b>           |
| <b>Valeur de marché des actifs de couverture</b>           | <b>(132)</b> | <b>(144)</b>         |
| <b>Provision pour engagements sociaux</b>                  | <b>595</b>   | <b>581</b>           |
| dette actuarielle à moins d'un an                          | 75           | 58                   |
| dette actuarielle à plus d'un an                           | 520          | 523                  |

### 9.3.2 – Variation des engagements sociaux au compte de résultat

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018  | 31.12.2017 Publié |
|--|-------------|-------------------|
| Coût des services rendus des régimes postérieurs à l'emploi                              | (21)        | (25)              |
| Coût des services rendus des avantages à long terme                                      | (18)        | (18)              |
| Coût des services passés (y compris modifications et réductions de régime)               | (23)        | (75)              |
| Profits et pertes résultant des liquidations de régime                                   | 8           | 75                |
| <b>Coût des services</b>   | <b>(54)</b> | <b>(43)</b>       |
| <b>Charge nette d'intérêts</b>   | <b>(8)</b>  | <b>(8)</b>        |
| <b>Écarts actuariels des régimes relatifs aux avantages à long terme</b>                 | <b>(4)</b>  | <b>(11)</b>       |
| <b>Charge de l'exercice des régimes postérieurs à l'emploi et avantages à long terme</b> | <b>(66)</b> | <b>(62)</b>       |

### 9.3.3 – Variation de la provision pour engagements sociaux au bilan

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018 | 31.12.2017 Publié |
|---|------------|-------------------|
| Provision pour engagements sociaux à l'ouverture                                  | <b>581</b> | <b>610</b>        |
| Charge de l'exercice des régimes postérieurs à l'emploi et avantages à long terme | 66         | 62                |
| Prestations versées   | (50)       | (60)              |
| Écarts actuariels des régimes postérieurs à l'emploi issus :                      |            |                   |
| • du changement des hypothèses démographiques                                     | 6          | 2                 |
| • du changement des hypothèses financières  | (9)        | 4                 |
| • des effets d'expérience   | (8)        | (23)              |
| Écarts actuariels des actifs de couverture  | 8          | (7)               |
| Variations de périmètre   |            |                   |
| Autres variations   | 1          | (7)               |
| <b>Provision pour engagements sociaux à la clôture</b>                            | <b>595</b> | <b>581</b>        |

### 9.3.4 – Analyse des composantes de la provision pour engagements sociaux

#### Ventilation des engagements par nature

| (en millions d'euros)                     | 31.12.2018 | 31.12.2017 Publié |
|---|------------|-------------------|
| Indemnités de départ à la retraite        | 278        | 282               |
| Autres régimes de retraites               | 70         | 67                |
| Autres régimes postérieurs à l'emploi     | 60         | 64                |
| Avantages à long terme                    | 187        | 168               |
| <b>Provision pour engagements sociaux</b> | <b>595</b> | <b>581</b>        |

### Ventilation des engagements par entité consolidée

| (en millions d'euros)                     | 31.12.2018 | 31.12.2017 Publié |
|---|------------|-------------------|
| Caisse des Dépôts Section générale        | 254        | 245               |
| Transdev Group                            | 164        | 158               |
| Groupe Egis                               | 49         | 49                |
| Groupe Compagnie des Alpes                | 48         | 48                |
| Groupe Icade                              | 23         | 23                |
| Informatique CDC                          | 26         | 24                |
| Groupe CDC Habitat                        | 26         | 26                |
| Autres entités                            | 5          | 8                 |
| <b>Provision pour engagements sociaux</b> | <b>595</b> | <b>581</b>        |

### 9.3.5 – Ventilation des actifs de couverture par nature

| (en millions d'euros)                 | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
|---------------------------------------|------------|------------|
| Actions                               | 70         | 47         |
| Obligations                           | 11         | 32         |
| Autres actifs                         | 51         | 65         |
| <b>Total des actifs de couverture</b> | <b>132</b> | <b>144</b> |

### 9.3.6 – Autres informations sur les engagements sociaux

Taux d'actualisation moyens pondérés retenus pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite

| Taux d'actualisation moyen par entité consolidée | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
|--|------------|------------|
| Caisse des Dépôts Section générale               | 1,58%      | 1,17%      |
| Transdev Group                                   | 1,30%      | 1,40%      |
| Groupe Egis                                      | 1,60%      | 1,28%      |
| Groupe Compagnie des Alpes                       | 1,55%      | 1,45%      |
| Groupe Icade                                     | 1,45%      | 1,45%      |
| Informatique CDC                                 | 1,55%      | 1,45%      |
| Groupe CDC Habitat                               | 1,42%      | 1,80%      |

Le taux d'actualisation retenu est défini par rapport au référentiel iBoxx € Corporates AA 10+.  
Ce référentiel représente de manière plus explicite le taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie.

### Régime de retraite multi-employeurs Transdev Group

Transdev Group participe à un régime à prestations définies multi-employeurs au travers de ses filiales aux Pays-Bas. Il s'agit d'un fonds de pension (SPOV), non obligatoire, ouvert aux entreprises du secteur du transport.

23 entreprises sont adhérentes à fin 2018. Les salariés éligibles des sociétés du groupe Transdev adhérentes acquièrent des droits à partir de 21 ans sur la base de 1,74 % du salaire de référence par année de service (taux 2018).

Au 31 décembre 2018 :

- les actifs de couverture (à 100 %) s'élèvent à 3,9 milliards d'euros. Au 31 décembre 2018, ils sont principalement constitués d'actions (28 %), d'obligations d'État (31 %) et de valeurs immobilières (11 %) ;
- la valeur actualisée de l'obligation dans le référentiel comptable local est estimée à 3,6 milliards d'euros (à 100 %). Ainsi, le plan présente un surplus. Comme Transdev Group n'a aucun droit sur ce surplus, aucun actif n'est reconnu dans l'état de la situation financière consolidée (plafonnement d'actif).

### Analyse de sensibilité de la provision pour engagements sociaux en cas de hausse ou de baisse du taux d'actualisation

|  | <b>31.12.2018</b> | <b>31.12.2017</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Sensibilité de la dette actuarielle</b>                       | <b>+/- 50 bps</b> | <b>+/- 50 bps</b> |
| Montant de la provision en cas de hausse du taux d'actualisation | 560               | 543               |
| <b>Provision pour engagements sociaux à la clôture</b>           | <b>595</b>        | <b>581</b>        |
| Montant de la provision en cas de baisse du taux d'actualisation | 635               | 625               |

---

## 10 – Informations relatives aux titres mis en équivalence et aux intérêts minoritaires significatifs

---

Ci-dessous sont présentés les données à 100 % avant élimination des comptes et opérations réciproques et dans le format de publication (selon les normes IFRS) de l'entité des entreprises associées et des coentreprises significatives.

### 10.1 – Entreprises associées significatives

L'entreprise associée significative est La Poste qui représente 55 % des participations dans les entreprises mises en équivalence (entreprises associées).

#### LA POSTE

|   | 31.12.2018                | 01.01.2018 Retraité       |
|---|---------------------------|---------------------------|
| Pourcentage de contrôle et d'intérêts détenu par l'entité | 26,32 %                   | 26,32 %                   |
| Nature de la relation                                     | Participation stratégique | Participation stratégique |
| Dividendes reçus  | 45 M€                     | 45 M€                     |

## Informations financières résumées

**Bilan – Groupe La Poste**

| (en millions d'euros)                                 | <b>31.12.2018</b> | <b>31.12.2017 Publié</b> |
|---|-------------------|--------------------------|
| <b>Actif</b>  |                   |                          |
| Écarts d'acquisition                                  | 2 478             | 2 332                    |
| Immobilisations incorporelles                         | 1 359             | 1 102                    |
| Immobilisations corporelles                           | 5 989             | 5 771                    |
| Participations dans les sociétés mises en équivalence | 3 982             | 4 098                    |
| Autres actifs financiers non courants                 | 500               | 599                      |
| Impôts différés actifs                                | 412               | 192                      |
| <b>Actifs non courants</b>                            | <b>14 721</b>     | <b>14 092</b>            |
| <b>Actifs courants bancaires</b>                      |                   |                          |
| Prêts et créances sur la clientèle                    | 95 671            | 88 048                   |
| Créances sur les établissements de crédit             | 87 352            | 84 088                   |
| Portefeuille de titres                                | 51 052            | 46 953                   |
| Autres actifs financiers courants                     | 1 608             | 1 493                    |
| Comptes de régularisation                             | 1 513             | 1 815                    |
| Caisse, banque centrale                               | 2 007             | 3 325                    |
| <b>Autres actifs courants</b>                         |                   |                          |
| Stocks et encours                                     | 132               | 121                      |
| Créances clients et autres créances                   | 4 156             | 3 930                    |
| Autres actifs financiers courants                     | 532               | 712                      |
| Créance d'impôt sur les bénéfices                     | 368               | 212                      |
| Autres comptes de régularisation – Actif              | 95                | 84                       |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>        | <b>2 286</b>      | <b>1 735</b>             |
| <b>Actifs destinés à être cédés</b>                   | <b>17</b>         | <b>55</b>                |
| <b>Actifs courants</b>                                | <b>246 788</b>    | <b>232 570</b>           |
| <b>Total actif</b>                                    | <b>261 509</b>    | <b>246 662</b>           |



| (en millions d'euros)   | 31.12.2018     | 31.12.2017 Publié |
|---|----------------|-------------------|
| <b>Passif</b>   |                |                   |
| Capital social  | 3 800          | 3 800             |
| Primes d'émission   | 900            | 900               |
| Réserves  | 5 432          | 4 790             |
| Résultat latent sur instruments financiers                        | 590            | 1 207             |
| Réserve de conversion   | (250)          | (184)             |
| Résultat de l'exercice part du Groupe                             | 798            | 851               |
| <b>Capitaux propres Part du groupe</b>                            | <b>12 014</b>  | <b>11 364</b>     |
| Intérêts minoritaires   | 197            | 169               |
| <b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé</b>                   | <b>12 210</b>  | <b>11 534</b>     |
| Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme | 5 004          | 5 313             |
| Avantages du personnel – dette non courante                       | 2 388          | 2 463             |
| Provision pour risques et charges non courantes                   | 124            | 207               |
| Impôts différés passifs   | 188            | 188               |
| <b>Passifs non courants</b>                                       | <b>7 703</b>   | <b>8 171</b>      |
| <b>Provisions pour risques et charges courantes</b>               |                |                   |
| Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance      | 2 732          | 2 669             |
| Provision pour risques et charges courantes                       | 491            | 459               |
| <b>Emprunts obligataires et dettes financières à court terme</b>  | 1 225          | 984               |
| <b>Passifs courants bancaires</b>                                 |                |                   |
| Dettes envers les établissements de crédit                        | 18 877         | 14 154            |
| Dettes envers la clientèle  | 185 802        | 182 556           |
| Dettes représentés par un titre et autres passifs financiers      | 23 759         | 17 875            |
| Comptes de régularisation   | 2 360          | 2 099             |
| <b>Autres passifs courants</b>                                    |                |                   |
| Dettes fournisseurs et autres dettes                              | 5 432          | 5 154             |
| État – Impôt sur les bénéfices                                    | 49             | 42                |
| Avantages du personnel – dette courante                           | 679            | 743               |
| Autres comptes de régularisation – Passif                         | 189            | 222               |
| <b>Passifs courants</b>   | <b>241 596</b> | <b>226 958</b>    |
| <b>Total passif</b>   | <b>261 509</b> | <b>246 662</b>    |

**Compte de résultat – Groupe La Poste**

| (en millions d'euros)                                | 31.12.2018    | 31.12.2017 Publié |
|--|---------------|-------------------|
| <b>Chiffre d'affaires des activités commerciales</b> | <b>19 154</b> | <b>18 463</b>     |
| Produit net bancaire                                 | 5 545         | 5 647             |
| Produits opérationnels                               | 24 699        | 24 110            |
| Charges opérationnelles nettes                       | (23 793)      | (23 106)          |
| Résultat d'exploitation                              | 892           | 1 012             |
| Résultat financier                                   | (186)         | (168)             |
| Résultat avant impôt des entreprises intégrées       | 706           | 844               |
| <b>Résultat net global</b>                           | <b>837</b>    | <b>893</b>        |
| Part des minoritaires dans le résultat               | 39            | 42                |
| <b>Résultat net part du groupe</b>                   | <b>798</b>    | <b>851</b>        |

**Autres éléments du résultat global – Groupe La Poste**

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   | 31.12.2017 Publié |
|--|--------------|-------------------|
| <b>Résultat net</b>  | <b>837</b>   | <b>893</b>        |
| <b>Éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres</b>                           |              |                   |
| <b>Éléments recyclables</b>  |              |                   |
| Écarts de conversion   | (26)         | (28)              |
| Variation des résultats latents sur instruments financiers                                     | (358)        | (62)              |
| Quote-part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence            | (259)        | 1                 |
| Impact de l'approche par superposition   | (10)         |                   |
| <b>Éléments non recyclables</b>  |              |                   |
| Écarts actuariels sur avantages du personnel   | 18           | 74                |
| Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur        | (5)          | (8)               |
| <b>Total des éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)</b> | <b>(639)</b> | <b>(21)</b>       |
| <b>Résultat global</b>   | <b>198</b>   | <b>871</b>        |
| Dont part du Groupe  | 159          | 827               |
| Dont part des intérêts minoritaires  | 39           | 44                |

### Réconciliation des informations financières avec la valeur comptable mise en équivalence – Groupe La Poste

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018    | 01.01.2018 Retraité |
|---|---------------|---------------------|
| Capitaux propres part du groupe au 31.12.2017                         |               | 11 364              |
| Incidence de l'adoption de la norme IFRS 9                            |               | (144)               |
| <b>Capitaux propres part du groupe</b>                                | <b>12 014</b> | <b>11 220</b>       |
| Retraitement (principalement allocation du prix d'acquisition)        | (1 998)       | (1 244)             |
| Capitaux propres au pourcentage d'intérêt Caisse des Dépôts           | 2 636         | 2 625               |
| Écart d'acquisition net   |               |                     |
| Perte de valeur sur titre La Poste                                    | (1 020)       | (1 020)             |
| <b>Valeur de mise en équivalence – Bilan Groupe Caisse des Dépôts</b> | <b>1 616</b>  | <b>1 605</b>        |

### 10.2 – Coentreprises significatives

Les coentreprises significatives sont CNP Assurances, Bpifrance et Coentreprise de Transport d'Électricité qui représentent 93 % des participations dans les entreprises mises en équivalence (coentreprises).

#### Groupe CNP Assurances

|  | 31.12.2018        | 31.12.2017 Publié |
|--|-------------------|-------------------|
| Pourcentage de contrôle et d'intérêt détenu par l'entité | 40,90%            | 40,88%            |
| Nature de la relation                                    | Filiale assurance | Filiale assurance |
| Dividendes reçus   | 236 M€            | 224 M€            |

## Informations financières résumées

**Bilan – Groupe CNP Assurances**

| (en millions d'euros)   | <b>31.12.2018</b> | <b>31.12.2017 Publié</b> |
|---|-------------------|--------------------------|
| <b>Actif</b>  |                   |                          |
| Écarts d'acquisition  | 254               | 273                      |
| Portefeuille de contrats des sociétés d'assurances  | 19                | 24                       |
| Autres immobilisations incorporelles  | 459               | 502                      |
| <b>Total actifs incorporels</b>   | <b>732</b>        | <b>799</b>               |
| Immobilier de placement   | 2 540             | 2 568                    |
| Titres conservés jusqu'à échéance   | 396               | 549                      |
| Titres disponibles à la vente   | 289 343           | 296 481                  |
| Titres de transaction   | 81 603            | 81 722                   |
| Prêts et avances  | 4 891             | 4 970                    |
| Instruments dérivés   | 1 288             | 798                      |
| <b>Placement des activités d'assurance</b>  | <b>380 061</b>    | <b>387 088</b>           |
| <b>Placement des activités du secteur bancaire et autres activités</b>  | <b>8</b>          | <b>9</b>                 |
| <b>Investissements dans les sociétés mises en équivalence</b>   | <b>517</b>        | <b>66</b>                |
| <b>Parts des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques et les passifs financiers</b> | <b>21 556</b>     | <b>22 735</b>            |
| Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance  | 2 991             | 3 334                    |
| Créances d'impôts exigibles   | 341               | 533                      |
| Autres créances   | 5 192             | 4 647                    |
| Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles  | 311               | 292                      |
| Autres actifs d'exploitation à long terme   | 2 276             | 2 280                    |
| Participation aux bénéfices différée active   |                   |                          |
| Impôts différés actifs  | 252               | 284                      |
| <b>Autres actifs</b>  | <b>11 363</b>     | <b>11 370</b>            |
| <b>Actifs destinés à la vente et abandons d'activités</b>   |                   |                          |
| <b>Trésorerie</b>   | <b>1 287</b>      | <b>1 231</b>             |
| <b>Total actif</b>  | <b>415 524</b>    | <b>423 298</b>           |

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018     | 31.12.2017 Publié |
|---|----------------|-------------------|
| <b>Passif</b>   |                |                   |
| Capital   | 687            | 687               |
| Primes d'émission, de fusion et d'apport  | 1 736          | 1 736             |
| Réserve de réévaluation   | 3 016          | 4 132             |
| Réserve de couverture des flux de trésorerie  | (18)           | (48)              |
| Titres super subordonnés  | 1 881          | 1 765             |
| Résultats cumulés   | 9 653          | 9 060             |
| Résultat consolidé  | 1 367          | 1 284             |
| Écarts de conversion  | (541)          | (359)             |
| <b>Capitaux propres du Groupe</b>   | <b>17 781</b>  | <b>18 257</b>     |
| Intérêts minoritaires   | 1 740          | 1 766             |
| <b>Capitaux propres totaux</b>  | <b>19 521</b>  | <b>20 023</b>     |
| Provisions techniques brutes – contrats d'assurance hors UC                           | 162 501        | 158 654           |
| Provisions techniques brutes – contrats d'assurance en UC                             | 48 223         | 45 822            |
| <b>Passifs relatifs à des contrats d'assurance</b>                                    | <b>210 724</b> | <b>204 476</b>    |
| Passifs relatifs à des contrats financiers hors UC avec participation discrétionnaire | 116 227        | 121 580           |
| Passifs relatifs à des contrats financiers hors UC sans participation discrétionnaire | 595            | 625               |
| Passifs relatifs à des contrats financiers en UC                                      | 7 945          | 8 188             |
| <b>Passifs relatifs à des contrats financiers</b>                                     | <b>124 767</b> | <b>130 393</b>    |
| Instruments dérivés séparés du contrat  |                |                   |
| Participation aux bénéfices différée passive  | 22 107         | 30 335            |
| <b>Passifs relatifs aux contrats</b>  | <b>357 598</b> | <b>365 204</b>    |
| <b>Provisions pour risques et charges</b>   | <b>174</b>     | <b>210</b>        |
| Dettes subordonnées   | 5 337          | 5 300             |
| Autres emprunts et dettes assimilées  | 5              |                   |
| <b>Dettes de financement</b>  | <b>5 342</b>   | <b>5 300</b>      |
| Dettes d'exploitation représentées par des titres                                     | 11 409         | 10 310            |
| Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire                      | 183            | 470               |
| Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance                              | 14 331         | 14 262            |
| Dettes d'impôts exigibles   | 264            | 299               |
| Comptes courants créditeurs   | 70             | 50                |
| Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM contrôlés                                 | 613            | 728               |
| Instruments dérivés passifs   | 1 193          | 1 110             |
| Impôts différés passifs   | 490            | 915               |
| Autres dettes   | 4 336          | 4 417             |
| <b>Autres passifs</b>   | <b>32 889</b>  | <b>32 561</b>     |
| <b>Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées</b>                   |                |                   |
| <b>Total passif</b>   | <b>415 524</b> | <b>423 298</b>    |

**Compte de résultat – Groupe CNP Assurances**

| (en millions d'euros)  | <b>31.12.2018</b> | <b>31.12.2017 Publié</b> |
|--|-------------------|--------------------------|
| Primes émises  | 32 534            | 32 460                   |
| Variation des primes non acquises  | (219)             | (383)                    |
| <b>Primes acquises</b>   | <b>32 315</b>     | <b>32 077</b>            |
| <b>Chiffre d'affaires ou produits des autres activités</b>                                   | <b>148</b>        | <b>160</b>               |
| <b>Autres produits d'exploitation</b>  |                   |                          |
| Produits des placements  | 7 689             | 8 372                    |
| Plus ou moins-values de cession des placements   | 195               | 379                      |
| Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat        | (2 958)           | 3 294                    |
| Variation des dépréciations sur placements   | 1 132             | 729                      |
| <b>Produits financiers hors coût de l'endettement</b>  | <b>6 058</b>      | <b>12 774</b>            |
| <b>Total des activités ordinaires</b>  | <b>38 521</b>     | <b>45 011</b>            |
| Charges des prestations des contrats   | (31 140)          | (37 538)                 |
| Charges ou produits nets des cessions en réassurance   | (14)              | 106                      |
| Charges des autres activités   | 6                 | 18                       |
| Frais d'acquisition des contrats   | (3 954)           | (3 982)                  |
| Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés et valeur des accords de distribution | (25)              | (25)                     |
| Frais d'administration   | (202)             | (199)                    |
| Autres produits et charges opérationnels courants  | (576)             | (617)                    |
| <b>Total des autres produits et charges courants</b>   | <b>(35 905)</b>   | <b>(42 237)</b>          |
| <b>Résultat opérationnel courant</b>   | <b>2 616</b>      | <b>2 774</b>             |
| Autres produits et charges opérationnels non courants  | (35)              | (18)                     |
| <b>Résultat opérationnel</b>   | <b>2 581</b>      | <b>2 756</b>             |
| Charges de financement   | (249)             | (247)                    |
| Variations de valeurs des actifs incorporels   | 2                 | 2                        |
| Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence                                | 129               | 7                        |
| Impôts sur les résultats   | (793)             | (895)                    |
| <b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>  | <b>1 670</b>      | <b>1 623</b>             |
| Intérêts minoritaires  | (303)             | (338)                    |
| <b>Résultat net (part du Groupe)</b>   | <b>1 367</b>      | <b>1 285</b>             |

### Autres éléments du résultat global – Groupe CNP Assurances

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018     | 31.12.2017 Publié |
|---|----------------|-------------------|
| <b>Résultat net</b>   | <b>1 670</b>   | <b>1 623</b>      |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>                              |                |                   |
| <b>Éléments recyclables en résultat</b>   | <b>(1 355)</b> | <b>(107)</b>      |
| <b>Actifs disponibles à la vente</b>  |                |                   |
| Variation de la réserve de réévaluation sur la période  | (8 467)        | (508)             |
| Reclassement en résultat relatif aux cessions   | (1 316)        | (1 354)           |
| Reclassement en résultat des dépréciations  | 169            | 240               |
| <b>Sous-total brut de participation et d'impôts différés</b>                                      | <b>(9 614)</b> | <b>(1 622)</b>    |
| Participation aux bénéfices différée brute d'impôts différés                                      | 8 088          | 1 581             |
| Impôts différés   | 393            | 328               |
| <b>Sous-total net de participation et d'impôts différés</b>                                       | <b>(1 133)</b> | <b>287</b>        |
| <b>Réserve de couverture des flux de trésorerie</b>   | <b>31</b>      | <b>(7)</b>        |
| Variation de la réserve sur la période  | 90             | (137)             |
| Recyclage en résultat sur la période  | (37)           | 127               |
| Impôts différés   | (23)           | 3                 |
| <b>Incidence des écarts de conversion</b>   | <b>(252)</b>   | <b>(388)</b>      |
| <b>Éléments non recyclables en résultat</b>   | <b>(13)</b>    | <b>(7)</b>        |
| <b>Écarts actuariels</b>  | <b>(13)</b>    | <b>(7)</b>        |
| <b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>                    | <b>(1 368)</b> | <b>(114)</b>      |
| <b>Total du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b> | <b>302</b>     | <b>1 509</b>      |
| Dont part du Groupe   | 86             | 1 315             |
| Dont part des intérêts minoritaires   | 216            | 194               |

### Réconciliation des informations financières avec la valeur comptable mise en équivalence – Groupe CNP Assurances

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018   | 31.12.2017 Publié |
|---|--------------|-------------------|
| Capitaux propres part du groupe   | 17 781       | 18 257            |
| Retraitements (principalement les titres super subordonnés de CNP Assurances) | (1 952)      | (1 824)           |
| Capitaux propres au pourcentage d'intérêt Caisse des Dépôts                   | 6 475        | 6 718             |
| Écart d'acquisition net   | 208          | 208               |
| <b>Valeur de mise en équivalence – Bilan Groupe Caisse des Dépôts</b>         | <b>6 683</b> | <b>6 926</b>      |

Des amendements à la norme IFRS 4 « Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance » ont été adoptés par l'Union européenne le 3 novembre 2017 (règlement UE n° 2017/1988) et sont applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Ces amendements viennent préciser les modalités d'application pour les entreprises d'assurance de la norme IFRS 9 avec la norme IFRS 4 relative aux contrats d'assurance. Ces amendements permettent le report d'application sous conditions de la norme IFRS 9 aux entreprises d'assurance, afin que ces dernières puissent l'appliquer de manière concomitante avec la norme IFRS 17 portant sur les contrats d'assurance.

Le groupe CNP Assurances, consolidé par mise en équivalence dans les comptes du groupe Caisse des Dépôts, remplit les critères d'éligibilité de cette disposition (le ratio de prédominance de l'activité

d'assurances qui conditionne l'éligibilité au report d'IFRS 9 étant supérieur au seuil de 90 %) et a opté pour le report d'application de la norme IFRS 9 de trois ans, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Ces amendements introduisent également une option simplificatrice permettant aux groupes appliquant IFRS 9 de ne pas retraiter au format IFRS 9 les comptes des entreprises d'assurance consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

À ce titre, des informations additionnelles sont publiées pendant la période transitoire 2018-2021 relatives à la classification des actifs et à l'exposition au risque de crédit sur le périmètre des actifs qui remplissent les critères définis par la norme IFRS 9 (titres dont les flux de trésorerie correspondent à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.)

### Informations à fournir sur l'exemption temporaire de l'application de la norme IFRS 9 pour l'activité d'assurance

|  | <b>31.12.2018</b>   |
|--|---------------------|
| (en millions d'euros)                              | <b>Juste valeur</b> |
| Obligations TF                                     | 173 492             |
| Obligations TV                                     | 19 344              |
| TCN  | 2 838               |
| Autres   | 20 819              |
| <b>Total des actifs respectant le critère SPPI</b> | <b>216 493</b>      |
| Actions  | 19 893              |
| Parts de SCI                                       | 10 700              |
| Fonds de placements                                | 87 075              |
| Obligations TF                                     | 10 242              |
| Obligations TV                                     | 24 871              |
| TCN  | 414                 |
| Autres   | 1 690               |
| Instruments dérivés actifs                         | 1 288               |
| Instruments dérivés passifs                        | (1 193)             |
| <b>Total des autres actifs financiers</b>          | <b>154 980</b>      |
| <b>Total</b>                                       | <b>371 473</b>      |



**Exposition au risque de crédit sur les actifs respectant le critère SPPI en risque de crédit faible**

| (en millions d'euros) | Valeur brute comptable | Juste valeur   |
|-----------------------|------------------------|----------------|
| AAA                   | 15 482                 | 16 969         |
| AA                    | 103 343                | 114 505        |
| A                     | 34 363                 | 35 660         |
| BBB                   | 41 905                 | 43 518         |
| <b>Total</b>          | <b>195 093</b>         | <b>210 652</b> |

**Exposition au risque de crédit sur les actifs respectant le critère SPPI dont le risque de crédit ne peut pas être considéré comme étant faible**

| (en millions d'euros) | Valeur brute comptable | Juste valeur |
|-----------------------|------------------------|--------------|
| <BBB                  | 4 739                  | 4 837        |
| NR                    | 988                    | 1 006        |
| <b>Total</b>          | <b>5 727</b>           | <b>5 843</b> |

## Bpifrance

|   | 31.12.2018  | 31.12.2017 Publié   |
|---|---|---|
| Pourcentage de contrôle et d'intérêts détenu par l'entité | 50%   | 50%   |
| Nature de la relation                                     | Partenariat de financement et d'investissement pour les entreprises | Partenariat de financement et d'investissement pour les entreprises |
| Dividendes reçus  | 280 M€  | 127 M€  |

## Informations financières résumées

### Bilan – Bpifrance

| (en millions d'euros)                                     | 31.12.2018    | 01.01.2018 Retraité |
|---|---------------|---------------------|
| <b>Actif</b>  |               |                     |
| Caisse, banques centrales                                 | 1 688         | 357                 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat          | 5 021         | 4 419               |
| Instruments dérivés de couverture                         | 6             | 11                  |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres  | 8 726         | 9 048               |
| Titres au coût amorti                                     | 8 361         | 8 771               |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit        | 1 332         | 1 493               |
| Prêts et créances sur la clientèle                        | 38 799        | 35 392              |
| Opérations de location financement et assimilées          | 6 077         | 6 032               |
| Aides au financement de l'innovation                      | 1 073         | 1 116               |
| Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | 289           | 264                 |
| Actifs d'impôts courants et différés                      | 218           | 63                  |
| Comptes de régularisation et actifs divers                | 521           | 2 405               |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence  | 4 388         | 3 993               |
| Immeubles de placement                                    |               |                     |
| Immobilisations corporelles                               | 126           | 123                 |
| Immobilisations incorporelles                             | 126           | 114                 |
| Écarts d'acquisition                                      | 2             |                     |
| <b>Total actif</b>  | <b>76 753</b> | <b>73 601</b>       |

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018    | 01.01.2018 Retraité |
|---|---------------|---------------------|
| <b>Passif</b>   |               |                     |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat             | 3             | 4                   |
| Instruments financiers dérivés de couverture                  | 5             | 8                   |
| Dettes envers les établissements de crédit                    | 12 461        | 12 365              |
| Dettes envers la clientèle                                    | 3 503         | 3 470               |
| Dettes représentées par un titre                              | 27 877        | 24 786              |
| Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux      | 296           | 211                 |
| Passifs d'impôts courants et différés                         | 210           | 229                 |
| Comptes de régularisation et passifs divers                   | 1 407         | 1 064               |
| Provisions  | 90            | 61                  |
| Ressources nettes d'intervention à l'innovation               | 1 993         | 1 923               |
| Fonds de garantie publics                                     | 5 990         | 5 702               |
| Dettes subordonnées   | 7             | 7                   |
| <b>Capitaux propres part du groupe</b>                        | <b>22 557</b> | <b>23 424</b>       |
| Capital et réserves liées                                     | 20 451        | 20 981              |
| Réserves consolidées  | 1 126         | 558                 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | (40)          | 522                 |
| Résultat de l'exercice  | 1 020         | 1 363               |
| <b>Intérêts minoritaires</b>                                  | <b>354</b>    | <b>347</b>          |
| <b>Total passif</b>   | <b>76 753</b> | <b>73 601</b>       |

**Compte de résultat – Bpifrance**

| (en millions d'euros)   | <b>31.12.2018</b> | <b>31.12.2017 Publié</b> |
|---|-------------------|--------------------------|
| Intérêts et produits assimilés  | 1 729             | 1 585                    |
| Intérêts et charges assimilées  | (1 007)           | (860)                    |
| Commissions (produits)  | 52                | 52                       |
| Commissions (charges)   | (3)               | (3)                      |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat                                | 368               | 432                      |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres                        | 225               |                          |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente   |                   | 777                      |
| Produits des autres activités   | 186               | 196                      |
| Charges des autres activités  | (106)             | (113)                    |
| <b>Produit Net Bancaire</b>   | <b>1 444</b>      | <b>2 066</b>             |
| Charges générales d'exploitation  | (606)             | (554)                    |
| Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles | (42)              | (39)                     |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b>   | <b>796</b>        | <b>1 473</b>             |
| Coût du risque  | (40)              | (54)                     |
| <b>Résultat d'exploitation</b>  | <b>756</b>        | <b>1 419</b>             |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence   | 385               | 240                      |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs  |                   | 13                       |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition   | (4)               |                          |
| Impôt sur le résultat   | (102)             | (292)                    |
| <b>Résultat net</b>   | <b>1 035</b>      | <b>1 380</b>             |
| Part des minoritaires dans le résultat  | 15                | 17                       |
| <b>Résultat net part du groupe</b>  | <b>1 020</b>      | <b>1 363</b>             |

### Autres éléments du résultat global – Bpifrance

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   | 31.12.2017 Publié |
|--|--------------|-------------------|
| <b>Résultat net</b>  | <b>1 035</b> | <b>1 380</b>      |
| <b>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</b>   | <b>(12)</b>  | <b>(584)</b>      |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente  |              | (498)             |
| Écarts de conversion   |              | (99)              |
| Quote-part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence                 | (12)         | 13                |
| <b>Éléments ne pouvant pas être reclassés en résultat net</b>  | <b>(783)</b> | <b>(19)</b>       |
| Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies   | (3)          | (19)              |
| Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres                            | (836)        |                   |
| Quote-part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence non recyclables | 30           |                   |
| Impôts liés  | 26           |                   |
| <b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>   | <b>(795)</b> | <b>(603)</b>      |
| <b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>   | <b>240</b>   | <b>777</b>        |
| Dont part du Groupe  | 224          | 760               |
| Dont part des intérêts minoritaires  | 16           | 17                |

### Réconciliation des informations financières avec la valeur comptable mise en équivalence – Bpifrance

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018    | 01.01.2018 Retraité |
|---|---------------|---------------------|
| Capitaux propres part du groupe                                       | 22 557        | 23 424              |
| Retraitements (principalement écarts d'évaluation)                    | 319           | 530                 |
| Capitaux propres au pourcentage d'intérêt Caisse des Dépôts           | 11 438        | 11 977              |
| <b>Valeur de mise en équivalence – Bilan Groupe Caisse des Dépôts</b> | <b>11 438</b> | <b>11 977</b>       |

**Coentreprise de Transport d'Électricité**

|   | 31.12.2018                | 31.12.2017 Publié         |
|---|---------------------------|---------------------------|
| Pourcentage de contrôle et d'intérêts détenu par l'entité | 29,9%                     | 29,9%                     |
| Nature de la relation                                     | Participation stratégique | Participation stratégique |
| Dividendes reçus  | 94 M€                     | 59 M€                     |

**Informations financières résumées**

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018    | 01.01.2018 Retraité |
|-------------------------|---------------|---------------------|
| <b>Actif</b>            |               |                     |
| Actifs non courants     | 17 738        | 17 163              |
| Actifs courants         | 2 838         | 2 793               |
| <b>Actif</b>            | <b>20 576</b> | <b>19 956</b>       |
| <b>Passif</b>           |               |                     |
| <b>Capitaux propres</b> | <b>2 791</b>  | <b>2 476</b>        |
| Passifs non courants    | 13 225        | 12 870              |
| Passifs courants        | 4 560         | 4 610               |
| <b>Passif</b>           | <b>20 576</b> | <b>19 956</b>       |

|  | 31.12.2018   | 31.12.2017 Publié |
|--|--------------|-------------------|
| <b>Compte de résultat</b>                |              |                   |
| <b>Produits des activités ordinaires</b> | <b>4 817</b> | <b>3 143</b>      |
| <b>Excédent brut d'exploitation</b>      | <b>2 058</b> | <b>1 288</b>      |
| <b>Résultat net</b>                      | <b>549</b>   | <b>178</b>        |

**Réconciliation des informations financières avec la valeur comptable mise en équivalence – CTE**

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018   | 31.12.2017 Publié |
|---|--------------|-------------------|
| Capitaux propres part du groupe                                       | 2 791        | 2 476             |
| Retraitements (principalement allocation du prix d'acquisition)       | 3 036        | 2 974             |
| Capitaux propres au pourcentage d'intérêt Caisse des Dépôts           | 1 742        | 1 630             |
| <b>Valeur de mise en équivalence – Bilan Groupe Caisse des Dépôts</b> | <b>1 742</b> | <b>1 630</b>      |

## 10.3 – Intérêts minoritaires significatifs

### Compagnie des Alpes

| (en millions d'euros)                       | Compagnie des Alpes |            |
|---|---------------------|------------|
|   | 30.09.2018          | 30.09.2017 |
| Pourcentage d'intérêts détenu par l'entité  | 39,4%               | 39,5%      |
| Pourcentage de contrôle détenu par l'entité | 39,4%               | 39,5%      |
| Pourcentage d'intérêts des minoritaires     | 60,6%               | 60,5%      |
| Pourcentage de contrôle des minoritaires    | 60,6%               | 60,5%      |
| Dividendes versés aux minoritaires          | 7                   | 6          |

### Informations financières résumées

| <b>Actif</b>                    | <b>30.09.2018</b> | <b>30.09.2017</b> |
|---------------------------------|-------------------|-------------------|
| Actifs non courants             | 1 515             | 1 431             |
| Actifs courants                 | 146               | 149               |
| <b>Actif</b>                    | <b>1 661</b>      | <b>1 580</b>      |
| <b>Passif</b>                   |                   |                   |
| Capitaux propres part du groupe | 823               | 777               |
| Intérêts minoritaires           | 56                | 55                |
| <b>Capitaux propres</b>         | <b>879</b>        | <b>832</b>        |
| Passifs non courants            | 382               | 276               |
| Passifs courants                | 400               | 472               |
| <b>Passif</b>                   | <b>1 661</b>      | <b>1 580</b>      |

**Compte de résultat**

| (en millions d'euros)                                      | 30.09.2018 | 30.09.2017 Publié |
|--|------------|-------------------|
| <b>Produits des activités ordinaires</b>                   | <b>803</b> | <b>765</b>        |
| Excédent brut opérationnel                                 | 218        | 203               |
| <b>Résultat opérationnel</b>                               | <b>97</b>  | <b>93</b>         |
| coût de l'endettement net                                  | (8)        | (16)              |
| Pertes de valeur sur écarts d'acquisition et autres actifs |            |                   |
| <b>Résultat net</b>  | <b>63</b>  | <b>40</b>         |
| Part des minoritaires dans le résultat                     | (6)        | (9)               |
| <b>Résultat net part du groupe</b>                         | <b>57</b>  | <b>31</b>         |

| <b>Autres éléments du résultat global</b>   | 30.09.2018 | 30.09.2017 Publié |
|---|------------|-------------------|
| <b>Résultat net</b>   | <b>63</b>  | <b>40</b>         |
| Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies  | 1          | 1                 |
| <b>Total des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b>       | <b>1</b>   | <b>1</b>          |
| <b>Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b> | <b>64</b>  | <b>41</b>         |
| Dont part du groupe CDA   | 58         | 32                |
| Dont part des intérêts minoritaires   | 6          | 9                 |

| <b>Tableaux des flux de trésorerie</b>      | 30.09.2018   | 30.09.2017 Publié |
|---|--------------|-------------------|
| Résultat net : part du groupe               | 57           | 31                |
| Intérêts minoritaires                       | 6            | 9                 |
| <b>Résultat net</b>                         | <b>63</b>    | <b>40</b>         |
| Flux de trésorerie liés à l'activité        | 195          | 182               |
| Flux de trésorerie liés aux investissements | (194)        | (163)             |
| Flux de trésorerie liés aux financements    | (107)        | 32                |
| Incidence des activités abandonnées         | 3            |                   |
| <b>Variation de la trésorerie</b>           | <b>(103)</b> | <b>51</b>         |
| Trésorerie d'ouverture                      | 34           | (17)              |
| Trésorerie de clôture                       | (69)         | 34                |

Les comptes du Groupe Compagnie des Alpes arrêtés au 30 septembre sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts au 31 décembre. Les opérations significatives intervenues sur le dernier trimestre de l'année sont prises en compte lors de l'établissement des comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.



## Icade

| (en millions d'euros)                       | Icade         |                     |
|---|---------------|---------------------|
|   | 31.12.2018    | 01.01.2018 Retraité |
| Pourcentage d'intérêts détenu par l'entité  | 39,0%         | 39,1%               |
| Pourcentage de contrôle détenu par l'entité | 39,0%         | 39,1%               |
| Pourcentage d'intérêts des minoritaires     | 61,0%         | 60,9%               |
| Pourcentage de contrôle des minoritaires    | 61,0%         | 60,9%               |
| Dividendes versés aux minoritaires          | 194 M€        | 180 M€              |
| <b>Informations financières résumées</b>    |               |                     |
| <b>Actif</b>                                |               |                     |
| Actifs non courants                         | 9 494         | 9 501               |
| Actifs courants                             | 2 263         | 1 797               |
| Actifs destinés à être cédés                | 2             | 11                  |
| <b>Actif</b>                                | <b>11 759</b> | <b>11 309</b>       |
| <b>Passif</b>                               |               |                     |
| Capitaux propres part du groupe             | 3 185         | 3 353               |
| Intérêts minoritaires                       | 751           | 774                 |
| <b>Capitaux propres</b>                     | <b>3 936</b>  | <b>4 127</b>        |
| Passifs non courants                        | 5 383         | 5 039               |
| Passifs courants                            | 2 430         | 2 134               |
| Passifs destinés à être cédés               | 10            | 9                   |
| <b>Passif</b>                               | <b>11 759</b> | <b>11 309</b>       |

## Compte de résultat

|  | 31.12.2018   | 31.12.2017 Publié |
|--|--------------|-------------------|
| <b>Produits des activités ordinaires</b> | <b>1 775</b> | <b>1 658</b>      |
| Excédent brut opérationnel               | 590          | 535               |
| <b>Résultat opérationnel</b>             | <b>341</b>   | <b>324</b>        |
| Coût de l'endettement net                | (99)         | (84)              |
| <b>Résultat Financier</b>                | <b>(124)</b> | <b>(127)</b>      |
| Charges d'impôts                         | (31)         | 6                 |
| Résultat des activités abandonnées       |              |                   |
| <b>Résultat net</b>                      | <b>185</b>   | <b>203</b>        |
| Part des minoritaires dans le résultat   | (30)         | (33)              |
| <b>Résultat net part du groupe</b>       | <b>155</b>   | <b>170</b>        |

| <b>Autres éléments du résultat global</b>   | <b>31.12.2018</b> | <b>31.12.2017 Publié</b> |
|---|-------------------|--------------------------|
| <b>Résultat net</b>   | <b>185</b>        | <b>203</b>               |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente   |                   | 2                        |
| Autres éléments du résultat global recyclables en compte de résultat                                    | (8)               | 24                       |
| Autres éléments du résultat global non recyclables en compte de résultat                                | –                 | 1                        |
| <b>Total des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b>       | <b>(8)</b>        | <b>27</b>                |
| <b>Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b> | <b>177</b>        | <b>230</b>               |
| Dont part du Groupe   | 149               | 196                      |
| Dont part des intérêts minoritaires   | 28                | 34                       |

| <b>Tableaux des flux de trésorerie</b>      | <b>31.12.2018</b> | <b>31.12.2017 Publié</b> |
|---|-------------------|--------------------------|
| Résultat net : part du groupe               | 155               | 170                      |
| Intérêts minoritaires                       | 30                | 33                       |
| <b>Résultat net</b>                         | <b>185</b>        | <b>203</b>               |
| Flux de trésorerie liés à l'activité        | 356               | 337                      |
| Flux de trésorerie liés aux investissements |                   | (239)                    |
| Flux de trésorerie liés aux financements    | (146)             | 29                       |
| Activités abandonnées                       |                   |                          |
| <b>Variation de la trésorerie</b>           | <b>210</b>        | <b>127</b>               |
| Trésorerie d'ouverture                      | 362               | 235                      |
| Trésorerie de clôture                       | 572               | 362                      |

## Icade Santé

Les minoritaires présents au niveau du sous-groupe Icade sont principalement liés à la société Icade Santé, détenue à 56,8 % par Icade au 31 décembre 2018 (56,5 % au 31 décembre 2017). Le bilan et le compte de résultat de la société sont présentés ci-dessous.

| (en millions d'euros)                    | Icade Santé       |                          |
|--|-------------------|--------------------------|
|  | 31.12.2018        | 01.01.2018 Retraité      |
| <b>Actif</b>                             |                   |                          |
| Actifs non courants                      | 3 157             | 2 963                    |
| Actifs courants                          | 87                | 25                       |
| <b>Actif</b>                             | <b>3 244</b>      | <b>2 988</b>             |
| <b>Passif</b>                            |                   |                          |
| Capitaux propres part du groupe          | 956               | 902                      |
| Intérêts minoritaires                    | 728               | 694                      |
| <b>Capitaux propres</b>                  | <b>1 684</b>      | <b>1 596</b>             |
| Passifs non courants                     | 1 455             | 1 210                    |
| Passifs courants                         | 105               | 182                      |
| <b>Passif</b>                            | <b>3 244</b>      | <b>2 988</b>             |
| <b>Compte de résultat</b>                | <b>31.12.2018</b> | <b>31.12.2017 Publié</b> |
| <b>Produits des activités ordinaires</b> | <b>241</b>        | <b>214</b>               |
| Excédent brut opérationnel               | 223               | 197                      |
| <b>Résultat opérationnel</b>             | <b>107</b>        | <b>99</b>                |
| coût de l'endettement net                | (30)              | (28)                     |
| <b>Résultat financier</b>                | <b>(40)</b>       | <b>(29)</b>              |
| <b>Résultat net global</b>               | <b>65</b>         | <b>71</b>                |

## 11 – Honoraires des commissaires aux comptes

| (en millions d'euros)   | Mazars     |            | PwC        |            |
|---|------------|------------|------------|------------|
|   | 2018       | 2017       | 2018       | 2017       |
| <b>Audit</b>  |            |            |            |            |
| <b>Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés</b> |            |            |            |            |
| Section Générale  | 1,2        | 1,3        | 1,2        | 1,3        |
| Filiales intégrées globalement  | 5,0        | 5,2        | 2,6        | 2,7        |
| <b>Services autres que la certification des comptes</b>                                     |            |            |            |            |
| Section Générale  | 0,4        | 0,3        | 0,3        | 0,2        |
| Filiales intégrées globalement  | 0,6        | 0,6        | 0,2        | 0,4        |
| <b>Total</b>  | <b>7,2</b> | <b>7,5</b> | <b>4,3</b> | <b>4,7</b> |

## 12 – Périmètre de consolidation du groupe Caisse des Dépôts

L'établissement public établit des comptes annuels distincts, en normes françaises, pour chacune des sections qui le composent : la section générale et la section du fonds d'épargne.

Le groupe Caisse des Dépôts présente la spécificité de réunir un Établissement public et des filiales et participations intervenant dans le champ concurrentiel. Il publie des comptes consolidés aux normes IFRS qui regroupent les comptes de la Section générale et ceux des entités qu'il contrôle, seul ou conjointement, pour former les comptes consolidés du groupe Caisse des Dépôts.

La présentation du périmètre de consolidation du groupe Caisse des Dépôts est organisée selon les trois pôles d'activité du Groupe. Les entités et les sous-groupes y compris leurs filiales sont ainsi détaillés par pôle.

| GROUPES / SOCIÉTÉS   | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|  | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| <b>PÔLE CAISSE DES DÉPÔTS</b>  |              |               |           |              |               |           |
| <b>CAISSE DES DÉPÔTS</b>   |              |               |           |              |               |           |
| <b>CDC (SECTION GÉNÉRALE)</b>  | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| <i>Siège social : 56, rue de Lille – 75356 Paris 07 SP</i>           |              |               |           |              |               |           |
| <b>SCET</b>  | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| <i>Siège social : 52, rue Jacques Hilaret – 75612 Paris Cedex 12</i> |              |               |           |              |               |           |
| <b>GROUPE CDC HABITAT</b>  |              |               |           |              |               |           |
| <b>CDC Habitat</b>   | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| <i>Siège social : 100, avenue de France – 75013 Paris</i>            |              |               |           |              |               |           |
| SAINTE BARBE   | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| AMPERE GESTION   | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| ADOMA  | EQUI Co-Ent  | 56,44         | 56,44     | EQUI Co-Ent  | 56,44         | 56,44     |
| FONDS DE LOGEMENT INTERMÉDIAIRE                                      | EQUI Ent Ass | 19,14         | 19,14     | EQUI Ent Ass | 19,14         | 19,14     |
| ADESTIA  | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| <b>AUTRES ENTITÉS DU PÔLE CAISSE DES DÉPÔTS</b>                      |              |               |           |              |               |           |
| INFORMATIQUE CDC   | GLOB         | 100,00        | 99,95     | GLOB         | 100,00        | 99,90     |
| CDC ELAN PME   | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| UNIVERS 12*  |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| CDC ENTREPRISES VALEURS MOYENNES                                     | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| CDC PME CROISSANCE   | EQUI Co-Ent  | 49,53         | 49,53     | EQUI Co-Ent  | 49,53         | 49,53     |
| CDC EURO CROISSANCE  | EQUI Co-Ent  | 50,02         | 50,02     |              |               |           |
| CDC GPI – GESTION DES PLACEMENTS IMMOBILIERS                         | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| CDC GPII – GESTION DES PLACEMENTS IMMOBILIERS INTERNES               | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                 | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|------------------------------------|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|                                    | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| ACEP INV 3                         | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| FONCIÈRE DÉVELOPPEMENT TOURISME    | EQUI Ent Ass | 49,90         | 49,90     | EQUI Ent Ass | 49,90         | 49,90     |
| FONCIÈRE FRANKLIN                  | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| TONUS TERRITOIRES                  | GLOB         | 100,00        | 100,00    | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| GPI REUILLY                        | GLOB         | 100,00        | 99,90     | GLOB         | 100,00        | 99,90     |
| GPI rue Petit                      | GLOB         | 100,00        | 99,99     | GLOB         | 100,00        | 99,99     |
| GPINVEST PB10                      | GLOB         | 100,00        | 100,00    |              |               |           |
| LE MARQUIS                         | EQUI Ent Ass | 40,00         | 40,00     | EQUI Ent Ass | 40,00         | 40,00     |
| OPCI RIVER OUEST                   | EQUI Co-Ent  | 40,01         | 40,01     | EQUI Co-Ent  | 40,01         | 40,01     |
| PARIS RIVE GAUCHE A9               | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| PBEM – PARIS BATIGNOLLES ÉMERGENCE | GLOB         | 100,00        | 99,90     | GLOB         | 100,00        | 99,90     |
| SAS CHÂTEAUDUN                     | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| SAS DÉFENSE CB3                    | EQUI Ent Ass | 25,00         | 25,00     |              |               |           |
| SAS LA NEF LUMIÈRE                 | GLOB         | 100,00        | 87,50     | GLOB         | 100,00        | 87,50     |
| SAS LAFAYETTE                      | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| SAS MALTHAZAR (Cession)            |              |               |           | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| SAS PARIS NORD EST                 | GLOB         | 100,00        | 79,00     | GLOB         | 100,00        | 79,00     |
| SAS PRINTEMPS LA VALETTE II        | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| SAS RICHELIEU VIENNE               | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| SCI 182 RUE DE RIVOLI              | GLOB         | 100,00        | 99,00     | GLOB         | 100,00        | 99,00     |
| SCI 43 45 RUE DE COURCELLES        | GLOB         | 100,00        | 99,00     | GLOB         | 100,00        | 99,00     |
| SCI ALPHA PARK                     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| SCI BATIGNOLLES LOT 09             | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| SCI BAUDELIQUE                     | GLOB         | 100,00        | 99,66     | GLOB         | 100,00        | 99,66     |
| SCI BOULOGNE ÎLOT V                | GLOB         | 100,00        | 99,00     | GLOB         | 100,00        | 99,00     |
| SCI CUVIER MONTREUIL II            | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| SCI DES RÉGIONS                    | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| SCI EVI-DANCE                      | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| SCI FARMAN                         | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| SCI INNOVATIS II                   | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| SCI MAC DONALD                     | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| SCI MMV 2013                       | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| SCI PB10                           | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS  | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|   | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| SCI PRINTEMPS LA VALETTE  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| SCI SARIHV  | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| SCI SILOGI  | GLOB         | 100,00        | 99,00     | GLOB         | 100,00        | 99,00     |
| SCI TOUR MERLE  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| <b>GROUPE ANATOL INVEST</b>   |              |               |           |              |               |           |
| <b>ANATOL INVEST HOLDING FRANCE</b>   | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| <i>Siège social : 56, rue de Lille – 75007 Paris</i>                                |              |               |           |              |               |           |
| ANATOL INVEST HOLDING BV (Pays-Bas)   | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| ATRIUM TOWER (Pologne)  | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| IBC (République Tchèque)  |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| MYSLBK (République Tchèque)   | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| PAIGE INVESTMENTS (Pologne)   | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| PBW REAL ESTATE FUND (Pays-Bas)   | GLOB         | 100,00        | 100,00    | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| <b>PÔLE BPIFRANCE</b>   |              |               |           |              |               |           |
| <b>GROUPE BPIFRANCE</b>   |              |               |           |              |               |           |
| <b>BPIFRANCE</b>  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| <i>Siège social : 27-31, avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort Cedex</i> |              |               |           |              |               |           |
| ALSABAIL  | EQUI Ent Ass | 18,47         | 18,47     | EQUI Ent Ass | 18,47         | 18,47     |
| AUXI-FINANCES   | EQUI Co-Ent  | 45,38         | 45,38     | EQUI Co-Ent  | 45,38         | 45,38     |
| AVENIR ENT DVLP C1  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| AVENIR ENT DVLP C2  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| AVENIR ENT DVLP C3  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| AVENIR ENT DVLP C4  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| AVENIR ENT MEZZANINE  | EQUI Co-Ent  | 33,42         | 33,42     | EQUI Co-Ent  | 33,42         | 33,42     |
| AVENIR ENTREPRISE INVESTISSEMENT  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| AVENIR TOURISME   | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| BPIFRANCE ASSURANCE EXPORT  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| BPIFRANCE CAPITAL 1   | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |              |               |           |
| BPIFRANCE COURTAGE  | EQUI Co-Ent  | 45,39         | 45,39     |              |               |           |
| BPIFRANCE FINANCEMENT   | EQUI Co-Ent  | 45,39         | 45,39     | EQUI Co-Ent  | 45,38         | 45,38     |
| BPIFRANCE IC INVESTMENT HOLDING   | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |              |               |           |
| BPIFRANCE INTERNATIONAL CAPITAL (ex-CDC International Capital)                      | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |              |               |           |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                     | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|  | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| BPIFRANCE INVESTISSEMENT               | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| BPIFRANCE MEZZANINE 1                  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |              |               |           |
| BPIFRANCE PARTICIPATIONS               | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| BPIFRANCE RÉGIONS                      | EQUI Co-Ent  | 45,38         | 45,38     | EQUI Co-Ent  | 45,38         | 45,38     |
| CDC ENTREPRISES CAPITAL INVESTISSEMENT | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| ETI 2020                               | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| EUTELSAT COMMUNICATIONS                | EQUI Ent Ass | 13,23         | 13,23     | EQUI Ent Ass | 13,23         | 13,23     |
| FCPR PART'COM                          | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| FFI 2                                  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| FFI 3                                  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| FFI 4                                  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| FFI PARTS A                            | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| FFI PARTS B                            | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| FFI PARTS B PRIME                      | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| FI2E                                   | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| FPMEI                                  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| France INVESTISSEMENT CROISSANCE 1     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| France INVESTISSEMENT CROISSANCE 2     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| France INVESTISSEMENT CROISSANCE 3     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| France INVESTISSEMENT CROISSANCE 4     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| France INVESTISSEMENT CROISSANCE 5     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| France INVESTISSEMENT CROISSANCE 6     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| France INVESTISSEMENT RÉGIONS 1        | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| France INVESTISSEMENT RÉGIONS 2        | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| France INVESTISSEMENT RÉGIONS 3        | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| France INVESTISSEMENT RÉGIONS 4        | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| FRANCE INVESTISSEMENT TOURISME         | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| FRENCH EMIRATI FUND CAPITAL            | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |              |               |           |
| FRENCH FUTURE CHAMPIONS                | EQUI Ent Ass | 25,00         | 25,00     |              |               |           |
| FSI PME PORTEFEUILLE                   | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| FT1CI                                  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 47,56         | 47,56     |
| GRAS SAVOYE BPIFRANCE                  |              |               |           | EQUI Ent Ass | 15,43         | 15,43     |



| GROUPES / SOCIÉTÉS  | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|   | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| GROUPE PSA  | EQUI Ent Ass | 6,16          | 6,16      | EQUI Ent Ass | 6,16          | 6,16      |
| LION PARTICIPATIONS   | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| PATRIMOINE ET CREATION 3  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 50,00     |
| SCI BPIFRANCE   | EQUI Co-Ent  | 45,39         | 45,39     | EQUI Co-Ent  | 45,38         | 45,38     |
| SOPROL  | EQUI Ent Ass | 9,37          | 9,37      | EQUI Ent Ass | 9,37          | 9,37      |
| STConso (palier détenant STM consolidé à 27,91 %)                                       | EQUI Ent Ass | 25,00         | 25,00     | EQUI Ent Ass | 23,78         | 23,78     |
| TYROL ACQUISITION – Groupe TDF  | EQUI Ent Ass | 11,99         | 11,99     | EQUI Ent Ass | 11,99         | 11,99     |
| CDC INTERNATIONAL CAPITAL (Cession à BPIFRANCE en décembre 2018)                        |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 100,00    |
| <b>PÔLE GESTION DES PARTICIPATIONS STRATÉGIQUES</b>                                     |              |               |           |              |               |           |
| <b>LA POSTE</b>   | EQUI Ent Ass | 26,32         | 26,32     | EQUI Ent Ass | 26,32         | 26,32     |
| <i>Siège social : 9, rue du Colonel Pierre Avia – 75015 Paris</i>                       |              |               |           |              |               |           |
| <b>CNP Assurances</b>   | EQUI Co-Ent  | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent  | 40,88         | 40,88     |
| <i>Siège social : 4, place Raoul Dautry – 75716 Paris Cedex 15</i>                      |              |               |           |              |               |           |
| <b>FILIALES STRATÉGIQUES</b>  |              |               |           |              |               |           |
| ARIAL CNP ASSURANCES  | EQUI Co-Ent  | 16,36         | 16,36     | EQUI Co-Ent  | 16,35         | 16,35     |
| CAIXA ASSESSORIA E CONSULTORIA (Brésil)   | EQUI Co-Ent  | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent  | 21,15         | 21,15     |
| CAIXA CAPITALIZAÇÃO (Brésil)  | EQUI Co-Ent  | 10,79         | 10,79     | EQUI Co-Ent  | 10,79         | 10,79     |
| CAIXA CONSORCIOS (Brésil)   | EQUI Co-Ent  | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent  | 21,15         | 21,15     |
| CAIXA SAUDE (Brésil)  | EQUI Co-Ent  | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent  | 21,15         | 21,15     |
| CAIXA SEGURADORA (Brésil)   | EQUI Co-Ent  | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent  | 21,15         | 21,15     |
| CAIXA SEGUROS HOLDING SA (Brésil)   | EQUI Co-Ent  | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent  | 21,15         | 21,15     |
| CAIXA SEGUROS PARTICIPAÇÕES SECURITARIAS LTDA (Brésil)                                  | EQUI Co-Ent  | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent  | 21,15         | 21,15     |
| CAIXA VIDA E PREVIDENCIA (Brésil)   | EQUI Co-Ent  | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent  | 21,15         | 21,15     |
| CNP ASFALISTIKI (Chypre)  | EQUI Co-Ent  | 20,49         | 20,49     | EQUI Co-Ent  | 20,48         | 20,48     |
| CNP ASSURANCES COMPANIA DE SEGUROS (ex-CNP SEGUROS DE VIDA) (Argentine)                 | EQUI Co-Ent  | 31,28         | 31,28     | EQUI Co-Ent  | 31,26         | 31,26     |
| CNP ASSURANCES PARTICIPAÇÕES LTDA (ex-VORONEZH EMPREEDIMENTOS E PARTICIPAÇÕES) (Brésil) | EQUI Co-Ent  | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent  | 40,88         | 40,88     |
| CNP CAUTION   | EQUI Co-Ent  | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent  | 40,88         | 40,88     |
| CNP CYPRIALIFE (Chypre)   | EQUI Co-Ent  | 20,49         | 20,49     | EQUI Co-Ent  | 20,48         | 20,48     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS   | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|  | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| CNP CYPRUS INSURANCE HOLDINGS (Chypre)   | EQUI Co-Ent  | 20,49         | 20,49     | EQUI Co-Ent  | 20,48         | 20,48     |
| CNP CYPRUS PROPERTIES  | EQUI Co-Ent  | 20,49         | 20,49     |              |               |           |
| CNP CYPRUS TOWER LTD   | EQUI Co-Ent  | 20,49         | 20,49     | EQUI Co-Ent  | 20,48         | 20,48     |
| CNP EUROPE LIFE (Irlande)  | EQUI Co-Ent  | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent  | 40,88         | 40,88     |
| CNP HOLDING BRASIL (Brésil)  | EQUI Co-Ent  | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent  | 40,88         | 40,88     |
| CNP LUXEMBOURG (Luxembourg)  | EQUI Co-Ent  | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent  | 40,88         | 40,88     |
| CNP PARTNERS (ex-VIDA DE SEGUROS Y REASEGUROS) (Espagne)                               | EQUI Co-Ent  | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent  | 40,88         | 40,88     |
| CNP PARTNERS SOLUTION (Espagne)  | EQUI Co-Ent  | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent  | 40,88         | 40,88     |
| CNP PRAKTORIAKI (Grèce)  | EQUI Co-Ent  | 20,49         | 20,49     | EQUI Co-Ent  | 20,48         | 20,48     |
| CNP SA DE CAPITALIZACIÓN Y AHORRO P/ FINES DETERMINADOS (Argentine)                    | EQUI Co-Ent  | 20,45         | 20,45     | EQUI Co-Ent  | 20,44         | 20,44     |
| CNP UNICREDIT VITA (Italie)  | EQUI Co-Ent  | 23,52         | 23,52     | EQUI Co-Ent  | 23,51         | 23,51     |
| CNP ZOIS (Grèce)   | EQUI Co-Ent  | 20,49         | 20,49     | EQUI Co-Ent  | 20,48         | 20,48     |
| HOLDING CAIXA SEGUROS PARTICIPAÇÕES EM SAUDE LTDA (Brésil)                             | EQUI Co-Ent  | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent  | 21,15         | 21,15     |
| MFPREVOYANCE SA  | EQUI Co-Ent  | 26,59         | 26,59     | EQUI Co-Ent  | 26,57         | 26,57     |
| ODONTO EMPRESAS CONVENIOS DENTARIOS LTDA (Brésil)                                      | EQUI Co-Ent  | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent  | 21,15         | 21,15     |
| PREVISUL (Brésil)  | EQUI Co-Ent  | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent  | 21,15         | 21,15     |
| SANTANDER INSURANCE EUROPE LTD (Irlande)   | EQUI Co-Ent  | 20,86         | 20,86     | EQUI Co-Ent  | 20,85         | 20,85     |
| SANTANDER INSURANCE LIFE LTD (Irlande)   | EQUI Co-Ent  | 20,86         | 20,86     | EQUI Co-Ent  | 20,85         | 20,85     |
| SANTANDER INSURANCE SERVICES IRELAND LTD (Irlande)                                     | EQUI Co-Ent  | 20,86         | 20,86     | EQUI Co-Ent  | 20,85         | 20,85     |
| WIZ SOLUÇÕES E CORRETAGEM DE SEGUROS S.A (ex-FPC PAR CORRETORA DE SEGUROS SA) (Brésil) | EQUI Ent Ass | 5,29          | 5,29      | EQUI Ent Ass | 5,29          | 5,29      |
| <b>OPCVM</b>   |              |               |           |              |               |           |
| CNP ACP 10 FCP   | EQUI Co-Ent  | 17,65         | 17,65     | EQUI Co-Ent  | 20,37         | 20,37     |
| CNP ACP OBLIG FCP  | EQUI Co-Ent  | 22,09         | 22,09     | EQUI Co-Ent  | 20,33         | 20,33     |
| ÉCUREUIL PROFIL 30   |              |               |           | EQUI Co-Ent  | 39,29         | 39,29     |
| ÉCUREUIL PROFIL 90   | EQUI Co-Ent  | 23,18         | 23,18     | EQUI Co-Ent  | 23,16         | 23,16     |
| LBAM COURT TERME   | EQUI Co-Ent  | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent  | 40,88         | 40,88     |
| NATIXIS IONIS  | EQUI Co-Ent  | 40,30         | 40,30     | EQUI Co-Ent  | 40,88         | 40,88     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                              | 31.12.2018  |               |           | 31.12.2017  |               |           |
|---|-------------|---------------|-----------|-------------|---------------|-----------|
|   | Méthode     | % Intégration | % Intérêt | Méthode     | % Intégration | % Intérêt |
| OPCVM CAIXA CAPITALIZAÇÃO SA (Brésil)           | EQUI Co-Ent | 10,79         | 10,79     | EQUI Co-Ent | 10,79         | 10,79     |
| OPCVM CAIXA CONSORCIOS (Brésil)                 | EQUI Co-Ent | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent | 21,15         | 21,15     |
| OPCVM CAIXA SEGURADORA SA (Brésil)              | EQUI Co-Ent | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent | 21,15         | 21,15     |
| OPCVM CAIXA VIDA E PREVIDENCIA (Brésil)         | EQUI Co-Ent | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent | 21,15         | 21,15     |
| OPCVM HOLDING CAIXA SEGUROS HOLDING SA (Brésil) | EQUI Co-Ent | 21,17         | 21,17     | EQUI Co-Ent | 21,15         | 21,15     |
| UNIVERS CNP 1 FCP                               | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| VIVACCIO ACT 5DEC                               | EQUI Co-Ent | 33,69         | 33,69     | EQUI Co-Ent | 33,31         | 33,31     |
| <b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES ET AUTRES</b>         |             |               |           |             |               |           |
| AEP 3 SCI                                       | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| AEP 4 SCI                                       | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| ASSURBAIL PATRIMOINE                            | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| ASSUR-IMMEUBLE                                  | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| ASSURISTANCE                                    | EQUI Co-Ent | 27,00         | 27,00     |             |               |           |
| CIMO  | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| CNP IMMOBILIER                                  | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| ÉCUREUIL VIE DÉVELOPPEMENT                      | EQUI Co-Ent | 20,04         | 20,04     | EQUI Co-Ent | 20,03         | 20,03     |
| FILASSISTANCE INTERNATIONAL                     | EQUI Co-Ent | 27,00         | 27,00     |             |               |           |
| HOLDING D'INFRASTRUCTURES GAZIÈRES (DET. CNP)   | EQUI Co-Ent | 22,26         | 22,26     |             |               |           |
| LBP ACTIFS IMMO                                 | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| OPCI AEP247                                     | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| OPCI AEW IMCOM 1                                | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| OPCI AEW IMCOM 6                                | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| OPCI MTP INVEST                                 | EQUI Co-Ent | 40,43         | 40,43     | EQUI Co-Ent | 40,67         | 40,67     |
| OPCI RASPAIL                                    | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| OUTLET INVEST                                   | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,86         | 40,86     |
| SAS ALLERAY                                     | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |
| SICAC   | EQUI Co-Ent | 40,90         | 40,90     | EQUI Co-Ent | 40,88         | 40,88     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS  | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|   | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| <b>GROUPE Icade</b>   |              |               |           |              |               |           |
| <b>FONCIÈRE TERTIAIRE</b>   |              |               |           |              |               |           |
| Icade SA  | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| <i>Siège social : 27, rue Camille Desmoulins<br/>– CS 10166<br/>92445 Issy-les-Moulineaux Cedex</i> |              |               |           |              |               |           |
| GIE Icade MANAGEMENT  | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI 68 VICTOR HUGO  | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI BASSIN NORD   | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 19,51     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 19,54     |
| SCI BATI GAUTIER  | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI LE PARC DU MILLÉNAIRE   | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI PDM 1   | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI PDM 2   | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| Icade TOUR EQHO   | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SAS Icade TMM   | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI BÂTIMENT SUD CENTRE HOSPITALIER PONTOISE  | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI BSM DU CHU DE NANCY   | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI CAMILLE DESMOULINS  | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI DU 1 TERRASSE BELLINI   | EQUI Co-Ent  | 33,33         | 13,01     | EQUI Co-Ent  | 33,33         | 13,03     |
| SCI EVRY MOZART   | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI Icade LEO LAGRANGE  | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI Icade RUE DES MARTINETS   | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI ISSY HOLDING CŒUR DE VILLE  | EQUI Ent Ass | 49,00         | 19,12     | EQUI Ent Ass | 49,00         | 19,16     |
| SCI LE TOLBIAC  | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI MESSINE PARTICIPATIONS  | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SCI MORIZET   | GLOB         | 100,00        | 39,02     | GLOB         | 100,00        | 39,10     |
| SA ANF IMMOBILIER   |              |               |           | GLOB         | 85,17         | 34,80     |
| SAS FINANCIÈRE DES BROTEUX  |              |               |           | EQUI Ent Ass | 20,00         | 6,96      |
| SCI FACTOR E.   | GLOB         | 100,00        | 25,49     | GLOB         | 65,31         | 22,73     |
| SCI FUTURE WAY  | GLOB         | 100,00        | 19,73     | GLOB         | 50,54         | 17,60     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS            | 31.12.2018  |               |           | 31.12.2017  |               |           |
|-------------------------------|-------------|---------------|-----------|-------------|---------------|-----------|
|                               | Méthode     | % Intégration | % Intérêt | Méthode     | % Intégration | % Intérêt |
| SCI LAFAYETTE                 | GLOB        | 100,00        | 21,45     | GLOB        | 54,00         | 18,79     |
| SCI NEW WAY                   | GLOB        | 100,00        | 39,02     | GLOB        | 50,26         | 17,50     |
| SCI ORIANZ                    | GLOB        | 100,00        | 25,49     | GLOB        | 65,31         | 22,73     |
| SCI SILKY WAY                 | GLOB        | 100,00        | 27,32     | GLOB        | 65,00         | 22,62     |
| SCI STRATÈGE                  | GLOB        | 100,00        | 21,45     | GLOB        | 53,98         | 18,79     |
| SNC LES BASSINS À FLOTS       | GLOB        | 100,00        | 39,02     | GLOB        | 100,00        | 34,80     |
| SAS SARVILEP                  | GLOB        | 100,00        | 39,02     | GLOB        | 100,00        | 39,10     |
| SCI ANF IMMOBILIER HÔTELS     | GLOB        | 100,00        | 30,05     | GLOB        | 77,00         | 26,80     |
| CYCLE-UP                      | EQUI Co-Ent | 50,00         | 19,51     | EQUI Co-Ent | 50,00         | 19,54     |
| Icade 3.0                     | GLOB        | 100,00        | 39,02     | GLOB        | 100,00        | 39,10     |
| <b>FONCIÈRE SANTÉ</b>         |             |               |           |             |               |           |
| OPPCI Icade HEALTHCARE EUROPE | GLOB        | 100,00        | 39,02     |             |               |           |
| SAS FONCIÈRE MSR              |             |               |           | GLOB        | 100,00        | 22,09     |
| SAS Icade SANTE               | GLOB        | 100,00        | 22,15     | GLOB        | 100,00        | 22,09     |
| SCI BONNET INVEST             | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SCI CHAZAL INVEST             | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SCI COURCHELETTES INVEST      | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SCI DIJON INVEST              | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SCI GOULAIN INVEST            | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SCI GRAND BATAILLER INVEST    | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SCI MARSEILLE LE ROVE INVEST  | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SCI ORLÉANS INVEST            | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SCI PONT DU CHÂTEAU INVEST    | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SCI SAINT AUGUSTINVEST        | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SCI SAINT CIERS INVEST        | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SCI SAINT SAVEST              | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SCI TONNAY INVEST             | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |
| SNC SEOLANES INVEST           | GLOB        | 100,00        | 22,15     |             |               |           |

| GROUPES / SOCIÉTÉS   | 31.12.2018               |               |           | 31.12.2017               |               |           |
|--|--------------------------|---------------|-----------|--------------------------|---------------|-----------|
|  | Méthode                  | % Intégration | % Intérêt | Méthode                  | % Intégration | % Intérêt |
| <b>PROMOTION</b>   |                          |               |           |                          |               |           |
|  | PROMOTION LOGEMENT       |               |           | PROMOTION LOGEMENT       |               |           |
|  | 135 Sociétés contrôlées  |               |           | 113 Sociétés contrôlées  |               |           |
|  | 81 Co-entreprises        |               |           | 75 Co-entreprises        |               |           |
|  | 22 Entreprises associées |               |           | 21 Entreprises associées |               |           |
|  | PROMOTION TERTIAIRE      |               |           | PROMOTION TERTIAIRE      |               |           |
|  | 18 Sociétés contrôlées   |               |           | 14 Sociétés contrôlées   |               |           |
|  | 25 Co-entreprises        |               |           | 26 Co-entreprises        |               |           |
|  | 1 Entreprise associée    |               |           | 1 Entreprise associée    |               |           |
| <b>GROUPE COMPAGNIE DES ALPES</b>                                  |                          |               |           |                          |               |           |
| COMPAGNIE DES ALPES SA   | GLOB                     | 100,00        | 39,43     | GLOB                     | 100,00        | 39,49     |
| <i>Siège social : 50-52, boulevard Haussmann<br/>– 75009 Paris</i> |                          |               |           |                          |               |           |
| <b>HOLDING &amp; SUPPORTS</b>                                      |                          |               |           |                          |               |           |
| CDA Financement  | GLOB                     | 100,00        | 39,43     | GLOB                     | 100,00        | 39,49     |
| CDA DS   | GLOB                     | 100,00        | 39,43     | GLOB                     | 100,00        | 39,49     |
| INGELO   | GLOB                     | 100,00        | 39,43     | GLOB                     | 100,00        | 39,49     |
| LOISIRS RE (Luxembourg)  | GLOB                     | 100,00        | 39,43     | GLOB                     | 100,00        | 39,49     |
| <b>DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL</b>                                 |                          |               |           |                          |               |           |
| BY GRÉVIN (Suisse)   | GLOB                     | 100,00        | 39,43     | GLOB                     | 100,00        | 39,49     |
| CDA MANAGEMENT   | GLOB                     | 100,00        | 39,43     | GLOB                     | 100,00        | 39,49     |
| CDA PRODUCTIONS  | GLOB                     | 100,00        | 39,43     | GLOB                     | 100,00        | 39,49     |
| GRÉVIN MONTRÉAL INC. (Canada)                                      | GLOB                     | 100,00        | 39,43     | GLOB                     | 100,00        | 39,49     |
| CDA BEIJING (Chine)  | GLOB                     | 100,00        | 39,43     | GLOB                     | 100,00        | 39,49     |
| MUSÉE GREVIN PRAGUE (République tchèque)                           |                          |               |           | GLOB                     | 100,00        | 39,49     |
| MUSÉE GRÉVIN SEOUL (Corée du Sud)                                  |                          |               |           | GLOB                     | 100,00        | 36,52     |
| TRAVELFACTORY SAS  | GLOB                     | 100,00        | 28,90     |                          |               |           |
| SIMPLY TO SKI SAS  | GLOB                     | 100,00        | 18,78     |                          |               |           |
| TFI  | GLOB                     | 100,00        | 28,90     |                          |               |           |
| DJAY SAS   | GLOB                     | 100,00        | 28,90     |                          |               |           |
| SKILINE SPRL   | GLOB                     | 100,00        | 22,65     |                          |               |           |
| SAS MOUNTAIN OUTDOOR COMPANY                                       | GLOB                     | 100,00        | 28,90     |                          |               |           |

| GROUPES / SOCIÉTÉS   | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|  | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| <b>DOMAINES SKIABLES</b>   |              |               |           |              |               |           |
| CDA SKI DIFFUSION SAS  | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| DEUX ALPES LOISIRS SA (DAL)                                      | GLOB         | 100,00        | 38,74     | GLOB         | 100,00        | 38,81     |
| SC2A   | GLOB         | 100,00        | 38,74     | GLOB         | 100,00        | 38,81     |
| DOMAINE SKIABLE DE FLAINE SA (DSF) / GRAND MASSIF DS             | GLOB         | 100,00        | 31,92     | GLOB         | 100,00        | 31,97     |
| DOMAINE SKIABLE DE LA ROSIÈRE SAS (DSR)                          | EQUI Ent Ass | 20,00         | 7,89      | EQUI Ent Ass | 20,00         | 7,90      |
| DOMAINE SKIABLE DE VALMOREL SAS (DSV)                            | EQUI Ent Ass | 20,00         | 7,89      | EQUI Ent Ass | 20,00         | 7,90      |
| GROUPE COMPAGNIE DU MONTBLANC SA                                 | EQUI Ent Ass | 37,49         | 14,78     | EQUI Ent Ass | 37,49         | 14,80     |
| MERIBEL ALPINA SAS   | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| PIERRE ET NEIGE SA   | GLOB         | 100,00        | 38,74     | GLOB         | 100,00        | 38,81     |
| SERRE CHEVALIER VALLEY SA (SCV)                                  | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| ADS  | GLOB         | 100,00        | 38,38     | GLOB         | 100,00        | 38,42     |
| STE AMÉNAGEMENT ARVES GIFFRE SA (SAG)                            | GLOB         | 100,00        | 31,91     | GLOB         | 100,00        | 31,96     |
| STE AMÉNAGEMENT LA PLAGNE SA (SAP)                               | GLOB         | 100,00        | 38,66     | GLOB         | 100,00        | 38,72     |
| STE CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE VALLÉE DE BELLEVILLE SCI (SCIVABEL) | GLOB         | 100,00        | 32,19     | GLOB         | 100,00        | 32,23     |
| STE EXPLOIT RM MORZINE AVORIAZ SAS (SERMA)                       | EQUI Ent Ass | 20,00         | 7,89      | EQUI Ent Ass | 20,00         | 7,90      |
| STE EXPLOITATION VALLÉE DE BELLEVILLE SAS (SEVABEL)              | GLOB         | 100,00        | 32,18     | GLOB         | 100,00        | 32,23     |
| STE TÉLÉPHÉRIQUES DE LA GRANDE MOTTE SA (STGM)                   | GLOB         | 100,00        | 30,67     | GLOB         | 100,00        | 30,72     |
| STE TÉLÉPHÉRIQUES DE VAL D'ISÈRE SAS (STVI)                      | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| VALBUS SAS   | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| <b>DESTINATIONS DE LOISIRS</b>                                   |              |               |           |              |               |           |
| AVENIR LAND  | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| BELPARK BV (Belgique) / WALIBI BELGIUM                           | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| CDA BRANDS   | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| FRANCE MINIATURE   | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| FUTUROSCOPE DESTINATION  | GLOB         | 100,00        | 32,23     | GLOB         | 100,00        | 32,26     |
| PARC FUTUROSCOPE   | GLOB         | 100,00        | 32,23     | GLOB         | 100,00        | 32,26     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS  | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|   | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| FUTUROSCOPE MAINTENANCE & DÉVELOPPEMENT   | GLOB         | 100,00        | 32,23     |              |               |           |
| GRÉVIN & CIE  | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| HARDERWIJK HELLENDORN HOLDING (Pays-Bas)  | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| IMMOFLOR NV (Belgique)  | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| MUSEE GREVIN  | GLOB         | 100,00        | 37,81     | GLOB         | 100,00        | 37,86     |
| CDA DL  | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| PREMIER FINANCIAL SERVICES (Belgique)   | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| WALIBI WORLD (Pays-Bas)   | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| WALIBI HOLLAND (Pays-Bas)   | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| WALIBI HOLIDAY PARK (Pays-Bas)  | GLOB         | 100,00        | 39,43     | GLOB         | 100,00        | 39,49     |
| <b>GROUPE EGIS</b>  |              |               |           |              |               |           |
| EGIS SA<br><i>Siège social : 11, avenue du Centre –<br/>CS 30530 – Saint-Quentin-en-Yvelines –<br/>78286 Guyancourt Cedex</i> | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| <b>FRANCE</b>   |              |               |           |              |               |           |
| ACOUSTB   | GLOB         | 100,00        | 44,55     | GLOB         | 100,00        | 44,55     |
| AIRPORT AERONAUTICAL EQUIPMENT  | ENT COMM     | 45,00         | 33,75     | ENT COMM     | 45,00         | 33,75     |
| AIRPY   | EQUI Ent Ass | 24,50         | 18,37     | EQUI Ent Ass | 24,50         | 18,37     |
| ATELIER VILLES ET PAYSAGES  |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| BTM / BUREAU TECHNIQUE MÉDITERRANÉE   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| BUREAU D'ÉTUDES PLANTIER  | GLOB         | 100,00        | 48,74     |              |               |           |
| CYCLE-UP  | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 37,49     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 37,49     |
| EASYTRIP France SAS   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EBI / ÉTUDES BÂTIMENTS INGÉNIEURIE  | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS AIRPORT OPERATION  | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS ASSET MANAGEMENT SOLUTIONS   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS AVIA   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS BÂTIMENTS  | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS BÂTIMENTS ANTILLES GUYANE  | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS BÂTIMENTS CENTRE OUEST   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS BÂTIMENTS GRAND EST  | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS BÂTIMENTS INTERNATIONAL  | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |



| GROUPES / SOCIÉTÉS                         | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|  | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| EGIS BÂTIMENTS MANAGEMENT                  | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS BÂTIMENTS MÉDITERRANÉE                | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS BÂTIMENTS NORD                        | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS BÂTIMENTS OCÉAN INDIEN                | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS BÂTIMENTS RHÔNE ALPES                 | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS BÂTIMENTS SUD OUEST                   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS CONCEPT                               | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS CONSEIL                               | GLOB         | 100,00        | 74,97     | GLOB         | 100,00        | 74,97     |
| EGIS CONSEIL BÂTIMENTS                     | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS EASYTRIP SERVICES SA                  | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS EAU                                   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS ENGINEERING                           | GLOB         | 100,00        | 74,98     | GLOB         | 100,00        | 74,98     |
| EGIS ENVIRONMENTAL INVESTMENT SAS          | EQUI Ent Ass | 51,00         | 38,24     | GLOB         | 87,24         | 87,24     |
| EGIS EXPLOITATION AQUITAINE                | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS HOLDING BÂTIMENT INDUSTRIE            | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS INDUSTRIES                            | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS INFORMATIQUE                          | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS INGÉNIERIE                            | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS INTERNATIONAL                         | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS INVESTMENT PARTNERS – France          | GLOB         | 100,00        | 22,50     | GLOB         | 100,00        | 22,50     |
| EGIS MOBILITÉ                              | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS ONE 5                                 | GLOB         | 100,00        | 74,99     |              |               |           |
| EGIS PARKING SERVICES France               | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS PORTS                                 | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS PROJECTS SA                           | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS RAIL                                  | GLOB         | 100,00        | 74,98     | GLOB         | 100,00        | 74,98     |
| EGIS ROAD OPERATION SA                     | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS ROUTE                                 | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS STRUCTURES ET ENVIRONNEMENT           | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS VILLES ET TRANSPORTS (ex-Egis France) | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EIP FRANCE III                             | GLOB         | 100,00        | 37,57     | GLOB         | 100,00        | 37,57     |
| ENGAGE                                     | EQUI Ent Ass | 25,00         | 18,75     | EQUI Ent Ass | 25,00         | 18,75     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                            | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|   | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| ENIA  |              |               |           | EQUI Ent Ass | 25,00         | 18,75     |
| EXYZT   | GLOB         | 100,00        | 44,99     |              |               |           |
| FLOWERGY Asnières                             | ENT COMM     | 40,00         | 30,00     |              |               |           |
| GCC Rueil COFELY/EGIS                         | ENT COMM     | 35,00         | 26,25     |              |               |           |
| GME IDEX/EGIS                                 | ENT COMM     | 40,00         | 30,00     | ENT COMM     | 40,00         | 30,00     |
| INGESUD                                       | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| JEAN MULLER INTERNATIONAL                     | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| KIWHI PASS SOLUTIONS                          | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| MOOVIA  | EQUI Co-Ent  | 30,00         | 22,50     | EQUI Co-Ent  | 30,00         | 22,50     |
| PARK + PARKINGS SECURISES POIDS LOURDS        | EQUI Co-Ent  | 40,00         | 30,00     | EQUI Co-Ent  | 40,00         | 30,00     |
| ROUTALIS SAS                                  | GLOB         | 100,00        | 52,49     | GLOB         | 100,00        | 52,49     |
| SEGAP SA                                      | EQUI Ent Ass | 50,00         | 37,49     | EQUI Ent Ass | 50,00         | 37,49     |
| SEP EGIS RAIL / SETEC ITS                     | ENT COMM     | 70,00         | 52,49     | ENT COMM     | 70,00         | 52,49     |
| SEP NRL                                       | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| SINTRA  | GLOB         | 100,00        | 74,98     | GLOB         | 100,00        | 74,98     |
| SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE MARSEILLE (SMM)           | GLOB         | 100,00        | 74,98     | GLOB         | 100,00        | 74,98     |
| SOCIÉTÉ NOUVELLE INGERROUTE                   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| SOFREAVIA SERVICE SA                          |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| TOLLSYS                                       | GLOB         | 100,00        | 52,49     | GLOB         | 100,00        | 52,49     |
| WIND-IT DÉVELOPPEMENT                         | GLOB         | 100,00        | 59,69     | GLOB         | 100,00        | 59,69     |
| <b>ÉTRANGER</b>                               |              |               |           |              |               |           |
| 10 Design USA, Inc.                           | GLOB         | 100,00        | 41,24     |              |               |           |
| 10 EUROPE Limited (Grande-Bretagne)           | GLOB         | 100,00        | 41,24     | GLOB         | 100,00        | 41,24     |
| AERIA (Côte d'Ivoire)                         | EQUI Ent Ass | 28,31         | 21,23     | EQUI Ent Ass | 35,00         | 26,25     |
| ATTIKES DIADROMES (Grèce)                     | EQUI Ent Ass | 20,00         | 15,00     | EQUI Ent Ass | 20,00         | 15,00     |
| AUTOBAHN + A8 GMBH (Allemagne)                | EQUI Ent Ass | 5,00          | 3,75      | EQUI Ent Ass | 5,00          | 3,75      |
| AUTOBAHN + SERVICES GMBH (Allemagne)          | GLOB         | 100,00        | 50,24     | GLOB         | 100,00        | 50,24     |
| AUTOSTRADA EXPLO EKSPLOATACJA (AES) (Pologne) | EQUI Co-Ent  | 34,71         | 26,03     | EQUI Co-Ent  | 34,71         | 26,03     |
| BIKE U SP ZOO (Pologne)                       | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| BONAVENTURA STRASSENERHALTUNG GMBH (Autriche) | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                                     | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|  | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| CAOG AIRPORT OPERATIONS LTD (Chypre)                   | ENT COMM     | 36,00         | 27,00     | ENT COMM     | 36,00         | 27,00     |
| CENTRE DES MÉTIERS DE L'AÉRIEN (Côte d'Ivoire)         | EQUI Ent Ass | 50,00         | 37,49     | EQUI Ent Ass | 50,00         | 37,49     |
| COMPANY OPERADORA Y MANTENEDORA GOLFO CENTRO (Mexique) | EQUI Ent Ass | 36,50         | 27,37     |              |               |           |
| CONTIR SRL (Italie)                                    | GLOB         | 100,00        | 48,51     | GLOB         | 100,00        | 49,48     |
| DES Autostrada Spain SL (Espagne)                      |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EASYTRIP SERVICES CORPORATION (Philippines)            | EQUI Co-Ent  | 34,00         | 25,49     | EQUI Co-Ent  | 34,00         | 25,49     |
| EASYTRIP SERVICES IRELAND LTD (Irlande)                | EQUI Co-Ent  | 49,99         | 37,49     | EQUI Co-Ent  | 49,99         | 37,49     |
| EGIS ALGÉRIE SPA (Algérie)                             | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS BEIJING ENGINEERING CONSULTING (Chine)            | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS BULGARIE EAD (Bulgarie)                           | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS CAMEROUN (Cameroun)                               | GLOB         | 100,00        | 74,94     | GLOB         | 100,00        | 74,94     |
| EGIS EMIRATES LLC                                      | GLOB         | 100,00        | 67,49     |              |               |           |
| EGIS ENGENHARIA E CONSULTORIA LTDA (ex-LENC) (Brésil)  | GLOB         | 100,00        | 70,97     | GLOB         | 100,00        | 70,97     |
| EGIS GEOPLAN PVT LTD (Inde)                            | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS INDIA CONSULTING ENGINEERS PVT LTD (Inde)         | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS INDONESIA (Indonésie)                             | GLOB         | 100,00        | 41,24     | GLOB         | 100,00        | 41,24     |
| EGIS INFRAMAD (Madagascar)                             | GLOB         | 100,00        | 53,24     | GLOB         | 100,00        | 53,24     |
| EGIS INVESTMENT PARTNERS – A8 (Luxembourg)             | GLOB         | 100,00        | 19,73     | GLOB         | 100,00        | 19,73     |
| EGIS INVESTMENT PARTNERS – INFRASTRUCTURE (Luxembourg) | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS INVESTMENT PARTNERS – M25 (Luxembourg)            | GLOB         | 100,00        | 15,00     | GLOB         | 100,00        | 15,00     |
| EGIS INVESTMENT PARTNERS PHILIPPINES (Philippines)     | GLOB         | 100,00        | 42,90     | GLOB         | 100,00        | 42,90     |
| EGIS INVESTMENT SARL (Luxembourg)                      | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS KENYA (Kenya)                                     | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS LAGAN SERVICES (Irlande)                          | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 37,49     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 37,49     |
| EGIS MONACO (Monaco)                                   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| EGIS PARKING SERVICES BV (Pays-Bas)                    | GLOB         | 100,00        | 56,24     | GLOB         | 100,00        | 56,24     |
| EGIS POLAND SP Zoo (Pologne)                           | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                                     | 31.12.2018  |               |           | 31.12.2017  |               |           |
|--|-------------|---------------|-----------|-------------|---------------|-----------|
|  | Méthode     | % Intégration | % Intérêt | Méthode     | % Intégration | % Intérêt |
| EGIS POLSKA INZYNIERIA Z<br>ORGRANICZONAQ (Pologne)    |             |               |           | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS PROJECTS ASIA PACIFIC PTY LTD<br>(Australie)      | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS PROJECTS CANADA INC (Canada)                      | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS PROJECTS INCORPORATION (États-Unis)               | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS PROJECTS IRELAND LTD (Irlande)                    | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS PROJECTS PHILIPPINES (Philippines)                | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS PROJECTS POLSKA (Pologne)                         | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS RAIL ISRAËL (Israël)                              | GLOB        | 100,00        | 74,98     | GLOB        | 100,00        | 74,98     |
| EGIS RAIL PTE (Singapour)                              | GLOB        | 100,00        | 74,98     | GLOB        | 100,00        | 74,98     |
| EGIS RAIL THAÏLANDE (Thaïlande)                        | GLOB        | 100,00        | 44,99     | GLOB        | 100,00        | 44,99     |
| EGIS RAIL USA INC (États-Unis)                         | GLOB        | 100,00        | 74,98     | GLOB        | 100,00        | 74,98     |
| EGIS ROAD & TUNNEL OPERATIONS IRELAND<br>LTD (Irlande) | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS ROAD OPERATION AUSTRALIA PTY LTD<br>(Australie)   | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS ROAD OPERATION CROATIA (Croatie)                  | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS ROAD OPERATION INDIA (Inde)                       | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS ROAD OPERATION M40 LIMITED<br>(Grande-Bretagne)   | GLOB        | 100,00        | 74,99     |             |               |           |
| EGIS ROAD OPERATION PHILIPPINES<br>(Philippines)       | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS ROAD OPERATION POLOGNE (Pologne)                  | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS ROAD OPERATION PORTUGAL (Portugal)                | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS ROAD OPERATION UK (Grande-Bretagne)               | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS ROMANIA (Roumanie)                                | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGIS TUNEL ISLETMECILIGI A.S (Turquie)                 | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EGISMEX (Mexique)                                      | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| ENGLAND TIR SPA (Italie)                               | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| EP INFRASTRUKTURPROJEKTENTWICKLUNG<br>(Autriche)       | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| FULTON HOGAN EGIS (Australie)                          | EQUI Co-Ent | 50,00         | 37,50     | EQUI Co-Ent | 50,00         | 37,50     |
| GEBZE IZMIR (Turquie)                                  | EQUI Co-Ent | 50,00         | 37,50     | EQUI Co-Ent | 50,00         | 37,50     |
| HeBra HOLDING GMBH (Allemagne)                         | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS  | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|   | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| HELIOS (Angleterre)   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| HERMES AIRPORTS LTD (Chypre)  | EQUI Ent Ass | 20,00         | 15,00     | EQUI Ent Ass | 20,00         | 15,00     |
| ICTAS EGIS (Turquie)  | EQUI Co-Ent  | 51,00         | 38,24     | EQUI Co-Ent  | 51,00         | 38,24     |
| INTERNATIONAL ADMINISTRATIEKANTOOR<br>J.W. VERSLUIS N.V. (Pays-Bas) | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| IOSIS MAROC ZFT (Maroc)   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| ISIS BELGIQUE (Belgique)  | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| ITS ROAD SERVICES LTD (Irlande)                                     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 37,49     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 37,49     |
| JMI PACIFIC (Thaïlande)   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| LEM ANTWERPEN (Belgique)  | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| LEM OOSTENDE (Belgique)   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| M6 TOLNA USEMELTETO KFT (Hongrie)                                   | GLOB         | 100,00        | 62,99     | GLOB         | 100,00        | 62,99     |
| MIDLINK M7/M8 LTD (Irlande)   | GLOB         | 100,00        | 50,24     | GLOB         | 100,00        | 50,24     |
| NEW MOBILITY VENTURE (Pays-Bas)                                     | EQUI Ent Ass | 47,50         | 35,62     | EQUI Ent Ass | 47,50         | 35,62     |
| NORTHLINK M1 LTD (Irlande)  | GLOB         | 100,00        | 50,24     | GLOB         | 100,00        | 50,24     |
| OCACSA (Mexique)  | GLOB         | 100,00        | 69,05     | GLOB         | 100,00        | 56,11     |
| PARACT (Côte d'Ivoire)  | GLOB         | 100,00        | 74,99     |              |               |           |
| PROJACS INTERNATIONAL B.S.C. (Bahreïn)                              | GLOB         | 100,00        | 38,24     | GLOB         | 51,00         | 38,24     |
| PROJACS INTERNATIONAL PROJECT<br>MANAGEMENT WILL (Koweït)           | GLOB         | 100,00        | 38,24     | GLOB         | 51,00         | 38,24     |
| ROAD SAFETY OPERATION IRELAND LTD<br>(Irlande)                      | EQUI Co-Ent  | 42,00         | 31,50     | EQUI Co-Ent  | 42,00         | 31,50     |
| SEMALY PORTUGAL (Portugal)  | GLOB         | 100,00        | 74,98     | GLOB         | 100,00        | 74,98     |
| SEMALY UK (Grande Bretagne)   | GLOB         | 100,00        | 74,98     | GLOB         | 100,00        | 74,98     |
| SOUTHLINK N25 LTD (Irlande)   | GLOB         | 100,00        | 50,24     | GLOB         | 100,00        | 50,24     |
| TEN DESIGN ARCHITECTURE LTD (Chine)                                 | GLOB         | 100,00        | 41,24     | GLOB         | 100,00        | 41,24     |
| TEN DESIGN FZ-LLC (Émirats Arabes Unis)                             | GLOB         | 100,00        | 41,24     | GLOB         | 100,00        | 41,24     |
| TEN DESIGN GROUP LTD (Hong Kong)                                    | GLOB         | 100,00        | 41,24     | GLOB         | 100,00        | 41,24     |
| TEN KplusK ARCHITECTS Limited (Hong Kong)                           |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 41,24     |
| TRANS CANADA FLOW TOLLING INC (Canada)                              | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 37,49     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 37,49     |
| TRANSLINK INVESTMENT (Australie)                                    | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 37,49     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 37,49     |
| TRANSPASS BV (Pays-Bas)   | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |
| TRANSPASS HOLDING BV (Pays-Bas)                                     | GLOB         | 100,00        | 74,99     | GLOB         | 100,00        | 74,99     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS   | 31.12.2018  |               |           | 31.12.2017  |               |           |
|--|-------------|---------------|-----------|-------------|---------------|-----------|
|  | Méthode     | % Intégration | % Intérêt | Méthode     | % Intégration | % Intérêt |
| TRANSPASS SERVICES BV (Pays-Bas)   | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| TRANROUTE UK LTD (Grande-Bretagne)   | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| TUNNEL NETWORK SERVICES (Australie)  | GLOB        | 100,00        | 74,99     | GLOB        | 100,00        | 74,99     |
| VIA4 SA (Pologne)  | EQUI Co-Ent | 45,00         | 33,75     | EQUI Co-Ent | 45,00         | 33,75     |
| <b>GROUPE TRANSDEV</b>   |             |               |           |             |               |           |
| <b>Transdev group</b>  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| <i>Siège social : 32, boulevard Gallieni<br/>- 92130 Issy-les-Moulineaux</i> |             |               |           |             |               |           |
| <b>ALGÉRIE</b>   |             |               |           |             |               |           |
| VEOLIA TRANSPORT PILOTE  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| <b>ALLEMAGNE</b>   |             |               |           |             |               |           |
| AHRWEILER VERKEHRS GMBH  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| ALPINA IMMOBILIEN GMBH   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| BAYERISCHE OBERLANDBAHN GMBH IG  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| BAYERISCHE REGIOBAHN GMBH  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| BUSTOURISTIK TONNE GMBH  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| EISENBAHNWERKSTATT-GESELLSCHAFT MBH  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| GRIENSTEIDL GMBH   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| HABUS GMBH VERKEHRSBETRIEBE  | EQUI Co-Ent | 51,00         | 35,70     | EQUI Co-Ent | 51,00         | 35,70     |
| HEIDENHEIMER VERKEHRSGESELLSCHAFT MBH  | GLOB        | 100,00        | 52,39     | GLOB        | 100,00        | 52,39     |
| KSA VERWALTUNG GMBH AUGSBURG   | EQUI Co-Ent | 49,00         | 34,30     | EQUI Co-Ent | 49,00         | 34,30     |
| KSI GMBH & CO.KG AUGSBURG  | EQUI Co-Ent | 49,00         | 34,30     | EQUI Co-Ent | 49,00         | 34,30     |
| MITTEL-RHEINISCHER VERKEHRBETRIEB GMBH                                       |             |               |           | GLOB        | 100,00        | 63,00     |
| MOVE ON TELEMATIC SERVICE GMBH   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| NASSAUISCHE VERKEHRS-GESELLSCHAFT MBH  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| NBRB TEILE UND LOGISTIKGESELLSCHAFT MBH                                      | GLOB        | 100,00        | 46,69     | GLOB        | 100,00        | 46,69     |
| NIEDERSCHLESISCHE VERKEHRSGESELLSCHAFT GMBH                                  | GLOB        | 100,00        | 59,50     | GLOB        | 100,00        | 59,50     |
| NORDDEUTSCHE VERKEHRSBETRIEBE GMBH   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 45,50     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                        | 31.12.2018  |               |           | 31.12.2017  |               |           |
|---|-------------|---------------|-----------|-------------|---------------|-----------|
|   | Méthode     | % Intégration | % Intérêt | Méthode     | % Intégration | % Intérêt |
| NORD-OSTSEE-BAHN GMBH                     | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| NORDWESTBAHN GMBH                         | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 44,80     |
| NUTZFAHRZEUGZENTRUM MITTEL RHEIN GMBH     | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 66,43     |
| OBERLANDBAHN FAHRZEUGBEREITSTELLUNGS GMBH | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| OMNIBUS-VERKEHR RUOFF GMBH                | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| OSTSEELAND VERKEHR GMBH                   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| PALATINA BUS GMBH                         | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| R M V BETEILIGUNGS GMBH                   | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |
| RHEIN-BUS VERKEHRSBETRIEB GMBH            | EQUI Co-Ent | 51,00         | 35,70     | EQUI Co-Ent | 51,00         | 35,70     |
| ROHDE VERKEHRSBETRIEBE GMBH               | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| SAX-BUS EILENBURGER BUSVERKEHR GMBH       | GLOB        | 100,00        | 39,20     | GLOB        | 100,00        | 39,20     |
| SCHAUMBURGER VERKEHRS-GESELLSCHAFT MBH    | GLOB        | 100,00        | 35,70     | GLOB        | 100,00        | 35,70     |
| STADTBUS SCHWÄBISCH HALL GMBH             | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TAETER-TOURS GMBH                         | GLOB        | 100,00        | 35,70     | GLOB        | 100,00        | 35,70     |
| TRANS REGIO DEUTSCHE REGIONALBAHN GMBH    | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV BAHN GMBH                        | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV GMBH                             | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV MITTELDEUTSCHLAND GMBH           | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV NIEDERSACHSEN/WESTFALEN GMBH     | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV NORD GMBH                        | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV OSTWESTFALEN GMBH                | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV PERSONALSERVICE GMBH             | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV REGIO GMBH                       | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV REGIO OST GMBH                   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV RHEINLAND GMBH                   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV RHEIN-MAIN GMBH                  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SACHSEN-ANHALT GMBH              | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SERVICE GMBH                     | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SERVICE WEST GMBH                | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                          | 31.12.2018  |               |           | 31.12.2017  |               |           |
|---|-------------|---------------|-----------|-------------|---------------|-----------|
|   | Méthode     | % Intégration | % Intérêt | Méthode     | % Intégration | % Intérêt |
| TRANSDEV STADT GMBH                         | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SUD-WEST GMBH                      | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV TAUNUS GMBH                        | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV VERTRIEB GMBH                      | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV WEST GMBH                          | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| VERKEHRSBETRIEB LAHN DILL GMBH              | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| VERKEHRSBETRIEB RHEIN EIFEL MOSEL GMBH      | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| VERKEHRSBETRIEB RHEIN LAHN GMBH             | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| VERKEHRSBETRIEB RHEIN-WESTERWALD GMBH       |             |               |           | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| VERKEHRSGESELLSCHAFT GÖRLITZ GMBH           |             |               |           | GLOB        | 100,00        | 34,30     |
| WEST – BUS GMBH                             | EQUI Co-Ent | 49,00         | 34,30     | EQUI Co-Ent | 49,00         | 34,30     |
| WÜRTTEMBERGISCHE BUS-GESELLSCHAFT GMBH      | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| WÜRTTEMBERGISCHE EISENBAHN-GESELLSCHAFT MBH | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| <b>AUSTRALIE</b>                            |             |               |           |             |               |           |
| ACN 105 260 099                             | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| BRISBANE FERRIES                            | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |
| BUSLINK VIVO PTY LTD                        | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |
| CONNEX MELBOURNE PTY LTD                    | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| HARBOUR CITY FERRIES PTY LTD                | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| MAINCO MELBOURNE PTY LTD                    | EQUI Co-Ent | 30,00         | 21,00     | EQUI Co-Ent | 30,00         | 21,00     |
| METROLINK VICTORIA PTY LTD                  | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |
| TRANSAMO AUSTRALASIA                        | GLOB        | 100,00        | 66,54     |             |               |           |
| TRANSDEV AUSTRALASIA PTY LTD                | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV AUSTRALIA PTY LTD                  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV BRISBANE FERRIES PTY LTD           | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV FERRIES SYDNEY PTY LTD             | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV LINK PTY LTD                       | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV MAINTENANCE SERVICES PTY LTD       | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV MELBOURNE PTY LTD                  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |



| GROUPES / SOCIÉTÉS              | 31.12.2018 |               |           | 31.12.2017  |               |           |
|---------------------------------|------------|---------------|-----------|-------------|---------------|-----------|
|                                 | Méthode    | % Intégration | % Intérêt | Méthode     | % Intégration | % Intérêt |
| TRANSDEV NSW PTY LTD            | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV NSW SOUTH PTY LTD      | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV QUEENSLAND PTY LTD     | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SOUTH WEST PTY LTD     | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SYDNEY FERRIES PTY LTD | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SYDNEY PTY LTD         | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV TSL PTY LTD            | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV VICTORIA PTY LTD       | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV WA PTY LTD             | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| VIVO CONNECT PTY LTD            | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| <b>AUTRICHE</b>                 |            |               |           |             |               |           |
| TRANSDEV ÖSTERREICH GMBH        |            |               |           | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| <b>BELGIQUE</b>                 |            |               |           |             |               |           |
| EUROLINES BELGIQUE              | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| WITTE KRUIS BELGIE BVBA         |            |               |           | GLOB        | 100,00        | 59,89     |
| WITTE KRUIS BELGIË VZW          |            |               |           | GLOB        | 100,00        | 60,49     |
| <b>CANADA</b>                   |            |               |           |             |               |           |
| CITYWAY CANADA                  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV CANADA, INC.           | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV QUÉBEC, INC.           | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SERVICES (CANADA), INC | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| YORK BRT SERVICES I, INC.       | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| <b>CHILI</b>                    |            |               |           |             |               |           |
| REDBUS URBANO SA                | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| REDSUPPORT SPA                  | GLOB       | 100,00        | 70,00     |             |               |           |
| REDEVAN SPA                     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |             |               |           |
| VEOLIA TRANSPORT CHILE          | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| <b>CHINE</b>                    |            |               |           |             |               |           |
| ANQING ZHONGBEI BUS CO., LTD    |            |               |           | EQUI Co-Ent | 19,88         | 13,92     |
| NANJING ZHONGBEI                |            |               |           | EQUI Co-Ent | 26,95         | 18,87     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS  | 31.12.2018  |               |           | 31.12.2017  |               |           |
|---|-------------|---------------|-----------|-------------|---------------|-----------|
|   | Méthode     | % Intégration | % Intérêt | Méthode     | % Intégration | % Intérêt |
| <b>COLOMBIE</b>   |             |               |           |             |               |           |
| BOGOTA MOVIL OPERACION SUR SAS  | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |             |               |           |
| BOGOTA MOVIL PROVISION SUR SAS  | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |             |               |           |
| CITY MOVIL  | EQUI Co-Ent | 29,05         | 20,34     | EQUI Co-Ent | 25,52         | 17,86     |
| CIUDAD MOVIL  | EQUI Co-Ent | 38,50         | 26,95     | EQUI Co-Ent | 38,50         | 26,95     |
| CONEXION MOVIL  | EQUI Co-Ent | 33,41         | 23,38     | EQUI Co-Ent | 33,41         | 23,38     |
| TRANSDEV COLUMBIA SAS   | GLOB        | 100,00        | 70,00     |             |               |           |
| <b>CORÉE</b>  |             |               |           |             |               |           |
| SEOUL LINE 9  | GLOB        | 100,00        | 30,80     | GLOB        | 100,00        | 30,80     |
| VT RATP KOREA   | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |
| <b>ESPAGNE</b>  |             |               |           |             |               |           |
| CGT, S.A., CGEA CONNEX, S.A., MARFINA, S.L., ARANDE, S.L. Y SOLER & SAURET, S.A., UTE LEY 18/1982, DE 26 DE MAYO        | EQUI Co-Ent | 66,00         | 46,20     | EQUI Co-Ent | 66,00         | 46,20     |
| DETREN COMPANIA GENERAL DE SERVICIOS FERROVIARIOS, S.L., MARFINA, S.L. Y ARANDE, S.L., UTE, LEY 118/1982, DE 26 DE MAYO | EQUI Co-Ent | 66,00         | 46,20     | EQUI Co-Ent | 66,00         | 46,20     |
| EUROLINES PENINSULAR  |             |               |           | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |
| MOVEBUS   |             |               |           | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |
| TRANSDEV ESPANA SLU   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| VEOLIA TRANSPORTE ESPAÑA SLU  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| VIAJES EUROLINES  |             |               |           | EQUI Co-Ent | 37,50         | 26,25     |
| <b>ÉTATS-UNIS</b>   |             |               |           |             |               |           |
| 10-10 TAXI AR, LLC  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| 10-10 TAXI FL 1, LLC  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| 10-10 TAXI MN, LLC  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| 10-10 TAXI NY, LLC  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| 10-10 TAXI TX 1, LLC  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| 10-10 TRANSPORTATION, LLC   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| AIRLINES ACQUISITION CO., INC   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| AIRPORT LIMOUSINE SERVICE, INC.   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| ASSOCIATED CAB, LLC   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| ATC PARTNERS LLC  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                           | 31.12.2018 |               |           | 31.12.2017 |               |           |
|--|------------|---------------|-----------|------------|---------------|-----------|
|  | Méthode    | % Intégration | % Intérêt | Méthode    | % Intégration | % Intérêt |
| ATC/VANCOM OF ARIZONA, LIMITED PARTNERSHIP   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| BELLE ISLE CAB COMPANY, INC.                 | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| BLUE BOOTH INCORPORATED                      | GLOB       | 100,00        | 53,20     | GLOB       | 100,00        | 58,95     |
| BLUE VAN JV                                  | GLOB       | 100,00        | 53,20     | GLOB       | 100,00        | 53,20     |
| BLUE VAN LEASING CORPORATION                 | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CENTRAL CAB COMPANY, INC.                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CENTURY CAB COMPANY, INC.                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CHAMPION CAB COMPANY, INC                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CHECKER AIRPORT TAXI, INC                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CHECKER CAB ASSOCIATION, INC.                | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CHECKER YELLOW CAB OF JACKSONVILLE, LLC      | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CHOICE CAB COMPANY, INC.                     | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CIRCLE CAB COMPANY, INC.                     | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CLASSIC CAB COMPANY, INC.                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CLEARWATER TRANSPORTATION, LLC               | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CLOUD 9 SHUTTLE, INC.                        | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| COAST CAB COMPANY, INC.                      | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| COLONIAL CAB COMPANY, INC.                   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| COLORADO AIRPORT SHUTTLE SERVICES, LLC       | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| COLORADO CAB COMPANY, LLC                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| COLORADO SPRINGS TRANSPORTATION, LLC         | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| COLORADO TRANS MANAGEMENT, LLC               | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| COMPUTER CAB COMPANY, INC.                   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CONNEX RAILROAD LLC                          | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CORDIAL CAB COMPANY, INC.                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| DHTC, LLC                                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| DULLES TRANSPORTATION PARTNERSHIP            | GLOB       | 100,00        | 42,00     | GLOB       | 100,00        | 42,00     |
| ENVIRO CAB, LLC TX                           | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| ENVIROCAB, LLC VIRGINIA                      | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| GOLDEN TOUCH TRANSPORTATION OF NEW YORK, INC | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                                      | 31.12.2018 |               |           | 31.12.2017 |               |           |
|---|------------|---------------|-----------|------------|---------------|-----------|
|   | Méthode    | % Intégration | % Intérêt | Méthode    | % Intégration | % Intérêt |
| GOLDEN TOUCH TRANSPORTATION OF THE DISTRICT OF COLUMBIA | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| GREEN TOMATO CARS DC, LLC                               | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| GREEN TOMATO CARS VA, LLC                               | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| HOUSTON O & M LLC                                       |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| HUNTLEIGH TRANSPORTATION SERVICES LLC                   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| INTELLIRIDE LLC   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| JIMMY'S CAB, INC.                                       | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| KANSAS CITY LIMOUSINE LLC                               | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| KANSAS CITY SHUTTLE LLC                                 | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| KANSAS CITY TAXI LLC                                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| MASSACHUSETTS BAY COMMUTER RAILROAD LLC                 | GLOB       | 100,00        | 42,00     | GLOB       | 100,00        | 42,00     |
| MCLEAN CONSULTING, LLC                                  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| MINI BUS SYSTEMS, INC.                                  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| NATIONAL HARBOR TRANSPORTATION SERVICES LLC             | GLOB       | 100,00        | 49,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| OAK STREET SALES, INC.                                  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PHOENIX TRANSIT JOINT VENTURE                           | GLOB       | 100,00        | 57,40     | GLOB       | 100,00        | 57,40     |
| PITTSBURGH CAB COMPANY, INC.                            | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PITTSBURGH TRANSPORTATION COMPANY                       | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PITTSBURGH TRANSPORTATION GROUP CHARTER SERVICES, INC.  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PROFESSIONAL FLEET MANAGEMENT LLC                       | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PROFESSIONAL TRANSIT MANAGEMENT, LTD.                   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PROFESSIONAL TRANSIT SOLUTIONS LLC                      | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PTM OF ASHEVILLE, INC.                                  |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PTM OF ATTLEBORO, INC.                                  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PTM OF BOISE, LLC                                       |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PTM OF CAPE COD, INC.                                   |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PTM OF DUTCHESS COUNTY, INC.                            |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PTM OF GEORGIA, INC.                                    |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PTM OF JACKSON, INC.                                    |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PTM OF RACINE, INC.                                     | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                 | 31.12.2018 |               |           | 31.12.2017 |               |           |
|------------------------------------|------------|---------------|-----------|------------|---------------|-----------|
|                                    | Méthode    | % Intégration | % Intérêt | Méthode    | % Intégration | % Intérêt |
| PTM OF TUCSON, INC.                | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PTM OF WAUKESHA, INC.              | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PTM OF WILMINGTON, INC.            |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| PTM PARATRANSIT OF TUCSON, INC.    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| RAYRAY CAB COMPANY, LLC            | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SACRAMENTO TRANSPORTATION, INC.    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SAFETY CAB COMPANY, INC.           | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SCOUT CAB COMPANY, INC.            | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SE FLORIDA TRANSPORTATION, LLC     | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SECURE CAB COMPANY, INC.           | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SELECT CAB COMPANY, INC.           | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SENTINEL CAB COMPANY, INC.         | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SERENE CAB COMPANY, INC.           | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SERVICE CAB COMPANY, INC.          | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SFO AIRPORTER, INC.                | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SHAMROCK CHARTERS, INC             | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SHAMROCK LEASING LLC               | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SHAMROCK LUXURY LIMOUSINE LLC      | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SHAMROCK TAXI OF FORT COLLINS, INC | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SHUTTLE ASSOCIATES LLC             | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SHUTTLE EXPRESS, INC.              | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SHUTTLEPORT ARIZONA JOINT VENTURE  | GLOB       | 100,00        | 45,50     | GLOB       | 100,00        | 45,50     |
| SHUTTLEPORT CALIFORNIA LLC         | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SHUTTLEPORT CONNECTICUT LLC        | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SHUTTLEPORT DC LLC                 | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SHUTTLEPORT FLORIDA LLC            |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SHUTTLEPORT SERVICES ARIZONA LLC   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SKYLINE CAB COMPANY, INC.          | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SMARTER MOBILITY, LLC.             |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SPENCER LEASING LLC                | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SPLIT                              | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                      | 31.12.2018 |               |           | 31.12.2017 |               |           |
|---|------------|---------------|-----------|------------|---------------|-----------|
|   | Méthode    | % Intégration | % Intérêt | Méthode    | % Intégration | % Intérêt |
| SUN TAXICAB ASSOCIATION, INC.           | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUNRISE CAB COMPANY, INC.               | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPER SHUTTLE INTERNATIONAL INC.        | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPER TRANSPORTATION OF FLORIDA, LLC    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERIOR CAB COMPANY, INC.              | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE ARIZONA, INC.              | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE ATLANTA, LLC               | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE DALLAS FORT WORTH, INC.    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE FRANCHISE CORPORATION      | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE INTERNATIONAL DENVER, INC. | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE LAS VEGAS, LLC             | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE LEASING, INC.              | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE LOS ANGELES, INC.          | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE LOUISIANA, LLC             | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE OF HOUSTON, LLC            | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE OF MINNESOTA, INC.         | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE OF PENNSYLVANIA, LLC       | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE ORANGE COUNTY, INC.        | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE RALEIGH-DURHAM, INC        | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE SAN FRANCISCO, INC.        | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERSHUTTLE TENNESSEE, INC             | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPERTAXI, INC                          | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| SUPREME CAB COMPANY, INC.               | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TEMPE ARIZONA VF JOINT VENTURE          | GLOB       | 100,00        | 59,50     | GLOB       | 100,00        | 59,50     |
| THE LIMO, INC.                          | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| THE YELLOW CAB COMPANY                  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV BUS ON DEMAND LLC              | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV NORTH AMERICA                  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV ON DEMAND INC.                 | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SERVICES INC                   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| UNIFIED DISPATCH, LLC                   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS   | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|  | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| VEOLIA TRANSPORTATION MAINTENANCE AND INFRASTRUCTURE, INC. | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 49,00     |
| WASHINGTON SHUTTLE, INC.                                   | GLOB         | 100,00        | 63,00     | GLOB         | 100,00        | 63,00     |
| WIER TRANSPORTATION  | GLOB         | 100,00        | 34,30     | GLOB         | 100,00        | 34,30     |
| YC HOLDINGS, INC   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| YELLOW CAB ASSOCIATION, INC.                               | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| YELLOW CAB COMPANY OF PITTSBURGH                           | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| YELLOW TAXI ASSOCIATION, INC.                              | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| ZTRIP, INC   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| <b>FINLANDE</b>  |              |               |           |              |               |           |
| TRANSDEV FINLAND OY  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV HELSINKI OY                                       | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| VEOLIA TRANSPORT ESPOO OY                                  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| VEOLIA TRANSPORT VANTAA OY                                 | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| <b>FRANCE</b>  |              |               |           |              |               |           |
| AERO PISTE   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| AEROPASS   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| AIR PY   | EQUI Ent Ass | 24,50         | 17,15     | EQUI Ent Ass | 24,50         | 17,15     |
| AIRCAR   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| ALBATRANS  | EQUI Ent Ass | 57,55         | 40,29     | EQUI Ent Ass | 57,55         | 40,29     |
| ALTIBUS.COM  | GLOB         | 100,00        | 46,18     | GLOB         | 100,00        | 46,18     |
| AMBULANCES GUIRADO   | GLOB         | 100,00        | 70,00     |              |               |           |
| ANTRAS HOLDING   | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| ARTOIS GOHELLE   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| ARY  | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| ATRIOM DE BEAUVAISIS                                       | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| ATRIOM DU COMPIÉGNOIS                                      | GLOB         | 100,00        | 67,13     | GLOB         | 100,00        | 67,13     |
| AUTOBUS AUBAGNAIS  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| AUTOBUS AURÉLIENS  | GLOB         | 100,00        | 48,77     | GLOB         | 100,00        | 48,77     |
| AUTOBUS DE L'ÉTANG   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| AUTOCARS ALIZES  | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| AUTOCARS DARCHÉ-GROS                                       | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                       | 31.12.2018  |               |           | 31.12.2017  |               |           |
|--|-------------|---------------|-----------|-------------|---------------|-----------|
|  | Méthode     | % Intégration | % Intérêt | Méthode     | % Intégration | % Intérêt |
| AUTOCARS DE L'AVESNOIS                   | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| AUTOCARS MARNE-LA-VALLÉE                 | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| AUTOCARS MARTIN HAUTE TARENTEISE VOYAGES | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| AUTOCARS MUSSO                           | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| AUTOCARS SABARDU                         | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| AUTOCARS TOURNEUX                        | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| AUXERROIS MOBILITÉS                      | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| BAGNEUX URBIS PARK                       | GLOB        | 100,00        | 52,50     |             |               |           |
| BEAUVAISIS MOBILITÉ                      | GLOB        | 100,00        | 69,98     | GLOB        | 100,00        | 69,98     |
| BESANÇON MOBILITÉ                        | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| BIÈVRE BUS MOBILITÉS                     | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| BIO SERVICE LOGISTIQUE                   | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |
| BUS EST                                  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| CABARO                                   | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| CAP PAYS CATHARE                         | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| CARBU WASH                               | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| CARS DU PAYS D'AIX                       | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| CEA TRANSPORTS                           | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| CENTRALE DE RÉSERVATION EUROPE AUTOCAR   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| CFTA                                     | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| CFTA CENTRE OUEST                        | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| CFTA PUY DE DÔME                         | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| CFTA RHÔNE                               | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| CIE ARMORICAINE DE TRANSPORTS            | GLOB        | 100,00        | 69,94     | GLOB        | 100,00        | 69,94     |
| CIE DES AUTOCARS DE TOURAINÉ             | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| CITEBUS DES DEUX RIVES                   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| CITRAM AQUITAINE                         | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| CITRAM PYRÉNÉES                          | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| CITYWAY                                  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| COMPAGNIE DES AUTOCARS DE PROVENCE       |             |               |           | GLOB        | 100,00        | 70,00     |



| GROUPES / SOCIÉTÉS                                       | 31.12.2018  |               |           | 31.12.2017  |               |           |
|--|-------------|---------------|-----------|-------------|---------------|-----------|
|  | Méthode     | % Intégration | % Intérêt | Méthode     | % Intégration | % Intérêt |
| COMPAGNIE DES BACS DE LOIRE                              | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| COMPAGNIE DES PARCS ET DES PASSEURS DU MONT SAINT MICHEL | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| COMPAGNIE DES TRANSPORTS COLLECTIFS DE L'OUEST PARISIEN  | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |
| COMPAGNIE DES TRANSPORTS DE LA PORTE OCÉANE              | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| COMPAGNIE DES TRANSPORTS DU PAYS DE VANNES               | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| COMPAGNIE FRANÇAISE DE TRANSPORT INTERURBAIN             | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| COMPAGNIE OCÉANE   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| COMPAGNIE SAINT-QUENTINOISE DE TRANSPORTS                | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| CONNEX LOCATION CARS ET BUS                              | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| CONTRÔLE DE STATIONNEMENT EN VOIERIE                     | GLOB        | 100,00        | 49,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| COURRIERS DE LA GARONNE                                  |             |               |           | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| CREUSOT MONTCEAU TRANSPORTS                              | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| E.A.P  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| ECAUXMOBILITÉ  | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| ÉTABLISSEMENTS BREMOND FRÈRES                            | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| ÉTABLISSEMENTS MONEGER ET COMPAGNIE                      | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| EURE-ET-LOIR MOBILITÉ                                    | GLOB        | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| EURL LITTORAL  | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |
| EURL MEDISUD   | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |
| EUROLINES FRANCE   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| FARGO FINANCE  | GLOB        | 100,00        | 70,00     |             |               |           |
| FLEET ME   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 66,52     |
| FLYBUS   | GLOB        | 100,00        | 70,00     |             |               |           |
| FOURAS AIX   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| FRIOUL IF EXPRESS  | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| IBERFRAN   | EQUI Co-Ent | 12,71         | 8,90      | EQUI Co-Ent | 12,71         | 8,90      |
| IBEROLINES   | EQUI Co-Ent | 25,42         | 17,79     | EQUI Co-Ent | 25,42         | 17,79     |
| INTER PISTES   | GLOB        | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS   | 31.12.2018 |               |           | 31.12.2017  |               |           |
|--|------------|---------------|-----------|-------------|---------------|-----------|
|  | Méthode    | % Intégration | % Intérêt | Méthode     | % Intégration | % Intérêt |
| INTERVAL   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| KERDONIS   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| LAVAL U.P  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| LES AUTOBUS ARTÉSIENS  | GLOB       | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| LES AUTOBUS DU FORT  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| LES CARS D'ORSAY   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| LES CARS ROSE  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| LES COURRIERS AUTOMOBILES PICARDS  | GLOB       | 100,00        | 68,50     | GLOB        | 100,00        | 68,50     |
| LES COURRIERS DE L'AUBE  | GLOB       | 100,00        | 69,93     | GLOB        | 100,00        | 69,93     |
| LES COURRIERS DE SEINE-ET-OISE   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| LES LIGNES DU VAR  | GLOB       | 100,00        | 69,96     | GLOB        | 100,00        | 69,96     |
| LES RAPIDES DU VAL DE LOIRE  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| L'IMMOBILIÈRE DES FONTAINES  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| LITTORAL NORD AUTOCARS   | GLOB       | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| MÂCONNAIS MOBILITÉS  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| MAINTENANCE, ÉTUDES ET RÉALISATIONS EN CIRCULATION URBAINE ET RÉGULATION | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| MECA PISTE   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| MOBILINK (ex-CIOTABUS)   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| MOBILITÉ ET SERVICES   | GLOB       | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| MOBILITÉ LOGISTIQUE SANTÉ  |            |               |           | EQUI Co-Ent | 50,00         | 35,00     |
| MONT-BLANC BUS   | GLOB       | 100,00        | 52,42     | GLOB        | 100,00        | 52,42     |
| MOUV'IDÉES   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| MULHOUSE MOBILITÉS   | GLOB       | 100,00        | 61,49     | GLOB        | 100,00        | 61,49     |
| N'4 MOBILITÉS  | GLOB       | 100,00        | 67,66     | GLOB        | 100,00        | 67,66     |
| NORMANDIE VOYAGES  | GLOB       | 100,00        | 69,97     | GLOB        | 100,00        | 69,97     |
| ODULYS   | GLOB       | 100,00        | 38,50     | GLOB        | 100,00        | 38,50     |
| PARTORPEN SANITRANS  | GLOB       | 100,00        | 70,00     |             |               |           |
| PASSAGERS PÔLE SERVICES  |            |               |           | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| PAYS D'OC MOBILITÉS  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |
| PHOEBUS  | GLOB       | 100,00        | 70,00     |             |               |           |
| PÔLE ÎLE-DE-FRANCE IMMOBILIER AND FACILITIES                             | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB        | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                              | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|   | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| PREVOST   | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| PROGETOURS                                      |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| PROXIWAY  | GLOB         | 100,00        | 69,99     | GLOB         | 100,00        | 69,99     |
| RAMBOUILLET U.P                                 | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| RAPIDES DE BOURGOGNE                            | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| RAPIDES DE CÔTE D'AZUR                          | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| RAPIDES DE SAÔNE-ET-LOIRE                       | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| RAPIDES DU LITTORAL                             | GLOB         | 100,00        | 69,90     | GLOB         | 100,00        | 69,90     |
| RATP DEV TRANSDEV ASIA SA                       | Equi Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | Equi Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| RÉGIE MIXTE DES TRANSPORTS TOULONNAIS           | GLOB         | 100,00        | 49,98     | GLOB         | 100,00        | 49,98     |
| RHÔNEXPRESS                                     | EQUI Ent Ass | 28,20         | 19,74     | EQUI Ent Ass | 28,20         | 19,74     |
| S.E.R.I 49                                      | GLOB         | 100,00        | 69,57     | GLOB         | 100,00        | 69,57     |
| SAEM DES AUTOCARS ET AUTOBUS AUNIS ET SAINTONGE | EQUI Co-Ent  | 49,98         | 34,99     | EQUI Co-Ent  | 49,98         | 34,99     |
| SAINT-QUENTIN MOBILITÉ                          | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SANTÉ MOBILITÉ SERVICES                         | GLOB         | 100,00        | 49,00     | GLOB         | 100,00        | 49,00     |
| SARL DELEYROLLE AAAC                            | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 48,00         | 33,60     |
| SARL GETS                                       | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| SARL MARTEGALES                                 | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| SARL MIDI PROVENCE                              | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| SARL PATRICK                                    | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| SARL PONT DE L'ARC                              | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| SARL PROVENCE SECOURS                           | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| SARL SE LA MIMETAINE                            | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| SARL SUD LOGISTIQUE                             | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| SAS AUTONOMIE ET SANTÉ                          | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SAS HOLDING MIMETAINE                           | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| SCI DU CLOS PIERVIL                             | GLOB         | 100,00        | 69,89     | GLOB         | 100,00        | 69,89     |
| SCI LA MARE AU MOULIN                           | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SCI LE PRÉ BOUDROT                              | EQUI Co-Ent  | 49,00         | 34,30     | EQUI Co-Ent  | 49,00         | 34,30     |
| SENONAIS MOBILITÉS                              | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SEVM SAS  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS   | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|  | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| SITE.OISE  | GLOB         | 100,00        | 46,20     | GLOB         | 100,00        | 46,20     |
| SNC MASSILIA   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ AÉROPORTUAIRE DE GESTION ET D'EXPLOITATION DE BEAUVAIS     | EQUI Co-Ent  | 49,00         | 34,30     | EQUI Co-Ent  | 49,00         | 34,30     |
| SOCIÉTÉ DE GESTION DE L'AÉROPORT DE LA RÉGION DE LILLE             | EQUI Ent Ass | 34,00         | 23,80     | EQUI Ent Ass | 34,00         | 23,80     |
| SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS TRANSDEV IDF                                | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'EXPLOITATION DE GARES ROUTIÈRES           | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ DE TRANSPORT D'ANNONAY DAVEZIEUX ET EXTENSIONS             | GLOB         | 100,00        | 66,57     | GLOB         | 100,00        | 66,57     |
| SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS AUTOMOBILES ET DE VOYAGES                    | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS BERARD                                      |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS BRIANÇONNAIS                                | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DE CALAIS ET EXTENSIONS                     | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DE DUNKERQUE ET EXTENSIONS                  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DE L'AGGLOMÉRATION CHALONNAISE              | GLOB         | 100,00        | 56,00     | GLOB         | 100,00        | 56,00     |
| SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DE L'AGGLOMÉRATION THONONNAISE              | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DÉPARTEMENTAUX DU GARD                      | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DU BASSIN CHELLOIS                          | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS LIBOURNAIS                                  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS PAR AUTOCARS DE L'OUEST PAYS DE LA LOIRE    | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS URBAINS DE DIEPPE                           | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE TRANSPORTS ET DE RÉPARATIONS AUTOMOBILES | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE L'AGGLOMÉRATION ROUENNAISE                     | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ NIÇOISE D'ENLÈVEMENT ET DE GARDIENNAGE                     | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ NOUVELLE CPL   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOCIÉTÉ NOUVELLE DES AUTOBUS AJACCIENS                             |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                      | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|   | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| SOCIÉTÉ VAROISE DE TRANSPORTS           | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SOLEA                                   | GLOB         | 100,00        | 61,48     | GLOB         | 100,00        | 61,48     |
| STE DES TRANSPORTS DEP DU LOIR-ET-CHER  | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| SUD CARS                                | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SUD EST MOBILITÉS                       | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| SURESNES U.P                            | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| T.C.R.M TRANSP. COMMUNS RÉGION METZ     | EQUI Ent Ass | 39,96         | 27,97     | EQUI Ent Ass | 39,96         | 27,97     |
| TIPS                                    | GLOB         | 100,00        | 65,10     | GLOB         | 100,00        | 65,10     |
| TPMR STRASBOURG                         | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| TPMR TOULOUSE                           | GLOB         | 100,00        | 69,96     | GLOB         | 100,00        | 69,96     |
| TPMR TOURS                              | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| TRANS PROVENCE                          | GLOB         | 100,00        | 69,67     | GLOB         | 100,00        | 69,67     |
| TRANS VAL DE FRANCE                     | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANS VAL-D'OISE                        | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSAMO                                | GLOB         | 100,00        | 66,54     | GLOB         | 100,00        | 66,54     |
| TRANSAVOIE                              | GLOB         | 100,00        | 69,65     | GLOB         | 100,00        | 69,65     |
| TRANSDEV                                | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV AÉROPORT CARCASSONNE           | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV AÉROPORT LIAISONS              | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV AÉROPORT PERPIGNAN             | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV AÉROPORT SERVICES              | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV AÉROPORT TRANSIT               | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV AGGLOMÉRATION DE BAYONNE       | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV ALBERTVILLE                    | GLOB         | 100,00        | 70,00     |              |               |           |
| TRANSDEV ALPES                          | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV ALPES-MARITIMES                | GLOB         | 100,00        | 69,98     | GLOB         | 100,00        | 69,98     |
| TRANSDEV ARLES                          | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV AUVERGNE                       | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV BASSIN D'ARCACHON              | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV BRIVE                          | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV BUSINESS INFORMATION SOLUTIONS | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                    | 31.12.2018 |               |           | 31.12.2017 |               |           |
|---------------------------------------|------------|---------------|-----------|------------|---------------|-----------|
|                                       | Méthode    | % Intégration | % Intérêt | Méthode    | % Intégration | % Intérêt |
| TRANSDEV CARGO                        | GLOB       | 100,00        | 70,00     |            |               |           |
| TRANSDEV CHAMBÉRY                     | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV CONTRÔLE PRÉVENTION SÛRETÉ   | GLOB       | 100,00        | 70,00     |            |               |           |
| TRANSDEV DAUPHINE                     | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV DROME                        | GLOB       | 100,00        | 70,00     |            |               |           |
| TRANSDEV DU MARSAN                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV ESPACES                      | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV EST                          |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV EUROLINES                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV EXPRESS GRAND OUEST          | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV EXPRESS RHÔNE-ALPES AUVERGNE | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV EXPRESS SUD OUEST            | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV FOUGÈRES                     | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV GRAND EST                    | GLOB       | 100,00        | 69,97     | GLOB       | 100,00        | 69,97     |
| TRANSDEV HAUTE SAVOIE                 | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV ICM                          | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV IDF CSP CONTRÔLE             | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV ÎLE-DE-FRANCE                | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV ISTRE                        | GLOB       | 100,00        | 69,97     | GLOB       | 100,00        | 69,97     |
| TRANSDEV LA ROCHELLE                  | GLOB       | 100,00        | 70,00     |            |               |           |
| TRANSDEV LIGNES VOSGES                |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 69,97     |
| TRANSDEV LOCATION DE VÉHICULE         | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV LYS                          | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV MÉDITERRANÉE                 | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV MONTPELLIER                  | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV NANCY                        | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV NÎMES MOBILITÉ               | GLOB       | 100,00        | 70,00     |            |               |           |
| TRANSDEV NIORT AGGLOMÉRATION          | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV OUTRE MER                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV PARIS EST                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV PARIS SUD                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                                 | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|  | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| TRANSDEV PAYS D'OR                                 | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV PAYS ROCHEFORTAIS                         | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV PICARDIE                                  | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| TRANSDEV POITOU-CHARENTES                          | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| TRANSDEV REIMS                                     | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV RHÔNE-ALPES INTERURBAIN                   | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| TRANSDEV ROANNE                                    | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV ROYAN ATLANTIQUE                          | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SAINT-DIÉ-DES-VOSGES                      | GLOB         | 100,00        | 70,00     |              |               |           |
| TRANSDEV SAINT-DIZIER                              | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SERVICES RÉUNION                          | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SHUTTLE FRANCE                            | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV STATIONNEMENT                             | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SUD                                       | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SUD OUEST                                 | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV TREFLE                                    |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV URBAIN                                    | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV URBAINS DU VALENCIENNOIS                  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV VALENCE                                   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV VICHY                                     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |              |               |           |
| TRANSÉVRY  | EQUI Ent Ass | 44,37         | 31,06     | EQUI Ent Ass | 44,37         | 31,06     |
| TRANSPORTS DE TOURISME DE L'OcéAN                  | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| TRANSPORTS D'EURE-ET-LOIR                          | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| TRANSPORTS DU VAL DE SEINE                         | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| TRANSPORTS DU VAL-D'OISE                           | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSPORTS EN COMMUN DE COMBS-LA-VILLE             | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION AVIGNONNAISE     | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMÉRATION ROUENNAISE | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSPORTS MARNE ET MORIN                          | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSPORTS PARIS BEAUVAIS                          | EQUI Co-Ent  | 49,00         | 34,30     | EQUI Co-Ent  | 49,00         | 34,30     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                                | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|   | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| TRANSPORTS PUBLICS DE L'AGGLOMÉRATION STÉPHANOISE | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSPORTS RAPIDE AUTOMOBILE                      | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| URBIS PARK SERVICES SAS                           | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| VAD   | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| VAL D'EUROPE AIRPORT                              | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| VE AIRPORT  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| VELOWAY   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| VEOLIA EDF NICE AUTO PARTAGE                      | EQUI Co-Ent  | 69,98         | 48,99     | EQUI Co-Ent  | 69,98         | 48,99     |
| VILLENEUVE MOBILITÉ                               | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| VISUAL  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| VOYAGE ET TRANSPORTS DE NORMANDIE                 | GLOB         | 100,00        | 69,97     | GLOB         | 100,00        | 69,97     |
| VOYAGES CROLARD                                   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| <b>GUERNESEY</b>                                  |              |               |           |              |               |           |
| CAMELBACK INSURANCE LIMITED GUERNISAY             | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| <b>HONG KONG</b>                                  |              |               |           |              |               |           |
| HONG KONG ENGINEERING                             | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| HONG KONG TRAMWAYS LIMITED (MEE)                  | EQUI Ent Ass | 49,50         | 34,65     | EQUI Ent Ass | 49,50         | 34,65     |
| VEOLIA TRANSPORT CHINA LTD HK                     | GLOB         | 100,00        | 38,50     | GLOB         | 100,00        | 38,50     |
| VT RATP CHINA                                     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| VT RATP CONSULTING CO. LTD                        | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| <b>INDE</b>                                       |              |               |           |              |               |           |
| METRO ONE OPERATION                               | GLOB         | 100,00        | 26,95     | GLOB         | 100,00        | 26,95     |
| RATP DEV TRANSDEV INDIA                           | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     | EQUI Co-Ent  | 50,00         | 35,00     |
| <b>IRLANDE</b>                                    |              |               |           |              |               |           |
| TRANSDEV DUBLIN LIGHT RAIL LTD                    | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV IRELAND BUS LIMITED                      | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV IRELAND LIMITED                          | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| <b>ISRAËL</b>                                     |              |               |           |              |               |           |
| VEOLIA TRANSPORTATION ISRAËL LTD                  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |



| GROUPES / SOCIÉTÉS  | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|   | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| <b>LUXEMBOURG</b>   |              |               |           |              |               |           |
| TRANSDEV RÉ   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| <b>MAROC</b>  |              |               |           |              |               |           |
| TRANSDEV RABAT SALE SA                                      | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| <b>NOUVELLE-CALÉDONIE</b>                                   |              |               |           |              |               |           |
| CARSUD SA (MEE)   | EQUI Ent Ass | 27,96         | 19,57     | EQUI Ent Ass | 27,96         | 19,57     |
| <b>NOUVELLE-ZÉLANDE</b>                                     |              |               |           |              |               |           |
| TRANSDEV NEW ZEALAND LTD                                    | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV WELLINGTON LTD                                     | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV AUCKLAND LTD                                       | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| <b>PAYS-BAS</b>   |              |               |           |              |               |           |
| ABEL TECHNOLOGIE B.V.                                       | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| ACM OPLEIDINGEN BV  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| ACM ZORGOPLEIDINGEN BV                                      | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| BEDRIJFSVERVOER LIMBURG BV                                  | EQUI Co-Ent  | 17,28         | 12,10     | EQUI Co-Ent  | 21,60         | 15,12     |
| CONEXXION MULTIMODAL BV                                     | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| CONEXXION FINANCE BV  |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| CONEXXION MOBILITY SERVICES BV                              | GLOB         | 100,00        | 60,49     | EQUI Ent Ass | 44,07         | 30,84     |
| CONEXXION NEDERLAND NV                                      | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| CONEXXION OPENBAAR VERVOER NV                               | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| CONEXXION TAXI SERVICES BV                                  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| CONEXXION TOURS BV  |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| CONEXXION VLOOT BV  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| CONEXXION WATER BV  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| CONEXXION ZORGVERVOER B.V.                                  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| CONEXXION ZORGVERVOER ZUID HOLLAND B.V.                     | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| COÖPERATIE REGIONAL AMBULANCEVOORZIENING KENNERMERLAND U.A. | EQUI Ent Ass | 43,22         | 30,25     | EQUI Ent Ass | 43,22         | 30,25     |
| COÖPERATIE REGIONALE AMBULANCEVOORZIENING HAAGLANDEN U.A.   | EQUI Ent Ass | 21,61         | 15,12     | EQUI Ent Ass | 21,61         | 15,12     |
| CXX AML MATERIEEL B.V.                                      | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| DE GROOTH VERVOER BV  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                                  | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|---|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|   | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| EUROLINES NETHERLANDS NV                            | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| FUTURE TECHNOLOGY NEDERLAND BV                      | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| GVU NV  |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| STAN B.V.   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| HERMES GROEP NV                                     | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| HERMES OPENBAAR VERVOER BV                          | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| KROON ARBOZAKEN B.V.                                |              |               |           | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| OMNITAX BV  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| OV REGIO LJSSELMOND BV                              | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| PARTEXX BV  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| PERSONEELSVORZIENING BRABANTS<br>BUSVERVOER BV      | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| PERSONENVERVOER GRONINGEN BV                        | GLOB         | 100,00        | 60,49     | EQUI Co-Ent  | 28,80         | 20,16     |
| PERSONENVERVOER VAN DIJK DELFTZIJL BV               | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| PERSONENVERVOER ZUID-NEDERLAND BV                   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| REISINFORMATIEGROEP BV                              | EQUI Ent Ass | 28,36         | 19,85     | EQUI Ent Ass | 28,36         | 19,85     |
| ROLINE BV   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| SCHIPHOL TRAVEL TAXI BV                             | EQUI Ent Ass | 43,22         | 30,25     | EQUI Ent Ass | 43,22         | 30,25     |
| STADSBUS GROEP MAASTRICHT NV                        | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| STADSBUS MAASTRICHT PARTICIPATIES BV                | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| STAN ECOZORG B.V.                                   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| STICHTING AMBULANCEZORG NOORD<br>EN OOST GELDERLAND | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| STICHTING REGIONALE<br>AMBULANCEVOORZIENING ZEELAND | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| TAXI CENTRALE MIDDEN-BRABANT                        | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| TBC HOLDING B.V.                                    | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| TECHNO SERVICE NEDERLAND NV                         | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| TRANZER B.V.  | EQUI Ent Ass | 12,96         | 9,07      | EQUI Ent Ass | 12,96         | 9,07      |
| VEOLIA TRANSPORT BRABANT N.V.                       | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| VEOLIA TRANSPORT FAST FERRIES B.V.                  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| VEOLIA TRANSPORT LIMBURG B.V.                       | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| VEOLIA TRANSPORT LIMBURG BUS B.V.                   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS   | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|  | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| VEOLIA TRANSPORT LIMBURG TOUR  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| TRANSDEV BBA HOLDING BV.   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| CONNEXION HAAGLANDEN B.V   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| TRANSDEV LIMBURG PERSONEEL B.V.  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| TRANSDEV LIMBURG RAIL B.V.   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| VERENIGING AMBULANCEZORG REGIO NOORD-HOLLAND NOORD IN COÖPERATIEF VERBAND U.A. | EQUI Ent Ass | 43,22         | 30,25     | EQUI Ent Ass | 43,22         | 30,25     |
| WITTE KRUIS AMBULANCE BV   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| WITTE KRUIS AMBULANCEZORG BV   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| WITTE KRUIS BV   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| WITTE KRUIS HOLDING BV   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| WITTE KRUIS MIDELEN BV   | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| WITTE KRUIS ZORG BV  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| WKA ZEELAND  | GLOB         | 100,00        | 60,49     | GLOB         | 100,00        | 60,49     |
| <b>PORTUGAL</b>  |              |               |           |              |               |           |
| AUTO VIACAO AVEIRENSE  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| CAIMA TRANSPORTES  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| EMPRESA DE TRANSPORTES ANTONIO CUNHA   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| IBERO EUROSUR S.L.   |              |               |           | EQUI Co-Ent  | 25,42         | 17,45     |
| INTERCENTRO  | GLOB         | 100,00        | 33,90     | GLOB         | 100,00        | 33,90     |
| INTERGALIZA  | EQUI Co-Ent  | 25,42         | 17,79     | EQUI Co-Ent  | 25,42         | 17,79     |
| INTERNORTE   | GLOB         | 100,00        | 35,59     | GLOB         | 100,00        | 35,59     |
| MINHO BUS  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| RODOIARIA DA BEIRA LITORAL   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| RODOIARIA DO TEJO  | EQUI Co-Ent  | 25,42         | 17,79     | EQUI Co-Ent  | 25,42         | 17,79     |
| RODOVIARIA DA BEIRA INTERIOR   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| RODOVIARIA DE ENTRE D'OURO E MINHO   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| RODOVIARIA DO LIS  | EQUI Co-Ent  | 25,42         | 17,79     | EQUI Co-Ent  | 25,42         | 17,79     |
| RODOVIARIA DO OESTE  | EQUI Co-Ent  | 25,42         | 17,79     | EQUI Co-Ent  | 25,42         | 17,79     |
| TRANSDEV DOURO   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV INTERIOR  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                     | 31.12.2018 |               |           | 31.12.2017 |               |           |
|--|------------|---------------|-----------|------------|---------------|-----------|
|  | Méthode    | % Intégration | % Intérêt | Méthode    | % Intégration | % Intérêt |
| TRANSDEV MOBILIDADE                    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV NORTE                         | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV PARTICIPAÇÕES SGPS            | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV PORTO                         | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| <b>RÉPUBLIQUE TCHÈQUE</b>              |            |               |           |            |               |           |
| VEOLIA EUROLINES CZ A.S.               | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV CIESKA REPUBLIKA SRO          | GLOB       | 100,00        | 70,00     |            |               |           |
| TRANSDEV MORAVA                        | GLOB       | 100,00        | 70,00     |            |               |           |
| <b>ROYAUME-UNI</b>                     |            |               |           |            |               |           |
| BLAZEFIELD BUSES                       | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| BLAZEFIELD TRAVEL GROUP                | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| BURNLEY & PENDLE TRAVEL                | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CABFIND LTD                            |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| COMET CAR HIRE LTD                     | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| CONNEX SOUTH EASTERN                   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| GREEN TOMATO CARS                      |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| HARROGATE & DISTRICT TRAVEL LIMITED    | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| KEIGHLEY & DISTRICT TRAVEL LIMITED     | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| LANCASHIRE UNITED LIMITED              | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| ROSSENDALE TRANSPORT LTD               | GLOB       | 100,00        | 70,00     |            |               |           |
| TRANSDEV BLAZEFIELD LIMITED            | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV CLAIMS INVESTIGATIONS LIMITED | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV LONDON LTD                    |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV NORTHERN BLUE                 | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV PLC                           | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV TRAM UK                       | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV YORK                          | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| TRIDENT HERITAGE LTD                   |            |               |           | GLOB       | 100,00        | 70,00     |
| YORKSHIRE COASTLINER                   | GLOB       | 100,00        | 70,00     | GLOB       | 100,00        | 70,00     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS   | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|  | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| <b>SUÈDE</b>   |              |               |           |              |               |           |
| ÅNGFARTYGS AKTIEBOLAGET<br>STOCKHOLM-BILDÖSUND                   | GLOB         | 100,00        | 70,00     |              |               |           |
| BLIDÖSUNDSBOLAGET MANAGEMENT AB                                  | GLOB         | 100,00        | 70,00     |              |               |           |
| BLIDÖSUNDSBOLAGET AB   | GLOB         | 100,00        | 70,00     |              |               |           |
| BUSSDEPÅN I KRISTIANSTAD AB                                      | EQUI Ent Ass | 43,00         | 30,10     | EQUI Ent Ass | 43,00         | 30,10     |
| GÖTEBORGS-STYRSÖ SKÄRGÅRDSTRAFIK<br>AB                           | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| KOMMANDITBOLAGET BUSSNINGEN                                      | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| MERRESOR AB  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| PEOPLE TRAVEL GROUP AB   | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV NORTHERN EUROPE AB                                      | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV SVERIGE AB  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| TRANSDEV UPPLAND AB  | GLOB         | 100,00        | 70,00     | GLOB         | 100,00        | 70,00     |
| <b>GRUPE COENTREPRISE DE<br/>TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ</b>         |              |               |           |              |               |           |
| COENTREPRISE DE TRANSPORT<br>D'ÉLECTRICITÉ                       | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     |
| <i>Siège social : 69-71, rue de Miromesnil<br/>- 75008 Paris</i> |              |               |           |              |               |           |
| AIRTELIS   | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     |
| ARTERIA  | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     |
| CIRTEUS  | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     |
| CORESO   | EQUI Ent Ass | 4,78          | 4,78      | EQUI Ent Ass | 4,78          | 4,78      |
| HGRT   | EQUI Ent Ass | 10,16         | 10,16     | EQUI Ent Ass | 10,16         | 10,16     |
| IFA2   | ENT COMM     | 14,95         | 14,95     | ENT COMM     | 14,95         | 14,95     |
| INELFE   | ENT COMM     | 14,95         | 14,95     | ENT COMM     | 14,95         | 14,95     |
| RTE  | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     |
| RTE IMMO   | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     |
| RTE INTERNATIONAL  | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     | EQUI Co-Ent  | 29,90         | 29,90     |

| GROUPES / SOCIÉTÉS                                   | 31.12.2018   |               |           | 31.12.2017   |               |           |
|--|--------------|---------------|-----------|--------------|---------------|-----------|
|  | Méthode      | % Intégration | % Intérêt | Méthode      | % Intégration | % Intérêt |
| <b>AUTRES ENTITÉS INFRASTRUCTURE &amp; TRANSPORT</b> |              |               |           |              |               |           |
| VERDUN PARTICIPATIONS 1                              | EQUI Ent Ass | 49,00         | 49,00     | EQUI Ent Ass | 49,00         | 49,00     |
| COMPAGNIE NATIONALE DU RHÔNE                         | EQUI Ent Ass | 33,20         | 33,20     | EQUI Ent Ass | 33,20         | 33,20     |
| ADL PARTICIPATIONS                                   | EQUI Ent Ass | 24,50         | 24,50     | EQUI Ent Ass | 24,50         | 24,50     |
| HOLDING INFRASTRUCTURES GAZIÈRES – GRT GAZ **        | EQUI Ent Ass | 32,35         | 32,35     |              |               |           |
| STOA   | GLOB         | 100,00        | 83,33     | GLOB         | 100,00        | 83,33     |

\* Transmission Universelle de Patrimoine à la Caisse des Dépôts Section Générale.

\*\* Co-détention avec le Fonds d'épargne et CNP Assurances qui détiennent respectivement 13,25 % et 54,4 % de HIG.

Méthodes de consolidation :

GLOB : Intégration globale

EQUI Co-Ent : Mise en équivalence de coentreprise

EQUI Ent Ass : Mise en équivalence d'entreprise associée

ENT COMM : Entreprise commune.

---

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

---

### (Exercice clos le 31 décembre 2018)

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse des dépôts et consignations relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat des opérations de l'exercice écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Examen des Comptes et des Risques (« CECR »).

---

### Fondement de l'opinion

---

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à la Caisse des dépôts et consignations et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont les suivants :

- PricewaterhouseCoopers Audit : les principales missions réalisées sur l'exercice 2018 ont porté sur des émissions de lettre de confort dans le cadre de programmes d'émission et des attestations.
- Mazars : les principales missions réalisées sur l'exercice 2018 ont porté sur des émissions de lettre de confort dans le cadre de programmes d'émission, des attestations, des Due diligences ainsi que des missions de facilitation.

---

### Observation

---

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à l'application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 de la nouvelle norme IFRS 9 exposée dans la note 1 « Principes et méthodes comptables applicables dans le groupe » ainsi que dans les autres notes de l'annexe présentant des données chiffrées liées aux incidences de ce changement.

---

### Justification des appréciations – Points clés de l'audit

---

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

**Impacts de la première application d'IFRS 9 – « Instruments financiers » au 1<sup>er</sup> janvier 2018**  
 (Se référer au paragraphe 9 de la section « Faits marquants » et aux notes 2.1 à 2.6 des comptes consolidés)

**Risque identifié et principaux jugements**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Caisse des dépôts et consignations applique la norme IFRS9 « Instruments financiers », qui définit de nouvelles règles de classement et d'évaluation des instruments financiers, et une nouvelle méthodologie de dépréciation des actifs financiers. La CDC a examiné le classement de ses actifs et passifs financiers en tenant compte du modèle économique de gestion et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces instruments et en opérant les choix ouverts par la nouvelle norme. Pour la dépréciation des actifs financiers, cette nouvelle norme entraîne en particulier un élargissement de la base des actifs soumis à provision. Tous les actifs financiers, y compris les encours sains, donnent désormais lieu à la constitution de dépréciations au titre du risque de crédit attendu. La détermination des montants de pertes de crédit attendues est dans une large mesure fondée sur l'utilisation de modèles et de paramètres dont la fixation a un impact sur le montant des provisions calculées. Compte tenu de l'importance du jugement dans la détermination de ces dépréciations, des évolutions induites par la mise en œuvre opérationnelle de la nouvelle norme (adaptation du dispositif opérationnel de calcul des provisions, nouveaux systèmes d'information, paramètres, nouveau cadre de contrôles) ainsi que de l'importance des reclassements nous avons considéré la première application de cette norme au 1<sup>er</sup> janvier 2018 comme un point clé de l'audit. La première application d'IFRS 9 a conduit le Groupe CDC à constater un impact de -90 millions d'euros net d'impôt dans les capitaux propres, à publier un bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et à fournir des informations détaillées sur le passage du bilan au 31 décembre 2017 en référentiel IAS 39 au bilan d'ouverture en référentiel IFRS 9 au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (hors actifs et passifs d'assurance).

**Notre approche d'audit**

Nous avons apprécié le dispositif déployé par le Groupe CDC pour mettre en œuvre cette nouvelle norme. Nous avons eu recours à nos spécialistes pour l'appréciation des analyses effectuées et des modèles utilisés par le Groupe CDC pour l'application des nouveaux principes comptables IFRS 9. Sur les aspects de classement et d'évaluation, nos travaux d'audit ont consisté à :

- examiner les analyses réalisées et les principes comptables définis par le Groupe CDC ;
- vérifier, sur base d'échantillons de contrats, l'analyse effectuée par le Groupe CDC quant au classement des actifs financiers ;
- apprécier les modèles de gestion des actifs financiers et évaluer le dispositif de contrôle interne encadrant ces modèles.

Sur les aspects de pertes de crédit attendues, nos travaux d'audit ont consisté à :

- évaluer la conformité à IFRS 9 des principes du Groupe CDC et des méthodologies en appréciant les travaux de revue indépendante menés en interne, le cas échéant ;
- procéder à une revue méthodologique des modèles de probabilité de défaut et de notations internes complétée par une revue technique composée de tests d'implémentation.

Nous avons par ailleurs vérifié les informations publiées en annexe relatives aux impacts de première application d'IFRS9.

**Valorisation des instruments financiers à la juste valeur**  
 (Se référer aux notes 4.1 et 4.3 des comptes consolidés)

**Risque identifié**

Le groupe CDC détient des instruments financiers évalués et comptabilisés à la juste valeur dont les variations sont enregistrées soit au compte de résultat soit en capitaux propres (recyclables et non recyclables). La juste valeur des instruments financiers est déterminée, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation, principalement des approches par le marché ou par le résultat (notamment méthodes d'actualisation des flux de trésorerie futurs et de l'actif net réévalué). Nous avons considéré la détermination de la juste valeur des instruments financiers comme un point clé de l'audit au 31 décembre 2018, en raison :

- du risque d'incidence significative sur les résultats du groupe, au regard de l'importance du poste au niveau des états financiers consolidés ;
- de l'importance du jugement requis pour la détermination des justes valeurs et du recours à des données non observables ;
- de la sensibilité des valeurs d'utilité à certains paramètres d'évaluation.

Au 31 décembre 2018, la valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultats s'élève à 9692 millions d'euros et à la juste valeur par capitaux propres à 34 745 millions d'euros.

**Réponse du collège des Commissaires aux comptes face à ce risque**

La Direction a mis en place un dispositif de contrôle pour l'identification et le suivi opérationnel des actifs enregistrés à la juste valeur par résultat ou capitaux propres et pour l'évaluation de leur juste valeur. Nous avons examiné ce dispositif et testé, sur base d'échantillons, la conception et l'efficacité opérationnelle des principaux contrôles clés portant notamment sur :

- l'identification et le classement des actifs selon leur hiérarchie de valeur ;
- le choix des approches d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur ;
- la détermination des paramètres de marché (beta et prime de marché) ou d'évaluation (flux contractuels attendus le cas échéant, taux d'actualisation, taux de croissance, multiples d'Ebit ou d'Ebitda...).

Nous avons examiné, en lien avec nos experts en évaluation, une sélection de lignes du portefeuille au 31 décembre 2018 et réalisé les travaux suivants :

- examen des données retenues par le groupe (y compris scénarios économiques) et analyse critique de la méthodologie d'évaluation utilisée ;
- vérification arithmétique des modèles d'évaluation ; A ;
- appréciation des paramètres d'évaluation (taux d'actualisation, taux de croissance à long terme, taux d'impôt, multiples sectoriels) ;



## Gestion des accès et des habilitations sur les systèmes d'information concourant à la production des états financiers

| Risque identifié   | Réponse du collège des Commissaires aux comptes face à ce risque   |
|--|--|
| <p>La fiabilité et la sécurité des systèmes d'information jouent un rôle clé dans la préparation des comptes annuels de la Section Générale de la Caisse des dépôts et consignations.</p> <p>En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et des niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de fraudes ou d'erreurs imputables à des modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données sous-jacentes.</p> <p>La gestion des droits d'accès représentée à ce titre un point clé de l'audit, qui fait par ailleurs l'objet d'une attention particulière de la Caisse de dépôts et consignations.</p> | <p>Les travaux que nous avons mis en œuvre avec l'appui de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière ;</li> <li>• prise de connaissance du dispositif de contrôle interne relatif au processus de création, modification et suppression des droits d'accès des utilisateurs aux applications et infrastructures sous-jacentes ;</li> <li>• évaluation de l'efficacité des contrôles clés mis en place dans le cadre du processus de recertification périodique des droits d'accès, validation de la couverture de l'exhaustivité du périmètre et test des contrôles clés mis en place par la Direction ;</li> <li>• appréciation des droits à haut privilège accordés aux utilisateurs au regard de leur rôle et responsabilité ;</li> <li>• vérification de la correcte séparation des environnements de développement et de production ;</li> <li>• réalisation de travaux spécifiques complémentaires sur les droits d'accès.</li> </ul> |

## Valorisation des participations dans les entreprises et sociétés mises en équivalence (Se référer à la note 4.10 des comptes consolidés)

| Risque identifié et principaux jugements   | Notre approche d'audit   |
|--|--|
| <p>Le poste « <i>Participation dans les entreprises associées et co-entreprises</i> » représente au bilan un total de 24,2 milliards d'euros.</p> <p>Il comprend les titres détenus dans le cadre d'entreprises associées et de co-entreprises comme indiqué dans les annexes aux comptes consolidés (note 4.10).</p> <p>La valeur des titres mis en équivalence correspond à la quote-part détenue (pourcentage d'intérêt) dans les capitaux propres des sociétés correspondantes, augmentée des éventuels écarts d'acquisition et d'évaluation. Cette valeur fait l'objet d'un test annuel de dépréciation, qui fait intervenir plusieurs techniques d'évaluation et diverses hypothèses macroéconomiques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le recours à des éléments historiques (capitaux propres, cours de bourse) ;</li> <li>• le recours à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité et plan d'affaires) ;</li> <li>• l'utilisation d'hypothèses de marché, notamment le taux d'actualisation, le taux de croissance à l'infini ;</li> </ul> <p>Il s'agit d'une estimation qui requiert l'exercice du jugement par la Direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. À ce titre, nous avons considéré que la valorisation des titres mis en équivalence constituait un point clé de l'audit.</p> | <p>Nous avons évalué les processus mis en œuvre par la Caisse des Dépôts et Consignations pour mesurer l'éventuel besoin de dépréciation des titres mis en équivalence.</p> <p>En fonction des différentes méthodes retenues, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifié que les données financières historiques retenues correspondent aux données validées par les auditeurs des sociétés concernées ;</li> <li>• examiné les éléments prévisionnels utilisés en nous assurant qu'ils étaient validés par les organes de Direction des sociétés concernées, et en appréciant leur cohérence avec les hypothèses retenues pour les construire et les performances passées ;</li> <li>• impliqué, le cas échéant, nos experts en valorisation pour procéder à l'évaluation des hypothèses macroéconomiques utilisées et des taux d'actualisation retenus.</li> </ul> <p>S'agissant des filiales incluses dans le périmètre de notre audit, nous avons apprécié la cohérence de la valeur des titres retenue par la Caisse des dépôts et consignations avec les conclusions des auditeurs des filiales concernées.</p> |

---

## Vérifications spécifiques

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe Caisse des dépôts et consignations.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

---

## Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

---

### Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la Section générale de la Caisse des dépôts et consignations par décision du Directeur Général appelé à statuer sur les comptes du 31 décembre 2004 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2018, les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars étaient dans la 15<sup>e</sup> année de leur mission sans interruption, dont 13 années depuis que les titres de la Caisse des dépôts et consignations ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

---

## Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

---

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Il incombe au CECR de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directeur Général.

---

## Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

---

### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### Rapport au CECR

Nous remettons au CECR un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au CECR, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au CECR la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le CECR des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 8 avril 2019

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS

Pierre Clavié

Cyrille Dietz

Gilles Magnan

Jean Latorzeff

# Rémunération des dirigeants du groupe Caisse des Dépôts

Rémunération des directeurs | 181  
de l'Établissement public membres  
du comité exécutif

Rémunération du directeur général | 181  
de la Caisse des Dépôts

Rémunération des dirigeants | 182  
du Groupe

## Rémunération des directeurs de l'Établissement public\* membres du comité exécutif au 31.12.2018

|  | <b>Comité exécutif EP</b> |
|--|---------------------------|
| Total des parts fixes <sup>(1)</sup> de rémunération 2018 en année pleine                                    | 2 133 587                 |
| Total des parts variables <sup>(1)</sup> de rémunération en cible au titre de l'exercice 2018 <sup>(2)</sup> | 434 717                   |
| Total des parts variables <sup>(1)</sup> de rémunération versées au titre de l'exercice 2018 <sup>(2)</sup>  | 399 803                   |
| Total des avantages en nature au titre de l'exercice 2018 <sup>(2)</sup>                                     | 18 912                    |
| Effectif   | 9                         |

Données en euros bruts.

(1) Terminologie du code AFEP-MEDEF ;

(2) Données *pro rata temporis*.

\* Hors directeur général EP.

### Modalités de détermination de la part variable :

Les modalités de détermination de la part variable tiennent compte de standards propres à la Caisse des Dépôts. Cette part variable peut par exception être différente en fonction du parcours et des compétences spécifiques du directeur. Les objectifs qualitatifs et quantitatifs fixés chaque année sont adaptés à chacune des directions concernées et résultent de la lettre-contrat d'objectifs qui est déterminée pour chaque direction entre le directeur général et le directeur concerné. Un volet managérial figure systématiquement dans les objectifs fixés.

## Rémunération du directeur général de la Caisse des Dépôts au 31.12.2018

| Rémunération fixe au titre de l'exercice 2018 en année pleine | Rémunération variable au titre de l'exercice 2018 |               |                        | Indemnité de départ : situation au 31.12.2018 | Compléments de retraite – Situation au 31.12.2018 | Options d'achat d'actions attribuées au cours de l'exercice 2018 | Attribution gratuite d'actions au cours de l'exercice 2018 | Jetons de présence au titre de l'exercice 2018 | Avantages en nature au titre de l'exercice 2018 |
|---|---|---------------|------------------------|---|---|--|--|--|---|
|   | Montant maximal                                   | Montant versé | Critères d'attribution |   |   |  |  |  |   |
| 400 000   | 50 000  | (1)           | néant                  | néant   | néant   | néant  | néant  | néant  | néant   |

Données en euros bruts.

(1) Montant résultant d'une décision « Finances » après avis de la présidente de la Commission de surveillance. Le processus n'est pas achevé à ce jour.

### Modalités de détermination de la part variable :

La détermination du niveau d'atteinte des objectifs et du montant de la prime pouvant être versé, variables par nature d'une année sur l'autre, sera laissée à l'appréciation conjointe du ministre de l'Économie et des Finances et du ministre du Budget après consultation du président de la Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et consignations.

## Rémunération des dirigeants du Groupe en année pleine, en euros bruts

| Filiale                 | Nom et fonction   | Capital détenu<br>par la CDC au<br>31.12.2018 | Rémunération<br>fixe au<br>01.01.2018 | Rémunération<br>variable au titre de<br>l'exercice 2018 |                  |
|-------------------------|---|---|---------------------------------------|---|------------------|
|                         |   |   |                                       | Montant<br>maximal                                      | Montant<br>versé |
| Bpifrance               | Nicolas DUFOURCQ,<br>Directeur général                          | 50,00%  | 400 000                               | 50 000  | / (1)            |
| CDC Biodiversité        | Marc ABADIE,<br>Président de CDC<br>Biodiversité                | 100,00%                                       | 266 848                               | 53 370  | / (2)            |
| CNP Assurances          | Antoine LISSOWSKI,<br>Directeur général<br>depuis le 01.09.2018 | 40,90%  | 150 000 (3)                           | / (3)   | / (3)            |
| CNP Assurances          | Frédéric LAVENIR,<br>Directeur général<br>jusqu'au 31.08.2018   | 40,90%  | 266 667 (3)                           | / (3)   | / (3)            |
| Compagnie des Alpes (4) | Dominique MARCEL<br>Président directeur<br>général              | 39,43%  | 400 000                               | 50 000  | 50 000           |
| EGIS                    | Nicolas JACHET<br>Président directeur<br>général                | 74,99%  | 305 790                               | 137 606   | 114 763          |
| ICADE                   | Olivier WIGNIOLLE<br>Directeur général                          | 39,02%  | 400 000                               | 50 000  | / (2)            |
| SCET                    | Stéphane KEITA<br>Président directeur<br>général                | 100,00%                                       | 260 000                               | 91 000  | / (2)            |
| CDC HABITAT (ex SNI)    | André YCHÉ, Président<br>du directoire                          | 100,00%                                       | 325 000                               | 110 000   | 110 000 (5)      |
| Société Forestière      | Gilles SEIGLE<br>Président directeur<br>général                 | 49,99%  | 287 400                               | 100 590   | 100 590          |
| TRANSDEV                | Thierry Mallet<br>Président directeur<br>général                | 70,00%  | 400 000                               | 50 000  | 50 000           |

\* L'indemnité de rupture n'a pas vocation à être versée lorsque le dirigeant fonctionnaire est réintégré dans son corps d'origine.

(1) Montant non encore versé (en attente tenue Comité des Rémunérations puis approbation du CA de Bpifrance et du Ministre de l'Économie et des Finances) ;

(2) Montant non encore versé ;

(3) Monsieur Lissowski a perçu une rémunération globale annuelle brute égale à 450 000 euros au titre de son mandat pour l'année 2018, versée prorata temporis. À compter de 2019, il percevra une rémunération fixe de 400 000 euros versée en 12 mensualités.

Monsieur Lavenir a perçu une rémunération globale annuelle brute égale à 400 000 euros au titre de son mandat pour l'année 2018, versée prorata temporis.

Pour l'année 2018, Monsieur Lissowski n'est éligible à aucune rémunération variable au titre de son mandat de directeur général de CNP Assurances. Au titre de l'année 2019, Monsieur Lissowski sera également éligible au versement d'une rémunération variable d'au plus 12,5% de la rémunération fixe annuelle, soit 50 000 euros. Monsieur Lissowski ayant été nommé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018, il n'a pas perçu de rémunération variable en 2018 au titre de son mandat social ;

(4) Exercice fiscal décalé : du 1<sup>er</sup> octobre 2018 au 30 septembre 2019 + structure de rémunération du PDG modifiée à compter du 9 mars 2017 ;

(5) Le montant variable indiqué est à cheval sur 2 exercices car versement d'un acompte de part variable en décembre de l'année n (50% de la cible max de variable) et le solde en mars de l'année n+1 après validation par le comité des rémunérations et le Conseil de surveillance.

Le montant du variable indiqué pour MM. Yché et Chazelle est donc l'addition du solde perçu en mars 2018 (correspondant aux objectifs de 2017) et de l'acompte perçu en décembre 2018 (à titre d'avance sur les objectifs 2018). Il correspond bien aux sommes réellement perçues en 2018.

N/A : Non applicable.

**Rémunération  
variable au titre de  
l'exercice 2018**

**Critères d'attribution**

| <b>Objectifs<br/>quantitatifs</b> | <b>Objectifs<br/>qualitatifs</b> | <b>Indemnité<br/>de départ :<br/>situation au<br/>31.12.2018 (*)</b> | <b>Compléments<br/>de retraite –<br/>Situation au<br/>31.12.2018</b> | <b>Conformité aux<br/>recommandations<br/>AFEP/MEDEF<br/>(pour les sociétés<br/>cotées)</b> | <b>Options d'achat<br/>d'actions<br/>attribuées<br/>au cours de<br/>l'exercice 2018</b> | <b>Attribution<br/>gratuite<br/>d'actions<br/>au cours de<br/>l'exercice 2018</b> | <b>Jetons de<br/>présence<br/>au titre de<br/>l'exercice<br/>2018</b> |
|-----------------------------------|----------------------------------|--|--|---|---|---|---|
| 60%                               | 40%                              | non  | non  | non   | non   | non   | non   |
| / (2)                             | / (2)                            | non  | non  | non   | non   | non   | non   |
| / (3)                             | / (3)                            | non  | non  | oui   | non   | non   | non   |
| / (3)                             | / (3)                            | non  | non  | oui   | non   | non   | non   |
| 50%                               | 50%                              | oui  | oui, à<br>cotisations<br>définies et à<br>prestations<br>définies    | oui   | non   | non   | non   |
| 60%                               | 40%                              | oui  | non  | non   | non   | non   | non   |
| 50 %                              | 50%                              | oui  | non  | oui   | non   | non   | non   |
| 30%                               | 70%                              | non  | non  | non   | non   | non   | non   |
| oui                               | oui                              | oui  | oui, à<br>cotisations<br>définies                                    | non   | non   | non   | non   |
| 55%                               | 45%                              | oui  | non  | non   | non   | non   | non   |
| 60%                               | 40%                              | oui  | oui, à<br>cotisations<br>définies                                    | N/A   | non   | non   | non   |

# États financiers de la Section générale au 31.12.2018

examinés et arrêtés par le directeur général  
de la Caisse des Dépôts en date du 20.03.2019

Bilan | 186

Hors-bilan | 187

Compte de résultat | 188

Notes annexes | 189  
aux états financiers



# Sommaire détaillé

|   |            |  |            |
|---|------------|--|------------|
| <b>ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX</b>   | <b>186</b> | <b>4 – Notes relatives au hors-bilan</b>   | <b>212</b> |
| <b>Bilan</b>  | <b>186</b> | 4.1 - Engagements hors-bilan relatifs aux opérations de change comptant et à terme et de prêts/Emprunts de devises | 212        |
| <b>Hors-bilan</b>   | <b>187</b> | 4.2 - Instruments financiers à terme   | 213        |
| <b>Compte de résultat</b>   | <b>188</b> | 4.2.1 - Engagements hors-bilan relatifs aux instruments financiers à terme   | 213        |
| <b>NOTES ANNEXES<br/>AUX ÉTATS FINANCIERS</b>   | <b>189</b> | 4.2.2 - Ventilation par durée résiduelle   | 214        |
| <b>1 – Événements marquants de la période et postérieurs à la clôture</b>                                   | <b>189</b> | 4.2.3 - Ventilation par devise   | 215        |
| <b>2 – Principes comptables et méthodes d'évaluation</b>  | <b>190</b> | 4.2.4 - Ventilation par zone géographique des swaps de taux  | 216        |
| <b>3 – Notes relatives au bilan</b>   | <b>195</b> | 4.3 - Risques de crédit – Ventilation par zone géographique des engagements donnés                                 | 216        |
| 3.1 - Opérations interbancaires et assimilées – Créances sur les établissements de crédit                   | 195        | <b>5 – Notes relatives au résultat</b>   | <b>217</b> |
| 3.2 - Opérations avec la clientèle  | 196        | 5.1 - Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires   | 217        |
| 3.3 - Opérations sur titres de transaction, de placement, d'investissement et de l'activité de portefeuille | 197        | 5.2 - Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle   | 217        |
| 3.3.1 - Analyse par nature et type de portefeuille  | 197        | 5.3 - Intérêts et assimilés sur obligations et titres à revenu fixe  | 218        |
| 3.3.2 - Éléments complémentaires  | 198        | 5.4 - Autres intérêts et assimilés   | 218        |
| 3.4 - Participations  | 199        | 5.5 - Revenus des titres à revenu variable   | 219        |
| 3.4.1 - Principales participations  | 199        | 5.6 - Produits et charges de commissions   | 219        |
| 3.4.2 - Mouvements  | 200        | 5.7 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation  | 219        |
| 3.5 - Immobilisations corporelles et incorporelles  | 201        | 5.8 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés                                   | 220        |
| 3.6 - Comptes de régularisation et actifs divers  | 202        | 5.9 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire nets  | 220        |
| 3.7 - Opérations interbancaires et assimilées – Dettes envers les établissements de crédit                  | 202        | 5.10 - Charges générales d'exploitation  | 221        |
| 3.8 - Opérations avec la clientèle  | 203        | 5.10.1 - Charges générales d'exploitation  | 221        |
| 3.9 - Dettes représentées par un titre  | 204        | 5.10.2 - Effectifs rémunérés   | 222        |
| 3.10 - Comptes de régularisation et passifs divers  | 205        | 5.11 - Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles       | 222        |
| 3.11 - Provisions   | 205        | 5.12 - Coût du risque  | 223        |
| 3.12 - Variation des capitaux propres   | 206        | 5.13 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés  | 223        |
| 3.13 - Risques de crédit  | 207        | 5.14 - Charge d'impôt  | 223        |
| 3.13.1 - Ventilation des créances sur les établissements de crédit  | 207        | <b>6 – Notes spécifiques</b>   | <b>224</b> |
| 3.13.2 - Ventilation des opérations avec la clientèle   | 208        | 6.1 - Programme d'Investissement d'Avenir  | 224        |
| 3.13.3 - Ventilation des titres à revenu fixe (hors titres empruntés)                                       | 209        | 6.2 - Détail des effets publics et valeurs assimilées par pays émetteur  | 225        |
| 3.13.4 - Ventilation par durée restant à courir   | 210        |  |            |
| 3.14 - Bilan ventilé par devise – Valeurs nettes après dépréciation   | 211        | <b>RAPPORT DES COMMISSAIRES<br/>AUX COMPTES SUR LES COMPTES<br/>ANNUELS DE LA SECTION GÉNÉRALE</b>                 | <b>226</b> |

# États financiers sociaux

## Bilan

| (en millions d'euros)  | Notes       | 31.12.2018     | 31.12.2017     |
|--|-------------|----------------|----------------|
| <b>Actif</b>   |             |                |                |
| <b>Opérations interbancaires et assimilées</b>                         |             | <b>42 272</b>  | <b>50 494</b>  |
| Caisse, banques centrales  |             | 1 042          | 8 783          |
| Effets publics et valeurs assimilées                                   | 3.3         | 31 741         | 27 170         |
| Créances sur les établissements de crédit                              | 3.1         | 9 489          | 14 541         |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                    | <b>3.2</b>  | <b>3 227</b>   | <b>2 852</b>   |
| Comptes ordinaires débiteurs   |             | 345            | 318            |
| Autres concours à la clientèle à terme                                 |             | 2 882          | 2 534          |
| <b>Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable</b> | <b>3.3</b>  | <b>53 124</b>  | <b>51 796</b>  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                             |             | 38 435         | 37 697         |
| Actions et autres titres à revenu variable                             |             | 14 689         | 14 099         |
| <b>Participations</b>  | <b>3.4</b>  | <b>23 902</b>  | <b>24 541</b>  |
| <b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>                    | <b>3.5</b>  | <b>3 820</b>   | <b>3 831</b>   |
| <b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>                      | <b>3.6</b>  | <b>6 335</b>   | <b>9 016</b>   |
| <b>Total Actif</b>   |             | <b>132 680</b> | <b>142 530</b> |
| <b>Passif</b>  |             |                |                |
| <b>Opérations interbancaires et assimilées</b>                         | <b>3.7</b>  | <b>5 024</b>   | <b>4 016</b>   |
| Banques centrales  |             |                |                |
| Dettes envers les établissements de crédit à vue                       |             | 1 439          | 1 032          |
| Dettes envers les établissements de crédit à terme                     |             | 3 585          | 2 984          |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                    | <b>3.8</b>  | <b>65 728</b>  | <b>64 390</b>  |
| Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle                          |             | 52 453         | 51 384         |
| Autres dettes envers la clientèle                                      |             | 13 275         | 13 006         |
| <b>Dettes représentées par un titre</b>                                | <b>3.9</b>  | <b>29 580</b>  | <b>37 684</b>  |
| <b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>                     | <b>3.10</b> | <b>9 340</b>   | <b>13 701</b>  |
| <b>Provisions</b>  | <b>3.11</b> | <b>849</b>     | <b>868</b>     |
| <b>Dépôts de garantie</b>  |             | <b>1</b>       | <b>1</b>       |
| <b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>                    | <b>3.12</b> | <b>556</b>     | <b>556</b>     |
| <b>Capitaux propres – hors FRBG</b>                                    | <b>3.12</b> | <b>21 602</b>  | <b>21 314</b>  |
| Réserves et autres   |             | 19 212         | 19 212         |
| Report à nouveau   |             | 1 661          | 1 160          |
| Résultat de l'exercice   |             | 1 271          | 1 254          |
| Acompte sur dividende  |             | (542)          | (312)          |
| <b>Total Passif</b>  |             | <b>132 680</b> | <b>142 530</b> |

## Hors-bilan

| (en millions d'euros)                                   | 31.12.2018    | 31.12.2017    |
|---|---------------|---------------|
| <b>Engagements de financement et de garantie donnés</b> |               |               |
| <b>Engagements de financement</b>                       | <b>21 675</b> | <b>13 959</b> |
| En faveur d'établissements de crédit                    | 17 211        | 9 730         |
| En faveur de la clientèle                               | 4 392         | 4 159         |
| Engagements de financement douteux                      | 72            | 70            |
| <b>Engagements de garantie</b>                          | <b>2 912</b>  | <b>3 732</b>  |
| D'ordre d'établissements de crédit                      | 1 765         | 1 890         |
| D'ordre de la clientèle                                 | 1 147         | 1 842         |
| Engagements douteux                                     |               |               |
| <b>Engagements de financement et de garantie reçus</b>  |               |               |
| <b>Engagements de financement</b>                       | <b>18 448</b> | <b>19 860</b> |
| Reçus d'établissements de crédit                        | 18 448        | 19 860        |
| Reçus de la clientèle                                   |               |               |
| <b>Engagements de garantie</b>                          | <b>13 641</b> | <b>13 403</b> |
| Reçus d'établissements de crédit                        | 11 406        | 11 055        |
| Reçus de la clientèle                                   | 1 353         | 1 506         |
| Reçus de l'État et assimilés                            | 882           | 842           |
| <b>Engagements sur titres</b>                           |               |               |
| Titres à recevoir                                       | 1 483         | 1 454         |
| Titres à livrer   |               | 53            |
| <b>Autres engagements donnés et reçus</b>               |               |               |
| Autres engagements donnés                               | 16 515        | 17 247        |
| Autres engagements reçus                                | 4             | 1             |

## Compte de résultat

| (en millions d'euros)   | Notes      | 31.12.2018     | 31.12.2017     |
|---|------------|----------------|----------------|
| <b>Intérêts et produits assimilés</b>   |            | <b>1 798</b>   | <b>1 823</b>   |
| Opérations de trésorerie et interbancaires  | 5.1        | 425            | 323            |
| Opérations avec la clientèle  | 5.2        | 146            | 117            |
| Obligations et autres titres à revenu fixe  | 5.3        | 769            | 852            |
| Autres intérêts et produits assimilés   | 5.4        | 458            | 531            |
| <b>Intérêts et charges assimilées</b>   |            | <b>(1 376)</b> | <b>(1 287)</b> |
| Opérations de trésorerie et interbancaires  | 5.1        | (123)          | (113)          |
| Opérations avec la clientèle  | 5.2        | (386)          | (365)          |
| Obligations et autres titres à revenu fixe  | 5.3        | (667)          | (586)          |
| Autres intérêts et charges assimilées   | 5.4        | (200)          | (223)          |
| <b>Revenus des titres à revenu variable</b>                                       | <b>5.5</b> | <b>1 628</b>   | <b>1 324</b>   |
| <b>Commissions (produits)</b>   | <b>5.6</b> | <b>11</b>      | <b>10</b>      |
| <b>Commissions (charges)</b>  | <b>5.6</b> | <b>(33)</b>    | <b>(31)</b>    |
| <b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>            | <b>5.7</b> | <b>7</b>       | <b>(26)</b>    |
| <b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b> | <b>5.8</b> | <b>143</b>     | <b>487</b>     |
| <b>Autres produits et charges d'exploitation bancaire nets</b>                    | <b>5.9</b> | <b>(142)</b>   | <b>(347)</b>   |
| <b>Produit net bancaire</b>   |            | <b>2 036</b>   | <b>1 953</b>   |
| Charges générales d'exploitation  | 5.10       | (463)          | (398)          |
| Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations                 | 5.11       | (124)          | (118)          |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b>   |            | <b>1 449</b>   | <b>1 437</b>   |
| Coût du risque  | 5.12       | (18)           | (3)            |
| <b>Résultat d'exploitation</b>  |            | <b>1 431</b>   | <b>1 434</b>   |
| Gains ou pertes sur actifs immobilisés  | 5.13       | (43)           | 396            |
| <b>Résultat courant avant impôt</b>   |            | <b>1 388</b>   | <b>1 830</b>   |
| Charge d'impôt  | 5.14       | (117)          | (576)          |
| <b>Résultat net</b>   |            | <b>1 271</b>   | <b>1 254</b>   |

# Notes annexes aux états financiers

## 1 – Événements marquants de la période et postérieurs à la clôture

### Événements marquants de la période

#### I – Plan Logement : Dispositif de soutien au logement social

La Caisse des Dépôts réaffirme son plein soutien à ses clients bailleurs sociaux avec deux priorités : accompagner les organismes de logements sociaux (OLS) dans leur transformation et soutenir leurs investissements pour répondre au besoin de logements dans les territoires.

La Caisse des Dépôts a mis en place un dispositif composé de différents produits permettant de répondre à des besoins spécifiques et nouveaux des OLS, avec deux enveloppes de financement d'un montant global de 6 milliards d'euros.

Une première enveloppe de 2 milliards d'euros, engagée le 5 juin 2018, de prêts de haut de bilan bonifiés, est destinée à accompagner les bailleurs sociaux dans leurs projets de construction et de rénovation, et à inciter à la consolidation du secteur. Cette enveloppe sera réservée aux bailleurs et aux groupes impliqués dans un projet de restructuration (fusion, reprise du patrimoine, adossement à un groupe).

La seconde enveloppe de 4 milliards d'euros de prêts à taux fixe, engagée le 4 juillet 2018, est destinée :

- pour moitié, au soutien à l'investissement des bailleurs sociaux dans la construction et la rénovation de logements sociaux ;
- pour moitié à la renégociation à taux fixe de la dette des bailleurs sociaux, notamment afin d'accompagner la restructuration du secteur.

#### II – Projet de création d'un grand pôle financier public au service des territoires autour de la Caisse des Dépôts et de La Poste

La Caisse des Dépôts, le groupe La Poste et La Banque Postale ont annoncé le 31 août 2018 que dans le cadre du projet de loi PACTE, le gouvernement soumettra au débat parlementaire un projet d'amendement rendant possible la mise en œuvre du projet de création d'un grand pôle financier public au service des territoires autour de la Caisse des Dépôts (CDC) et de La Poste.

Ce projet ambitieux vise à renforcer la cohésion des territoires et à lutter contre la fracture territoriale en donnant accès aux citoyens de l'ensemble des territoires à des services, notamment numériques ou d'aide à la personne (en particulier pour les seniors), à travers La Poste, opérateur de proximité au service des citoyens.

Il favoriserait l'émergence d'un grand pôle financier public dans les territoires, incarnant l'intérêt général et à même d'offrir des services bancaires répondant aux besoins des collectivités locales, des entreprises et des particuliers, en alliant les compétences de La Banque Postale, de la Banque des Territoires de la CDC et de Bpifrance, et en renforçant leurs coopérations et partenariats.

La mise en œuvre de ce projet passerait par une prise de contrôle majoritaire de La Poste par la CDC, actionnaire actuel de La Poste aux côtés de l'État ; elle serait réalisée par voie d'apport par la CDC et l'État à La Poste de leurs participations au capital de CNP Assurances, dont La Poste ferait à son tour apport à La Banque Postale ; le partenariat commercial existant entre La Banque Postale et CNP Assurances serait ainsi renforcé, tout en maintenant le modèle ouvert et multipartenarial de CNP Assurances.

Cette opération devra être approuvée par la Commission de surveillance de la CDC et les conseils d'administration des institutions concernées. Cette opération fera l'objet d'une procédure d'information et de consultation des instances représentatives du personnel compétentes avant la signature des accords définitifs. Une demande de dérogation à l'offre publique obligatoire sur CNP Assurances sera également soumise à l'Autorité des marchés financiers. La réalisation effective de l'opération, sous réserve de l'obtention des autorisations requises auprès des autorités administratives indépendantes françaises et/ou européennes compétentes, interviendrait à l'échéance du pacte d'actionnaires actuel de CNP Assurances fixée au 31 décembre 2019, ou plus tôt, si l'ensemble des parties s'accordent pour y mettre fin par anticipation.

#### III – Engagement des discussions entre l'État et la Caisse des Dépôts en vue de lui transférer le contrôle de la SFIL

Dans le cadre de la création d'un grand pôle financier public, l'État et la Caisse des Dépôts ont engagé des discussions en vue de confier à la CDC le contrôle de SFIL, banque publique de développement, septième banque française et premier émetteur d'obligations sécurisées du secteur public en Europe.

Cette opération permettrait de poursuivre la rationalisation de l'organisation des institutions financières publiques au service des territoires, en les regroupant au sein du groupe CDC.

Comme aujourd'hui, l'actionnariat de la SFIL resterait entièrement public.

#### IV – Évolution de l'actionnariat de Transdev

Dans le prolongement de l'accord conclu entre la Caisse des Dépôts et le groupe Rethmann le 2 octobre 2018, le groupe Rethmann a acquis les 30 % du capital de Transdev jusqu'alors détenus par le groupe Veolia. En parallèle, le groupe Rethmann a apporté à Transdev ses activités dans les transports publics de voyageurs en Allemagne,

via une augmentation de capital réservée de 4 % et portera, après souscription à cette augmentation de capital, son niveau de détention à 34 % du capital de Transdev.

La Caisse des Dépôts et le groupe Rethmann ont annoncé, le 10 janvier 2019, la finalisation de l'acquisition de 34 % du capital de Transdev Group par le groupe Rethmann.

Par conséquent, l'engagement hors-bilan de 330 millions d'euros dans les comptes de la Section générale a été soldé.

## ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun évènement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

## 2 – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes au 31 décembre 2018 sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit. Ces principes sont énoncés dans les règlements ANC n° 2014-03 et n° 2015-06 relatifs au plan comptable général, sous réserve des adaptations prévues par le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et son annexe.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement n° 2014-07 (livre I – titre 1 - chapitre 2 relatif au modèle des états de synthèse).

Les principes comptables et méthodes d'évaluation retenus sont identiques à ceux utilisés pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2017.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables (ANC) et d'application obligatoire en 2018 n'ont pas d'impact sur les comptes individuels de la Section générale. Il en est ainsi des règlements de l'ANC n° 2017-01 et n° 2018-01 qui viennent modifier le règlement de l'ANC n° 2014-03 concernant respectivement la comptabilisation et l'évaluation des opérations de fusions et opérations assimilées dans les comptes de l'entité absorbante ou bénéficiaire des apports, et les changements de méthodes, changements d'estimation et corrections d'erreurs.

### I – Enregistrement en compte de résultat

Les intérêts et les commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru selon le principe de la spécialisation des exercices. Les commissions non assimilées à des intérêts sont enregistrées lors de leur encaissement ou de leur paiement.

### II – Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Ces créances intègrent les crédits consentis, les comptes ordinaires débiteurs, ainsi que les titres reçus en pension livrée et les valeurs reçues en pension. Les dispositions comptables du règlement n° 2014-07 (livre II – titre 1 relatif à la comptabilisation des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours et titre 2 relatif au traitement comptable du risque de crédit) s'appliquent à l'ensemble des prêts et créances.

### 2.1. Prêts

Les prêts sont enregistrés à l'actif à leur valeur de remboursement. Les intérêts correspondants sont portés en compte de résultat *prorata temporis*.

- Les commissions perçues et les coûts de transaction supportés à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition des crédits sont étalés de manière actuarielle, sauf s'il est démontré que ces éléments ne sont pas significatifs.
- Les prêts sont transférés en créances douteuses dès lors qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré, c'est-à-dire lorsqu'il est probable que tout ou partie des sommes dues conformément au contrat ne seront pas perçues et ce, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Sont considérés comme douteux, les prêts présentant des échéances impayées depuis plus de 3 mois (les délais d'impayés spécifiques de 6 mois en matière immobilière et de 9 mois vis-à-vis des collectivités locales ne sont plus appliqués depuis le 31 décembre 2018), les prêts pour lesquels la situation financière dégradée de la contrepartie se traduit par un risque de non-recouvrement, ainsi que les encours faisant l'objet d'une procédure contentieuse.
- De même, tous les concours sur une contrepartie, dès lors que celle-ci dispose d'un concours inscrit en créances douteuses, sont inscrits en créances douteuses en application du principe de contagion. Pour les groupes, le principe de contagion est appliqué au cas par cas.
- Parmi les créances douteuses, sont identifiées comptablement les créances douteuses compromises. Les créances douteuses compromises sont les créances dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées. Sont concernées les créances déchuées du terme ainsi que certaines créances douteuses de plus d'un an et ayant un caractère irrécouvrable nécessitant la détermination d'une dépréciation et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Cette analyse doit être effectuée en tenant compte des garanties existantes sur ces encours.
- Les encours douteux et les encours douteux compromis peuvent être portés à nouveau en encours sains lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance. Ils peuvent être également portés en encours restructurés si un rééchelonnement de la dette a eu lieu et après un délai d'observation.
- Les prêts présentant un risque de crédit avéré font l'objet de dépréciations qui permettent de couvrir, en valeur actualisée, l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours classés en créances douteuses et en créances douteuses compromises.
- Les intérêts courus sont enregistrés périodiquement sur les créances saines, y compris les créances restructurées et sur les créances douteuses non compromises. Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont enregistrés en compte de résultat qu'au moment de leur paiement effectif. Les intérêts comptabilisés sur créances douteuses et non encaissés sont intégralement dépréciés. Lorsque l'établissement estime que la créance est définitivement irrécouvrable, une perte est enregistrée.
- Les créances restructurées sont identifiées, le cas échéant, dans une sous-catégorie spécifique des encours sains. Elles donnent lieu à l'enregistrement en coût du risque d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation, au taux d'intérêt effectif d'origine, des flux futurs attendus suite à la restructuration. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie restant à courir du crédit dans la marge d'intérêt. Les créances restructurées sont immédiatement déclassées en encours douteux lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées.
- Les engagements par signature suivent les mêmes principes et méthodes comptables que ceux appliqués aux crédits.

## 2.2. Titres reçus en pension livrée et valeurs reçues en pension

Ils sont portés à l'actif dans un compte représentatif de la créance ainsi générée. Les produits correspondants sont enregistrés en résultat de l'exercice *prorata temporis*. Les titres pris en pension livrée puis cédés sont enregistrés au passif en dettes de titres. Ils sont dès lors valorisés à leur valeur de marché.

## III – Titres et opérations sur titres

### 3.1. Titres

Les titres sont comptabilisés conformément au règlement n° 2014-07 (livre II – titre 3 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres).

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement/livraison, sauf cas particuliers.

#### Titres de transaction

Les titres de transaction comprennent, outre des valeurs mobilières, des bons du Trésor et des TCN. Ils sont acquis (ou vendus) dès l'origine avec l'intention de les revendre (ou de les racheter) à court terme. Ils se négocient sur des marchés liquides et sont valorisés à leur valeur de marché. À chaque arrêté, les variations de valeur de marché sont enregistrées en résultat.

#### Titres de placement

Les titres de placement incluent les titres ne répondant pas aux conditions d'un classement en portefeuilles de transaction, d'investissement, d'activité de portefeuille (TAP) ou de participation.

Les éventuelles primes ou décotes font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les titres de placement sont gérés selon la méthode du « premier entré, premier sorti », et sont évalués de la façon suivante :

- actions et obligations : les moins-values latentes calculées par rapport à la valeur de marché sur la base du cours de clôture sont constatées sous forme de dépréciations ;
- bons du Trésor, TCN et titres du marché interbancaire : des dépréciations sont constituées en fonction de la solvabilité des émetteurs et par référence à des indicateurs de marché. Le portefeuille de titrisations (détenu en placement) est valorisé en fonction des cotations fournies par Bloomberg. Le cas échéant, des cotations sont demandées à des contreparties externes.

#### Titres d'investissement

Cette catégorie est composée de titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée, acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance et pour lesquels l'Établissement public dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Le changement d'intention ou la cession de titres d'investissement pour un montant non négligeable entraîne le reclassement automatique de l'intégralité des titres d'investissement dans le portefeuille de placement et l'interdiction durant l'exercice et les deux exercices suivants de classer des titres en portefeuille d'investissement. Des exceptions à cette règle sont toutefois prévues, notamment en cas

de cession proche de la date d'échéance ou justifiée par un événement externe, isolé ou imprévisible.

Les moins-values latentes pouvant exister entre la valeur comptable des titres et leur prix de marché ne font pas l'objet de dépréciations. Néanmoins, les dispositions comptables du règlement n° 2014-07 (livre II – titre 2 relatif au traitement comptable du risque de crédit) s'appliquent, le cas échéant, au risque de crédit attaché aux titres d'investissement.

La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres (prime – décote) est amortie selon la méthode actuarielle.

#### Titres de l'activité de portefeuille (TAP)

Les titres de l'activité de portefeuille correspondent à des investissements réalisés de façon régulière avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce ni de participer activement à la gestion opérationnelle de l'entreprise émettrice.

Ils sont comptabilisés au prix d'acquisition.

Ils figurent au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les sociétés cotées, la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue, tenant compte de l'horizon de détention envisagé pour atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles de cours de bourse, est généralement représentative de la valeur d'utilité. Lorsque cette moyenne n'est pas représentative de la valeur d'utilité, une approche multicritère est mise en place.

#### Titres de participation

Les titres de participation sont valorisés au coût d'acquisition. Ils sont évalués en fonction de leur valeur d'utilité par référence à différents critères tels que l'actif net, les perspectives de rentabilité, le cours de bourse, la capitalisation des résultats. Des dépréciations sont constituées en cas de perte durable de la valeur d'usage de ces titres.

### 3.2. Opérations sur titres

#### OAT indexées sur l'inflation

En l'absence de réglementation spécifique applicable aux établissements de crédit, l'indexation du nominal des OAT indexées sur l'inflation est comptabilisée par analogie au traitement préconisé par le code des assurances : le gain ou la perte est constaté en produits ou en charges de l'exercice.

#### Cessions temporaires de titres (prêts et emprunts, pensions livrées)

Les titres prêtés sont inscrits sur une ligne spécifique de l'actif du bilan pour la valeur comptable des titres sortis du portefeuille selon la méthode « dernier entré, premier sorti » (DEPS ou LIFO). En date d'arrêté, ils sont évalués selon les règles du portefeuille d'origine. Les titres empruntés sont enregistrés, au prix de marché du jour de l'emprunt, à l'actif dans la catégorie des titres de transaction et au passif pour constater la dette de titres à l'égard du prêteur. Ces titres sont évalués en fonction de leur valeur de marché aux dates d'arrêté. Les prêts et emprunts garantis par des espèces sont comptablement assimilés à des pensions livrées. La rémunération relative à ces opérations est enregistrée *prorata temporis* en résultat.

## IV – Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 (livre II – titre 5 relatif aux instruments financiers à terme).

En application de la stratégie définie sur le développement des activités de négociation et la gestion des risques de marché, la Caisse des Dépôts intervient sur l'ensemble des marchés organisés et de gré à gré d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux, de change et sur actions. Ces interventions sont réalisées, en France comme à l'étranger, dans le cadre de couvertures affectées ou globales, ou dans le cadre de prise de positions ouvertes isolées.

Pour l'ensemble de ces instruments, et quelle que soit l'intention de gestion, le nominal des contrats, celui du sous-jacent ou le prix d'exercice, est porté en hors-bilan. La comptabilisation des résultats sur ces instruments est fonction de l'intention de gestion.

La juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers dérivés est précisée dans la note relative aux instruments financiers à terme.

### 4.1. Contrats d'échange de taux et de devises

#### Opérations de couverture

Les charges ou produits des instruments financiers à terme affectés, dès l'origine, à la couverture d'un élément ou d'un ensemble homogène d'éléments identifiés sont enregistrés en résultat de manière symétrique aux produits ou charges sur les éléments couverts.

Les résultats sur instruments financiers affectés le cas échéant à une couverture globale sont enregistrés *pro rata temporis*.

#### Positions ouvertes isolées

Les contrats sont évalués, à la date d'arrêt des comptes, à leur valeur de marché.

- Pour les contrats négociés sur des marchés organisés ou assimilés, les gains ou les pertes latents sont enregistrés en résultat.
- Pour les contrats négociés de gré à gré, les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour risque et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

### 4.2. Autres opérations

Les autres opérations se composent principalement des futures et des options.

#### Opérations de couverture

Les charges ou produits sont rapportés au compte de résultat de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits ou charges sur l'élément couvert.

#### Opérations autres que de couverture

Les contrats sont évalués à leur valeur de marché.

- Pour les contrats en position ouverte isolée, négociés sur des marchés organisés ou assimilés, les gains ou les pertes latents sont enregistrés en résultat.
- Pour les contrats en position ouverte isolée, négociés de gré à gré, les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour risque et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Afin de mieux traduire la réalité économique de l'activité et par dérogation à la réglementation française, les instruments peu liquides sont également valorisés à un prix de marché théorique.

### 4.3. Opérations complexes

Les opérations complexes correspondent à des combinaisons synthétiques d'instruments de types, natures et modes d'évaluation identiques ou différents.

Chaque composante de la transaction est comptabilisée en bilan et hors-bilan en suivant la nature juridique des produits sous-jacents.

Le résultat est appréhendé globalement et comptabilisé en un seul lot, de manière à refléter la nature économique des opérations, comme s'il s'agissait d'un instrument unique. Dans le cas de produits totalement nouveaux, sans référence à une réglementation explicite, l'approche comptable du résultat procède d'un raisonnement par analogie avec des types de produits existants. La comptabilisation du résultat est fonction de l'intention de gestion.

#### Opérations relevant de la logique de couverture

Pour des raisons de prudence, dans le cas notamment de faible liquidité du marché, le résultat est comptabilisé *pro rata temporis*. Une dépréciation est constituée en cas de valeur de marché négative.

#### Gestion de portefeuille de transaction

Le résultat, assimilable à une commission de montage, est comptabilisé à l'origine. Une décote est appliquée pour tenir compte des frais futurs de gestion et des risques de contrepartie éventuels.

### 4.4. Les valeurs de marché

Lorsque le prix de marché des instruments ou les paramètres de valorisation ne font pas l'objet de cotations officielles, des méthodes de valorisation alternatives sont utilisées. Elles font intervenir un ou plusieurs des éléments suivants : confirmation de prix par des courtiers ou contreparties externes, demande de valorisation à un établissement indépendant spécialiste des valorisations complexes, et étude par catégories d'émetteurs ou d'instruments.

## V – Immobilisations corporelles et incorporelles

Conformément au règlement n° 2014-03 relatif au plan comptable général (livre I – titre II – chapitre I – section 3 relatif à l'évaluation des actifs à la date d'entrée dans le patrimoine), les immobilisations sont valorisées à leur coût d'acquisition, constitué du prix d'achat, de tous les coûts directement attribuables engagés ainsi que des coûts d'emprunt, le cas échéant.

En application du règlement n° 2014-03 relatif au plan comptable général (livre I – titre II – chapitre I – section 4 relatif à l'évaluation des actifs postérieurement à leur date d'entrée), la Section générale immobilise par composants les dépenses de remplacement et d'entretien. Les 5 catégories de composants identifiées sont amorties en mode linéaire, sur leur durée d'utilisation estimée, en fonction du type d'immeuble défini :

- gros œuvre : de 50 ans à 100 ans ;
- couverture/façade : 30 ans ;
- agencements : 10 ans ;
- installations générales et techniques : 20 ans ;
- gros entretien : 15 ans.

La valeur résiduelle, définie comme le montant net des coûts de sortie attendus, qu'une entité obtiendrait de la cession de l'actif sur le marché à la fin de son utilisation, doit être prise en compte dans la base amortissable lorsqu'elle est à la fois significative et mesurable. L'application des principes réglementaires s'est traduite pour l'ensemble des actifs immobiliers par l'absence de prise en compte de valeur résiduelle dans la base amortissable, celle-ci ne pouvant être déterminée de façon fiable.



Les logiciels et coûts de développements sont amortis sur 3 ans ou sur 7 ans s'agissant des projets informatiques stratégiques.

À chaque clôture, s'il existe un indice interne ou externe qu'une immobilisation a pu perdre notablement de la valeur, un test de dépréciation est effectué. La valeur nette comptable de l'actif est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle s'avère inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

De même, les réserves forestières font l'objet d'une dépréciation en cas de perte de valeur.

## VI – Immobilier de placement

La Caisse des Dépôts détient, sur le long terme, un patrimoine locatif important. Les immeubles présentant lors de la clôture un indice interne ou externe de perte de valeur, ainsi que ceux destinés à être cédés à moyen terme font l'objet d'un test de dépréciation.

En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en Produit net bancaire dans la rubrique « Autres produits et charges d'exploitation bancaire nets » du compte de résultat.

Les valeurs de marché, pour les immeubles significatifs, sont évaluées par référence à des expertises externes.

## VII – Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Ces dettes comprennent les dépôts, les emprunts contractés ainsi que les titres donnés en pension livrée et les valeurs données en pension.

### 7.1. Emprunts

Ils sont inscrits au passif pour leur valeur de remboursement. Les intérêts correspondants sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

### 7.2. Titres donnés en pension livrée

La dette ainsi générée est inscrite au passif. Les titres sont maintenus dans leur portefeuille d'origine et continuent à être évalués selon les règles applicables à ce portefeuille. Les intérêts correspondants sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

## VIII – Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : titres du marché interbancaire et titres de créances négociables (certificats de dépôts, BMTN et EMTN). Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## IX – Provisions

Figurent sous cette rubrique :

### 9.1. Provisions sur opérations de financement et instruments financiers

Il s'agit de provisions couvrant des risques précisément identifiés, liés à des opérations bancaires ou à des instruments financiers ainsi que des pertes liées à certains secteurs d'activité. Ces provisions comprennent, entre autres, les provisions pour bonification d'intérêts sur enveloppes de prêts accordés, notamment par le fonds d'épargne.

### 9.2. Provisions pour engagements sociaux

Ces provisions constituées pour faire face aux engagements sociaux correspondent notamment aux comptes épargne temps et aux indemnités de départ à la retraite prévues dans l'« Accord relatif à l'accompagnement des parcours professionnels par la promotion de l'épargne salariale et de dispositifs liés aux départs à la retraite » signé le 6 juillet 2017. Il est également tenu compte de l'« Accord-cadre 2019-2021 » signé le 18 octobre 2018 qui prévoit notamment un dispositif de reconnaissance professionnelle dans la carrière des personnels.

### 9.3. Autres provisions pour risques

Ces provisions sont destinées à couvrir des risques nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise ; leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, et à l'absence de contrepartie au moins équivalente attendue de ce tiers. Ces provisions comprennent, entre autres, les provisions destinées à couvrir les charges prévisibles des litiges fiscaux notifiés.

## X – Engagements sociaux

Les avantages consentis au personnel sont répartis en plusieurs catégories :

- des avantages à court terme : salaires, congés annuels, intéressement ;
- des avantages postérieurs à l'emploi : régime de retraite, indemnités de fin de carrière, couverture prévoyance, frais médicaux ;
- des avantages à long terme : médailles du travail, comptes épargne temps ;
- des avantages liés à la fin de contrat de travail : régimes de cessation progressive d'activité.

Certains retraités de l'Établissement public bénéficient de prestations postérieures à l'emploi telles que la couverture de prévoyance et de frais médicaux ainsi que la compensation accordée par la Caisse des Dépôts dans le cadre de l'Épargne prévoyance individuelle.

Les avantages postérieurs à l'emploi, à long terme et liés à la fin du contrat de travail, notamment issus de l'« Accord relatif à l'accompagnement des parcours professionnels par la promotion de l'épargne salariale et de dispositifs liés aux départs à la retraite », peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies.

- Les régimes à cotisations définies sont en général couverts par des cotisations versées à des organismes de retraite par répartition ou d'assurance qui gèrent ensuite le paiement des pensions, ou par l'État en ce qui concerne les fonctionnaires, et qui libèrent la Caisse des Dépôts de toute obligation ultérieure. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.
- Les régimes à prestations définies correspondent aux avantages du personnel pour lesquels la Caisse des Dépôts s'engage sur un niveau de prestations envers les salariés. Ils constituent un risque à moyen ou long terme pour l'employeur et donnent donc lieu à évaluation et provisionnement.

Les provisions relatives aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont ajustées à chaque arrêté en fonction de l'évolution de la dette actuarielle de ces engagements. Ils sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. Ces évaluations prennent en compte l'utilisation d'hypothèses actuarielles économiques externes (taux d'actualisation) et internes à la Caisse des Dépôts (taux de départ, taux d'évolution des rémunérations, table de mortalité...). Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul ou celles induites par les effets d'expérience constituent des écarts actuariels.

La Caisse des Dépôts applique la recommandation de l'ANC n° 2013-02 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. En application de cette recommandation, la Caisse des Dépôts a choisi de retenir les dispositions de la norme IAS 19 telle qu'adoptée par l'Union européenne dans le cadre de son règlement n° 475/2012, à l'exception des paragraphes traitant de l'information en annexe et de certaines adaptations énumérées dans la recommandation, principalement l'interdiction de comptabiliser les écarts actuariels en capitaux propres.

En cas de modification d'un régime existant ou de mise en place d'un nouveau régime, le coût des services passés est comptabilisé immédiatement et en totalité au compte de résultat.

La Caisse des Dépôts a également choisi de comptabiliser immédiatement et intégralement en résultat les écarts actuariels.

Les provisions relatives aux avantages à long terme et aux avantages liés à la fin du contrat de travail sont évaluées selon la même méthode que celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi. Les engagements correspondant aux primes liées à l'attribution de médailles du travail et aux comptes épargne temps sont calculés selon la même méthode actuarielle que celle utilisée pour le calcul des engagements d'indemnités de départ à la retraite.

### XI – Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

Ce fonds est destiné à faire face aux risques opérationnels et aux charges inhérentes aux activités bancaires et de gestion des actifs financiers et qui ne peuvent être couverts par ailleurs. Ce fonds fait l'objet de dotations ou de reprises constatées au compte de résultat.

### XII – Impôts sur les bénéfices

La Section générale verse chaque année au Trésor public une Contribution représentative de l'impôt sur les sociétés (CRIS) dont le montant est égal à celui qui résulterait de l'application aux bénéficiaires de l'établissement de l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun.

Pour la France, les taux d'imposition appliqués pour le 31 décembre 2018 s'établissent :

- à 34,43 % contribution sociale incluse pour les opérations relevant du taux de droit commun (le taux applicable est de 28,92 % jusqu'à 500 000 euros) ;
- à 19,63 %, contribution sociale incluse pour les opérations (cessions et provisions) afférentes aux TSPI (Titres de sociétés à prépondérance immobilière) cotées détenus depuis plus de 2 ans ;
- à 15,50 % contribution sociale incluse pour les opérations relevant du taux réduit long terme (cessions de parts de FCPR fiscaux détenus depuis plus de 5 ans, provisions sur parts de FCPR fiscaux ainsi que certaines répartitions d'actifs réalisées par des FCPR fiscaux) ;
- à 4,13 % contribution sociale incluse pour les opérations (cessions et provisions) afférentes aux titres de participation au sens comptable et au sens fiscal (titres détenus à plus de 5 %) détenus depuis plus de 2 ans, exclusion faite des TSPI non cotées qui relèvent du régime de droit commun.

Par ailleurs, conformément à la note d'information de l'ANC publiée le 28 février 2013, le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est comptabilisé en déduction des frais de personnel.

### XIII – Opérations en devises

Les actifs, passifs et engagements hors-bilan libellés en devises, sont convertis au cours de change constaté à la date d'arrêté. Les gains et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat. Les opérations de change au comptant sont évaluées au cours du comptant. Le cas échéant, les opérations de change à terme, réalisées dans une intention autre que de couverture, sont évaluées au cours du terme restant à courir. Les opérations de change à terme, conclues à titre de couverture, sont évaluées symétriquement à l'élément couvert. Par ailleurs, les reports et déports, liés aux opérations de change à terme couvertes, sont rapportés au compte de résultat de manière échelonnée sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

### XIV – Recours à des estimations

La préparation des états financiers de la Section générale exige la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que la direction et les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles la direction et les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

La réalisation d'estimations peut notamment concerner :

- la détermination de valeurs d'utilité pour les titres de l'activité de portefeuille et les titres de participation, celle-ci s'appuyant sur une analyse multicritère tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur, des perspectives économiques et de l'horizon de détention (les estimations pratiquées impliquant par exemple des hypothèses relatives à des éléments tels que les flux de trésorerie prévisionnels et les taux d'actualisation, dont l'estimation est rendue d'autant plus difficile aujourd'hui par le contexte économique) ;
- la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges ;
- l'appréciation du risque de contrepartie sur les portefeuilles de taux ;
- le cas échéant l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés.

### 3 – Notes relatives au bilan

#### 3.1 – Opérations interbancaires et assimilées – Créances sur les établissements de crédit

| (en millions d'euros)                                    | 31.12.2018   | 31.12.2017    |
|--|--------------|---------------|
| <b>Comptes ordinaires débiteurs</b>                      | <b>1 854</b> | <b>2 195</b>  |
| <b>Intérêts courus</b>                                   |              |               |
| <b>Créances sur les établissements de crédit à vue</b>   | <b>1 854</b> | <b>2 195</b>  |
| <b>Crédits de trésorerie</b>                             | <b>1 315</b> | <b>4 483</b>  |
| Capital et assimilé <sup>(1)</sup>                       | 1 300        | 4 470         |
| Créances douteuses                                       | 20           | 17            |
| Dépréciations  | (4)          | (3)           |
| Intérêts courus  | (1)          | (1)           |
| <b>Crédits divers</b>                                    | <b>6 320</b> | <b>7 863</b>  |
| Capital et assimilé <sup>(2)</sup>                       | 6 300        | 7 844         |
| Intérêts courus  | 20           | 19            |
| <b>Créances sur les établissements de crédit à terme</b> | <b>7 635</b> | <b>12 346</b> |
| <b>Créances sur les établissements de crédit</b>         | <b>9 489</b> | <b>14 541</b> |

(1) Dont 400 M€ de financement court terme en faveur de la SFIL (400 M€ au 31 décembre 2017) ;

(2) Dont 711 M€ de financement long terme en faveur de la SFIL (2 757 M€ au 31 décembre 2017) et 5 033 M€ de prêts au fonds d'épargne (4 473 M€ au 31 décembre 2017).

## 3.2 – Opérations avec la clientèle

| (en millions d'euros)                                 | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|---|--------------|--------------|
| <b>Comptes ordinaires clientèle</b>                   | <b>334</b>   | <b>293</b>   |
| <b>Créances douteuses</b>                             | <b>11</b>    | <b>24</b>    |
| <b>Dépréciations</b>                                  | <b>(2)</b>   | <b>(2)</b>   |
| <b>Intérêts courus</b>                                | <b>2</b>     | <b>3</b>     |
| <b>Comptes ordinaires débiteurs à vue</b>             | <b>345</b>   | <b>318</b>   |
| <b>Crédits de trésorerie et créances commerciales</b> | <b>325</b>   | <b>336</b>   |
| Capital et assimilé                                   | 313          | 329          |
| Créances douteuses                                    | 170          | 183          |
| Dépréciations   | (158)        | (176)        |
| Intérêts courus                                       |              |              |
| <b>Crédits à l'équipement</b>                         | <b>999</b>   | <b>896</b>   |
| Capital et assimilé                                   | 970          | 868          |
| Créances douteuses                                    | 6            | 4            |
| Dépréciations   | (3)          | (1)          |
| Intérêts courus                                       | 26           | 25           |
| <b>Crédits au logement</b>                            | <b>357</b>   | <b>310</b>   |
| Capital et assimilé                                   | 357          | 310          |
| Créances douteuses                                    | 2            | 2            |
| Dépréciations   | (2)          | (2)          |
| Intérêts courus                                       |              |              |
| <b>Crédits divers</b>                                 | <b>1 201</b> | <b>992</b>   |
| Capital et assimilé                                   | 1 168        | 826          |
| Créances douteuses                                    | 276          | 267          |
| Dépréciations   | (244)        | (102)        |
| Intérêts courus                                       | 1            | 1            |
| <b>Autres concours à la clientèle à terme</b>         | <b>2 882</b> | <b>2 534</b> |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                   | <b>3 227</b> | <b>2 852</b> |

### 3.3 – Opérations sur titres de transaction, de placement, d'investissement et de l'activité de portefeuille

#### 3.3.1 – Analyse par nature et type de portefeuille

| (en millions d'euros)                             | 31.12.2018            |                     |                         |                                      |               | 31.12.2017            |                     |                         |                                      |               |
|---|-----------------------|---------------------|-------------------------|--------------------------------------|---------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|--------------------------------------|---------------|
|   | Titres de transaction | Titres de placement | Titres d'investissement | Titres de l'activité de portefeuille | Total         | Titres de transaction | Titres de placement | Titres d'investissement | Titres de l'activité de portefeuille | Total         |
| <b>Effets publics et valeurs assimilées</b>       | <b>2 199</b>          | <b>7 420</b>        | <b>22 122</b>           |                                      | <b>31 741</b> | <b>2 262</b>          | <b>4 904</b>        | <b>20 004</b>           |                                      | <b>27 170</b> |
| Effets publics et valeurs assimilées              |                       | 7 420               | 22 122                  |                                      | 29 542        |                       | 4 904               | 20 004                  |                                      | 24 908        |
| Titres prêtés                                     |                       |                     |                         |                                      |               |                       |                     |                         |                                      |               |
| Titres empruntés                                  | 2 199                 |                     |                         |                                      | 2 199         | 2 262                 |                     |                         |                                      | 2 262         |
| <b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b> |                       | <b>35 344</b>       | <b>3 091</b>            |                                      | <b>38 435</b> |                       | <b>34 748</b>       | <b>2 949</b>            |                                      | <b>37 697</b> |
| Obligations                                       |                       | 2 257               | 370                     |                                      | 2 627         |                       | 2 139               | 560                     |                                      | 2 699         |
| Autres titres à revenu fixe                       |                       | 33 087              | 2 721                   |                                      | 35 808        |                       | 32 609              | 2 389                   |                                      | 34 998        |
| Titres prêtés                                     |                       |                     |                         |                                      |               |                       |                     |                         |                                      |               |
| <b>Actions et autres titres à revenu variable</b> |                       | <b>2 053</b>        |                         | <b>12 636</b>                        | <b>14 689</b> |                       | <b>3 674</b>        |                         | <b>10 425</b>                        | <b>14 099</b> |
| Actions   |                       | 543                 |                         | 11 092                               | 11 635        |                       | 2 046               |                         | 9 008                                | 11 054        |
| OPCVM   |                       | 1 510               |                         | 1 473                                | 2 983         |                       | 747                 |                         | 1 358                                | 2 105         |
| Autres titres à revenu variable                   |                       |                     |                         | 71                                   | 71            |                       | 881                 |                         | 59                                   | 940           |
| Titres prêtés                                     |                       |                     |                         |                                      |               |                       |                     |                         |                                      |               |
| <b>Total par type de portefeuille</b>             | <b>2 199</b>          | <b>44 817</b>       | <b>25 213</b>           | <b>12 636</b>                        | <b>84 865</b> | <b>2 262</b>          | <b>43 326</b>       | <b>22 953</b>           | <b>10 425</b>                        | <b>78 966</b> |

## 3.3.2 – Éléments complémentaires

| (en millions d'euros)                             | 31.12.2018            |                     |                         |                                      |               | 31.12.2017            |                     |                         |                                      |               |
|---|-----------------------|---------------------|-------------------------|--------------------------------------|---------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|--------------------------------------|---------------|
|   | Titres de transaction | Titres de placement | Titres d'investissement | Titres de l'activité de portefeuille | Total         | Titres de transaction | Titres de placement | Titres d'investissement | Titres de l'activité de portefeuille | Total         |
| <b>Effets publics et valeurs assimilées</b>       | <b>2 199</b>          | <b>7 420</b>        | <b>22 122</b>           |                                      | <b>31 741</b> | <b>2 262</b>          | <b>4 904</b>        | <b>20 004</b>           |                                      | <b>27 170</b> |
| Valeur brute                                      | 2 199                 | 7 333               | 20 024                  |                                      | 29 556        | 2 262                 | 4 798               | 17 846                  |                                      | 24 906        |
| Primes/Décotes                                    |                       | 61                  | 1 804                   |                                      | 1 865         |                       | 75                  | 1 872                   |                                      | 1 947         |
| Créances rattachées                               |                       | 31                  | 294                     |                                      | 325           |                       | 31                  | 286                     |                                      | 317           |
| Dépréciations                                     |                       | (5)                 |                         |                                      | (5)           |                       |                     |                         |                                      |               |
| <b>Valeur de marché</b>                           | <b>2 199</b>          | <b>7 446</b>        | <b>24 676</b>           |                                      | <b>34 321</b> | <b>2 262</b>          | <b>4 966</b>        | <b>22 737</b>           |                                      | <b>29 965</b> |
| <b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b> |                       | <b>35 344</b>       | <b>3 091</b>            |                                      | <b>38 435</b> |                       | <b>34 748</b>       | <b>2 949</b>            |                                      | <b>37 697</b> |
| Valeur brute                                      |                       | 35 315              | 3 034                   |                                      | 38 349        |                       | 34 594              | 2 890                   |                                      | 37 484        |
| Primes/Décotes                                    |                       | 28                  | 28                      |                                      | 56            |                       | 63                  | 27                      |                                      | 90            |
| Créances rattachées                               |                       | 73                  | 29                      |                                      | 102           |                       | 115                 | 32                      |                                      | 147           |
| Dépréciations                                     |                       | (72)                |                         |                                      | (72)          |                       | (24)                |                         |                                      | (24)          |
| <b>Valeur de marché</b>                           |                       | <b>35 500</b>       | <b>3 374</b>            |                                      | <b>38 874</b> |                       | <b>34 986</b>       | <b>3 292</b>            |                                      | <b>38 278</b> |
| <b>Actions et autres titres à revenu variable</b> |                       | <b>2 053</b>        |                         | <b>12 636</b>                        | <b>14 689</b> |                       | <b>3 674</b>        |                         | <b>10 425</b>                        | <b>14 099</b> |
| Valeur brute                                      |                       | 2 173               |                         | 14 203                               | 16 376        |                       | 3 847               |                         | 11 579                               | 15 426        |
| Créances rattachées                               |                       | 2                   |                         | 29                                   | 31            |                       | 2                   |                         | 26                                   | 28            |
| Dépréciations                                     |                       | (122)               |                         | (1 596)                              | (1 718)       |                       | (175)               |                         | (1 180)                              | (1 355)       |
| <b>Valeur de marché</b>                           |                       | <b>2 759</b>        |                         | <b>19 539</b>                        | <b>22 298</b> |                       | <b>5 914</b>        |                         | <b>17 654</b>                        | <b>23 568</b> |
| <b>Total par type de portefeuille</b>             | <b>2 199</b>          | <b>44 817</b>       | <b>25 213</b>           | <b>12 636</b>                        | <b>84 865</b> | <b>2 262</b>          | <b>43 326</b>       | <b>22 953</b>           | <b>10 425</b>                        | <b>78 966</b> |

## 3.4 – Participations

### 3.4.1 – Principales participations

| (en millions d'euros)                                      | 31.12.2018     |               |                              |                        | 31.12.2017             |
|--|----------------|---------------|------------------------------|------------------------|------------------------|
| Liste des principaux titres de participation               | % de détention | Valeur brute  | Provisions pour dépréciation | Valeur nette comptable | Valeur nette comptable |
| BPIFRANCE  | 50,0           | 10 225        |                              | 10 225                 | 10 491                 |
| ICADE*   | 38,8           | 2 309         |                              | 2 309                  | 2 309                  |
| CNP ASSURANCES*  | 40,9           | 1 863         |                              | 1 863                  | 1 863                  |
| LA POSTE   | 26,3           | 1 643         |                              | 1 643                  | 1 643                  |
| COENTREPRISE DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ                    | 29,9           | 1 615         |                              | 1 615                  | 1 615                  |
| CDC HABITAT  | 100,0          | 1 375         |                              | 1 375                  | 1 375                  |
| TRANSDEV GROUP   | 70,0           | 1 191         | (421)                        | 770                    | 770                    |
| HOLDING INFRASTRUCTURES GAZIÈRES                           | 32,4           | 251           |                              | 251                    | 251                    |
| COMPAGNIE NATIONALE DU RHÔNE                               | 33,2           | 235           |                              | 235                    | 235                    |
| COMPAGNIE DES ALPES*                                       | 39,4           | 194           |                              | 194                    | 194                    |
| TONUS TERRITOIRES  | 100,0          | 120           |                              | 120                    | 60                     |
| EGIS   | 75,0           | 119           |                              | 119                    | 119                    |
| <b>Sous-total des principales participations</b>           |                | <b>21 140</b> | <b>(421)</b>                 | <b>20 719</b>          | <b>20 925</b>          |
| <b>Autres titres de participation, avances et créances</b> |                | <b>3 919</b>  | <b>(736)</b>                 | <b>3 183</b>           | <b>3 616</b>           |
| <b>Total des participations, avances et créances</b>       |                | <b>25 059</b> | <b>(1 157)</b>               | <b>23 902</b>          | <b>24 541</b>          |

\* Participations cotées.

### Informations détaillées sur les principales participations

| (en millions d'euros)                        |        |                                    |   |  |                |      |
|--|--------|------------------------------------|---|--|----------------|------|
| Liste des principaux titres de participation | Devise | Capital et primes liées au capital | Réserves et RAN avant affectation des résultats | Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) | % de détention | Réf. |
| BPIFRANCE                                    | EUR    | 20 451                             | 1 086   | 1 020  | 50,0           | (1)  |
| ICADE  | EUR    | 2 826                              | 205   | 155  | 39,0           | (1)  |
| CNP ASSURANCES                               | EUR    | 2 423                              | 13 991  | 1 367  | 40,9           | (1)  |
| LA POSTE                                     | EUR    | 4 700                              | 6 516   | 798  | 26,3           | (1)  |
| COENTREPRISE DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ      | EUR    | 2 700                              | (459)   | 549  | 29,9           | (1)  |
| CDC HABITAT                                  | EUR    | 946                                | 1 254   | 90   | 100,0          | (1)  |
| TRANSDEV GROUP                               | EUR    | 1 137                              | (158)   | (96)   | 70,0           | (1)  |
| HOLDING INFRASTRUCTURES GAZIÈRES             | EUR    | 750                                | (41)  | 74   | 32,4           | (1)  |
| COMPAGNIE NATIONALE DU RHÔNE                 | EUR    | 5                                  | 697   | 63   | 33,2           | (1)  |
| COMPAGNIE DES ALPES                          | EUR    | 444                                | 322   | 57   | 39,4           | (1)  |
| TONUS TERRITOIRES                            | EUR    | 120                                |   | (1)  | 100,0          | (1)  |
| EGIS   | EUR    | 68                                 | 367   | 26   | 75,0           | (1)  |

(1) Données retenues pour les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2018.

## 3.4.2 – Mouvements

| (en millions d'euros)                                | 31.12.2017    | Augmentations | Diminutions    | Autres mouvements | 31.12.2018    |
|--|---------------|---------------|----------------|-------------------|---------------|
| <b>Titres de participation</b>                       | <b>23 555</b> | <b>200</b>    | <b>(994)</b>   | <b>(23)</b>       | <b>22 738</b> |
| <b>Valeur brute</b>                                  | <b>24 472</b> | <b>299</b>    | <b>(1 089)</b> | <b>(29)</b>       | <b>23 653</b> |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 2 041         | 191           | (80)           | (272)             | 1 880         |
| Parts dans les entreprises liées                     | 22 431        | 108           | (1 009)        | 243               | 21 773        |
| <b>Provisions pour dépréciations</b>                 | <b>(917)</b>  | <b>(99)</b>   | <b>95</b>      | <b>6</b>          | <b>(915)</b>  |
| Participations et autres titres détenus à long terme | (356)         | (69)          | 66             |                   | (359)         |
| Parts dans les entreprises liées                     | (561)         | (30)          | 29             | 6                 | (556)         |
| <b>Avances et créances rattachées</b>                | <b>986</b>    | <b>233</b>    | <b>(55)</b>    |                   | <b>1 164</b>  |
| <b>Valeur brute</b>                                  | <b>1 232</b>  | <b>269</b>    | <b>(96)</b>    |                   | <b>1 405</b>  |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 1 041         | 231           | (93)           |                   | 1 179         |
| Parts dans les entreprises liées                     | 191           | 38            | (3)            |                   | 226           |
| <b>Provisions pour dépréciations</b>                 | <b>(246)</b>  | <b>(36)</b>   | <b>41</b>      |                   | <b>(241)</b>  |
| Participations et autres titres détenus à long terme | (238)         | (36)          | 41             |                   | (233)         |
| Parts dans les entreprises liées                     | (8)           |               |                |                   | (8)           |
| <b>Participations</b>                                | <b>24 541</b> | <b>433</b>    | <b>(1 049)</b> | <b>(23)</b>       | <b>23 902</b> |



### 3.5 – Immobilisations corporelles et incorporelles

| (en millions d'euros)  | 31.12.2017   | Augmentations | Diminutions  | Autres mouvements | 31.12.2018   |
|--|--------------|---------------|--------------|-------------------|--------------|
| <b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>                              | <b>449</b>   |               |              | <b>20</b>         | <b>469</b>   |
| Immobilisations corporelles d'exploitation – montant brut                      | 845          | 21            | (1)          | 20                | 885          |
| Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation | (396)        | (21)          | 1            |                   | (416)        |
| <b>Immobilisations corporelles de placement</b>                                | <b>3 082</b> | <b>171</b>    | <b>(236)</b> | <b>3</b>          | <b>3 020</b> |
| Immobilisations en cours – montant brut  | 26           | 2             |              | (25)              | 3            |
| Dépréciations des immobilisations en cours                                     |              |               |              |                   |              |
| Terrains et immeubles – montant brut   | 299          |               |              | 5                 | 304          |
| Amortissements et dépréciations des terrains et immeubles                      | (180)        | (8)           |              |                   | (188)        |
| Forêts et réserves foncières – montant brut                                    | 26           |               |              |                   | 26           |
| Amortissements et dépréciations des forêts et réserves foncières               |              |               |              |                   |              |
| Sociétés propriétaires d'immeubles de placement – montant brut                 | 3 180        | 214           | (305)        | 23                | 3 112        |
| Dépréciations des sociétés propriétaires d'immeubles de placement              | (269)        | (37)          | 69           |                   | (237)        |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>   | <b>300</b>   | <b>31</b>     |              |                   | <b>331</b>   |
| Concessions, licences, brevets – montant brut                                  | 632          |               | (1)          | 119               | 750          |
| Amortissements et dépréciations des concessions, licences, brevets             | (451)        | (103)         | 1            |                   | (553)        |
| Autres immobilisations incorporelles – montant brut                            | 119          | 134           |              | (119)             | 134          |
| Amortissements et dépréciations des autres immobilisations incorporelles       |              |               |              |                   |              |
| <b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>                            | <b>3 831</b> | <b>202</b>    | <b>(236)</b> | <b>23</b>         | <b>3 820</b> |

**3.6 – Comptes de régularisation et actifs divers**

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|--|--------------|--------------|
| Charges à répartir sur plusieurs exercices                         | 107          | 85           |
| Charges constatées d'avance  | 113          | 84           |
| Produits à recevoir  | 247          | 276          |
| Comptes d'ajustement sur devises et instruments financiers à terme | 185          | 180          |
| Autres comptes de régularisation <sup>(1)</sup>                    | 5 109        | 7 874        |
| <b>Comptes de régularisation</b>                                   | <b>5 761</b> | <b>8 499</b> |
| Débiteurs divers   | 530          | 473          |
| • bonifications à recevoir   |              |              |
| • autres débiteurs divers  | 530          | 473          |
| Créances douteuses sur opérations diverses                         | 4            | 6            |
| Stocks et assimilés (Forêts)                                       | 44           | 44           |
| Dépréciations des actifs divers                                    | (4)          | (6)          |
| <b>Actifs divers</b>   | <b>574</b>   | <b>517</b>   |
| <b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>                  | <b>6 335</b> | <b>9 016</b> |

(1) Dont au 31 décembre 2018, une créance sur l'État au titre du Programme d'Investissement d'Avenir pour 4 367 M€ (4 818 M€ au 31 décembre 2017) (cf. note 6.1).

**3.7 – Opérations interbancaires et assimilées – Dettes envers les établissements de crédit**

| (en millions d'euros)                                     | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|---|--------------|--------------|
| Comptes ordinaires créditeurs                             | 282          | 286          |
| Comptes courants du fonds d'épargne                       | 1 154        | 743          |
| Intérêts courus   | 3            | 3            |
| <b>Dettes envers les établissements de crédit à vue</b>   | <b>1 439</b> | <b>1 032</b> |
| Comptes et emprunts à terme                               | 2 468        | 2 391        |
| Titres donnés en pension livrée                           | 1 109        | 584          |
| Intérêts courus   | 8            | 9            |
| <b>Dettes envers les établissements de crédit à terme</b> | <b>3 585</b> | <b>2 984</b> |
| <b>Dettes envers les établissements de crédit</b>         | <b>5 024</b> | <b>4 016</b> |

### 3.8 – Opérations avec la clientèle

| (en millions d'euros)                                | 31.12.2018    | 31.12.2017    |
|--|---------------|---------------|
| Comptes ordinaires créditeurs <sup>(1)</sup>         | 52 188        | 51 151        |
| Intérêts courus                                      | 265           | 233           |
| <b>Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle</b> | <b>52 453</b> | <b>51 384</b> |
| Consignations <sup>(2)</sup>                         | 12 118        | 11 240        |
| Comptes créditeurs à terme                           | 426           | 1 032         |
| Autres sommes dues à la clientèle                    | 70            | 93            |
| Intérêts courus                                      | 661           | 641           |
| <b>Autres dettes envers la clientèle</b>             | <b>13 275</b> | <b>13 006</b> |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                  | <b>65 728</b> | <b>64 390</b> |

(1) Le solde des comptes ordinaires créditeurs de 52 188 M€ est constitué principalement par les dépôts :

- des notaires pour 35 683 M€ (35 499 M€ au 31 décembre 2017);
- des mandataires et administrateurs judiciaires pour 6 729 M€ (6 586 M€ au 31 décembre 2017);
- des huissiers pour 439 M€ (443 M€ au 31 décembre 2017);
- des autres professions juridiques pour 1 386 M€ (1 220 M€ au 31 décembre 2017);
- du FRR pour 744 M€ (921 M€ au 31 décembre 2017);
- de Bpifrance Participations pour 93 M€ (762 M€ au 31 décembre 2017);
- de l'Acoss pour 507 M€ (119 M€ au 31 décembre 2017);

(2) Dont 5 090 M€ (4 515 M€ au 31 décembre 2017) liés à l'entrée en vigueur de la loi 2014-617 du 13 juin 2014 sur les comptes bancaires inactifs et les contrats d'assurance-vie en déshérence.

**3.9 – Dettes représentées par un titre**

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018    | 31.12.2017    |
|---|---------------|---------------|
| Euro commercial papers  | 13 176        | 17 978        |
| Certificats de dépôts   | 473           | 2 208         |
| <b>Émissions à court terme</b>  | <b>13 649</b> | <b>20 186</b> |
| Euro medium term notes  | 15 362        | 16 917        |
| Bons à moyen terme négociables  | 319           | 318           |
| <b>Émissions à moyen et long terme <sup>(1)</sup></b>                   | <b>15 681</b> | <b>17 235</b> |
| <b>Dettes rattachées</b>  | <b>250</b>    | <b>263</b>    |
| <b>Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables</b> | <b>29 580</b> | <b>37 684</b> |
| <b>Dettes représentées par un titre</b>                                 | <b>29 580</b> | <b>37 684</b> |

(1) Dont au 31 décembre 2018, 8 499 M€ de placement privé et 7 182 M€ d'émissions obligataires de référence.

## Détail des émissions obligataires de référence :

| Devise   | Échéance                  | Coupon | ISIN         | 31.12.2018   |
|--|---------------------------|--------|--------------|--------------|
| EUR  | 20 février 2019           | 4,125  | FR0010725549 | 1 000        |
|  | 1 <sup>er</sup> mars 2022 | 0,200  | FR0013239985 | 500          |
|  | 18 septembre 2028         | 0,750  | FR0013365269 | 1 000        |
| USD  | 17 mai 2019               | 1,250  | FR0013171006 | 873          |
|  | 7 novembre 2019           | 1,375  | FR0013216959 | 873          |
|  | 14 novembre 2020          | 2,000  | FR0013295912 | 873          |
| CHF  | 16 décembre 2020          | 1,250  | CH0229001000 | 222          |
|  | 12 novembre 2027          | 0,300  | CH0386949348 | 222          |
|  | 30 mai 2025               | 0,250  | CH0414510062 | 177          |
| GBP  | 23 décembre 2019          | 1,500  | FR0012616886 | 279          |
|  | 12 juin 2020              | 0,500  | FR0013260734 | 336          |
|  | 25 janvier 2021           | 1,000  | FR0013311743 | 279          |
| JPY  | 30 juillet 2019           | 0,293  | JP525023AE76 | 159          |
|  | 30 janvier 2020           | 0,327  | JP525023BE75 | 39           |
|  | 23 juillet 2020           | 0,320  | JP525023AF75 | 80           |
|  | 30 juillet 2021           | 0,454  | JP525023CE74 | 34           |
|  | 22 juillet 2022           | 0,465  | JP525023BF74 | 80           |
|  | 30 juillet 2024           | 0,725  | JP525023DE73 | 86           |
|  | 29 novembre 2028          | 1,302  | FR0011643766 | 70           |
| <b>Total des émissions obligataires de référence</b> |                           |        |              | <b>7 182</b> |

### 3.10 – Comptes de régularisation et passifs divers

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   | 31.12.2017    |
|--|--------------|---------------|
| Produits constatés d'avance  | 223          | 160           |
| Charges à payer  | 63           | 46            |
| Comptes d'ajustement sur devises et instruments financiers à terme | 214          | 466           |
| Autres comptes de régularisation <sup>(1)</sup>                    | 5 181        | 7 880         |
| <b>Comptes de régularisation</b>                                   | <b>5 681</b> | <b>8 552</b>  |
| Dettes de titres   | 2 198        | 2 263         |
| Versements restant à effectuer sur titres                          | 809          | 2 187         |
| • sur titres de participation <sup>(2)</sup>                       | 346          | 1 723         |
| • sur TAP  | 463          | 464           |
| Intérêts courus  |              |               |
| Autres créditeurs divers   | 652          | 699           |
| <b>Créditeurs divers</b>   | <b>3 659</b> | <b>5 149</b>  |
| <b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>                 | <b>9 340</b> | <b>13 701</b> |

(1) Dont au 31 décembre 2018, une créance sur l'État au titre du Programme d'Investissement d'Avenir pour 4 367 M€ (4 818 M€ au 31 décembre 2017) (cf. note 6.1);

(2) Baisse du poste capital non libéré dont Bpifrance pour 950 M€, CDC International Capital pour 319 M€ et CDC Habitat (ex. SNI) pour 100 M€.

### 3.11 – Provisions

| (en millions d'euros)                                | 31.12.2017 | Dotations | Reprises<br>utilisées | Reprises<br>non<br>utilisées | Autres<br>mouvements | 31.12.2018 |
|--|------------|-----------|-----------------------|------------------------------|----------------------|------------|
| <b>Provisions pour engagements sociaux</b>           | <b>245</b> | <b>41</b> | <b>(20)</b>           | <b>(13)</b>                  |                      | <b>253</b> |
| • retraites  | 66         | 3         | (6)                   | (1)                          |                      | 62         |
| • médailles du travail                               | 33         | 2         | (2)                   |                              |                      | 33         |
| • autres   | 146        | 36        | (12)                  | (12)                         |                      | 158        |
| <b>Provisions pour risques immobiliers</b>           | <b>1</b>   |           |                       |                              |                      | <b>1</b>   |
| <b>Provisions pour risques de contrepartie</b>       | <b>5</b>   | <b>11</b> |                       |                              |                      | <b>16</b>  |
| • engagement par signature                           | 3          | 8         |                       |                              |                      | 11         |
| • prêts  |            |           |                       |                              |                      |            |
| • autres   | 2          | 3         |                       |                              |                      | 5          |
| <b>Provisions pour impôts</b>                        | <b>119</b> |           |                       |                              |                      | <b>119</b> |
| <b>Provisions sur instruments de marché</b>          | <b>1</b>   | <b>18</b> |                       |                              |                      | <b>19</b>  |
| <b>Autres provisions pour risques<br/>et charges</b> | <b>497</b> | <b>14</b> | <b>(49)</b>           | <b>(21)</b>                  |                      | <b>441</b> |
| • sur prêts bonifiés                                 | 447        |           | (28)                  | (10)                         |                      | 409        |
| • autres   | 50         | 14        | (21)                  | (11)                         |                      | 32         |
| <b>Provisions</b>                                    | <b>868</b> | <b>84</b> | <b>(69)</b>           | <b>(34)</b>                  |                      | <b>849</b> |

## 3.12 – Variation des capitaux propres

| (en millions d'euros)                               | Capitaux propres au 31.12.2016 | Affectation du résultat 2016 | Versement au titre du résultat 2016 | Versement au titre du résultat 2017 | Résultat au 31.12.2017 | Capitaux propres au 31.12.2017 | Affectation du résultat 2017 | Versement au titre du résultat 2017 | Versement au titre du résultat 2018 <sup>(1)</sup> | Résultat au 31.12.2018 | Capitaux propres au 31.12.2018 |
|---|--------------------------------|------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|------------------------|--------------------------------|------------------------------|-------------------------------------|--|------------------------|--------------------------------|
| Réserve générale                                    | 19 178                         |                              |                                     |                                     |                        | 19 178                         |                              |                                     |  |                        | 19 178                         |
| Écart de réévaluation                               | 34                             |                              |                                     |                                     |                        | 34                             |                              |                                     |  |                        | 34                             |
| Report à nouveau                                    | 521                            | 1 223                        | (584)                               |                                     |                        | 1 160                          | 1 254                        | (753)                               |  |                        | 1 661                          |
| Résultat de l'exercice                              | 1 223                          | (1 223)                      |                                     |                                     | 1 254                  | 1 254                          | (1 254)                      |                                     |  | 1 271                  | 1 271                          |
| Acompte sur dividende                               |                                |                              |                                     | (312)                               |                        | (312)                          |                              | 312                                 | (542)  |                        | (542)                          |
| <b>Capitaux propres – hors FRBG</b>                 | <b>20 956</b>                  |                              | <b>(584)</b>                        | <b>(312)</b>                        | <b>1 254</b>           | <b>21 314</b>                  |                              | <b>(441)</b>                        | <b>(542)</b>                                       | <b>1 271</b>           | <b>21 602</b>                  |
| <b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b> | <b>556</b>                     |                              |                                     |                                     |                        | <b>556</b>                     |                              |                                     |  |                        | <b>556</b>                     |
| <b>Capitaux propres (y compris FRBG)</b>            | <b>21 512</b>                  |                              | <b>(584)</b>                        | <b>(312)</b>                        | <b>1 254</b>           | <b>21 870</b>                  |                              | <b>(441)</b>                        | <b>(542)</b>                                       | <b>1 271</b>           | <b>22 158</b>                  |

(1) Le 17 décembre 2018 la Caisse des Dépôts a effectué un premier versement à l'État calculé sur la base du résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2018.

### 3.13 – Risques de crédit

#### 3.13.1 – Ventilation des créances sur les établissements de crédit

|  | 31.12.2018          |                                  |                                     |                                 |                                   |              | 31.12.2017    |
|--|---------------------|----------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|--------------|---------------|
|  | Encours bruts sains | Encours bruts sains restructurés | Encours bruts douteux non compromis | Encours bruts douteux compromis | Dépréciations déduites de l'actif | Total        | Total         |
| (en millions d'euros)                    |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |              |               |
| <b>Répartition par zone géographique</b> |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |              |               |
| France                                   | 9 473               |                                  |                                     | 20                              | (4)                               | 9 489        | 14 541        |
| Europe                                   |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |              |               |
| Autres                                   |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |              |               |
| <b>Total</b>                             | <b>9 473</b>        |                                  |                                     | <b>20</b>                       | <b>(4)</b>                        | <b>9 489</b> | <b>14 541</b> |
| <b>Répartition par durée résiduelle</b>  |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |              |               |
| Inférieure à 3 mois                      | 2 008               |                                  |                                     |                                 |                                   | 2 008        | 5 795         |
| De 3 mois à 1 an                         | 1 331               |                                  |                                     | 3                               | (1)                               | 1 333        | 1 731         |
| De 1 an à 5 ans                          | 1 284               |                                  |                                     | 3                               | (1)                               | 1 286        | 1 294         |
| Supérieure à 5 ans                       | 4 850               |                                  |                                     | 14                              | (2)                               | 4 862        | 5 721         |
| <b>Total</b>                             | <b>9 473</b>        |                                  |                                     | <b>20</b>                       | <b>(4)</b>                        | <b>9 489</b> | <b>14 541</b> |

**3.13.2 – Ventilation des opérations avec la clientèle**

|  | 31.12.2018          |                                  |                                     |                                 |                                   | 31.12.2017   |              |
|--|---------------------|----------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|--------------|--------------|
|  | Encours bruts sains | Encours bruts sains restructurés | Encours bruts douteux non compromis | Encours bruts douteux compromis | Dépréciations déduites de l'actif | Total        | Total        |
| (en millions d'euros)                    |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |              |              |
| <b>Répartition par zone géographique</b> |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |              |              |
| France                                   | 3 165               |                                  | 72                                  | 372                             | (390)                             | 3 219        | 2 844        |
| Europe                                   | 1                   |                                  |                                     | 18                              | (17)                              | 2            | 1            |
| Autres                                   | 5                   |                                  | 2                                   | 1                               | (2)                               | 6            | 7            |
| <b>Total</b>                             | <b>3 171</b>        |                                  | <b>74</b>                           | <b>391</b>                      | <b>(409)</b>                      | <b>3 227</b> | <b>2 852</b> |
| <b>Répartition par durée résiduelle</b>  |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |              |              |
| Inférieure à 3 mois                      | 531                 |                                  | 21                                  | 25                              | (31)                              | 546          | 402          |
| De 3 mois à 1 an                         | 45                  |                                  | 1                                   | 6                               | (6)                               | 46           | 157          |
| De 1 an à 5 ans                          | 778                 |                                  | 16                                  | 108                             | (112)                             | 790          | 708          |
| Supérieure à 5 ans                       | 1 817               |                                  | 36                                  | 252                             | (260)                             | 1 845        | 1 585        |
| <b>Total</b>                             | <b>3 171</b>        |                                  | <b>74</b>                           | <b>391</b>                      | <b>(409)</b>                      | <b>3 227</b> | <b>2 852</b> |
| <b>Répartition par secteur</b>           |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |              |              |
| HLM                                      | 53                  |                                  | 9                                   |                                 |                                   | 62           | 10           |
| EPIC – SEM                               | 338                 |                                  | 36                                  | 1                               | (23)                              | 352          | 428          |
| Collectivités locales                    | 24                  |                                  |                                     |                                 |                                   | 24           | 14           |
| Sociétés commerciales                    | 1 053               |                                  | 16                                  | 40                              | (43)                              | 1 066        | 967          |
| Administrations privées                  | 27                  |                                  | 2                                   | 166                             | (160)                             | 35           | 147          |
| Administrations publiques                | 316                 |                                  |                                     |                                 |                                   | 316          | 87           |
| Clients particuliers                     | 916                 |                                  | 8                                   | 18                              | (19)                              | 923          | 929          |
| Professions juridiques                   | 320                 |                                  | 2                                   |                                 | (1)                               | 321          | 202          |
| Sociétés financières                     | 40                  |                                  | 1                                   | 166                             | (163)                             | 44           | 26           |
| Autres                                   | 84                  |                                  |                                     |                                 |                                   | 84           | 43           |
| <b>Total</b>                             | <b>3 171</b>        |                                  | <b>74</b>                           | <b>391</b>                      | <b>(409)</b>                      | <b>3 227</b> | <b>2 852</b> |



### 3.13.3 – Ventilation des titres à revenu fixe (hors titres empruntés)

|  | 31.12.2018          |                                     |                                 |                                   | 31.12.2017    |               |
|--|---------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|---------------|---------------|
|  | Encours bruts sains | Encours bruts douteux non compromis | Encours bruts douteux compromis | Dépréciations déduites de l'actif | Total         | Total         |
| (en millions d'euros)                                      |                     |                                     |                                 |                                   |               |               |
| <b>Répartition par zone géographique</b>                   |                     |                                     |                                 |                                   |               |               |
| France   | 42 294              |                                     |                                 | (17)                              | 42 277        | 40 438        |
| Europe   | 17 311              |                                     |                                 | (43)                              | 17 268        | 16 529        |
| Autres   | 8 449               |                                     |                                 | (17)                              | 8 432         | 5 638         |
| <b>Total</b>   | <b>68 054</b>       |                                     |                                 | <b>(77)</b>                       | <b>67 977</b> | <b>62 605</b> |
| <b>Répartition par durée résiduelle</b>                    |                     |                                     |                                 |                                   |               |               |
| Inférieure à 3 mois  | 8 077               |                                     |                                 |                                   | 8 077         | 6 869         |
| De 3 mois à 1 an   | 27 808              |                                     |                                 | (1)                               | 27 807        | 24 708        |
| De 1 an à 5 ans  | 8 996               |                                     |                                 | (35)                              | 8 961         | 9 819         |
| Supérieure à 5 ans   | 23 173              |                                     |                                 | (41)                              | 23 132        | 21 209        |
| <b>Total</b>   | <b>68 054</b>       |                                     |                                 | <b>(77)</b>                       | <b>67 977</b> | <b>62 605</b> |
| <b>Répartition par notation synthétique <sup>(1)</sup></b> |                     |                                     |                                 |                                   |               |               |
| AAA  | 2 106               |                                     |                                 |                                   | 2 106         | 2 160         |
| AA   | 24 402              |                                     |                                 |                                   | 24 402        | 27 881        |
| A  | 34 757              |                                     |                                 | (13)                              | 34 744        | 26 369        |
| BBB  | 3 961               |                                     |                                 | (35)                              | 3 926         | 4 259         |
| BB   | 440                 |                                     |                                 | (9)                               | 431           | 443           |
| B  | 15                  |                                     |                                 | (1)                               | 14            |               |
| CCC  | 30                  |                                     |                                 | (13)                              | 17            | 8             |
| Non noté   | 2 343               |                                     |                                 | (6)                               | 2 337         | 1 485         |
| <b>Total</b>   | <b>68 054</b>       |                                     |                                 | <b>(77)</b>                       | <b>67 977</b> | <b>62 605</b> |

(1) Notation synthétique des agences Moody's, Standard and Poors et Fitch.

**3.13.4 – Ventilation par durée restant à courir**

| (en millions d'euros)                        | <b>31.12.2018</b>          |                         |                        |                           |              |
|--|----------------------------|-------------------------|------------------------|---------------------------|--------------|
|  | <b>Inférieure à 3 mois</b> | <b>De 3 mois à 1 an</b> | <b>De 1 an à 5 ans</b> | <b>Supérieure à 5 ans</b> | <b>Total</b> |
| <b>Actif</b>                                 |                            |                         |                        |                           |              |
| Créances sur les établissements de crédit    | 2 008                      | 1 333                   | 1 286                  | 4 862                     | 9 489        |
| Opérations avec la clientèle                 | 546                        | 46                      | 790                    | 1 845                     | 3 227        |
| Titres à revenu fixe (hors titres empruntés) | 8 077                      | 27 807                  | 8 961                  | 23 132                    | 67 977       |
| <b>Passif</b>                                |                            |                         |                        |                           |              |
| Opérations interbancaires et assimilées      | 2 577                      | 63                      | 345                    | 2 039                     | 5 024        |
| Opérations avec la clientèle                 | 53 814                     | 314                     | 486                    | 11 114                    | 65 728       |
| Dettes représentées par un titre             | 8 591                      | 9 396                   | 3 219                  | 8 374                     | 29 580       |

### 3.14 – Bilan ventilé par devise – Valeurs nettes après dépréciation

| (en millions d'euros)  | EUR            | USD           | GBP          | Autres       | Total          |
|--|----------------|---------------|--------------|--------------|----------------|
| <b>Actif</b>   |                |               |              |              |                |
| <b>Opérations interbancaires et assimilées</b>                         | <b>36 213</b>  | <b>475</b>    | <b>8</b>     | <b>5 576</b> | <b>42 272</b>  |
| Caisse, banques centrales  | 1 042          |               |              |              | 1 042          |
| Effets publics et valeurs assimilées                                   | 25 765         | 466           |              | 5 510        | 31 741         |
| Créances sur les établissements de crédit                              | 9 406          | 9             | 8            | 66           | 9 489          |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                    | <b>3 226</b>   | <b>1</b>      |              |              | <b>3 227</b>   |
| Comptes ordinaires débiteurs   | 345            |               |              |              | 345            |
| Autres concours à la clientèle à terme                                 | 2 881          | 1             |              |              | 2 882          |
| <b>Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable</b> | <b>45 101</b>  | <b>5 008</b>  | <b>1 469</b> | <b>1 546</b> | <b>53 124</b>  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                             | 33 888         | 3 889         | 498          | 160          | 38 435         |
| Actions et autres titres à revenu variable                             | 11 213         | 1 119         | 971          | 1 386        | 14 689         |
| <b>Participations</b>  | <b>23 896</b>  |               |              | <b>6</b>     | <b>23 902</b>  |
| <b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>                    | <b>3 821</b>   |               |              | <b>(1)</b>   | <b>3 820</b>   |
| <b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>                      | <b>6 227</b>   | <b>93</b>     | <b>3</b>     | <b>12</b>    | <b>6 335</b>   |
| <b>Total Actif</b>   | <b>118 484</b> | <b>5 577</b>  | <b>1 480</b> | <b>7 139</b> | <b>132 680</b> |
| <b>Passif</b>  |                |               |              |              |                |
| <b>Opérations interbancaires et assimilées</b>                         | <b>4 806</b>   | <b>71</b>     | <b>2</b>     | <b>145</b>   | <b>5 024</b>   |
| Banques centrales  |                |               |              |              |                |
| Dettes envers les établissements de crédit à vue                       | 1 221          | 71            | 2            | 145          | 1 439          |
| Dettes envers les établissements de crédit à terme                     | 3 585          |               |              |              | 3 585          |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                    | <b>64 827</b>  | <b>551</b>    | <b>71</b>    | <b>279</b>   | <b>65 728</b>  |
| Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle                          | 51 562         | 551           | 71           | 269          | 52 453         |
| Autres dettes envers la clientèle                                      | 13 265         |               |              | 10           | 13 275         |
| <b>Dettes représentées par un titre</b>                                | <b>8 786</b>   | <b>16 542</b> | <b>1 457</b> | <b>2 795</b> | <b>29 580</b>  |
| <b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>                     | <b>9 268</b>   | <b>81</b>     | <b>8</b>     | <b>(17)</b>  | <b>9 340</b>   |
| <b>Provisions</b>  | <b>849</b>     |               |              |              | <b>849</b>     |
| <b>Dépôts de garantie</b>  | <b>1</b>       |               |              |              | <b>1</b>       |
| <b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>                    | <b>556</b>     |               |              |              | <b>556</b>     |
| <b>Capitaux propres – hors FRBG</b>                                    | <b>21 602</b>  |               |              |              | <b>21 602</b>  |
| Réserves et autres   | 19 212         |               |              |              | 19 212         |
| Report à nouveau   | 1 661          |               |              |              | 1 661          |
| Résultat de l'exercice   | 1 271          |               |              |              | 1 271          |
| Acompte sur dividende  | (542)          |               |              |              | (542)          |
| <b>Total Passif</b>  | <b>110 695</b> | <b>17 245</b> | <b>1 538</b> | <b>3 202</b> | <b>132 680</b> |

## 4 – Notes relatives au hors-bilan

**4.1 – Engagements hors-bilan relatifs aux opérations de change comptant et à terme et de prêts/ Emprunts de devises**

| (en millions d'euros)                    | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
|--|------------|------------|
| <b>Opérations de change comptant</b>     |            |            |
| Euros achetés non encore reçus           | 2          | 6          |
| Devises achetées non encore reçues       | 2          | 3          |
| Euros vendus non encore livrés           | 2          | 3          |
| Devises vendues non encore livrées       | 2          | 6          |
| <b>Opérations de change à terme</b>      |            |            |
| Euros à recevoir contre devises à livrer |            |            |
| <i>Euros à recevoir</i>                  | 10 949     | 8 860      |
| <i>Devises à livrer</i>                  | 11 213     | 8 433      |
| Devises à recevoir contre euros à livrer |            |            |
| <i>Devises à recevoir</i>                | 18 268     | 29 045     |
| <i>Euros à livrer</i>                    | 18 528     | 28 427     |
| <b>Report/Déport non couru</b>           |            |            |
| À recevoir                               | 205        | 206        |
| À payer                                  | 126        | 32         |

## 4.2 – Instruments financiers à terme

### 4.2.1 – Engagements hors-bilan relatifs aux instruments financiers à terme

|   | 31.12.2018                         |                                |                                    |                                | 31.12.2017                         |                                |                                    |                                |
|---|------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|
|   | Transaction                        |                                | Trésorerie/Couverture              |                                | Transaction                        |                                | Trésorerie/Couverture              |                                |
|   | Engagements donnés – Achat/Emprunt | Engagements reçus – Vente/Prêt | Engagements donnés – Achat/Emprunt | Engagements reçus – Vente/Prêt | Engagements donnés – Achat/Emprunt | Engagements reçus – Vente/Prêt | Engagements donnés – Achat/Emprunt | Engagements reçus – Vente/Prêt |
| (en millions d'euros)                       |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| <b>Opérations fermes</b>                    |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| <b>Marchés organisés</b>                    |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| Instruments de taux d'intérêt               |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| Instruments de cours de change              |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| Instruments autres que de taux et de change |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| <b>Marchés de gré à gré</b>                 | <b>23 025</b>                      | <b>23 025</b>                  | <b>19 364</b>                      | <b>19 364</b>                  | <b>21 742</b>                      | <b>21 742</b>                  | <b>21 878</b>                      | <b>21 878</b>                  |
| Instruments de taux d'intérêt               | 23 025                             | 23 025                         | 19 364                             | 19 364                         | 21 742                             | 21 742                         | 21 878                             | 21 878                         |
| Valeur de marché                            | 1                                  |                                | 2 021                              | 2 231                          | 1                                  | 1                              | 1 794                              | 1 988                          |
| Instruments de cours de change              |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| Instruments autres que de taux et de change |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| <b>Opérations conditionnelles</b>           |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| <b>Marchés organisés</b>                    |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| Instruments de taux d'intérêt               |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| Instruments de cours de change              |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| Instruments autres que de taux et de change |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| <b>Marchés de gré à gré</b>                 |                                    |                                |                                    |                                |                                    | <b>330</b>                     |                                    |                                |
| Instruments de taux d'intérêt               |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| Instruments de cours de change              |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |                                    |                                |
| Instruments autres que de taux et de change |                                    |                                |                                    |                                |                                    | 330                            |                                    |                                |

**4.2.2 – Ventilation par durée résiduelle**

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018          |                  |              |                    |        | 31.12.2017          |                  |              |                    |        |
|--|---------------------|------------------|--------------|--------------------|--------|---------------------|------------------|--------------|--------------------|--------|
|  | Inférieure à 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieure à 5 ans | Total  | Inférieure à 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieure à 5 ans | Total  |
| <b>Opérations fermes</b>   |                     |                  |              |                    |        |                     |                  |              |                    |        |
| Engagements donnés sur instruments de taux d'intérêt               | 11 478              | 18 444           | 4 351        | 8 116              | 42 389 | 11 000              | 20 879           | 5 780        | 5 961              | 43 620 |
| Engagements reçus sur instruments de taux d'intérêt                | 11 478              | 18 444           | 4 351        | 8 116              | 42 389 | 11 000              | 20 879           | 5 780        | 5 961              | 43 620 |
| Engagements donnés sur instruments de cours de change              |                     |                  |              |                    |        |                     |                  |              |                    |        |
| Engagements reçus sur instruments de cours de change               |                     |                  |              |                    |        |                     |                  |              |                    |        |
| Engagements donnés sur instruments autres que de taux et de change |                     |                  |              |                    |        |                     |                  |              |                    |        |
| Engagements reçus sur instruments autres que de taux et de change  |                     |                  |              |                    |        |                     |                  |              |                    |        |
| <b>Opérations conditionnelles</b>                                  |                     |                  |              |                    |        |                     |                  |              |                    |        |
| Engagements donnés sur instruments de taux d'intérêt               |                     |                  |              |                    |        |                     |                  |              |                    |        |
| Engagements reçus sur instruments de taux d'intérêt                |                     |                  |              |                    |        |                     |                  |              |                    |        |
| Engagements donnés sur instruments de cours de change              |                     |                  |              |                    |        |                     |                  |              |                    |        |
| Engagements reçus sur instruments de cours de change               |                     |                  |              |                    |        |                     |                  |              |                    |        |
| Engagements donnés sur instruments autres que de taux et de change |                     |                  |              |                    |        |                     |                  |              |                    |        |
| Engagements reçus sur instruments autres que de taux et de change  |                     |                  |              |                    |        |                     |                  | 330          |                    | 330    |

#### 4.2.3 – Ventilation par devise

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018 |     |     |        |        | 31.12.2017 |     |     |        |        |
|--|------------|-----|-----|--------|--------|------------|-----|-----|--------|--------|
|  | EUR        | USD | GBP | Autres | Total  | EUR        | USD | GBP | Autres | Total  |
| <b>Opérations fermes</b>   |            |     |     |        |        |            |     |     |        |        |
| Engagements donnés sur instruments de taux d'intérêt               | 40 635     |     | 894 | 860    | 42 389 | 42 223     |     | 620 | 777    | 43 620 |
| Engagements reçus sur instruments de taux d'intérêt                | 40 635     |     | 894 | 860    | 42 389 | 42 223     |     | 620 | 777    | 43 620 |
| Engagements donnés sur instruments de cours de change              |            |     |     |        |        |            |     |     |        |        |
| Engagements reçus sur instruments de cours de change               |            |     |     |        |        |            |     |     |        |        |
| Engagements donnés sur instruments autres que de taux et de change |            |     |     |        |        |            |     |     |        |        |
| Engagements reçus sur instruments autres que de taux et de change  |            |     |     |        |        |            |     |     |        |        |
| <b>Opérations conditionnelles</b>                                  |            |     |     |        |        |            |     |     |        |        |
| Engagements donnés sur instruments de taux d'intérêt               |            |     |     |        |        |            |     |     |        |        |
| Engagements reçus sur instruments de taux d'intérêt                |            |     |     |        |        |            |     |     |        |        |
| Engagements donnés sur instruments de cours de change              |            |     |     |        |        |            |     |     |        |        |
| Engagements reçus sur instruments de cours de change               |            |     |     |        |        |            |     |     |        |        |
| Achat/Emp Op condi Autres instruments                              |            |     |     |        |        |            |     |     |        |        |
| Vente/Pret Op condi Autres instruments                             |            |     |     |        |        | 330        |     |     |        | 330    |

#### 4.2.4 – Ventilation par zone géographique des swaps de taux

| (en millions d'euros) | 31.12.2018    | 31.12.2017    |
|-----------------------|---------------|---------------|
| France                | 2 670         | 4 477         |
| Europe <sup>(1)</sup> | 39 639        | 39 069        |
| Autres                | 80            | 74            |
| <b>Total</b>          | <b>42 389</b> | <b>43 620</b> |

(1) Dont Royaume-Uni pour 38 984 M€ (38 211 M€ au 31 décembre 2017).

#### 4.3 – Risques de crédit – Ventilation par zone géographique des engagements donnés

| (en millions d'euros)               | 31.12.2018    |          |          |               | 31.12.2017    |          |          |               |
|-------------------------------------|---------------|----------|----------|---------------|---------------|----------|----------|---------------|
|                                     | France        | Europe   | Autres   | Toutes zones  | France        | Europe   | Autres   | Toutes zones  |
| Engagements donnés sains            | 41 024        | 4        | 2        | 41 030        | 34 862        | 4        | 2        | 34 868        |
| Engagements donnés douteux          | 72            |          |          | 72            | 69            |          | 1        | 70            |
| <b>Total des engagements donnés</b> | <b>41 096</b> | <b>4</b> | <b>2</b> | <b>41 102</b> | <b>34 931</b> | <b>4</b> | <b>3</b> | <b>34 938</b> |



## 5 – Notes relatives au résultat

### 5.1 – Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|--|--------------|--------------|
| Intérêts sur banques centrales   |              |              |
| Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs  | 1            |              |
| Produits sur report/Déport   | 358          | 278          |
| Intérêts sur prêts et valeurs reçues en pension                                      | 64           | 43           |
| Autres intérêts et produits assimilés  | 2            | 2            |
| <b>Intérêts et produits assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires</b> | <b>425</b>   | <b>323</b>   |
| Intérêts sur banques centrales   | (38)         | (33)         |
| Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs   | (8)          | (6)          |
| Intérêts sur titres donnés en pension livrée   | 9            | 10           |
| Intérêts sur emprunts et valeurs données en pension                                  | (30)         | (18)         |
| Charges sur report/Déport  | (53)         | (63)         |
| Autres intérêts et charges assimilées  | (3)          | (3)          |
| <b>Intérêts et charges assimilées sur opérations de trésorerie et interbancaires</b> | <b>(123)</b> | <b>(113)</b> |

### 5.2 – Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|---|--------------|--------------|
| Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs                                       | 4            | 4            |
| Intérêts sur crédits à la clientèle et valeurs reçues en pension                | 64           | 68           |
| Autres intérêts et produits assimilés   | 10           | 13           |
| Produit sur report/Déport   | 68           | 32           |
| Dotations/Reprises aux provisions pour intérêts douteux                         |              |              |
| <b>Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle</b>          | <b>146</b>   | <b>117</b>   |
| Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs                                      | (320)        | (299)        |
| Intérêts sur consignations  | (52)         | (48)         |
| Intérêts sur comptes créditeurs à terme, emprunts et valeurs données en pension | (3)          | (3)          |
| Autres intérêts et charges assimilées   | (1)          | (1)          |
| Autres charges sur engagements  |              |              |
| Charges sur report/Déport   | (10)         | (14)         |
| <b>Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle</b>          | <b>(386)</b> | <b>(365)</b> |

**5.3 – Intérêts et assimilés sur obligations et titres à revenu fixe**

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|---|--------------|--------------|
| Effets publics  | 33           | 47           |
| Obligations   | 42           | 48           |
| Autres titres à revenu fixe   | 89           | 139          |
| <b>Intérêts et produits assimilés sur titres de placement</b>                 | <b>164</b>   | <b>234</b>   |
| Effets publics  | 525          | 530          |
| Obligations   | 10           | 14           |
| Autres titres à revenu fixe   | 70           | 74           |
| <b>Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement</b>             | <b>605</b>   | <b>618</b>   |
| <b>Intérêts et produits assimilés sur obligations et titres à revenu fixe</b> | <b>769</b>   | <b>852</b>   |
| Euro commercial papers  | (296)        | (165)        |
| Certificats de dépôts   | (25)         | (15)         |
| Bons à moyen terme négociables  | (10)         | (10)         |
| Euro medium term notes  | (336)        | (396)        |
| <b>Intérêts et charges assimilées sur obligations et titres à revenu fixe</b> | <b>(667)</b> | <b>(586)</b> |

**5.4 – Autres intérêts et assimilés**

| (en millions d'euros)                        | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|--|--------------|--------------|
| <b>Micro-couverture</b>                      | <b>458</b>   | <b>531</b>   |
| Swaps de taux                                | 203          | 238          |
| Swaps financiers                             | 169          | 164          |
| Swaps complexes                              | 86           | 129          |
| <b>Sur titres</b>                            |              |              |
| <b>Autres intérêts et produits assimilés</b> | <b>458</b>   | <b>531</b>   |
| <b>Micro-couverture</b>                      | <b>(200)</b> | <b>(223)</b> |
| Swaps de taux                                | (153)        | (161)        |
| Swaps financiers                             | (39)         | (47)         |
| Swaps complexes                              | (8)          | (15)         |
| <b>Autres intérêts et charges assimilées</b> | <b>(200)</b> | <b>(223)</b> |

## 5.5 – Revenus des titres à revenu variable

| (en millions d'euros)                                   | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|---|--------------|--------------|
| Actions   | 70           | 80           |
| OPCVM   | 32           | 39           |
| Autres titres à revenu variable                         |              | 16           |
| <b>Revenus des titres de placement</b>                  | <b>102</b>   | <b>135</b>   |
| Actions   | 547          | 451          |
| OPCVM   | 33           | 28           |
| Autres titres à revenu variable                         | 3            | 4            |
| <b>Revenus des titres de l'activité de portefeuille</b> | <b>583</b>   | <b>483</b>   |
| <b>Revenus des titres de participation</b>              | <b>943</b>   | <b>706</b>   |
| <b>Revenus des titres à revenu variable</b>             | <b>1 628</b> | <b>1 324</b> |

## 5.6 – Produits et charges de commissions

| (en millions d'euros)                          | 31.12.2018  |             | 31.12.2017  |             |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
|  | Produits    | Charges     | Produits    | Charges     |
| Opérations avec les établissements de crédit   |             |             |             |             |
| Opérations avec la clientèle                   | 4           |             | 3           |             |
| Opérations sur titres                          |             | (12)        |             | (11)        |
| Prestations de services et divers              | 7           | (21)        | 7           | (20)        |
| Prestations sur instruments financiers à terme |             |             |             |             |
| <b>Commissions</b>                             | <b>11</b>   | <b>(33)</b> | <b>10</b>   | <b>(31)</b> |
| <b>Produits et charges de commissions</b>      | <b>(22)</b> |             | <b>(21)</b> |             |

## 5.7 – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018 | 31.12.2017  |
|--|------------|-------------|
| Résultats sur opérations sur titres de transaction                     |            |             |
| Résultats sur opérations de change                                     | 10         | (26)        |
| Résultats sur opérations sur instruments financiers                    | (3)        |             |
| <b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b> | <b>7</b>   | <b>(26)</b> |

## 5.8 – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   | 31.12.2017  |
|--|--------------|-------------|
| <b>Résultat de cession des titres de placement</b>                                   | <b>304</b>   | <b>93</b>   |
| • effets publics et valeurs assimilées   |              | (2)         |
| • obligations  | (6)          | 4           |
| • autres titres à revenu fixe  | 1            | 3           |
| • actions  | 32           | 35          |
| • OPCVM et autres titres à revenu variable   | 277          | 53          |
| <b>Autres produits et charges sur titres de placement</b>                            | <b>(2)</b>   | <b>(3)</b>  |
| <b>Dotations/Reprises aux dépréciations sur titres de placement</b>                  | <b>(138)</b> | <b>33</b>   |
| <b>Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de placement</b>                   | <b>164</b>   | <b>123</b>  |
| <b>Résultat de cession des titres de l'activité de portefeuille</b>                  | <b>276</b>   | <b>463</b>  |
| • actions  | 153          | 332         |
| • OPCVM et autres titres à revenu variable   | 123          | 131         |
| <b>Autres produits et charges sur titres de l'activité de portefeuille</b>           | <b>(1)</b>   | <b>(2)</b>  |
| <b>Dotations/Reprises aux dépréciations sur titres de l'activité de portefeuille</b> | <b>(296)</b> | <b>(97)</b> |
| <b>Gains ou pertes sur opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>       | <b>(21)</b>  | <b>364</b>  |
| <b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>    | <b>143</b>   | <b>487</b>  |

## 5.9 – Autres produits et charges d'exploitation bancaire nets

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018 |              | 31.12.2017 |              |
|---|------------|--------------|------------|--------------|
|   | Produits   | Charges      | Produits   | Charges      |
| Gains/Pertes sur cessions d'immobilisations de placement  | 53         | (14)         | 2          |              |
| Dotations/Reprises d'amortissements et dépréciations sur immobilisations de placement             | 51         | (27)         | 17         | (46)         |
| Revenus et charges sur immeubles de placement   | 119        | (24)         | 138        | (23)         |
| <b>Produits et charges sur immobilisations de placement</b>                                       | <b>223</b> | <b>(65)</b>  | <b>157</b> | <b>(69)</b>  |
| Charges refacturées, produits rétrocédés et transferts de charges                                 | 19         |              | 17         |              |
| Rémunérations versées aux préposés  |            | (45)         |            | (49)         |
| Autres produits et charges divers d'exploitation  | 75         | (349)        | 40         | (443)        |
| Dotations/Reprises aux provisions pour autres produits & charges diverses d'exploitation bancaire |            |              |            |              |
| <b>Autres produits et charges d'exploitation</b>  | <b>94</b>  | <b>(394)</b> | <b>57</b>  | <b>(492)</b> |
| <b>Total autres produits et charges d'exploitation bancaire</b>                                   | <b>317</b> | <b>(459)</b> | <b>214</b> | <b>(561)</b> |
| <b>Total net</b>  |            | <b>(142)</b> |            | <b>(347)</b> |

## 5.10 – Charges générales d'exploitation

### 5.10.1 – Charges générales d'exploitation

| (en millions d'euros)                                      | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|--|--------------|--------------|
| Salaires et traitements                                    | (380)        | (380)        |
| Autres charges sociales                                    | (223)        | (210)        |
| Intéressement  | (27)         | (27)         |
| Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération     | (62)         | (64)         |
| Dotations/Reprises aux provisions                          | (8)          | 29           |
| <b>Frais de personnel</b>                                  | <b>(700)</b> | <b>(652)</b> |
| Impôts et taxes  | (16)         | (14)         |
| Loyers, charges locatives                                  | (19)         | (17)         |
| Primes d'assurances  | (1)          | (1)          |
| Études et recherches                                       | (146)        | (149)        |
| Services extérieurs – divers                               | (65)         | (62)         |
| Autres charges   | (26)         | (24)         |
| <b>Autres frais administratifs</b>                         | <b>(273)</b> | <b>(267)</b> |
| Refacturation  | 509          | 520          |
| <b>Refacturation</b>                                       | <b>509</b>   | <b>520</b>   |
| Autres produits et charges générales d'exploitation        | 1            | 1            |
| <b>Autres produits et charges générales d'exploitation</b> | <b>1</b>     | <b>1</b>     |
| <b>Charges générales d'exploitation</b>                    | <b>(463)</b> | <b>(398)</b> |

### 5.10.2 – Effectifs rémunérés

| (en nombre de personnes)                             | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|--|--------------|--------------|
| Effectif moyen cadres Droit public                   | 1 206        | 1 113        |
| Effectif moyen cadres Droit privé                    | 2 037        | 2 000        |
| Effectif moyen cadres Statutaires des mines          | 30           | 33           |
| <b>Effectif moyen : cadres</b>                       | <b>3 274</b> | <b>3 146</b> |
| Effectif moyen non cadres Droit public               | 2 653        | 2 725        |
| Effectif moyen non cadres Droit privé                | 286          | 301          |
| Effectif moyen non cadres Statutaires des mines      | 79           | 87           |
| <b>Effectif moyen : non cadres</b>                   | <b>3 019</b> | <b>3 113</b> |
| <b>Total effectif moyen</b>                          | <b>6 292</b> | <b>6 259</b> |
| Effectif de clôture cadres Droit public              | 1 244        | 1 149        |
| Effectif de clôture cadres Droit privé               | 2 078        | 1 995        |
| Effectif de clôture cadres Statutaires des mines     | 30           | 30           |
| <b>Effectif de clôture : cadres</b>                  | <b>3 352</b> | <b>3 174</b> |
| Effectif de clôture non cadres Droit public          | 2 617        | 2 664        |
| Effectif de clôture non cadres Droit privé           | 273          | 304          |
| Effectif de clôture non cadres Statutaires des mines | 76           | 79           |
| <b>Effectif de clôture : non cadres</b>              | <b>2 966</b> | <b>3 047</b> |
| <b>Total effectif de clôture</b>                     | <b>6 318</b> | <b>6 221</b> |

### 5.11 – Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|--|--------------|--------------|
| <b>Dotations nettes sur immobilisations incorporelles</b>  | <b>(103)</b> | <b>(97)</b>  |
| Concessions et logiciels   | (103)        | (97)         |
| <b>Dotations nettes sur immobilisations corporelles</b>  | <b>(21)</b>  | <b>(21)</b>  |
| Immeubles et agencements   | (19)         | (20)         |
| Mobiliers, matériels et outillages   | (2)          | (1)          |
| <b>Dotations nettes aux amortissements sur immobilisations</b>   | <b>(124)</b> | <b>(118)</b> |
| <b>Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b> | <b>(124)</b> | <b>(118)</b> |

## 5.12 – Coût du risque

| (en millions d'euros)                               | 31.12.2018  | 31.12.2017 |
|---|-------------|------------|
| Dépréciation des créances                           | (15)        | (4)        |
| Risques de contrepartie                             | (3)         | (1)        |
| Autres risques                                      | (3)         |            |
| <b>Dotations pour dépréciations et provisions</b>   | <b>(21)</b> | <b>(5)</b> |
| Dépréciation des créances                           | 5           | 2          |
| Risques de contrepartie                             |             |            |
| <b>Reprises de dépréciations et provisions</b>      | <b>5</b>    | <b>2</b>   |
| Pertes sur créances irrécouvrables et récupérations | (2)         |            |
| <b>Pertes et récupérations</b>                      | <b>(2)</b>  |            |
| <b>Coût du risque</b>                               | <b>(18)</b> | <b>(3)</b> |

## 5.13 – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018  | 31.12.2017 |
|---|-------------|------------|
| Gains/Pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles  |             |            |
| <b>Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>               |             |            |
| Gains/Pertes sur avances et cessions de participations et autres titres détenus à long terme                    | (52)        | 431        |
| Dotations/Reprises des dépréciations des avances, titres de participation et autres titres détenus à long terme | 9           | (35)       |
| <b>Gains ou pertes sur avances, titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>               | <b>(43)</b> | <b>396</b> |
| <b>Gains ou pertes sur actifs immobilisés</b>   | <b>(43)</b> | <b>396</b> |

## 5.14 – Charge d'impôt

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|--|--------------|--------------|
| Contribution représentative de l'impôt sur les sociétés (CRIS) | (117)        | (617)        |
| Dotations/Reprises nettes aux provisions pour impôts           |              | 41           |
| <b>Charge d'impôt</b>  | <b>(117)</b> | <b>(576)</b> |

## 6 – Notes spécifiques

## 6.1 – Programme d'Investissement d'Avenir

| (en millions d'euros)   | ACTIF   |              | PASSIF   |              |
|---|---|--------------|--|--------------|
|   | Créances représentatives des disponibilités investies ou à investir |              | Créances de restitution de l'État au titre de l'emprunt national |              |
|   | 31.12.2018  | 31.12.2017   | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
| France Brevets  | 117   | 135          | 117  | 135          |
| Développement technologie   | 719   | 794          | 719  | 794          |
| Économie sociale et solidaire   | 54  | 64           | 54   | 64           |
| Formation en alternance (Hébergement et Appareil de modernisation)            | 150   | 179          | 150  | 179          |
| Fonds national d'amorçage   | 252   | 318          | 252  | 318          |
| Plateformes d'innovation des pôles de compétitivité                           | 13  | 19           | 13   | 19           |
| Fonds Écotecnologies  | 214   | 132          | 214  | 132          |
| Sociétés d'accélération des transferts de technologie                         | 402   | 386          | 402  | 386          |
| Fonds pour la société numérique (Infrastructures et Services)                 | 923   | 1 403        | 923  | 1 403        |
| Ville de demain   | 420   | 447          | 420  | 447          |
| Fonds national d'innovation – Culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat | 7   | 9            | 7  | 9            |
| Projets territoriaux intégrés pour la transition énergétique                  | 20  | 20           | 20   | 20           |
| Transition numérique de l'État et modernisation de l'action publique          | 21  | 35           | 21   | 35           |
| French Tech Accélération  | 195   | 200          | 195  | 200          |
| French Tech Attractivité  |   | 1            |  | 1            |
| Partenariat pour la Formation professionnelle et l'emploi                     | 92  | 100          | 92   | 100          |
| Fonds Accélération Biotech Santé  | 332   | 340          | 332  | 340          |
| Fonds de fonds de retournement  | 74  | 75           | 74   | 75           |
| Innovation numérique pour l'excellence éducative                              | 57  | 68           | 57   | 68           |
| Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées          | 43  | 43           | 43   | 43           |
| Fonds de fonds quartiers prioritaires   | 50  | 50           | 50   | 50           |
| Territoires d'innovation de grande ambition                                   | 16  |              | 16   |              |
| Territoires d'innovation pédagogique  | 30  |              | 30   |              |
| Fonds à l'internationalisation des PME  | 100   |              | 100  |              |
| Adaptation et qualification main-d'œuvre                                      | 17  |              | 17   |              |
| Sociétés universitaires et de recherche                                       | 50  |              | 50   |              |
| <b>Comptes de régularisation</b>  | <b>4 367</b>  | <b>4 818</b> | <b>4 367</b>   | <b>4 818</b> |

En 2010, la Caisse des Dépôts s'est vu confier la gestion de huit conventions et douze actions du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) également connu sous le nom de Grand Emprunt.

Ainsi, l'État a confié la gestion opérationnelle d'une enveloppe de 7,4 milliards d'euros au groupe Caisse des Dépôts dont 6,5 milliards d'euros ont été versés sur un compte spécifique de la Caisse des Dépôts ouvert au Trésor.

Dans le cadre du deuxième Programme d'Investissement d'Avenir (PIA 2), la Caisse des Dépôts a été mobilisée sur sept nouvelles conventions et huit actions en 2014 pour une enveloppe de 936 millions d'euros, sur quatre nouvelles conventions et quatre actions en 2015 pour un montant de 623 millions d'euros et sur une nouvelle convention et une nouvelle action en 2016 pour un montant de 50 millions d'euros.

Dans le cadre du troisième PIA (PIA 3), la Caisse des Dépôts a été mobilisée sur cinq nouvelles conventions et cinq actions en 2018 pour un montant de 208 millions d'euros.

Au 31 décembre 2018, ces enveloppes, après versements et imputation des coûts de gestion, se répartissent comme détaillé dans le tableau ci-dessus.



## 6.2 – Détail des effets publics et valeurs assimilées par pays émetteur

| (en millions d'euros)              | 31.12.2018    |              |               | 31.12.2017    |
|------------------------------------|---------------|--------------|---------------|---------------|
|                                    | Valeur brute  | Dépréciation | Valeur nette  | Valeur nette  |
| <b>Total de l'exposition</b>       | <b>29 547</b> | <b>(5)</b>   | <b>29 542</b> | <b>24 908</b> |
| Afrique du Sud                     | 90            |              | 90            | 88            |
| Allemagne                          | 247           |              | 247           | 303           |
| Autriche                           | 336           |              | 336           | 450           |
| BEI (Supranational)                | 225           |              | 225           | 50            |
| Belgique                           |               |              |               | 39            |
| Brésil                             | 92            |              | 92            | 92            |
| Bulgarie                           | 18            |              | 18            |               |
| Chili                              | 220           | (1)          | 219           | 177           |
| Colombie                           | 123           |              | 123           | 95            |
| Croatie                            | 31            |              | 31            | 57            |
| Espagne                            | 26            |              | 26            | 95            |
| Finlande                           | 140           |              | 140           | 140           |
| France                             | 20 701        |              | 20 701        | 18 806        |
| Grèce                              |               |              |               |               |
| Indonésie                          | 169           |              | 169           | 115           |
| Irlande                            | 226           |              | 226           | 345           |
| Israël                             | 109           |              | 109           | 111           |
| Japon                              | 5 509         |              | 5 509         | 3 066         |
| Lituanie                           | 45            |              | 45            | 39            |
| Luxembourg                         | 387           |              | 387           |               |
| Mexique                            | 205           | (2)          | 203           | 166           |
| Pays-Bas                           |               |              |               | 8             |
| Pologne                            | 187           |              | 187           | 207           |
| Pérou                              | 134           |              | 134           | 129           |
| Roumanie                           | 110           | (1)          | 109           | 142           |
| République de Corée (Corée du Sud) | 77            |              | 77            | 77            |
| République tchèque                 |               |              |               | 5             |
| Slovénie                           | 61            | (1)          | 60            | 58            |
| Venezuela                          | 79            |              | 79            | 48            |

---

## Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de la Section générale

---

**(Exercice clos le 31 décembre 2018)**

---

### Opinion

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Section générale de la Caisse des dépôts et consignations relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Section générale de la Caisse des dépôts et consignations à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Examen des Comptes et des Risques (« CECR »).

---

### Fondement de l'opinion

---

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à la Section générale de la Caisse des dépôts et consignations et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- PricewaterhouseCoopers Audit : les principales missions réalisées sur l'exercice 2018 ont porté sur des émissions de lettres de confort dans le cadre de programmes d'émission et des attestations.
- Mazars : les principales missions réalisées sur l'exercice 2018 ont porté sur des émissions de lettres de confort dans le cadre de programmes d'émission et des attestations.

---

### Justification des appréciations – Points clés de l'audit

---

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Gestion des accès et des habilitations sur les systèmes d'information concourant à la production des états financiers

| Risque identifié  | Réponse du collège des Commissaires aux comptes face à ce risque  |
|---|---|
| <p>La fiabilité et la sécurité des systèmes d'information jouent un rôle clé dans la préparation des comptes annuels de la Section générale de la Caisse des dépôts et consignations.</p> <p>En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et des niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de fraudes ou d'erreurs imputables à des modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données sous-jacentes.</p> <p>La gestion des droits d'accès représente à ce titre un point clé de l'audit, qui fait par ailleurs l'objet d'une attention particulière de la Caisse de dépôts et consignations.</p> | <p>Les travaux que nous avons mis en œuvre avec l'appui de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière ;</li><li>• prise de connaissance du dispositif de contrôle interne relatif au processus de création, modification et suppression des droits d'accès des utilisateurs aux applications et infrastructures sous-jacentes ;</li><li>• évaluation de l'efficacité des contrôles clés mis en place dans le cadre du processus de recertification périodique des droits d'accès, validation de la couverture de l'exhaustivité du périmètre et test des contrôles clés mis en place par la Direction ;</li><li>• appréciation des droits à haut privilège accordés aux utilisateurs au regard de leur rôle et responsabilité ;</li><li>• vérification de la correcte séparation des environnements de développement et de production ;</li><li>• réalisation de travaux spécifiques complémentaires sur les droits d'accès.</li></ul> |

## Évaluation des titres de participation

(Se référer aux notes 2 et 3.4 des annexes aux comptes sociaux)

| Risque identifié  | Réponse du collège des Commissaires aux comptes face à ce risque  |
|---|---|
| <p>Les titres de participation, figurant au bilan de la Section générale de la Caisse des dépôts et consignations, au 31 décembre 2018 pour un montant net de 23,9 milliards d'euros, représentent un poste significatif du bilan. Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée dans le bilan au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité (note 3.4).</p> <p>L'estimation de cette valeur requiert l'exercice du jugement par la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. Ces éléments peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (actif net, cours de bourse), ou à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité et plan d'affaires des participations détenues).</p> <p>La conjoncture et l'environnement économiques auxquels sont confrontées certaines participations, ainsi que l'implantation géographique de certaines d'entre elles, peuvent avoir un impact sur l'évolution de leurs résultats et la marche des affaires.</p> <p>Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.</p> | <p>Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté, le cas échéant avec l'aide de nos experts en valorisation, à mettre en œuvre les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• vérifier, sur la base d'un échantillon, que les actifs nets retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces actifs nets sont fondés sur une documentation probante ;</li><li>• vérifier les cours de bourse utilisés ;</li><li>• apprécier la cohérence des prévisions de flux de trésorerie des activités utilisées pour déterminer la valeur d'utilité des participations avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques approuvés par leur organe de direction ou de surveillance ;</li><li>• apprécier la cohérence des hypothèses macroéconomiques retenues notamment le taux d'actualisation avec l'environnement économique.</li></ul> |

### Évaluation des titres de l'activité de portefeuille (Se référer aux notes 2 et 3. 3 des annexes aux comptes sociaux)

| Risque identifié   | Réponse du collège des Commissaires aux comptes face à ce risque   |
|--|--|
| <p>Les titres de l'activité de portefeuille qui figurent au bilan de la Section générale de la Caisse des dépôts et consignations, au 31 décembre 2018 sont constitués de 12,6 milliards d'euros, dont 11,1 milliards d'euros d'actions. (note 3.3)</p> <p>Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée dans le bilan au prix d'acquisition (coût historique) et figurent, en date de clôture, au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité.</p> <p>La valeur d'utilité est estimée par la Direction en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les sociétés cotées, la Section générale de la Caisse des dépôts et consignations estime que la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue, tenant compte de l'horizon de détention envisagé pour atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles de cours de bourse, est généralement représentative de la valeur d'utilité.</p> <p>Lorsque la Direction considère que cette moyenne n'est pas représentative de la valeur d'utilité, une approche multicritères est mise en place.</p> <p>L'estimation de cette valeur requiert l'exercice du jugement de la Direction dans son choix des éléments à prendre en compte selon les titres considérés, notamment les éléments prévisionnels en cas de mise en œuvre d'une approche multicritères (perspectives de rentabilité et plan d'affaires des titres détenus).</p> <p>S'agissant d'un poste significatif du bilan et compte tenu des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que l'évaluation des titres de l'activité de portefeuille constituait un point clé de l'audit.</p> | <p>Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de l'activité de portefeuille, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement, le cas échéant avec l'aide de nos experts en valorisation, à mettre en œuvre les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifier l'adéquation des méthodes retenues au regard des pratiques communément admises ;</li> <li>• vérifier les cours de bourse utilisés ;</li> <li>• obtenir les prévisions de flux de trésorerie des activités des titres concernées établis à partir des consensus d'analystes retenus par les gestionnaires de portefeuille ;</li> <li>• apprécier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes.</li> </ul> |

### Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport de gestion de la Section générale de la Caisse des dépôts et consignations.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes annuels.

### Informations résultant d'obligations légales et réglementaires

#### Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la Section générale de la Caisse des dépôts et consignations par décision du Directeur Général appelé à statuer sur les comptes du 31 décembre 2004 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2018, les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars étaient dans la 15<sup>e</sup> année de leur mission sans interruption, dont 13 années depuis que les titres de la Caisse des dépôts et consignations ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

### Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Il incombe au CECR de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général.

## Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### Rapport au CECR

Nous remettons au CECR un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au CECR figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au CECR la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le CECR des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 8 avril 2019

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS

Pierre Clavié

Cyrille Dietz

Gilles Magnan

Jean Latorzeff

# Comptes annuels du fonds d'épargne au 31.12.2018

examinés et arrêtés par le directeur général  
de la Caisse des Dépôts en date du 20.03.2019

Bilan | 232

Hors-bilan | 233

Compte de résultat | 234

Notes annexes | 235  
aux états financiers

# Sommaire détaillé

|  |            |   |            |
|--|------------|---|------------|
| <b>ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX</b>  | <b>232</b> |   |            |
| <b>Bilan</b>   | <b>232</b> |   |            |
| <b>Hors-bilan</b>  | <b>233</b> |   |            |
| <b>Compte de résultat</b>  | <b>234</b> |   |            |
| <b>NOTES ANNEXES<br/>AUX ÉTATS FINANCIERS</b>  | <b>235</b> |   |            |
| <b>1 – Événements marquants de la période<br/>et postérieurs à la clôture</b>                                  | <b>235</b> |   |            |
| <b>2 – Principes comptables et méthodes d'évaluation</b>   | <b>235</b> |   |            |
| <b>3 – Notes relatives au bilan</b>  | <b>240</b> |   |            |
| 3.1 – Opérations interbancaires et assimilées  |            |   |            |
| – Créances sur les établissements de crédit  | 240        | 3.13 – Risques de crédit  | 250        |
| 3.2 – Opérations avec la clientèle   | 241        | 3.13.1 – Ventilation des créances sur les établissements de crédit  | 250        |
| 3.3 – Ensemble des crédits   | 242        | 3.13.2 – Ventilation des opérations avec la clientèle   | 251        |
| 3.3.1 – Mouvements   | 242        | 3.13.3 – Ventilation des titres à revenu fixe (hors titres empruntés)   | 252        |
| 3.3.2 – Détail sur les encours douteux   | 243        | 3.14 – Bilan ventilé par devise – Valeurs nettes<br>après dépréciation  | 253        |
| 3.4 – Opérations sur titres de transaction, de placement,<br>d'investissement et de l'activité de portefeuille | 244        | <b>4 – Notes relatives au hors-bilan</b>  | <b>254</b> |
| 3.4.1 – Analyse par nature et type de portefeuille   | 244        | 4.1 – Engagements hors-bilan relatifs aux opérations<br>de change comptant et à terme et de prêts/Emprunts<br>de devises                                  | 254        |
| 3.4.2 – Éléments complémentaires   | 245        | 4.2 – Instruments financiers à terme  | 255        |
| 3.5 – Comptes de régularisation et actifs divers   | 246        | 4.2.1 – Engagements hors-bilan relatifs aux instruments financiers<br>à terme   | 255        |
| 3.6 – Opérations interbancaires et assimilées  |            | 4.2.2 – Ventilation par durée résiduelle  | 256        |
| – Dettes envers les établissements de crédit   | 246        | 4.2.3 – Ventilation par devise  | 257        |
| 3.7 – Opérations avec la clientèle   | 246        | 4.2.4 – Ventilation par zone géographique des swaps de taux   | 257        |
| 3.8 – Les dépôts   | 247        | 4.3 – Risques de crédit – Ventilation par zone géographique<br>des engagements donnés   | 258        |
| 3.8.1 – Dépôts centralisés   | 247        | <b>5 – Notes relatives au résultat</b>  | <b>259</b> |
| 3.8.2 – Rémunération des dépôts  | 247        | 5.1 – Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie<br>et interbancaires   | 259        |
| 3.8.3 – Compléments d'intérêts à verser aux réseaux  | 247        | 5.2 – Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle  | 259        |
| 3.9 – Comptes de régularisation et passifs divers  | 248        | 5.3 – Intérêts et produits assimilés sur prêts  | 260        |
| 3.9.1 – Comptes de régularisation et passifs divers  | 248        | 5.4 – Intérêts sur dépôts   | 261        |
| 3.9.2 – Détail des produits constatés d'avance sur bonifications   | 248        | 5.4.1 – Intérêts et charges assimilées sur dépôts   | 261        |
| 3.10 – Provisions  | 249        | 5.4.2 – Taux de rémunération des livrets réglementés  | 261        |
| 3.11 – Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)  | 249        | 5.5 – Intérêts et assimilés sur obligations et titres à revenu fixe   | 261        |
| 3.12 – Variation des capitaux propres  | 250        | 5.6 – Autres intérêts et assimilés  | 262        |
|  |            | 5.7 – Revenus des titres à revenu variable  | 262        |
|  |            | 5.8 – Produits et charges de commissions  | 263        |
|  |            | 5.9 – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles<br>de placement et assimilés   | 263        |
|  |            | 5.10 – Charges générales d'exploitation   | 264        |
|  |            | 5.11 – Coût du risque   | 264        |
|  |            | 5.12 – Dotations nettes aux FRBG et provisions réglementées   | 264        |
|  |            | <b>RAPPORT DES COMMISSAIRES<br/>AUX COMPTES SUR LES COMPTES<br/>ANNUELS DU FONDS D'ÉPARGNE<br/>CENTRALISÉ À LA CAISSE<br/>DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS</b> | <b>265</b> |

# États financiers sociaux

## Bilan

| (en millions d'euros)  | Notes       | 31.12.2018     | 31.12.2017     |
|--|-------------|----------------|----------------|
| <b>Actif</b>   |             |                |                |
| <b>Opérations interbancaires et assimilées</b>                         |             | <b>64 726</b>  | <b>63 939</b>  |
| Effets publics et valeurs assimilées                                   | 3.4         | 49 325         | 46 853         |
| Créances sur les établissements de crédit                              | 3.1         | 15 401         | 17 086         |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                    | <b>3.2</b>  | <b>174 279</b> | <b>168 822</b> |
| Autres concours à la clientèle à terme                                 |             | 174 279        | 168 822        |
| <b>Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable</b> | <b>3.4</b>  | <b>34 476</b>  | <b>31 354</b>  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                             |             | 21 987         | 19 238         |
| Actions et autres titres à revenu variable                             |             | 12 489         | 12 116         |
| <b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>                    |             |                |                |
| <b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>                      | <b>3.5</b>  | <b>1 473</b>   | <b>1 196</b>   |
| <b>Total Actif</b>   |             | <b>274 954</b> | <b>265 311</b> |
| <b>Passif</b>  |             |                |                |
| <b>Opérations interbancaires et assimilées</b>                         | <b>3.6</b>  | <b>258 548</b> | <b>249 722</b> |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                    | <b>3.7</b>  | <b>76</b>      | <b>79</b>      |
| Autres dettes envers la clientèle                                      |             | 76             | 79             |
| <b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>                     | <b>3.9</b>  | <b>1 955</b>   | <b>2 133</b>   |
| <b>Provisions</b>  | <b>3.10</b> | <b>2 395</b>   | <b>2 371</b>   |
| <b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>                    | <b>3.11</b> | <b>5 650</b>   | <b>4 657</b>   |
| <b>Capitaux propres – hors FRBG</b>                                    | <b>3.12</b> | <b>6 330</b>   | <b>6 349</b>   |
| Réserves et autres   |             | 5 535          | 5 460          |
| Report à nouveau   |             | 239            | 239            |
| Résultat de l'exercice   |             | 556            | 650            |
| <b>Total Passif</b>  |             | <b>274 954</b> | <b>265 311</b> |



## Hors-bilan

| (en millions d'euros)                                   | 31.12.2018     | 31.12.2017     |
|---|----------------|----------------|
| <b>Engagements de financement et de garantie donnés</b> |                |                |
| <b>Engagements de financement</b>                       | <b>26 209</b>  | <b>28 864</b>  |
| En faveur d'établissements de crédit                    | 36             | 20             |
| En faveur de la clientèle                               | 26 121         | 28 841         |
| Engagements de financement douteux                      | 52             | 3              |
| <b>Engagements de garantie</b>                          | <b>4 831</b>   | <b>4 491</b>   |
| D'ordre d'établissements de crédit                      | 4 831          | 4 491          |
| D'ordre de la clientèle                                 |                |                |
| Engagements douteux                                     |                |                |
| <b>Engagements de financement et de garantie reçus</b>  |                |                |
| <b>Engagements de financement</b>                       | <b>8 323</b>   | <b>2 888</b>   |
| Reçus d'établissements de crédit                        | 8 323          | 2 888          |
| Reçus de la clientèle                                   |                |                |
| <b>Engagements de garantie</b>                          | <b>158 416</b> | <b>154 150</b> |
| Reçus d'établissements de crédit                        | 13 685         | 13 858         |
| Reçus de la clientèle                                   | 2 284          | 2 374          |
| Reçus de l'État et assimilés                            | 142 447        | 137 918        |
| <b>Engagements sur titres</b>                           |                |                |
| Titres à recevoir                                       | 1 953          | 635            |
| Titres à livrer   |                |                |
| <b>Autres engagements donnés et reçus</b>               |                |                |
| Autres engagements donnés                               |                |                |
| Autres engagements reçus                                |                |                |

## Compte de résultat

| (en millions d'euros)   | Notes      | 31.12.2018     | 31.12.2017     |
|---|------------|----------------|----------------|
| <b>Intérêts et produits assimilés</b>   |            | <b>4 478</b>   | <b>3 991</b>   |
| Opérations de trésorerie et interbancaires  | 5.1 et 5.3 | 306            | 346            |
| Opérations avec la clientèle  | 5.2 et 5.3 | 2 702          | 2 393          |
| Obligations et autres titres à revenu fixe  | 5.5        | 1 284          | 1 140          |
| Autres intérêts et produits assimilés   | 5.6        | 186            | 112            |
| <b>Intérêts et charges assimilées</b>   |            | <b>(3 115)</b> | <b>(3 044)</b> |
| Opérations de trésorerie et interbancaires  | 5.1 et 5.4 | (2 798)        | (2 696)        |
| Opérations avec la clientèle  | 5.2 et 5.4 | (2)            | (2)            |
| Autres intérêts et charges assimilées   | 5.6        | (315)          | (346)          |
| <b>Revenus des titres à revenu variable</b>                                       | <b>5.7</b> | <b>542</b>     | <b>493</b>     |
| <b>Commissions (produits)</b>   | <b>5.8</b> | <b>2</b>       | <b>3</b>       |
| <b>Commissions (charges)</b>  | <b>5.8</b> | <b>(327)</b>   | <b>(474)</b>   |
| <b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>            |            | <b>95</b>      | <b>(41)</b>    |
| <b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b> | <b>5.9</b> | <b>45</b>      | <b>541</b>     |
| <b>Autres produits et charges d'exploitation bancaire nets</b>                    |            | <b>(13)</b>    | <b>(11)</b>    |
| <b>Produit net bancaire</b>   |            | <b>1 707</b>   | <b>1 458</b>   |
| Charges générales d'exploitation  | 5.10       | (157)          | (140)          |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b>   |            | <b>1 550</b>   | <b>1 318</b>   |
| Coût du risque  | 5.11       | (1)            | 98             |
| <b>Résultat d'exploitation</b>  |            | <b>1 549</b>   | <b>1 416</b>   |
| Gains ou pertes sur actifs immobilisés  |            |                |                |
| <b>Résultat courant</b>   |            | <b>1 549</b>   | <b>1 416</b>   |
| Dotations nettes aux FRBG et provisions réglementées                              | 5.12       | (993)          | (766)          |
| <b>Résultat net</b>   |            | <b>556</b>     | <b>650</b>     |

# Notes annexes aux états financiers

## 1 – Événements marquants de la période et postérieurs à la clôture

### I – Évolution des taux réglementés

L'arrêté du 27 novembre 2017 a stabilisé le taux du livret A à 0,75 % entre le 1<sup>er</sup> février 2018 et le 31 janvier 2020, sans modifier la formule de calcul du taux.

L'arrêté du 14 juin 2018 fixe les modalités d'une nouvelle formule de calcul du taux du livret A qui entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> février 2020.

Plus précisément, il révisé l'article 3 du règlement CRBF 86-13 du 14 mai 1986 modifié dont les dispositions régissent la méthodologie de calcul du taux du livret A. Trois mesures sont proposées :

- la réduction au dixième de point le plus proche de l'arrondi du résultat de la formule ;
- la suppression du plancher inflation ;
- et l'introduction d'un plancher de 0,5 %.

À partir de 2020 et pendant une période transitoire, l'écart entre deux fixations successives du taux est plafonné à 0,5 point de pourcentage.

Au 31 décembre 2018, cet arrêté est sans impact sur les comptes du fonds d'épargne.

### II – Évolution des règles de centralisation

L'article 140 de loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 a supprimé la notion de centralisation intégrale des dépôts collectés au titre du livret A et de livret de développement durable et prévoit la mise en place d'un régime transitoire de récupération de la liquidité par les banques.

Le décret n° 2018-83 du 12 février 2018 précise les conditions de mise en œuvre de la réforme, explicitant les deux options offertes aux banques à partir du 1<sup>er</sup> avril 2018 : une période de récupération en dix ans (cas standard) ou une période de récupération en deux ans et trois occurrences. Au 31 décembre 2018, ce décret est sans impact sur les comptes du fonds d'épargne.

### III – Déploiement du plan logement 2018

La Caisse des Dépôts réaffirme son plein soutien à ses clients bailleurs sociaux avec deux priorités : accompagner les organismes de logements sociaux (OLS) dans leur transformation et soutenir leurs investissements pour répondre au besoin de logements dans les territoires.

La Caisse des Dépôts a mis en place un dispositif composé de différents produits permettant de répondre à des besoins spécifiques et nouveaux des OLS, avec de nouvelles enveloppes de financement d'un montant global de 6 milliards d'euros.

Dans ce cadre, un nouveau dispositif de 2 milliards d'euros de « Prêts Haut de Bilan Bonifiés » est engagé depuis le 5 juin 2018 pour accompagner les bailleurs sociaux dans leurs projets de construction et de rénovation. Les prêts de ce dispositif sont distribués par le fonds d'épargne à taux zéro, et financés par des emprunts à taux zéro contractés auprès de la Section générale. Le taux zéro des emprunts est obtenu par une bonification apportée par Action Logement.

Un dispositif de 4 milliards d'euros de prêts à taux fixe, ouvert le 4 juillet 2018, est destiné pour moitié au soutien à l'investissement des bailleurs sociaux dans la construction et la rénovation de logements sociaux, et pour moitié à la renégociation à taux fixe de la dette des bailleurs sociaux, afin notamment d'accompagner la restructuration du secteur. Ce dispositif est financé par des emprunts contractés auprès de la Section générale.

Des possibilités d'allongement de la maturité des prêts contractés par les bailleurs sociaux auprès du fonds d'épargne ont été déployées sur le premier semestre 2018. Les réaménagements ont été instruits pour l'essentiel au second semestre.

### IV – Ajustement du FRBG

Au 31 décembre 2018, les fonds propres disponibles (réserves et report à nouveau, après affectation du résultat, et FRBG) couvrent les besoins de fonds propres du fonds d'épargne.

Les réserves et report à nouveau, après affectation du résultat, couvrent le montant des besoins en fonds propres au titre du Pilier 1 de la réglementation, qui constitue le socle des exigences réglementaires minimales.

Le FRBG a vocation à faire face aux risques présentés par le bilan du fonds d'épargne. À ce titre il est doté pour couvrir progressivement les besoins en fonds propres relatifs au Pilier 2 de la réglementation.

La dotation au 31 décembre 2018 s'élève à 993 millions d'euros.

### Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

## 2 – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes au 31 décembre 2018 sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit. Ces principes sont énoncés dans les règlements ANC n° 2014-03 et n° 2015-06 relatifs au plan comptable général, sous réserve des adaptations prévues par le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et son annexe.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement n° 2014-07 (livre I – titre 1 – chapitre 2 relatif au modèle des états de synthèse).

Les principes comptables et méthodes d'évaluation retenus sont identiques à ceux utilisés pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2017.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables (ANC) et d'application obligatoire en 2018 n'ont pas d'impact sur les comptes individuels du fonds d'épargne. Il en est ainsi du règlement de l'ANC n° 2018-01 qui vient modifier le règlement de l'ANC n° 2014-03 concernant les changements de méthodes, changements d'estimation et corrections d'erreurs.

## I – Enregistrement en compte de résultat

Les intérêts et les commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru selon le principe de la spécialisation des exercices. Les commissions non assimilées à des intérêts sont enregistrées lors de leur encaissement ou de leur paiement.

## II – Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Ces créances intègrent les crédits consentis, les comptes ordinaires débiteurs, ainsi que les titres reçus en pension livrée et les valeurs reçues en pension.

Les dispositions comptables du règlement n° 2014-07 (livre 2 – titre 1 relatif à la comptabilisation des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours et titre 2 relatif au traitement comptable du risque de crédit) s'appliquent à l'ensemble des prêts et créances.

### 2.1 – Prêts

Les prêts sont enregistrés à l'actif à leur valeur de remboursement. Les intérêts correspondants sont portés en compte de résultat *pro rata temporis*.

- Les commissions perçues et les coûts de transaction supportés à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition des crédits sont étalés de manière actuarielle.
- Les prêts sont transférés en créances douteuses dès lors qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré, c'est-à-dire lorsqu'il est probable que tout ou partie des sommes dues conformément au contrat ne seront pas perçues, et ce, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Sont considérés comme douteux, les prêts présentant des échéances impayées depuis plus de 3 mois (le délai d'impayés de plus de 6 mois en matière immobilière et vis-à-vis des collectivités locales n'est plus appliqué depuis le 31 décembre 2018), les prêts pour lesquels la situation financière dégradée de la contrepartie se traduit par un risque de non-recouvrement, ainsi que les encours faisant l'objet d'une procédure contentieuse.
- De même, tous les concours sur une contrepartie, dès lors que celle-ci dispose d'un concours inscrit en créances douteuses, sont inscrits en créances douteuses en application du principe de contagion. Pour les groupes, le principe de contagion est appliqué au cas par cas.
- Parmi les créances douteuses, sont identifiées comptablement les créances douteuses compromises. Les créances douteuses compromises sont les créances dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées. Sont concernées les créances déchuées du terme ainsi que certaines créances douteuses de plus d'un an et ayant un caractère irrécouvrable nécessitant la détermination d'une dépréciation et pour lesquelles un passage en perte à terme

est envisagé. Cette analyse doit être effectuée en tenant compte des garanties existantes sur ces encours.

- Les encours douteux et les encours douteux compromis peuvent être portés à nouveau en encours sains lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance. Ils peuvent être également portés en encours restructurés si un rééchelonnement de la dette a eu lieu et après un délai d'observation.
- Les prêts présentant un risque de crédit avéré font l'objet de dépréciations qui permettent de couvrir, en valeur actualisée, l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours classés en créances douteuses et en créances douteuses compromises.
- En ce qui concerne l'application de l'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 relatif à l'actualisation des pertes prévisionnelles, la méthode de calcul des provisions sur encours appliquée par le fonds d'épargne a été conservée, compte tenu des caractéristiques des prêts du fonds d'épargne (intérêts de retard calculés au taux contractuel, payés par la contrepartie) : en effet, il est démontré que cette méthode n'a pas d'impact financier significatif par rapport à ce que donnerait une actualisation des pertes prévisionnelles prêt par prêt.
- Les intérêts courus sont enregistrés périodiquement sur les créances saines, y compris les créances restructurées et sur les créances douteuses non compromises. Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont enregistrés en compte de résultat qu'au moment de leur paiement effectif. Les intérêts comptabilisés sur créances douteuses et non encaissés sont intégralement dépréciés. Lorsque l'établissement estime que la créance est définitivement irrécouvrable, une perte est enregistrée.
- Les créances restructurées sont identifiées, le cas échéant, dans une sous-catégorie spécifique des encours sains. Elles donnent lieu à l'enregistrement en coût du risque d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation, au taux d'intérêt effectif d'origine, des flux futurs attendus suite à la restructuration. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie restant à courir du crédit dans la marge d'intérêt. Les créances restructurées sont immédiatement déclassées en encours douteux lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées. Les restructurations ne donnent donc pas lieu à la comptabilisation d'une décote dans la mesure où :
  - les restructurations accordées entre 1994 et 2000 ont été faites à la demande des pouvoirs publics et ont été appliquées à l'ensemble des organismes de logement social, dans le but de relancer la construction de logements sociaux ;
  - à partir de 2001, les réaménagements ayant concerné des emprunteurs sensibles ont été, dans leur majorité, renouvelés au même taux et n'ont pas engendré de perte actuarielle pour le fonds d'épargne.
- Certains prêts du fonds d'épargne comportent des annuités progressives et donnent lieu à des intérêts compensateurs contractuels. Les intérêts compensateurs, qui représentent la différence cumulée entre les intérêts acquis et les intérêts exigibles, sont constatés en intérêts courus non échus ; ils sont progressivement encaissés au rythme de l'amortissement des prêts.
- Les indemnités perçues lors des remboursements anticipés sont prises intégralement en résultat l'année de réalisation. Elles sont comptabilisées en intérêts.
- Les indemnités perçues lors des réaménagements sont étalées de manière actuarielle sur la durée du nouveau prêt sauf s'il est démontré que celles-ci ne sont pas significatives. Elles sont comptabilisées en intérêts.

- Les prêts octroyés par le fonds d'épargne sont en quasi-totalité garantis par les collectivités locales, la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS), ou par l'État.
- Dans le cadre des opérations de rachat de prêts (CGLLS, anciens prêts de l'État ou autres), l'écart entre la valeur de reprise et la valeur comptable est enregistré en surcotes et décotes qui sont reprises en produits d'intérêt, de manière actuarielle, sur la durée de vie des prêts. L'échéancier des reprises en résultat est actualisé chaque mois pour tenir compte des remboursements anticipés, et des réaménagements effectivement constatés, ainsi que des éventuelles révisions de taux.
- Enfin, sont enregistrés en engagements hors-bilan donnés les prêts accordés non encore versés. Les engagements reçus présentés dans le hors-bilan publié recouvrent :
  - les garanties des établissements de crédit ;
  - les garanties de l'État et des collectivités locales venant en couverture des prêts comptabilisés au bilan du fonds d'épargne.

## 2.2 – Titres reçus en pension livrée et valeurs reçues en pension

Ils sont portés à l'actif dans un compte représentatif de la créance ainsi générée. Les produits correspondants sont enregistrés en résultat de l'exercice *pro rata temporis*. Les titres pris en pension livrée puis cédés sont enregistrés au passif en dettes de titres. Ils sont dès lors valorisés à leur valeur de marché.

## III – Titres et opérations sur titres

### 3.1 – Titres

Les titres sont comptabilisés conformément au règlement n° 2014-07 (livre 2 – titre 3 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres). Les achats et ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement/livraison, sauf cas particuliers.

#### Titres de placement

Les titres de placement incluent les titres ne répondant pas aux conditions d'un classement en portefeuilles de transaction, d'investissement, d'activité de portefeuille (TAP) ou de participation. Les éventuelles primes ou décotes font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les titres de placement sont gérés selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (à l'exception des titres de placement à revenu variable gérés selon la méthode du coût moyen pondéré), et sont évalués de la façon suivante :

- actions et obligations : les moins-values latentes calculées par rapport à la valeur de marché sur la base du cours de clôture sont constatées sous forme de dépréciations ;
- bons du Trésor, TCN et titres du marché interbancaire : des dépréciations sont constituées en fonction de la solvabilité des émetteurs et par référence à des indicateurs de marché. Le portefeuille de titrisations (détenu en placement) est valorisé en fonction des cotations fournies par des sources externes. Le cas échéant, des cotations sont demandées à des contreparties externes.

#### Titres d'investissement

Cette catégorie est composée de titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée, acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance et pour lesquels le fonds d'épargne dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Le changement d'intention ou la cession de titres d'investissement pour un montant non négligeable entraîne le reclassement automatique de l'intégralité des titres d'investissement dans le portefeuille de placement et l'interdiction durant l'exercice et les deux exercices suivants de classer des titres en portefeuille d'investissement. Des exceptions à cette règle sont toutefois prévues, notamment en cas de cession proche de la date d'échéance ou justifiée par un événement externe, isolé ou imprévisible.

Les moins-values latentes pouvant exister entre la valeur comptable des titres et leur prix de marché ne font pas l'objet de dépréciations.

Néanmoins, les dispositions comptables du règlement n° 2014-07 (livre II – titre 2 relatif au traitement comptable du risque de crédit) s'appliquent, le cas échéant, au risque de crédit attaché aux titres d'investissement.

La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres (prime – décote) est amortie selon la méthode actuarielle.

#### Titres de l'activité de portefeuille (TAP)

Les titres de l'activité de portefeuille correspondent à des investissements réalisés de façon régulière avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce ni de participer activement à la gestion opérationnelle de l'entreprise émettrice.

Ils sont comptabilisés au prix d'acquisition.

Ils figurent au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les sociétés cotées, la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue, tenant compte de l'horizon de détention envisagé pour atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles de cours de bourse, est généralement représentative de la valeur d'utilité. Lorsque cette moyenne n'est pas représentative de la valeur d'utilité, une approche multicritère est mise en place.

### 3.2 – Opérations sur titres

#### OAT indexées sur l'inflation

En l'absence de réglementation spécifique applicable aux établissements de crédit, l'indexation du nominal des OAT indexées sur l'inflation est comptabilisée par analogie au traitement préconisé par le code des assurances : le gain ou la perte est constaté en produits ou en charges de l'exercice.

#### Cessions temporaires de titres (prêts et emprunts, pensions livrées)

Les titres prêtés sont inscrits sur une ligne spécifique de l'actif du bilan pour la valeur comptable des titres sortis du portefeuille selon la méthode « dernier entré, premier sorti » (DEPS ou LIFO). En date d'arrêt, ils sont évalués selon les règles du portefeuille d'origine. Les titres empruntés sont enregistrés, au prix de marché du jour de l'emprunt, à l'actif dans la catégorie des titres de transaction et au passif pour constater la dette de titres à l'égard du prêteur. Ces titres sont évalués en fonction de leur valeur de marché aux dates d'arrêt. Les prêts et emprunts garantis par des espèces sont comptablement assimilés à des pensions livrées. La rémunération relative à ces opérations est enregistrée *pro rata temporis* en résultat.

## IV – Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 (livre 2 – titre 5 relatif aux instruments financiers à terme).

Pour l'ensemble de ces instruments, et quelle que soit l'intention de gestion, le nominal des contrats, celui du sous-jacent ou le prix d'exercice, est porté en hors-bilan. La comptabilisation des résultats sur ces instruments est fonction de l'intention de gestion.

La juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers dérivés est précisée dans la note relative aux instruments financiers à terme.

### 4.1 – Contrats d'échange de taux et de devises

#### Opérations de couverture

Les charges ou produits des instruments financiers à terme affectés, dès l'origine, à la couverture d'un élément ou d'un ensemble homogène d'éléments identifiés sont enregistrés en résultat de manière symétrique aux produits ou charges sur les éléments couverts.

Les charges ou produits sur instruments financiers à terme affectés le cas échéant à une couverture globale de taux sont enregistrés *prorata temporis*. Par ailleurs, les résultats latents sur les instruments financiers à terme affectés à une couverture globale de taux ne sont pas comptabilisés.

### 4.2 – Autres opérations

Les autres opérations se composent principalement des options.

#### Opérations de couverture

Les charges ou produits sont rapportés au compte de résultat de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits ou charges sur l'élément couvert.

### 4.3 – Les valeurs de marché

Lorsque le prix de marché des instruments ou les paramètres de valorisation ne font pas l'objet de cotations officielles, des méthodes de valorisation alternatives sont utilisées. Elles font intervenir un ou plusieurs des éléments suivants : confirmation de prix par des courtiers ou contreparties externes, comparaison avec des transactions réelles et étude par catégories d'émetteurs ou d'instruments. Dans le cas où la valorisation des instruments serait faite à partir de modèles, ceux-ci intègrent les paramètres qui affectent l'évaluation de ces instruments, notamment le niveau de liquidité des marchés concernés. Dans une approche prudente, les calculs sont corrigés pour tenir compte des faiblesses de certains de ces paramètres, en particulier quant à leur pertinence sur longue période.

Compte tenu de la nature des titres dans lesquels le fonds d'épargne investit, l'utilisation de modèle purement interne est exceptionnelle.

## V – Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Ces dettes comprennent les dépôts, les emprunts contractés ainsi que les titres donnés en pension livrée et les valeurs données en pension.

### 5.1 – Emprunts

Ils sont inscrits au passif pour leur valeur de remboursement. Les intérêts correspondants sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

### 5.2 – Titres donnés en pension livrée

La dette ainsi générée est inscrite au passif. Les titres sont maintenus dans leur portefeuille d'origine et continuent à être évalués selon les règles applicables à ce portefeuille. Les intérêts correspondants sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

## VI – Provisions constituées au titre des marges négatives sur prêts

Des provisions sont constituées par le fonds d'épargne en couverture des pertes certaines résultant des programmes de prêts consentis à un taux inférieur au coût de la ressource à laquelle ils sont adossés.

Les provisions constituées au titre des marges négatives sur prêts sont calculées sur la base des encours effectivement comptabilisés au bilan (prêts versés) et de la fraction probablement appelée des prêts inscrits au hors-bilan (offres de prêts, promesses d'octroi de prêts et prêts contractés non versés).

- La perte actuarielle dégagée par les prêts adossés aux ressources des livrets réglementés fait l'objet d'une provision évaluée à partir du scénario de taux retenu pour la gestion ALM et l'allocation d'actifs du groupe CDC, de façon à assurer la cohérence des approches en termes de gestion financière.
- Une partie des Prêts locatifs intermédiaires (PLI) a été refinancée sur emprunts et la perte actuarielle a été provisionnée.

Pour certains prêts, des intervenants externes (Action Logement, Section générale de la Caisse des Dépôts) bonifient, dans le cadre d'accords portant sur les enveloppes et les modalités de bonification, la ressource ou les prêts du fonds d'épargne, de telle sorte que l'emprunteur final bénéficie d'un taux particulièrement privilégié. Dans ce cas, la provision comptabilisée par le fonds d'épargne est calculée, en retenant comme différentiel de taux l'écart entre le coût de la ressource et le taux emprunteur, net des bonifications consenties.

Les mouvements sur les provisions (et les éventuelles bonifications associées) sont comptabilisés en marge d'intérêt.

## VII – Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

Ce fonds, destiné à faire face aux risques bancaires généraux inhérents à l'activité de prêteur et d'investisseur sur les marchés, est doté de sorte que, venant compléter les réserves, le report à nouveau et le résultat en instance d'affectation, il permette de satisfaire un niveau de fonds propres dont les modalités de calcul sont adaptées des options offertes par la réglementation Bâle II telles que présentées dans les publications du Comité de Bâle, réglementation à laquelle le fonds d'épargne a décidé de se soumettre volontairement.

Le niveau des fonds propres requis devrait être couvert par :

- les réserves,
- le report à nouveau,
- le FRBG,
- le résultat net en instance d'affectation.

Le niveau du FRBG est ajusté afin de permettre au minimum de rendre les fonds propres cohérents avec les risques encourus par le fonds d'épargne en termes de :

- risque de crédit sur les prêts et actifs financiers ;
- risque opérationnel.

Ces deux risques constituent le pilier 1 de la réglementation Bâle II.

- risque global de taux ;
- risque de concentration.

Ces deux risques constituent le pilier 2 de la réglementation Bâle II.

Les réserves et reports à nouveau, après affectation du résultat de l'exercice, couvrent le montant des exigences de fonds propres au titre du pilier 1 de la réglementation de Bâle II, qui constitue le socle des exigences réglementaires minimales. Le FRBG a vocation à faire face aux risques présentés par le bilan du fonds d'épargne. À ce titre notamment, il est doté pour couvrir progressivement les besoins de fonds propres au titre du pilier 2.

## VIII – Opérations en devises

Les actifs, passifs et engagements hors bilan libellés en devises, sont convertis au cours de change constaté à la date d'arrêt. Les gains et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat. Les opérations de change au comptant sont évaluées au cours du comptant. Les opérations de change à terme, conclues à titre de couverture, sont évaluées symétriquement à l'élément couvert. Par ailleurs, les reports et déports, liés aux opérations de change à terme couvertes, sont rapportés au compte de résultat de manière échelonnée sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations. Les positions de change en devises sont couvertes par des opérations fermes.

## IX – Recours à des estimations

La préparation des états financiers (bilan et compte de résultat) du fonds d'épargne s'appuie sur des hypothèses de scénarios économiques et financiers, ou des estimations de valeur d'actifs. Cet exercice suppose que la direction et les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour formuler ces hypothèses et pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles la direction et les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

La réalisation d'estimations peut notamment concerner :

- la détermination de valeurs d'utilité pour les titres de l'activité de portefeuille, celle-ci s'appuyant sur une analyse multicritère tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur, des perspectives économiques et de l'horizon de détention (les estimations pratiquées impliquant par exemple des hypothèses relatives à l'évolution du positionnement concurrentiel, aux perspectives de cash-flows, de flux de dividendes, de structure de comptes de résultat. Elles requièrent également une évaluation du risque associé (taux d'actualisation)) ;
- la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges sur les prêts adossés aux ressources des livrets réglementés, sur un scénario macroéconomique dont les données ne sont pas directement observables sur les marchés ;

- l'appréciation du risque de contrepartie sur les portefeuilles de taux ;
- la détermination des dépréciations sur les encours de prêts considérés comme douteux au regard du risque de crédit ;
- le cas échéant l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés.

## X – Informations financières sur les risques de marché

### 10.1 – Gestion actif/passif

Le fonds d'épargne est exposé au risque de transformation puisqu'il prête à moyen et long terme à partir de ressources à vue. Cependant, la stabilité des dépôts, historiquement constatée, l'indexation de la majeure partie des prêts sur le taux de la ressource, ainsi que le maintien d'un niveau de liquidité adéquat, permettent de réaliser cette transformation dans de bonnes conditions de sécurité.

Les risques de taux et de liquidité sont mesurés au moyen d'outils de gestion actif/passif, qui prennent en compte à un niveau très fin les caractéristiques des actifs et des passifs et permettent notamment de simuler l'évolution du bilan selon différentes hypothèses de collecte et de versements de prêts. Dans un souci de sécurité maximale du dispositif pour les déposants, il est procédé à un dimensionnement et une structuration des portefeuilles d'actifs financiers, afin de ménager de réelles possibilités d'adaptation aux évolutions potentielles du risque de liquidité, tout en protégeant la marge actuelle et la marge future contre la variation des taux d'intérêt.

Le fonds d'épargne a mesuré les effets des normes réglementaires, notamment par rapport à la couverture du risque de taux. Cet élément fait partie du pilier 2 de la réglementation Bâle II sur les fonds propres publiée par le Comité de Bâle en juillet 2004 et à partir de laquelle le fonds d'épargne a adapté le calcul de son besoin en fonds propres.

Par ailleurs, les différents indicateurs de mesure et de suivi du risque de liquidité mettent en évidence une exposition modérée.

### 10.2 – Le contrôle des risques

La direction des risques pilote le dispositif de maîtrise des risques du groupe Caisse des Dépôts, veillant à sa cohérence et à son efficacité. Le contrôle des risques fixe les normes, valide les instruments et les méthodes. Il est en charge du suivi des risques financiers des portefeuilles.

Concernant les risques de crédit, un comité des risques de contrepartie, qui se réunit mensuellement, est en charge de :

- Définir et suivre la politique de risque de crédit ;
- Arrêter la méthodologie de fixation des limites des contreparties, sur proposition du contrôle des risques ;
- Fixer les limites par contrepartie, sur proposition du contrôle des risques, sachant que chaque portefeuille bénéficie de limites indépendantes.

Le contrôle des risques est en charge du suivi au quotidien du respect des limites par chaque direction financière. Il appuie ses propositions de limites sur des analyses synthétiques effectuées essentiellement à partir de ses propres analyses, des agences de notations et des informations publiques.

### 3 – Notes relatives au bilan

#### 3.1 – Opérations interbancaires et assimilées – Créances sur les établissements de crédit

| (en millions d'euros)                                     | Notes        | 31.12.2018    | 31.12.2017    |
|---|--------------|---------------|---------------|
| <b>Comptes courants du fonds d'épargne <sup>(1)</sup></b> |              | <b>1 150</b>  | <b>803</b>    |
| Comptes courants <sup>(2)</sup>                           |              | 1 149         | 802           |
| Disponibilités représentatives des réserves obligatoires  |              | 1             | 1             |
| <b>Intérêts courus</b>                                    |              | <b>(1)</b>    | <b>(1)</b>    |
| <b>Créances sur les établissements de crédit à vue</b>    |              | <b>1 149</b>  | <b>802</b>    |
| <b>Crédits à l'équipement</b>                             |              | <b>1 026</b>  | <b>1 163</b>  |
| Capital et assimilé                                       |              | 1 009         | 1 144         |
| Intérêts courus   |              | 17            | 19            |
| <b>Crédits au logement</b>                                |              | <b>10 998</b> | <b>12 132</b> |
| Capital et assimilé                                       |              | 10 963        | 12 094        |
| Intérêts courus   |              | 35            | 38            |
| <b>Crédits divers <sup>(3)</sup></b>                      |              | <b>2 228</b>  | <b>2 989</b>  |
| Capital et assimilé                                       |              | 2 200         | 2 950         |
| Intérêts courus   |              | 28            | 39            |
| <b>Créances sur les établissements de crédit à terme</b>  | <b>3.3.1</b> | <b>14 252</b> | <b>16 284</b> |
| <b>Créances sur les établissements de crédit</b>          |              | <b>15 401</b> | <b>17 086</b> |

(1) L'Établissement public Caisse des Dépôts, entité Section générale, est le banquier du fonds d'épargne : à ce titre, il assure la centralisation de la trésorerie ainsi que l'ensemble des prestations de nature bancaire ;

(2) Dont 287 M€ de bonification Action Logement relative à la ressource destinée à financer les prêts haut de bilan à taux zéro ;

(3) Concerne l'encours de prêts de refinancement Bpifrance Financement.



### 3.2 – Opérations avec la clientèle

| (en millions d'euros)                                 | Notes        | 31.12.2018     | 31.12.2017     |
|---|--------------|----------------|----------------|
| <b>Crédits de trésorerie et créances commerciales</b> |              |                | <b>77</b>      |
| Capital et assimilé                                   |              |                | 77             |
| Créances douteuses                                    |              | 1              | 1              |
| Dépréciations   |              | (1)            | (1)            |
| Intérêts courus                                       |              |                |                |
| <b>Crédits à l'équipement <sup>(1)</sup></b>          |              | <b>22 448</b>  | <b>21 967</b>  |
| Capital et assimilé                                   |              | 22 168         | 21 689         |
| Créances douteuses                                    |              | 124            | 115            |
| Dépréciations   |              | (25)           | (23)           |
| Intérêts courus                                       |              | 181            | 186            |
| <b>Crédits au logement <sup>(2)</sup></b>             |              | <b>151 680</b> | <b>146 619</b> |
| Capital et assimilé                                   |              | 148 950        | 144 476        |
| Créances douteuses                                    |              | 1 649          | 1 016          |
| Dépréciations   |              | (55)           | (52)           |
| Intérêts courus                                       |              | 1 136          | 1 179          |
| <b>Crédits divers</b>                                 |              | <b>151</b>     | <b>159</b>     |
| Capital et assimilé                                   |              | 151            | 159            |
| Intérêts courus                                       |              |                |                |
| <b>Autres concours à la clientèle à terme</b>         | <b>3.3.1</b> | <b>174 279</b> | <b>168 822</b> |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                   |              | <b>174 279</b> | <b>168 822</b> |

(1) Dont 2 449 M€ de prêts au secteur public local financés sur ressources de marché, apportées par la BEI et la Section générale de la CDC;

(2) Dont 1 622 M€ de prêts financés sur ressources de marché, apportées par la BEI et la Section générale de la CDC.

### 3.3 – Ensemble des crédits

#### 3.3.1 – Mouvements

| (en millions d'euros)   | 31.12.2017     | Versements    | Remboursements  | Autres mouvements (1) | 31.12.2018     |
|---|----------------|---------------|-----------------|-----------------------|----------------|
| <b>Crédits équipement</b>                                       | <b>23 130</b>  | <b>2 047</b>  | <b>(1 710)</b>  | <b>7</b>              | <b>23 474</b>  |
| Capital   | 22 922         | 2 047         | (1 710)         | 16                    | 23 275         |
| <i>Anciens prêts équipement aux collectivités locales</i>       | 141            |               | (20)            | 4                     | 125            |
| <i>Prêts de refinancement aux collectivités locales</i>         | 5 861          |               | (643)           | 11                    | 5 229          |
| <i>Prêts nouveaux emplois</i>                                   | 16 920         | 2 047         | (1 047)         | 1                     | 17 921         |
| Intérêts courus   | 205            |               |                 | (7)                   | 198            |
| Échéances mises en recouvrement                                 |                |               |                 |                       |                |
| Échéances impayées  | 3              |               |                 | (2)                   | 1              |
| <b>Crédits au logement social et à la politique de la ville</b> | <b>158 751</b> | <b>12 288</b> | <b>(8 416)</b>  | <b>55</b>             | <b>162 678</b> |
| Capital   | 157 507        | 12 288        | (8 416)         | 111                   | 161 490        |
| <i>Prêts très sociaux</i>                                       | 17 363         | 2 212         | (549)           | (29)                  | 18 997         |
| <i>Prêts locatifs à usage social</i>                            | 75 807         | 4 624         | (3 499)         | 89                    | 77 021         |
| <i>Prêts pour amélioration de l'habitat</i>                     | 11 889         | 1 925         | (943)           |                       | 12 871         |
| <i>Prêts locatif intermédiaire – prêts locatif social</i>       | 24 179         | 2 110         | (1 241)         | 5                     | 25 053         |
| <i>Prêts projets urbains</i>                                    | 1 427          | 1             | (183)           | (1)                   | 1 244          |
| <i>Prêts renouvellement urbain</i>                              | 10 479         | 298           | (619)           | 5                     | 10 163         |
| <i>Divers</i>   | 16 363         | 1 118         | (1 382)         | 42                    | 16 141         |
| Intérêts courus   | 1 217          |               |                 | (46)                  | 1 171          |
| Échéances mises en recouvrement                                 | 20             |               |                 | (20)                  |                |
| Échéances impayées  | 7              |               |                 | 10                    | 17             |
| <b>Crédits divers</b>   | <b>3 148</b>   | <b>40</b>     | <b>(798)</b>    | <b>(11)</b>           | <b>2 379</b>   |
| Capital   | 3 109          | 40            | (798)           |                       | 2 351          |
| Intérêts courus   | 39             |               |                 | (11)                  | 28             |
| <b>Crédits de trésorerie</b>                                    | <b>77</b>      |               | <b>(77)</b>     |                       |                |
| Capital   | 77             |               | (77)            |                       |                |
| Intérêts courus   |                |               |                 |                       |                |
| Échéances impayées  |                |               |                 |                       |                |
| <b>Ensemble des crédits</b>                                     | <b>185 106</b> | <b>14 375</b> | <b>(11 001)</b> | <b>51</b>             | <b>188 531</b> |
| <b>Dont créances sur les établissements de crédit (2)</b>       | <b>16 284</b>  | <b>611</b>    | <b>(1 813)</b>  | <b>(830)</b>          | <b>14 252</b>  |
| <b>Dont opérations avec la clientèle (2)</b>                    | <b>168 822</b> | <b>13 764</b> | <b>(9 188)</b>  | <b>881</b>            | <b>174 279</b> |

(1) Dont reprises ou amortissements de surcotes et décotes, intérêts capitalisés, variation des encours douteux nets des dépréciations liées et prêts réaménagés ;

(2) En 2018, le fonds d'épargne a acquis 798 M€ de prêts initialement octroyés à des établissements de crédit pour le financement du logement social.

### 3.3.2 – Détail sur les encours douteux

|   | 31.12.2018     |   |            |                    |                                      | 31.12.2017     |   |            |                    |                                      |
|---|----------------|---|------------|--------------------|--------------------------------------|----------------|---|------------|--------------------|--------------------------------------|
|   | Encours total  | Dont encours douteux hors dépréciations | %          | Dont dépréciations | Encours douteux net de dépréciations | Encours total  | Dont encours douteux hors dépréciations | %          | Dont dépréciations | Encours douteux net de dépréciations |
| (en millions d'euros)   |                |   |            |                    |                                      |                |   |            |                    |                                      |
| <b>Crédits d'équipement</b>                                     | <b>23 474</b>  | <b>124</b>                              | <b>1 %</b> | <b>(25)</b>        | <b>99</b>                            | <b>23 130</b>  | <b>115</b>                              |            | <b>(23)</b>        | <b>92</b>                            |
| Anciens prêts équipement aux collectivités locales              | 125            | 3                                       | 2 %        | (2)                | 1                                    | 141            | 3                                       | 2 %        | (2)                | 1                                    |
| Prêts de refinancement aux collectivités locales                | 5 337          | 5                                       |            | (1)                | 4                                    | 5 983          | 3                                       |            |                    | 3                                    |
| Prêts nouveaux emplois  | 18 012         | 116                                     | 1 %        | (22)               | 94                                   | 17 006         | 109                                     | 1 %        | (21)               | 88                                   |
| <b>Crédits au logement social et à la politique de la ville</b> | <b>162 678</b> | <b>1 649</b>                            | <b>1 %</b> | <b>(55)</b>        | <b>1 594</b>                         | <b>158 751</b> | <b>1 016</b>                            | <b>1 %</b> | <b>(52)</b>        | <b>964</b>                           |
| Prêts très sociaux  | 19 062         | 269                                     | 1 %        | (4)                | 265                                  | 17 424         | 93                                      | 1 %        | (2)                | 91                                   |
| Prêts locatifs à usage social                                   | 77 688         | 786                                     | 1 %        | (22)               | 764                                  | 76 514         | 506                                     | 1 %        | (13)               | 493                                  |
| Prêts pour amélioration de l'habitat                            | 12 947         | 83                                      | 1 %        | (1)                | 82                                   | 11 964         | 44                                      |            |                    | 44                                   |
| Prêts locatif intermédiaire – prêts locatif social              | 25 225         | 135                                     | 1 %        | (4)                | 131                                  | 24 357         | 92                                      |            | (3)                | 89                                   |
| Prêts projets urbains   | 1 255          | 18                                      | 1 %        | (2)                | 16                                   | 1 440          | 19                                      | 1 %        | (2)                | 17                                   |
| Prêts renouvellement urbain                                     | 10 232         | 192                                     | 2 %        | (4)                | 188                                  | 10 550         | 170                                     | 2 %        | (3)                | 167                                  |
| Prêts au logement divers  | 16 269         | 166                                     | 1 %        | (18)               | 148                                  | 16 502         | 92                                      | 1 %        | (29)               | 63                                   |
| <b>Crédits divers</b>   | <b>2 379</b>   |   |            |                    |                                      | <b>3 148</b>   |   |            |                    |                                      |
| <b>Crédits de trésorerie et créances commerciales</b>           |                | <b>1</b>                                |            | <b>(1)</b>         |                                      | <b>77</b>      | <b>1</b>                                | <b>1 %</b> | <b>(1)</b>         |                                      |
| <b>Ensemble des crédits</b>                                     | <b>188 531</b> | <b>1 774</b>                            | <b>1 %</b> | <b>(81)</b>        | <b>1 693</b>                         | <b>185 106</b> | <b>1 132</b>                            | <b>1 %</b> | <b>(76)</b>        | <b>1 056</b>                         |

### 3.4 – Opérations sur titres de transaction, de placement, d'investissement et de l'activité de portefeuille

#### 3.4.1 – Analyse par nature et type de portefeuille

| (en millions d'euros)                             | 31.12.2018            |                     |                         |                                      |               | 31.12.2017            |                     |                         |                                      |               |
|---|-----------------------|---------------------|-------------------------|--------------------------------------|---------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|--------------------------------------|---------------|
|   | Titres de transaction | Titres de placement | Titres d'investissement | Titres de l'activité de portefeuille | Total         | Titres de transaction | Titres de placement | Titres d'investissement | Titres de l'activité de portefeuille | Total         |
| <b>Effets publics et valeurs assimilées</b>       |                       | <b>12 204</b>       | <b>37 121</b>           |                                      | <b>49 325</b> |                       | <b>13 687</b>       | <b>33 166</b>           |                                      | <b>46 853</b> |
| Effets publics et valeurs assimilées              |                       | 12 204              | 35 098                  |                                      | 47 302        |                       | 13 687              | 31 173                  |                                      | 44 860        |
| Titres prêtés                                     |                       |                     | 2 023                   |                                      | 2 023         |                       |                     | 1 993                   |                                      | 1 993         |
| <b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b> |                       | <b>21 398</b>       | <b>589</b>              |                                      | <b>21 987</b> |                       | <b>17 587</b>       | <b>1 651</b>            |                                      | <b>19 238</b> |
| Obligations                                       |                       | 2 201               | 589                     |                                      | 2 790         |                       | 1 942               | 1 651                   |                                      | 3 593         |
| Autres titres à revenu fixe                       |                       | 19 197              |                         |                                      | 19 197        |                       | 15 645              |                         |                                      | 15 645        |
| Titres prêtés                                     |                       |                     |                         |                                      |               |                       |                     |                         |                                      |               |
| <b>Actions et autres titres à revenu variable</b> |                       | <b>1 272</b>        |                         | <b>11 217</b>                        | <b>12 489</b> |                       | <b>1 103</b>        |                         | <b>11 013</b>                        | <b>12 116</b> |
| Actions   |                       | 463                 |                         | 9 780                                | 10 243        |                       | 497                 |                         | 9 499                                | 9 996         |
| OPCVM   |                       | 801                 |                         | 1 413                                | 2 214         |                       | 596                 |                         | 1 490                                | 2 086         |
| Autres titres à revenu variable                   |                       | 8                   |                         | 24                                   | 32            |                       | 10                  |                         | 24                                   | 34            |
| Titres prêtés                                     |                       |                     |                         |                                      |               |                       |                     |                         |                                      |               |
| <b>Total par type de portefeuille</b>             |                       | <b>34 874</b>       | <b>37 710</b>           | <b>11 217</b>                        | <b>83 801</b> |                       | <b>32 377</b>       | <b>34 817</b>           | <b>11 013</b>                        | <b>78 207</b> |

### 3.4.2 – Éléments complémentaires

|   | 31.12.2018            |                     |                         |                                      |               | 31.12.2017            |                     |                         |                                      |               |
|---|-----------------------|---------------------|-------------------------|--------------------------------------|---------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|--------------------------------------|---------------|
|   | Titres de transaction | Titres de placement | Titres d'investissement | Titres de l'activité de portefeuille | Total         | Titres de transaction | Titres de placement | Titres d'investissement | Titres de l'activité de portefeuille | Total         |
| (en millions d'euros)                             |                       |                     |                         |                                      |               |                       |                     |                         |                                      |               |
| <b>Effets publics et valeurs assimilées</b>       |                       | <b>12 204</b>       | <b>37 121</b>           |                                      | <b>49 325</b> |                       | <b>13 687</b>       | <b>33 166</b>           |                                      | <b>46 853</b> |
| Valeur brute                                      |                       | 12 131              | 35 247                  |                                      | 47 378        |                       | 13 592              | 31 573                  |                                      | 45 165        |
| Primes/Décotes                                    |                       | 52                  | 1 642                   |                                      | 1 694         |                       | 93                  | 1 380                   |                                      | 1 473         |
| Créances rattachées                               |                       | 24                  | 255                     |                                      | 279           |                       | 18                  | 243                     |                                      | 261           |
| Dépréciations <sup>(1)</sup>                      |                       | (3)                 | (23)                    |                                      | (26)          |                       | (16)                | (30)                    |                                      | (46)          |
| <b>Valeur de marché</b>                           |                       | <b>12 255</b>       | <b>39 607</b>           |                                      | <b>51 862</b> |                       | <b>13 779</b>       | <b>37 165</b>           |                                      | <b>50 944</b> |
| <b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b> |                       | <b>21 398</b>       | <b>589</b>              |                                      | <b>21 987</b> |                       | <b>17 587</b>       | <b>1 651</b>            |                                      | <b>19 238</b> |
| Valeur brute                                      |                       | 21 259              | 570                     |                                      | 21 829        |                       | 17 386              | 1 615                   |                                      | 19 001        |
| Primes/Décotes                                    |                       | 76                  | 12                      |                                      | 88            |                       | 76                  | 14                      |                                      | 90            |
| Créances rattachées                               |                       | 113                 | 7                       |                                      | 120           |                       | 129                 | 22                      |                                      | 151           |
| Dépréciations                                     |                       | (50)                |                         |                                      | (50)          |                       | (4)                 |                         |                                      | (4)           |
| <b>Valeur de marché</b>                           |                       | <b>21 660</b>       | <b>605</b>              |                                      | <b>22 265</b> |                       | <b>18 042</b>       | <b>1 771</b>            |                                      | <b>19 813</b> |
| <b>Actions et autres titres à revenu variable</b> |                       | <b>1 272</b>        |                         | <b>11 217</b>                        | <b>12 489</b> |                       | <b>1 103</b>        |                         | <b>11 013</b>                        | <b>12 116</b> |
| Valeur brute                                      |                       | 1 368               |                         | 13 070                               | 14 438        |                       | 1 115               |                         | 12 833                               | 13 948        |
| Créances rattachées                               |                       | 1                   |                         | 11                                   | 12            |                       |                     |                         | 11                                   | 11            |
| Dépréciations                                     |                       | (97)                |                         | (1 864)                              | (1 961)       |                       | (12)                |                         | (1 831)                              | (1 843)       |
| <b>Valeur de marché</b>                           |                       | <b>1 655</b>        |                         | <b>13 750</b>                        | <b>15 405</b> |                       | <b>1 823</b>        |                         | <b>14 906</b>                        | <b>16 729</b> |
| <b>Total par type de portefeuille</b>             |                       | <b>34 874</b>       | <b>37 710</b>           | <b>11 217</b>                        | <b>83 801</b> |                       | <b>32 377</b>       | <b>34 817</b>           | <b>11 013</b>                        | <b>78 207</b> |

(1) La dépréciation des titres d'investissement de 23 M€ au 31 décembre 2018 correspond à la provision résiduelle antérieurement constituée sur les titres transférés du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement en novembre 2011 : en application de la réglementation comptable, ces dépréciations sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

### 3.5 – Comptes de régularisation et actifs divers

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|--|--------------|--------------|
| Charges constatées d'avance  | 26           | 23           |
| Produits à recevoir  | 10           | 10           |
| Comptes d'ajustement sur devises et instruments financiers à terme | 275          | 192          |
| Autres comptes de régularisation                                   |              | 1            |
| <b>Comptes de régularisation</b>                                   | <b>311</b>   | <b>226</b>   |
| Débiteurs divers   | 1 162        | 970          |
| • bonifications à recevoir   | 1            |              |
| • autres débiteurs divers  | 1 161        | 970          |
| <b>Actifs divers</b>   | <b>1 162</b> | <b>970</b>   |
| <b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>                  | <b>1 473</b> | <b>1 196</b> |

### 3.6 – Opérations interbancaires et assimilées – Dettes envers les établissements de crédit

| (en millions d'euros)                                     | Notes | 31.12.2018     | 31.12.2017     |
|---|-------|----------------|----------------|
| Comptes et emprunts à terme <sup>(1)</sup>                |       | 5 403          | 4 844          |
| Titres donnés en pension livrée                           |       |                | 40             |
| Intérêts courus   |       | 37             | 35             |
| <b>Dettes envers les établissements de crédit à terme</b> |       | <b>5 440</b>   | <b>4 919</b>   |
| Dépôts centralisés  | 3.8.1 | 251 117        | 242 873        |
| Intérêts déposants  | 3.8.2 | 1 925          | 1 866          |
| Compléments d'intérêts à verser aux réseaux               | 3.8.3 | 66             | 64             |
| <b>Autres dettes envers les établissements de crédit</b>  |       | <b>253 108</b> | <b>244 803</b> |
| <b>Dettes envers les établissements de crédit</b>         |       | <b>258 548</b> | <b>249 722</b> |

(1) Dont 3 142 M€ d'emprunts bonifiés à taux zéro contractés auprès de la Section générale dans le cadre des dispositifs de prêts à taux zéro, 1 664 M€ d'emprunts contractés auprès de la Section générale dans le cadre du partenariat avec la BEI mis en place en 2015 et 228 M€ d'emprunts à taux fixe contractés auprès de la Section générale dans le cadre du Plan logement.

### 3.7 – Opérations avec la clientèle

| (en millions d'euros)                       | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
|---|------------|------------|
| Autres sommes dues à la clientèle           |            |            |
| Dépôts centralisés                          | 75         | 77         |
| Intérêts déposants                          | 1          | 1          |
| Compléments d'intérêts à verser aux réseaux |            | 1          |
| <b>Autres dettes envers la clientèle</b>    | <b>76</b>  | <b>79</b>  |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>         | <b>76</b>  | <b>79</b>  |

## 3.8 – Les dépôts

### 3.8.1 – Dépôts centralisés

| (en millions d'euros)                     | Dépôts au<br>01.01.2019 | Intérêts<br>capitalisés au<br>01.01.2019 | Dépôts au<br>31.12.2018 | Dépôts au<br>01.01.2018 | Intérêts<br>capitalisés au<br>01.01.2018 | Dépôts au<br>31.12.2017 |
|---|-------------------------|--|-------------------------|-------------------------|--|-------------------------|
| Livret A, LDDS <sup>(1)</sup>             | 231 415                 | 1 660                                    | 229 755                 | 222 688                 | 1 595                                    | 221 093                 |
| Livrets A & B Nouvelle-Calédonie          | 75                      |  | 75                      | 77                      |  | 77                      |
| Livret d'épargne populaire <sup>(2)</sup> | 21 622                  | 260                                      | 21 362                  | 22 046                  | 266                                      | 21 780                  |
| <b>Dépôts centralisés</b>                 | <b>253 112</b>          | <b>1 920</b>                             | <b>251 192</b>          | <b>244 811</b>          | <b>1 861</b>                             | <b>242 950</b>          |
| <b>Dont établissements de crédit</b>      | <b>253 037</b>          | <b>1 920</b>                             | <b>251 117</b>          | <b>244 734</b>          | <b>1 861</b>                             | <b>242 873</b>          |
| <b>Dont opérations avec la clientèle</b>  | <b>75</b>               |  | <b>75</b>               | <b>77</b>               |  | <b>77</b>               |

(1) Au 31 décembre 2018, les dépôts centralisés livret A et LDDS enregistrent une hausse de 8,7 Md€ par rapport au 31 décembre 2017 (1,6 Md€ d'intérêts capitalisés et 7,1 Md€ de collecte);

(2) Au 31 décembre 2018, les dépôts centralisés LEP enregistrent une baisse de 0,4 Md€ par rapport au 31 décembre 2017 (0,3 Md€ d'intérêts capitalisés et 0,7 Md€ de décollecte).

### 3.8.2 – Rémunération des dépôts

| (en millions d'euros)                    | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|--|--------------|--------------|
| Livret A, LDDS                           | 1 664        | 1 599        |
| Livrets A & B Nouvelle-Calédonie         | 1            | 1            |
| Livret d'épargne populaire               | 261          | 267          |
| <b>Intérêts déposants</b>                | <b>1 926</b> | <b>1 867</b> |
| <b>Dont établissements de crédit</b>     | <b>1 925</b> | <b>1 866</b> |
| <b>Dont opérations avec la clientèle</b> | <b>1</b>     | <b>1</b>     |

Le taux moyen du livret A et du LDDS s'élève à 0,75 % au 31 décembre 2018, comme au 31 décembre 2017 (cf. note 5.4). Ces rémunérations intègrent les intérêts versés aux établissements au titre des comptes clôturés au cours de l'exercice; les montants ne peuvent donc être directement comparés avec les intérêts capitalisés présentés dans le tableau 3.8.1.

### 3.8.3 – Compléments d'intérêts à verser aux réseaux

| (en millions d'euros)                              | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
|--|------------|------------|
| Livret A, LDDS                                     | 59         | 57         |
| Livrets A & B Nouvelle-Calédonie                   |            | 1          |
| Livret d'épargne populaire                         | 7          | 7          |
| <b>Compléments d'intérêts à verser aux réseaux</b> | <b>66</b>  | <b>65</b>  |
| <b>Dont établissements de crédit</b>               | <b>66</b>  | <b>64</b>  |
| <b>Dont opérations avec la clientèle</b>           |            | <b>1</b>   |

### 3.9 – Comptes de régularisation et passifs divers

#### 3.9.1 – Comptes de régularisation et passifs divers

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|---|--------------|--------------|
| Produits constatés d'avance   | 753          | 830          |
| • sur bonifications   | 632          | 720          |
| • sur titres  | (3)          | (16)         |
| • sur prêts <sup>(1)</sup>  | 13           | 9            |
| • sur instruments financiers <sup>(2)</sup>                                       | 111          | 117          |
| • autres produits constatés d'avance  |              |              |
| Charges à payer   | 35           | 35           |
| • commissions réseaux à payer <sup>(3)</sup>                                      | 27           | 29           |
| • charges à payer sur instruments financiers                                      | 8            | 6            |
| • charges à payer sur prêts   |              |              |
| • autres charges à payer  |              |              |
| Comptes d'ajustement sur devises et instruments financiers à terme <sup>(4)</sup> | 388          | 413          |
| Autres comptes de régularisation  | 90           | 70           |
| <b>Comptes de régularisation</b>  | <b>1 266</b> | <b>1 348</b> |
| Versements restant à effectuer sur titres <sup>(5)</sup>                          | 340          | 394          |
| Autres créditeurs divers  | 349          | 391          |
| <b>Créditeurs divers</b>  | <b>689</b>   | <b>785</b>   |
| <b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>                                | <b>1 955</b> | <b>2 133</b> |

(1) Concerne les soultes à étaler liées aux réaménagements de prêts;

(2) Concerne les soultes reçues à l'initiation des swaps de micro-couverture;

(3) Concerne la part restant à verser de la commission d'accessibilité bancaire payée à La Banque Postale;

(4) Concerne les intérêts courus sur swaps de micro-couverture et de macro-couverture;

(5) Concerne le capital appelé non libéré des actifs non cotés.

#### 3.9.2 – Détail des produits constatés d'avance sur bonifications

| (en millions d'euros) | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
|-----------------------|------------|------------|
| Bonifications brutes  | 3 558      | 3 556      |
| Reprises en résultat  | (2 926)    | (2 836)    |
| <b>Total</b>          | <b>632</b> | <b>720</b> |



### 3.10 – Provisions

| (en millions d'euros)   | 31.12.2017   | Dotations  | Reprises<br>utilisées | Reprises<br>non<br>utilisées | Autres<br>mouvements | 31.12.2018   |
|---|--------------|------------|-----------------------|------------------------------|----------------------|--------------|
| <b>Provisions sur instruments<br/>de marché<sup>(1)</sup></b> | <b>13</b>    | <b>42</b>  |                       | <b>(5)</b>                   |                      | <b>50</b>    |
| <b>Provisions sur prêts déficitaires<sup>(2)</sup></b>        | <b>2 339</b> | <b>126</b> | <b>(124)</b>          |                              |                      | <b>2 341</b> |
| • crédits de trésorerie et créances<br>commerciales           |              |            |                       |                              |                      |              |
| • équipement  | 48           | 2          | (25)                  |                              |                      | 25           |
| • logement social et politique de la ville <sup>(3)</sup>     | 2 245        | 124        | (72)                  |                              |                      | 2 297        |
| • divers  | 46           |            | (27)                  |                              |                      | 19           |
| <b>Autres provisions pour risques<br/>et charges</b>          | <b>19</b>    |            | <b>(15)</b>           |                              |                      | <b>4</b>     |
| • autres  | 19           |            | (15)                  |                              |                      | 4            |
| <b>Provisions</b>   | <b>2 371</b> | <b>168</b> | <b>(139)</b>          | <b>(5)</b>                   |                      | <b>2 395</b> |

(1) Les provisions sur instruments de marché correspondent à la prise en compte des moins-values latentes sur les assets-swaps, imputables à l'instrument de couverture. Ces moins-values latentes sont déterminées sur la base des valorisations (établies en fonction des données de marché à la date de clôture) du titre sous-jacent et de l'instrument de couverture. Le montant de la provision au 31 décembre 2018 s'élève à 50 M€;

(2) Ces prêts présentent des conditions de taux inférieures au coût de la ressource; la perte actuarielle correspondante fait l'objet d'une provision, ajustée en fonction des encours effectivement comptabilisés au bilan (prêts versés) et de la fraction probablement appelée des prêts inscrits au hors-bilan (offres de prêts, promesses d'octroi de prêts et prêts contractés non versés);

(3) Dont provision au titre de la prime exceptionnelle destinée à stimuler les opérations de construction de logements sociaux. Cette provision, constituée à hauteur de 87 M€ au 31 décembre 2014, s'établit à 1 M€ au 31 décembre 2018 (11 M€ au 31 décembre 2017) (cf. note 5.3).

### 3.11 – Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

| (en millions d'euros)                               | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|---|--------------|--------------|
| <b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b> | <b>5 650</b> | <b>4 657</b> |

Le FRBG a vocation à faire face aux risques présentés par le bilan du fonds d'épargne. À ce titre notamment, il est doté pour couvrir les besoins de fonds propres relatifs au Pilier 2 de la réglementation.

### 3.12 – Variation des capitaux propres

| (en millions d'euros)                               | Capitaux propres au 31.12.2016 | Affectation du résultat 2016 | Versement au titre du résultat 2016 | Autres variations | Résultat au 31.12.2017 | Capitaux propres au 31.12.2017 | Affectation du résultat 2017 | Versement au titre du résultat 2017 <sup>(1)</sup> | Autres variations | Résultat au 31.12.2018 | Capitaux propres au 31.12.2018 |
|---|--------------------------------|------------------------------|-------------------------------------|-------------------|------------------------|--------------------------------|------------------------------|--|-------------------|------------------------|--------------------------------|
| Réserve générale                                    | 5 457                          | 621                          | (618)                               |                   |                        | 5 460                          | 650                          | (575)  |                   |                        | 5 535                          |
| Report à nouveau                                    | 239                            |                              |                                     |                   |                        | 239                            |                              |  |                   |                        | 239                            |
| Résultat de l'exercice                              | 621                            | (621)                        |                                     |                   | 650                    | 650                            | (650)                        |  |                   | 556                    | 556                            |
| <b>Capitaux propres – hors FRBG</b>                 | <b>6 317</b>                   |                              | <b>(618)</b>                        |                   | <b>650</b>             | <b>6 349</b>                   |                              | <b>(575)</b>                                       |                   | <b>556</b>             | <b>6 330</b>                   |
| <b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b> | <b>3 891</b>                   |                              |                                     | <b>766</b>        |                        | <b>4 657</b>                   |                              |  | <b>993</b>        |                        | <b>5 650</b>                   |
| <b>Capitaux propres (y compris FRBG)</b>            | <b>10 208</b>                  |                              | <b>(618)</b>                        | <b>766</b>        | <b>650</b>             | <b>11 006</b>                  |                              | <b>(575)</b>                                       | <b>993</b>        | <b>556</b>             | <b>11 980</b>                  |

(1) Le décret n° 2018-682 du 31 juillet 2018 a fixé pour l'année 2018 le montant du prélèvement à 575 M€. Ce montant, correspondant à l'excédent de fonds propres au 31 décembre 2017, a été versé au Trésor le 4 décembre 2018.

### 3.13 – Risques de crédit

#### 3.13.1 – Ventilation des créances sur les établissements de crédit

| (en millions d'euros)                    | 31.12.2018          |                                  |                                     |                                 |                                   |               | 31.12.2017    |
|--|---------------------|----------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|---------------|---------------|
|  | Encours bruts sains | Encours bruts sains restructurés | Encours bruts douteux non compromis | Encours bruts douteux compromis | Dépréciations déduites de l'actif | Total         | Total         |
| <b>Répartition par zone géographique</b> |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |               |               |
| France                                   | 15 401              |                                  |                                     |                                 |                                   | 15 401        | 17 086        |
| Europe                                   |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |               |               |
| Autres                                   |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |               |               |
| <b>Total</b>                             | <b>15 401</b>       |                                  |                                     |                                 |                                   | <b>15 401</b> | <b>17 086</b> |
| <b>Répartition par durée résiduelle</b>  |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |               |               |
| Inférieure à 3 mois                      | 2 862               |                                  |                                     |                                 |                                   | 2 862         | 1 278         |
| De 3 mois à 1 an                         | 106                 |                                  |                                     |                                 |                                   | 106           | 893           |
| De 1 an à 5 ans                          | 3 021               |                                  |                                     |                                 |                                   | 3 021         | 4 330         |
| Supérieure à 5 ans                       | 9 412               |                                  |                                     |                                 |                                   | 9 412         | 10 585        |
| <b>Total</b>                             | <b>15 401</b>       |                                  |                                     |                                 |                                   | <b>15 401</b> | <b>17 086</b> |

### 3.13.2 – Ventilation des opérations avec la clientèle

|  | 31.12.2018          |                                  |                                     |                                 |                                   |                | 31.12.2017     |
|--|---------------------|----------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------|----------------|
|  | Encours bruts sains | Encours bruts sains restructurés | Encours bruts douteux non compromis | Encours bruts douteux compromis | Dépréciations déduites de l'actif | Total          | Total          |
| (en millions d'euros)                    |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |                |                |
| <b>Répartition par zone géographique</b> |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |                |                |
| France                                   | 171 565             |                                  | 1 772                               | 2                               | (81)                              | 173 258        | 167 867        |
| Europe                                   |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |                |                |
| Autres                                   | 1 021               |                                  |                                     |                                 |                                   | 1 021          | 955            |
| <b>Total</b>                             | <b>172 586</b>      |                                  | <b>1 772</b>                        | <b>2</b>                        | <b>(81)</b>                       | <b>174 279</b> | <b>168 822</b> |
| <b>Répartition par durée résiduelle</b>  |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |                |                |
| Inférieure à 3 mois                      | 3 573               |                                  | 58                                  |                                 | (37)                              | 3 594          | 3 573          |
| De 3 mois à 1 an                         | 5 205               |                                  | 53                                  |                                 | (1)                               | 5 257          | 5 354          |
| De 1 an à 5 ans                          | 28 873              |                                  | 293                                 |                                 | (8)                               | 29 158         | 29 099         |
| Supérieure à 5 ans                       | 134 935             |                                  | 1 368                               | 2                               | (35)                              | 136 270        | 130 796        |
| <b>Total</b>                             | <b>172 586</b>      |                                  | <b>1 772</b>                        | <b>2</b>                        | <b>(81)</b>                       | <b>174 279</b> | <b>168 822</b> |
| <b>Répartition par secteur</b>           |                     |                                  |                                     |                                 |                                   |                |                |
| HLM                                      | 120 903             |                                  | 753                                 |                                 | (19)                              | 121 637        | 111 644        |
| EPIC – SEM                               | 2 482               |                                  | 2                                   |                                 | (1)                               | 2 483          | 7 638          |
| Collectivités locales                    | 22 046              |                                  | 104                                 | 2                               | (6)                               | 22 146         | 22 078         |
| Sociétés commerciales                    | 16 890              |                                  | 837                                 |                                 | (39)                              | 17 688         | 17 387         |
| Administrations privées                  | 3 830               |                                  | 50                                  |                                 | (16)                              | 3 864          | 3 854          |
| Administrations publiques                | 6 404               |                                  | 26                                  |                                 |                                   | 6 430          | 6 192          |
| Autres                                   | 31                  |                                  |                                     |                                 |                                   | 31             | 29             |
| <b>Total</b>                             | <b>172 586</b>      |                                  | <b>1 772</b>                        | <b>2</b>                        | <b>(81)</b>                       | <b>174 279</b> | <b>168 822</b> |

**3.13.3 – Ventilation des titres à revenu fixe (hors titres empruntés)**

|  | 31.12.2018          |                                     |                                 |                                   | 31.12.2017    |               |
|--|---------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|---------------|---------------|
|  | Encours bruts sains | Encours bruts douteux non compromis | Encours bruts douteux compromis | Dépréciations déduites de l'actif | Total         | Total         |
| (en millions d'euros)                                      |                     |                                     |                                 |                                   |               |               |
| <b>Répartition par zone géographique</b>                   |                     |                                     |                                 |                                   |               |               |
| France   | 47 522              |                                     |                                 | (16)                              | 47 506        | 46 726        |
| Europe   | 23 633              |                                     |                                 | (57)                              | 23 576        | 19 071        |
| Autres   | 233                 |                                     |                                 | (3)                               | 230           | 294           |
| <b>Total</b>   | <b>71 388</b>       |                                     |                                 | <b>(76)</b>                       | <b>71 312</b> | <b>66 091</b> |
| <b>Répartition par durée résiduelle</b>                    |                     |                                     |                                 |                                   |               |               |
| Inférieure à 3 mois  | 6 121               |                                     |                                 |                                   | 6 121         | 9 039         |
| De 3 mois à 1 an   | 16 228              |                                     |                                 | (3)                               | 16 225        | 10 893        |
| De 1 an à 5 ans  | 23 704              |                                     |                                 | (37)                              | 23 667        | 19 662        |
| Supérieure à 5 ans   | 25 335              |                                     |                                 | (36)                              | 25 299        | 26 497        |
| <b>Total</b>   | <b>71 388</b>       |                                     |                                 | <b>(76)</b>                       | <b>71 312</b> | <b>66 091</b> |
| <b>Répartition par notation synthétique <sup>(1)</sup></b> |                     |                                     |                                 |                                   |               |               |
| AAA  | 5 398               |                                     |                                 | (8)                               | 5 390         | 3 163         |
| AA   | 44 094              |                                     |                                 | (5)                               | 44 089        | 44 078        |
| A  | 12 623              |                                     |                                 | (19)                              | 12 604        | 9 662         |
| BBB  | 8 879               |                                     |                                 | (42)                              | 8 837         | 8 933         |
| BB   |                     |                                     |                                 |                                   |               |               |
| B  | 3                   |                                     |                                 |                                   | 3             | 4             |
| CCC  |                     |                                     |                                 |                                   |               |               |
| Non noté   | 391                 |                                     |                                 | (2)                               | 389           | 251           |
| <b>Total</b>   | <b>71 388</b>       |                                     |                                 | <b>(76)</b>                       | <b>71 312</b> | <b>66 091</b> |

(1) Notation synthétique des agences Moody's, Standard and Poors et Fitch.

### 3.14 – Bilan ventilé par devise – Valeurs nettes après dépréciation

| (en millions d'euros)  | EUR            | USD        | GBP        | Autres       | Total          |
|--|----------------|------------|------------|--------------|----------------|
| <b>Actif</b>   |                |            |            |              |                |
| <b>Opérations interbancaires et assimilées</b>                         | <b>64 592</b>  |            | <b>2</b>   | <b>132</b>   | <b>64 726</b>  |
| Effets publics et valeurs assimilées                                   | 49 206         |            |            | 119          | 49 325         |
| Créances sur les établissements de crédit                              | 15 386         |            | 2          | 13           | 15 401         |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                    | <b>174 279</b> |            |            |              | <b>174 279</b> |
| Autres concours à la clientèle à terme                                 | 174 279        |            |            |              | 174 279        |
| <b>Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable</b> | <b>32 009</b>  | <b>679</b> | <b>784</b> | <b>1 004</b> | <b>34 476</b>  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                             | 21 184         | 679        | 124        |              | 21 987         |
| Actions et autres titres à revenu variable                             | 10 825         |            | 660        | 1 004        | 12 489         |
| <b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>                    |                |            |            |              |                |
| <b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>                      | <b>1 473</b>   |            |            |              | <b>1 473</b>   |
| <b>Total Actif</b>   | <b>272 353</b> | <b>679</b> | <b>786</b> | <b>1 136</b> | <b>274 954</b> |
| <b>Passif</b>  |                |            |            |              |                |
| <b>Opérations interbancaires et assimilées</b>                         | <b>258 548</b> |            |            |              | <b>258 548</b> |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                    | <b>76</b>      |            |            |              | <b>76</b>      |
| Autres dettes envers la clientèle                                      | 76             |            |            |              | 76             |
| <b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>                     | <b>1 937</b>   | <b>17</b>  | <b>1</b>   |              | <b>1 955</b>   |
| <b>Provisions</b>  | <b>2 395</b>   |            |            |              | <b>2 395</b>   |
| <b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>                    | <b>5 650</b>   |            |            |              | <b>5 650</b>   |
| <b>Capitaux propres – hors FRBG</b>                                    | <b>6 330</b>   |            |            |              | <b>6 330</b>   |
| Réserves et autres   | 5 535          |            |            |              | 5 535          |
| Report à nouveau   | 239            |            |            |              | 239            |
| Résultat de l'exercice   | 556            |            |            |              | 556            |
| <b>Total Passif</b>  | <b>274 936</b> | <b>17</b>  | <b>1</b>   |              | <b>274 954</b> |

## 4 – Notes relatives au hors-bilan

### 4.1 – Engagements hors-bilan relatifs aux opérations de change comptant et à terme et de prêts/Emprunts de devises

| (en millions d'euros)                    | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
|--|------------|------------|
| <b>Opérations de change à terme</b>      |            |            |
| Euros à recevoir contre devises à livrer |            |            |
| <i>Euros à recevoir</i>                  | 2 645      | 2 158      |
| <i>Devises à livrer</i>                  | 2 699      | 2 108      |
| Devises à recevoir contre euros à livrer |            |            |
| <i>Devises à recevoir</i>                | 16         | 11         |
| <i>Euros à livrer</i>                    | 16         | 11         |
| <b>Report/Déport non couru</b>           |            |            |
| À recevoir                               | 2          | 2          |
| À payer                                  | 23         | 4          |

## 4.2 – Instruments financiers à terme

### 4.2.1 – Engagements hors-bilan relatifs aux instruments financiers à terme

|  | 31.12.2018                          |                                 |                                     |                                 | 31.12.2017                          |                                 |                                     |                                 |
|--|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|
|  | Transaction                         |                                 | Trésorerie/Couverture               |                                 | Transaction                         |                                 | Trésorerie/Couverture               |                                 |
|  | Engagements donnés – Achat/ Emprunt | Engagements reçus – Vente/ Prêt | Engagements donnés – Achat/ Emprunt | Engagements reçus – Vente/ Prêt | Engagements donnés – Achat/ Emprunt | Engagements reçus – Vente/ Prêt | Engagements donnés – Achat/ Emprunt | Engagements reçus – Vente/ Prêt |
| (en millions d'euros)                        |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| <b>Opérations fermes</b>                     |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| <b>Marchés organisés</b>                     |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| Instruments de taux d'intérêt                |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| Instruments de cours de change               |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| Instruments autres que de taux et de change  |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| <b>Marchés de gré à gré</b>                  |                                     |                                 | <b>35 079</b>                       | <b>35 079</b>                   |                                     |                                 | <b>31 444</b>                       | <b>31 444</b>                   |
| Instruments de taux d'intérêt <sup>(1)</sup> |                                     |                                 | 35 079                              | 35 079                          |                                     |                                 | 31 444                              | 31 444                          |
| Valeur de marché <sup>(2)</sup>              |                                     |                                 | 17 348                              | 16 162                          |                                     |                                 | 14 497                              | 13 496                          |
| Instruments de cours de change               |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| Instruments autres que de taux et de change  |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| <b>Opérations conditionnelles</b>            |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| <b>Marchés organisés</b>                     | <b>86</b>                           | <b>77</b>                       |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| Instruments de taux d'intérêt                |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| Instruments de cours de change               |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| Instruments autres que de taux et de change  | 86                                  | 77                              |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| <b>Marchés de gré à gré</b>                  |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| Instruments de taux d'intérêt                |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| Instruments de cours de change               |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |
| Instruments autres que de taux et de change  |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |                                     |                                 |

(1) Les « instruments de taux d'intérêt » concernent (en nominal d'engagement) :

- à hauteur de 1 750 M€ (2 250 M€ au 31 décembre 2017) des contrats d'échange de taux réalisés sur les prêts ;
- à hauteur de 14 169 M€ (11 600 M€ au 31 décembre 2017) des swaps inflation en macro-couverture du bilan ;
- à hauteur de 19 160 M€ (17 594 M€ au 31 décembre 2017) des opérations de couverture de titres essentiellement sous forme d'asset swap ;

(2) La valeur de marché, information issue du système de gestion, représente la valorisation des swaps sur la base des données de marché en date de clôture. Ces opérations étant des swaps de couverture, la valorisation des swaps se compense avec la valorisation des titres couverts.

#### 4.2.2 – Ventilation par durée résiduelle

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018          |                  |              |                    |               | 31.12.2017          |                  |              |                    |               |
|--|---------------------|------------------|--------------|--------------------|---------------|---------------------|------------------|--------------|--------------------|---------------|
|  | Inférieure à 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieure à 5 ans | Total         | Inférieure à 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieure à 5 ans | Total         |
| <b>Opérations fermes</b>   |                     |                  |              |                    |               |                     |                  |              |                    |               |
| Engagements donnés sur instruments de taux d'intérêt               | 279                 | 5 906            | 12 289       | 16 605             | <b>35 079</b> | 1 924               | 2 940            | 9 583        | 16 997             | <b>31 444</b> |
| Engagements reçus sur instruments de taux d'intérêt                | 279                 | 5 906            | 12 289       | 16 605             | <b>35 079</b> | 1 924               | 2 940            | 9 583        | 16 997             | <b>31 444</b> |
| Engagements donnés sur instruments de cours de change              |                     |                  |              |                    |               |                     |                  |              |                    |               |
| Engagements reçus sur instruments de cours de change               |                     |                  |              |                    |               |                     |                  |              |                    |               |
| Engagements donnés sur instruments autres que de taux et de change |                     |                  |              |                    |               |                     |                  |              |                    |               |
| Engagements reçus sur instruments autres que de taux et de change  |                     |                  |              |                    |               |                     |                  |              |                    |               |
| <b>Opérations conditionnelles</b>                                  |                     |                  |              |                    |               |                     |                  |              |                    |               |
| Engagements donnés sur instruments de taux d'intérêt               |                     |                  |              |                    |               |                     |                  |              |                    |               |
| Engagements reçus sur instruments de taux d'intérêt                |                     |                  |              |                    |               |                     |                  |              |                    |               |
| Engagements donnés sur instruments de cours de change              |                     |                  |              |                    |               |                     |                  |              |                    |               |
| Engagements reçus sur instruments de cours de change               |                     |                  |              |                    |               |                     |                  |              |                    |               |
| Engagements donnés sur instruments autres que de taux et de change | 86                  |                  |              |                    | <b>86</b>     |                     |                  |              |                    |               |
| Engagements reçus sur instruments autres que de taux et de change  | 77                  |                  |              |                    | <b>77</b>     |                     |                  |              |                    |               |



#### 4.2.3 – Ventilation par devise

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018 |     |     |        |               | 31.12.2017 |     |     |        |               |
|--|------------|-----|-----|--------|---------------|------------|-----|-----|--------|---------------|
|  | EUR        | USD | GBP | Autres | Total         | EUR        | USD | GBP | Autres | Total         |
| <b>Opérations fermes</b>   |            |     |     |        |               |            |     |     |        |               |
| Engagements donnés sur instruments de taux d'intérêt               | 35 079     |     |     |        | <b>35 079</b> | 31 444     |     |     |        | <b>31 444</b> |
| Engagements reçus sur instruments de taux d'intérêt                | 35 079     |     |     |        | <b>35 079</b> | 31 444     |     |     |        | <b>31 444</b> |
| Engagements donnés sur instruments de cours de change              |            |     |     |        |               |            |     |     |        |               |
| Engagements reçus sur instruments de cours de change               |            |     |     |        |               |            |     |     |        |               |
| Engagements donnés sur instruments autres que de taux et de change |            |     |     |        |               |            |     |     |        |               |
| Engagements reçus sur instruments autres que de taux et de change  |            |     |     |        |               |            |     |     |        |               |
| <b>Opérations conditionnelles</b>                                  |            |     |     |        |               |            |     |     |        |               |
| Engagements donnés sur instruments de taux d'intérêt               |            |     |     |        |               |            |     |     |        |               |
| Engagements reçus sur instruments de taux d'intérêt                |            |     |     |        |               |            |     |     |        |               |
| Engagements donnés sur instruments de cours de change              |            |     |     |        |               |            |     |     |        |               |
| Engagements reçus sur instruments de cours de change               |            |     |     |        |               |            |     |     |        |               |
| Achat/Emp Op condi Autres instruments                              | 86         |     |     |        | <b>86</b>     |            |     |     |        |               |
| Vente/Pret Op condi Autres instruments                             | 77         |     |     |        | <b>77</b>     |            |     |     |        |               |

#### 4.2.4 – Ventilation par zone géographique des swaps de taux

| (en millions d'euros) | 31.12.2018    | 31.12.2017    |
|-----------------------|---------------|---------------|
| France                | 6 919         | 7 572         |
| Europe <sup>(1)</sup> | 28 160        | 23 872        |
| Autres                |               |               |
| <b>Total</b>          | <b>35 079</b> | <b>31 444</b> |

(1) Dont Royaume-Uni pour 26 647 M€ (22 610 M€ au 31 décembre 2017).

### 4.3 – Risques de crédit – Ventilation par zone géographique des engagements donnés

| (en millions d'euros)               | 31.12.2018    |        |           |               | 31.12.2017    |        |           |               |
|-------------------------------------|---------------|--------|-----------|---------------|---------------|--------|-----------|---------------|
|                                     | France        | Europe | Autres    | Toutes zones  | France        | Europe | Autres    | Toutes zones  |
| Engagements donnés sains            | 30 929        |        | 59        | 30 988        | 33 317        |        | 35        | 33 352        |
| Engagements donnés douteux          | 52            |        |           | 52            | 3             |        |           | 3             |
| <b>Total des engagements donnés</b> | <b>30 981</b> |        | <b>59</b> | <b>31 040</b> | <b>33 320</b> |        | <b>35</b> | <b>33 355</b> |

## 5 – Notes relatives au résultat

### 5.1 – Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires

| (en millions d'euros)  | Notes | 31.12.2018     | 31.12.2017     |
|--|-------|----------------|----------------|
| Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs  |       | (3)            | 1              |
| Produits sur report/Déport   |       | 3              | 4              |
| Intérêts sur prêts et valeurs reçues en pension                                      | 5.3   | 348            | 451            |
| Autres intérêts et produits assimilés <sup>(1)</sup>                                 | 5.3   | (68)           | (69)           |
| Dotations/Reprises aux provisions pour prêts déficitaires                            | 5.3   | 26             | (41)           |
| <b>Intérêts et produits assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires</b> |       | <b>306</b>     | <b>346</b>     |
| Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs   |       |                | (4)            |
| Intérêts sur titres donnés en pension livrée   |       |                | 1              |
| Intérêts sur emprunts et valeurs données en pension                                  |       | (47)           | (40)           |
| Charges sur report/Déport  |       | (23)           | (8)            |
| Autres intérêts et charges assimilées  |       |                |                |
| Intérêts et charges assimilées sur dépôts <sup>(2)</sup>                             | 5.4.1 | (2 728)        | (2 645)        |
| <b>Intérêts et charges assimilées sur opérations de trésorerie et interbancaires</b> |       | <b>(2 798)</b> | <b>(2 696)</b> |

(1) Intérêts nets des charges sur swaps de couverture de prêts ;

(2) Au 31 décembre 2018, le taux moyen du livret A et du LDDS s'élève à 0,75 % comme au 31 décembre 2017 (cf. note 5.4).

### 5.2 – Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle

| (en millions d'euros)  | Notes      | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|--|------------|--------------|--------------|
| Intérêts sur crédits à la clientèle et valeurs reçues en pension       |            | 2 721        | 2 722        |
| Autres intérêts et produits assimilés <sup>(1)</sup>                   |            | 12           | (32)         |
| Produit sur report/Déport  |            |              |              |
| Dotations/Reprises aux provisions pour intérêts douteux                |            | (4)          | 1            |
| Dotations/Reprises aux provisions pour prêts déficitaires              |            | (27)         | (298)        |
| <b>Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle</b> | <b>5.3</b> | <b>2 702</b> | <b>2 393</b> |
| Autres intérêts et charges assimilées                                  |            | (1)          | (1)          |
| Charges sur report/Déport  |            |              |              |
| Intérêts et charges assimilées sur dépôts <sup>(2)</sup>               | 5.4.1      | (1)          | (1)          |
| <b>Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle</b> |            | <b>(2)</b>   | <b>(2)</b>   |

(1) Dont intérêts nets des charges sur swaps de couverture de prêts ;

(2) Concerne les dépôts des livrets A et B de l'Office des postes et télécommunications de Nouvelle-Calédonie.

### 5.3 – Intérêts et produits assimilés sur prêts

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|---|--------------|--------------|
| <b>Crédits de trésorerie et créances commerciales</b>             |              | <b>4</b>     |
| Intérêts  |              |              |
| Dotations et reprises de provisions nettes sur intérêts douteux   |              |              |
| Dotations et reprises de provisions nettes sur prêts déficitaires |              | 4            |
| <b>Crédits d'équipement</b>                                       | <b>566</b>   | <b>471</b>   |
| Intérêts  | 529          | 506          |
| Reprise nette de bonification                                     | 1            | (1)          |
| Amortissements des surcotes décotes                               |              |              |
| Autres intérêts et produits assimilés                             | 13           | 5            |
| Dotations et reprises de provisions nettes sur intérêts douteux   |              |              |
| Dotations et reprises de provisions nettes sur prêts déficitaires | 23           | (39)         |
| <b>Crédits au logement social et à la politique de la ville</b>   | <b>2 414</b> | <b>2 286</b> |
| Intérêts  | 2 362        | 2 433        |
| Reprise nette de bonification                                     | 89           | 128          |
| Amortissements des surcotes décotes                               | 4            | 11           |
| Autres intérêts et produits assimilés                             | 15           | (21)         |
| Dotations et reprises de provisions nettes sur intérêts douteux   | (4)          | 1            |
| Dotations et reprises de provisions nettes sur prêts déficitaires | (52)         | (266)        |
| <b>Crédits divers</b>   | <b>28</b>    | <b>(27)</b>  |
| Intérêts  | 84           | 96           |
| Reprise nette de bonification                                     |              |              |
| Amortissements des surcotes décotes                               |              |              |
| Autres intérêts et produits assimilés                             | (84)         | (85)         |
| Dotations et reprises de provisions nettes sur intérêts douteux   |              |              |
| Dotations et reprises de provisions nettes sur prêts déficitaires | 28           | (38)         |
| <b>Total intérêts et produits assimilés sur prêts</b>             | <b>3 008</b> | <b>2 734</b> |
| <b>Dont opérations de trésorerie et interbancaires</b>            | <b>305</b>   | <b>341</b>   |
| <b>Dont opérations avec la clientèle</b>                          | <b>2 703</b> | <b>2 393</b> |
| Intérêts  | 2 975        | 3 035        |
| Reprise nette de bonification                                     | 90           | 127          |
| Amortissements des surcotes décotes                               | 4            | 11           |
| Autres intérêts et produits assimilés <sup>(1)</sup>              | (56)         | (101)        |
| Dotations et reprises de provisions nettes sur intérêts douteux   | (4)          | 1            |
| Dotations et reprises de provisions nettes sur prêts déficitaires | (1)          | (339)        |

(1) Dont intérêts nets des charges sur swaps de couverture de prêts.

## 5.4 – Intérêts sur dépôts

### 5.4.1 – Intérêts et charges assimilées sur dépôts

| (en millions d'euros)                           | 31.12.2018     | 31.12.2017     |
|---|----------------|----------------|
| <b>Intérêts déposants <sup>(1)</sup></b>        | <b>(1 954)</b> | <b>(1 896)</b> |
| Livret A, LDDS                                  | (1 686)        | (1 623)        |
| Livrets A & B Nouvelle-Calédonie                | (1)            | (1)            |
| Livret d'épargne populaire                      | (267)          | (272)          |
| <b>Complément d'intérêts versés aux réseaux</b> | <b>(775)</b>   | <b>(750)</b>   |
| Livret A, LDDS                                  | (688)          | (662)          |
| Livrets A & B Nouvelle-Calédonie                |                |                |
| Livret d'épargne populaire                      | (87)           | (88)           |
| <b>Total des intérêts sur dépôts</b>            | <b>(2 729)</b> | <b>(2 646)</b> |
| <b>Dont opérations interbancaires</b>           | <b>(2 728)</b> | <b>(2 645)</b> |
| <b>Dont opérations avec la clientèle</b>        | <b>(1)</b>     | <b>(1)</b>     |

(1) Au 31 décembre 2018, le taux moyen du livret A et du LDDS s'élève à 0,75 % comme au 31 décembre 2017.

### 5.4.2 – Taux de rémunération des livrets réglementés

| Taux de rémunération                            | Livrets réglementés |        |
|---|---------------------|--------|
|   | Livret A – LDDS     | LEP    |
| Depuis le 1 <sup>er</sup> août 2015             | 0,75 %              | 1,25 % |
| Du 1 <sup>er</sup> août 2014 au 31 juillet 2015 | 1,00 %              | 1,50 % |
| Du 1 <sup>er</sup> août 2013 au 31 juillet 2014 | 1,25 %              | 1,75 % |

## 5.5 – Intérêts et assimilés sur obligations et titres à revenu fixe

| (en millions d'euros)   | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|---|--------------|--------------|
| Effets publics  | (40)         | (29)         |
| Obligations   | 39           | 39           |
| Autres titres à revenu fixe   | 128          | 142          |
| <b>Intérêts et produits assimilés sur titres de placement</b>                 | <b>127</b>   | <b>152</b>   |
| Effets publics  | 1 113        | 929          |
| Obligations   | 44           | 59           |
| Autres titres à revenu fixe   |              |              |
| <b>Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement</b>             | <b>1 157</b> | <b>988</b>   |
| <b>Intérêts et produits assimilés sur obligations et titres à revenu fixe</b> | <b>1 284</b> | <b>1 140</b> |

## 5.6 – Autres intérêts et assimilés

| (en millions d'euros)                        | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|--|--------------|--------------|
| <b>Micro-couverture</b>                      | <b>82</b>    | <b>72</b>    |
| Swaps de taux                                | 81           | 70           |
| Swaps financiers                             | 1            | 2            |
| Swaps complexes                              |              |              |
| <b>Macro-couverture</b>                      | <b>104</b>   | <b>40</b>    |
| Swaps complexes                              | 104          | 40           |
| <b>Sur titres</b>                            |              |              |
| <b>Autres intérêts et produits assimilés</b> | <b>186</b>   | <b>112</b>   |
| <b>Micro-couverture</b>                      | <b>(287)</b> | <b>(281)</b> |
| Swaps de taux                                | (280)        | (275)        |
| Swaps financiers                             | (4)          | (5)          |
| Swaps complexes                              | (3)          | (1)          |
| <b>Macro-couverture</b>                      | <b>(28)</b>  | <b>(65)</b>  |
| Swaps complexes                              | (28)         | (65)         |
| <b>Autres intérêts et charges assimilées</b> | <b>(315)</b> | <b>(346)</b> |

## 5.7 – Revenus des titres à revenu variable

| (en millions d'euros)                                   | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
|---|------------|------------|
| Actions   | 15         | 13         |
| OPCVM   | 16         | 21         |
| Autres titres à revenu variable                         |            |            |
| <b>Revenus des titres de placement</b>                  | <b>31</b>  | <b>34</b>  |
| Actions   | 471        | 430        |
| OPCVM   | 38         | 28         |
| Autres titres à revenu variable                         | 2          | 1          |
| <b>Revenus des titres de l'activité de portefeuille</b> | <b>511</b> | <b>459</b> |
| <b>Revenus des titres à revenu variable</b>             | <b>542</b> | <b>493</b> |

## 5.8 – Produits et charges de commissions

| (en millions d'euros)                                       | 31.12.2018 |              | 31.12.2017 |              |
|---|------------|--------------|------------|--------------|
|   | Produits   | Charges      | Produits   | Charges      |
| Opérations avec les établissements de crédit <sup>(1)</sup> |            | (320)        |            | (470)        |
| Opérations avec la clientèle                                | 2          |              | 3          |              |
| Opérations sur titres                                       |            | (6)          |            | (4)          |
| Prestations sur instruments financiers à terme              |            | (1)          |            |              |
| <b>Commissions</b>  | <b>2</b>   | <b>(327)</b> | <b>3</b>   | <b>(474)</b> |
| <b>Produits et charges de commissions</b>                   |            | <b>(325)</b> |            | <b>(471)</b> |

(1) Concerne la commission d'accessibilité bancaire versée à La Banque Postale. En 2017, une charge complémentaire de 130 M€ relative à l'exercice 2016 a été enregistrée, compensée en coût du risque par une reprise de provision de même montant (cf. note 5.11).

## 5.9 – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   | 31.12.2017 |
|--|--------------|------------|
| <b>Résultat de cession des titres de placement<sup>(1)</sup></b>                     | <b>72</b>    | <b>88</b>  |
| • effets publics et valeurs assimilées   | 28           | 1          |
| • obligations  | (1)          | 5          |
| • autres titres à revenu fixe  | 4            | 7          |
| • actions  | 40           | 28         |
| • OPCVM et autres titres à revenu variable   | 1            | 47         |
| <b>Autres produits et charges sur titres de placement</b>                            | <b>(1)</b>   | <b>(1)</b> |
| <b>Dotations/Reprises aux dépréciations sur titres de placement<sup>(2)</sup></b>    | <b>(155)</b> | <b>12</b>  |
| <b>Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de placement</b>                   | <b>(84)</b>  | <b>99</b>  |
| <b>Résultat de cession des titres de l'activité de portefeuille</b>                  | <b>162</b>   | <b>399</b> |
| • actions  | 95           | 317        |
| • OPCVM et autres titres à revenu variable   | 67           | 82         |
| <b>Autres produits et charges sur titres de l'activité de portefeuille</b>           | <b>(2)</b>   | <b>(2)</b> |
| <b>Dotations/Reprises aux dépréciations sur titres de l'activité de portefeuille</b> | <b>(31)</b>  | <b>45</b>  |
| <b>Gains ou pertes sur opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>       | <b>129</b>   | <b>442</b> |
| <b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>    | <b>45</b>    | <b>541</b> |

(1) Dont les soultes reçues ou versées lors de la résiliation d'un swap de micro-couverture suite à la cession de l'élément couvert;

(2) Dont au 31 décembre 2018, une dotation de 37 M€ sur les instruments de couverture (reprise de 5 M€ au 31 décembre 2017) et une dotation de 119 M€ sur les titres de placement (reprise de 7 M€ au 31 décembre 2017).

## 5.10 – Charges générales d'exploitation

| (en millions d'euros)  | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|--|--------------|--------------|
| Charges de personnel   | (19)         | (28)         |
| Charges informatiques  | (27)         | (27)         |
| Autres prestations   | (111)        | (85)         |
| <b>Charges de fonctionnement facturées par la Caisse des Dépôts <sup>(1)</sup></b> | <b>(157)</b> | <b>(140)</b> |
| Impôts et taxes  |              |              |
| <b>Autres frais administratifs</b>   |              |              |
| <b>Charges générales d'exploitation</b>  | <b>(157)</b> | <b>(140)</b> |

(1) La Section générale assure pour le compte du fonds d'épargne et lui refacture :

- des prestations bancaires : centralisation de la trésorerie, traitement numéraire, intermédiation pour les opérations de marché ;
- des prestations administratives : mise à disposition de moyens, en personnel et en matériel notamment.

L'année 2018 a connu plusieurs réorganisations au sein de l'établissement public, accompagnées de transferts d'activité (Banque des Territoires, filières risques et conformité). Comptablement, ces mouvements se traduisent par des transferts depuis les charges directes (personnel, informatiques) vers les charges indirectes de la ligne « Autres prestations ».

## 5.11 – Coût du risque

| (en millions d'euros)                               | 31.12.2018  | 31.12.2017  |
|---|-------------|-------------|
| Dépréciation des créances                           | (33)        | (44)        |
| Risques sur engagements de signature                |             |             |
| Autres risques                                      |             |             |
| <b>Dotations pour dépréciations et provisions</b>   | <b>(33)</b> | <b>(44)</b> |
| Dépréciation des créances                           | 32          | 12          |
| Autres risques <sup>(1)</sup>                       |             | 130         |
| <b>Reprises de dépréciations et provisions</b>      | <b>32</b>   | <b>142</b>  |
| Pertes sur créances irrécouvrables et récupérations |             |             |
| <b>Pertes et récupérations</b>                      |             |             |
| <b>Coût du risque</b>                               | <b>(1)</b>  | <b>98</b>   |

(1) En 2017, la provision de 130 M€ enregistrée en 2016 au titre de la hausse de la commission d'accessibilité bancaire a été reprise simultanément au versement à La Banque Postale (cf. note 5.8).

## 5.12 – Dotations nettes aux FRBG et provisions réglementées

| (en millions d'euros)                                       | 31.12.2018   | 31.12.2017   |
|---|--------------|--------------|
| Dotations nettes au FRBG                                    | (993)        | (766)        |
| <b>Dotations nettes aux FRBG et provisions réglementées</b> | <b>(993)</b> | <b>(766)</b> |



---

# Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels du Fonds d'Épargne centralisé à la Caisse des dépôts et consignations

---

**(Exercice clos le 31 décembre 2018)**

---

## Opinion

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds d'Épargne centralisé à la Caisse des dépôts et consignations relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Épargne centralisé à la Caisse des dépôts et consignations à la fin de cet exercice.

---

## Fondement de l'opinion

---

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

---

## Justification des appréciations

---

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

### Évaluation des titres de l'activité de portefeuille

L'évaluation des titres de l'activité de portefeuille constitue un domaine d'estimation comptable significative. Les titres de l'activité de portefeuille sont évalués à leur valeur d'utilité en retenant une approche multicritères (paragraphe III.3.1 de la note « 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation », notes 3.4 et 5.9 de l'annexe). Nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille et nous avons apprécié les dépréciations constatées à partir de ces valeurs.

### Dépréciation des crédits

Votre établissement constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (paragraphe II.2.1 de la note « 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation », notes 3.2, 3.3, 3.13 et 5.11 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations spécifiques.

### Provision pour prêts déficitaires

Votre établissement constitue des provisions en couverture des pertes résultant de certains programmes de prêts consentis à un taux inférieur au coût de la ressource à laquelle ils sont adossés (paragraphe VI de la note « 2. Principes comptables et méthode d'évaluation », notes 3.10, 5.1, 5.2 et 5.3 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de détermination des pertes actuarielles attendues et leur couverture par des provisions pour risques.

### Fonds pour risques bancaires généraux

Votre établissement constitue un fonds pour risques bancaires généraux (paragraphe VI de la note « 1. Environnement économique, événements marquants de la période et postérieurs à la clôture », VII de la note « 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation », notes 3.11, 3.12 et 5.12 de l'annexe) destiné à faire face aux risques inhérents à l'activité de prêteur et d'investisseur sur le marché. Nous avons vérifié que le contenu de l'annexe reflétait les pratiques mises en œuvre étant précisé que les dotations/reprises sont constatées à la discrétion des dirigeants.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

---

### Vérification spécifique

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport de gestion du Fonds d'Épargne centralisé à la Caisse des dépôts et consignations.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes annuels.

---

### Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

---

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général.

---

### Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 8 avril 2019

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Pierre Clavié

MAZARS  
Jean Latorzeff

Le rapport d'activité et de développement durable du groupe Caisse des Dépôts, les états financiers qui s'y rapportent et le rapport du fonds d'épargne sont disponibles sur le site Internet : [www.caissedesdepots.fr//rapport-annuel-2018](http://www.caissedesdepots.fr//rapport-annuel-2018)

Édition  
Groupe Caisse des Dépôts  
Direction de la communication  
Direction des finances (contact : Véronique Collet)

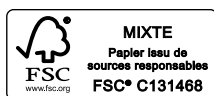
#### Avertissement du lecteur

Les états financiers de l'exercice 2018 se rapportent aux comptes consolidés certifiés du groupe Caisse des Dépôts, aux comptes certifiés de la Section générale de la Caisse des Dépôts et aux comptes certifiés du fonds d'épargne centralisé à la Caisse des Dépôts. Les comptes détaillés propres aux filiales, aux autres organismes et établissements gérés par la Caisse des Dépôts, ne figurent pas dans ce rapport, mais dans des rapports spécifiques établis par ces différentes entités.

Réalisation : **HAVAS PARIS**

Crédit : Getty Images Artur Debat

Ce produit est composé de matériaux certifiés FSC® et de matériaux contrôlés



La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus aux personnes handicapées moteurs, leur permettant de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce, à partir de n'importe quel support numérique.

**Groupe Caisse des Dépôts**  
56 rue de Lille  
75007 Paris  
T 01 58 50 00 00

 |  |  |   
[caissedesdepots.fr](http://caissedesdepots.fr)



**Ensemble, faisons grandir la France**